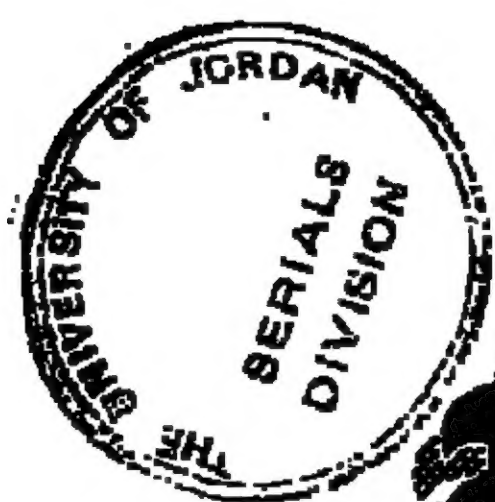


كلمة من اجل



Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13904 - 4,50 F

MERCREDI 11 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

Toujours la dette

DEUX hommes au nom fortamment associé au problème de la dette mondiale se sont rencontrés lundi 9 octobre à Caracas. M. Mitterrand, « allié solide des pays endettés », a rappelé la double nécessité de reprendre le dialogue Nord-Sud et de ne pas renoncer à agir sous prétexte que les solutions globales sont difficiles. M. Perez a rétorqué que les pays latino-américains « ne demandent ni faveurs ni grâces », mais que la priorité doit aller à une croissance harmonieuse, ce qui suppose qu'on surmonte le problème de la dette.

Les deux hommes semblaient à l'unisson. Au président de la République française, représentant des pays industrialisés, qui appelait à « reprendre sans répit le dialogue Nord-Sud », son homologue vénézuélien proposait la tenue d'un sommet regroupant les dirigeants des deux hémisphères. Alors que les grands argentiers de Caracas négocient actuellement une réduction de leur dette avec les représentants des banques créancières, M. Mitterrand a dit que le Venezuela constitue un « cas exemplaire » d'un pays dynamique, doté d'un potentiel physique et humain, mais écrasé sous le poids de la dette.

UNE telle détermination à insister à penser qu'une solution à l'endettement du Venezuela et, pourquoi pas, de l'ensemble des pays en voie de développement, peut être recherchée en commun. Car il semble de plus en plus clair que la stratégie de réduction de la dette, dont la paternité est désormais revendiquée par le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, n'est pas la panacée. L'exemple du Venezuela illustre bien.

Engagées depuis plusieurs mois, les négociations sur la réduction de la dette ont été interrompues début août et doivent reprendre le 12 octobre, presque de zéro. Les négociateurs de Caracas avaient commencé par demander une diminution de 50 % de leur dette vis-à-vis des banques commerciales ; le Mexique, pays-test du plan Brady, a obtenu 35 %. Les banquiers, se sentant poussés à des concessions par l'administration américaine, ont juré qu'on ne les y reprendrait pas.

MALGRÉ la perspective de voir la dette extérieure de son pays (32 milliards de dollars) allégée prochainement, le président du Venezuela est loin d'être réconcilié avec la communauté financière internationale. Les émeutes de la fin du mois de février, qui ont fait des centaines de morts dans les rues de Caracas, avaient permis un arrangement entre le Fonds monétaire international (FMI) et les responsables vénézuéliens. Il y a quelques jours, M. Perez dénonçait cependant à Genève le « totalitarisme économique du FMI ».

C'est davantage par la multiplication des discussions et des réflexions que par de grandes mesures entre riches et pauvres, que des avancées sur la dette pourront être réalisées. En ce sens, la rencontre entre M. Mitterrand et M. Perez est importante. Car force est de reconnaître que les « négociations globales sur les relations entre pays industrialisés et pays en développement » lancées lors du dernier sommet Nord-Sud, il y a huit ans, à Cancun, ont produit de bien maigres résultats.

Lire nos informations pages 6 et 28 - section C

M 0147 - 10110 - 4,50 F



3790147004500 10110

Un entretien avec M. Rocard sur la sécurité

« La police peut être le véritable laboratoire de la modernisation du service public »

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » sur la « sécurité intérieure », M. Michel Rocard déclare vouloir faire de « la police, dès 1990, un véritable laboratoire de la modernisation du service public ». Le premier ministre annonce une « revalorisation du métier de policier » accompagnée de l'octroi de primes et d'indemnités pour répondre aux « problèmes de carrières et de qualification ».

« La « sécurité intérieure » est une expression nouvelle dans le discours gouvernemental. Vous-même l'avez inaugurée, début novembre, un institut des hautes études de la sécurité intérieure. Pourquoi cette formule ? Et que mettez-vous derrière ? »

— Beaucoup de choses. La sécurité ne se limite pas à la



délinquance. Le sentiment d'insécurité me semble plus global et complexe.

— Pensez à l'insécurité routière. Vous le savez, j'ai personnellement engagé une action ferme et continue sur ce terrain. Le résultat encourageant du mois d'août - 4,5 % de moins sur les routes par rapport

à 1988 - demeure insuffisant, et nous devons persévérer. Pensez également et de façon plus simple encore à l'insécurité domestique.

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et EDWY PLENEL

Lire la suite page 10

Les Allemands de l'Est dans la rue

Pour la première fois, à Leipzig, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues et des responsables du parti ont appelé au dialogue

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Qu'allait-il se passer à Leipzig ? La tension était montée d'un cran encore dans la journée du lundi 9 octobre. Les informations parvenant à Berlin-Est faisaient état de l'apparition en ville de véhicules blindés et de la fermeture des bureaux avant l'heure.

Les manifestations de ces derniers jours laissent redouter, après les fêtes gâchées du quarantième anniversaire, que le régime ne choisisse une fois de plus la manière forte.

En dépit des craintes ouvertement exprimées par les responsables de l'Eglise et des intellectuels, tout indiquait pourtant que la population de Leipzig entendait une fois encore profiter de

l'Office pour la paix, célébré chaque lundi en l'église Saint-Nicolas, pour montrer qu'elle ne sa laisserait pas intimider. Le 2 octobre, 15 000 à 20 000 personnes déjà étaient descendues dans la rue après l'office, donnant le signal de cette extraordinaire semaine que vient de connaître la RDA.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 4

Jean Echenoz

Observateur

« Un diabolique roman d'espionnage, en même temps que la parodie la plus achevée du genre. Chapeau ! »

Jean-Louis Ezine

Le quotidien

« Ce récit est secoué tout au long par un humour quasi imperceptible qui en fait à l'évidence l'une des œuvres les plus somptueusement maîtrisées de la rentrée. »

Bertrand de Saint-Vincent

Le Monde

« Sa façon de raconter fait d'Echenoz, je pense, mes amis, l'héritier de Giraudoux, de Queneau, de Blondin et d'Orsenna. »

Bertrand Poirot-Delpech

Le Canard

« Ça explose à toutes les pages. »

André Robin

Télérama

« Les douces violences de Jean Echenoz sont des actes d'amour, des signes de vie, de ces petites révolutions qui font la grande littérature. »

Michèle Gozler

LAC



65 F

MINUIT

POINT DE VUE

Juif : adjectif ou substantif

par Edgar Morin

Avant la diaspora, la notion de juif était à la fois religieuse, ethnique, nationale. Après la diaspora, il n'y eut plus de nation, mais un peuple dispersé qui liait sa tradition religieuse. Avec la laïcisation des sociétés occidentales et l'émancipation des juifs, commença l'« assimilation » dans les nations des gentils et la notion de peuple juif s'estompa. La marque juive devint alors seulement religieuse (la « confession israélite »), et cette marque s'estompée chez les juifs laïcisés, qui se trouvèrent alors identiques aux autres citoyens.

L'intégration dans un peuple gentil ne fut pas pour autant véritablement acquise. La force de rejet nouvelle portait désormais, non plus contre une religion déiciée, mais contre une ethnie malaisante : ainsi, l'antisémitisme devint antisémisme. Plus le juif veut s'intégrer dans le peuple gentil, plus l'antisémitisme veut l'enfermer dans une irrémédiable singularité raciale. Assimilé pour les uns, inassimilable pour les autres, le juif sent en lui une étrangéité, et par rapport à la religion de Moïse dont il est détaché, et par rapport au monde des gentils où persistent mille formes de rejet.

Ainsi est-il contraint à une double et trouble identité. Le nom juif a cessé pour lui d'être substantif, c'est un adjectif qui le rattache à un passé de traditions perdues et de persécutions pouvant sans cesse renaître. Mais son identité est hybride, incertaine.

Parfois, le juif assimilé (participe ou non aux grands rites religieux) croit trouver la plénitude en superposant l'identité confessionnelle d'Israélite à son identité nationale française, et, à l'image du protestant, il se sent partie intégrante du peuple et de la nation française. Parfois, bien que détaché complètement de la croyance mosaïque, et parce qu'à la fois faiblement enraciné dans la culture nationale et rejeté par le nationalisme antisémite, il cherche sa vérité dans une humanité qui transcende frontières et nations, et il pratique la fuite en avant dans un universalisme « abstrait », où le gentil voit un cosmopolitisme sans racines et où l'antisémite détecte le complot judéo-bolchevik.

De toute façon, ces juifs sont des fils de la culture européenne laïque. Ce n'est pas tant ou seulement qu'ils sont français et juifs, comme on peut être fran-

çais et protestant, c'est qu'ils sont à la fois affranchis et nourris par la laïcité, fruit de la culture européenne, et qu'ils sont définis en tant que citoyens par cette même laïcité devenue un des traits déterminants des sociétés modernes. De même qu'il aurait été stupide de mettre dans la catégorie des catholiques Diderot et Voltaire, de même il est absurde d'englober les juifs laïcisés dans la religion dont leur laïcité les a détachés. Certes, ceux-ci ont pu et peuvent encore, comme le font les catholiques laïcisés, rester fidèles aux grands rites de la mort, du mariage, de la naissance issus des ancêtres. Mais ce lien lui-même tend naturellement à se dissoudre, via les mariages mixtes.

Reste alors, ultime trait de différence, la conscience d'appartenir à une lignée minoritaire, rejetée, humiliée, persécutée. Mais cette particularité, au sein de la culture humaniste, cesse d'être particulariste : au contraire, elle rend sensible à l'humiliation, au rejet, à la persécution que subissent les Noirs, Arabes, gitans, et plus largement à toutes offenses faites à l'individu dans son appartenance.

Lire la suite page 2

► Directeur de recherches au CNRS, auteur de *Vital et les siens* (éd. du Seuil, 1989).

La chute de la livre

La devise britannique est faible malgré la hausse des taux d'intérêt, témoignant des difficultés économiques alors que s'ouvre le congrès conservateur

page 25 - section C

Le nouveau parti socialiste hongrois

M. Resz Nyers élu à la présidence

page 3

Le PS contre le projet de budget

Les commissaires socialistes demandent la suppression des mesures en faveur des entreprises

page 36 - section C

L'aide au cinéma

Face à la concurrence américaine, les pouvoirs publics veulent favoriser les films à gros budget

page 13 - section B

Les villages du bout de la crise

Buygones en Norvège, Han dans la Meuse, Plan en Espagne, trois villages oubliés des grands cycles crise-reprise

page 31 - section C

SCIENCES ♦ MÉDECINE

● Le congrès international de San-Diego sur le génome humain ● Un entretien avec le professeur Jean Frézal sur l'éradication des maladies héréditaires ● Des projets pour le pic du Midi

Pages 19 à 21 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

LIBER

Un nouveau supplément du « Monde »

Le Monde propose avec ce numéro, un nouveau supplément, *Liber*, publié en même temps par plusieurs périodiques, le Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ), *L'Indice* (Italie), le Times Literary Supplement (Grande-Bretagne), *El País* (Espagne), conçu et réalisé en commun, *Liber* - mot latin signifiant « libre » et « livre » - a l'ambition d'être un lieu d'échanges pour les intellectuels européens, au-delà des barrières de langues et des frontières de disciplines.

Le premier numéro de *Liber*, identique pour tous les jour-

naux participants, comprend notamment des articles de l'écrivain est-allemand Günter de Bruyn, du dirigeant d'un groupe d'opposition en URSS, Boris Kagaritsky, du philosophe italien Norberto Bobbio, de Pierre Bourdieu, ainsi qu'un texte du poète roumain Mircea Dinescu, traqué par la police de Ceausescu, et une « Lettre à l'Europe » de l'écrivain nigérian Chinweizu.

► *Liber* est distribué en pile séparée et sans supplément de prix en France métropolitaine et sur demande pour les DOM-TOM et l'étranger.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Chili, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Juif : adjectif ou substantif

par Edgar Morin

Suite de la première page

La seconde guerre mondiale et ses suites ont bouleversé en profondeur l'identité juive. L'énormité de la persécution, devenue systématiquement exterminatoire en 1942, donne à tous les juifs, assimilés ou autres, le sentiment de participer à un destin horrible et unique.

Certes, l'atrocité du sort fait aux juifs, le discrédit des attitudes antisémites traditionnelles qui sont apparues alors comme intrinsèquement liées au nazisme, tout cela crée après guerre une sorte d'immunité à l'antisémitisme dans le corps politico-social du monde des gentils. Corrélativement, en Occident, ce monde des gentils se déracine relativement, multiplie ses relations avec l'étranger, voit s'atténuer ses nationalismes, se sent exporté dans un devenir nomade, et tous ces traits permettent aux gentils de mieux comprendre les déracinés et nomades que sont les juifs diasporés. Tout semble favorable alors à l'assimilation et à la généralisation de l'assimilation des juifs dans une après-guerre où les mécanismes de rejet se sont tellement atténués.

Mais un insurmontable trou noir s'était auparavant installé au cœur de l'identité du juif assimilé : Vichy avait rejeté hors de l'identité française celui qui s'était cru intégré de façon irréversible : la persécution de l'occupant avait rejeté hors de l'humanité toute humaine juive ; enfin, la machine exterminatrice, que concrétise et symbolise Auschwitz, avait voué toute substance juive au néant. Comme l'a indiqué Daniel Sibony, les uns ne pourraient trouver le noyau de leur identité que dans l'extermination même de cette identité, et leur différence, devenue irréductible comme le néant, n'aurait plus que cette référence, qui, avec le temps, deviendra obsessionnelle : « Auschwitz ». Les autres, eux, repartiront de l'an zéro d'Auschwitz pour s'accrocher au sionisme, puis à Israël, puis certains retourneront à la religion de Moïse.

C'est le nazisme qui, en entreprenant de le massacrer, a ressuscité le peuple juif. Ce sont ses conséquences qui ont suscité l'Etat-

nation d'Israël. Certes, le sionisme était en marche, mais il n'aurait probablement pas abouti à la création de l'Etat d'Israël si la persécution nazie n'y avait puissamment contribué. On a déjà remarqué la dialectique antisémitisme/sionisme où les antagonistes travaillent dans le même sens : isoler les juifs parmi les nations, négativement dans le cas antisémite en leur retirant tout droit national, positivement dans le cas sioniste en leur donnant une nation propre.

L'Israélisme, dont le fondement est national, est différent du judaïsme, dont le fondement est religieux. L'Israélisme, comme l'a bien noté Georges Friedmann, devient différent du juif de la diaspora. Pourtant, il y a communication ombilicale entre l'identité juive et l'identité israélienne. Les juifs diasporés, même indifférents au sionisme, ont vu dans l'Israël du kibboutz et de Tzahal la refutation concrète de la vision qui faisait du juif un négociant et un couard. Puis le rejet d'Israël par son environnement arabo-musulman a reproduit à l'échelle d'une nation mise en quarantaine l'image du ghetto de Varsovie, suscitant par là même une instinctive solidarité.

Dès lors, Israël entre de plus en plus profondément dans l'identité de beaucoup de juifs diasporés. Ce mouvement s'accroît et s'amplifie chez certains en une solidarité inconditionnelle avec tout acte du gouvernement israélien, et il s'écarterait chez les générations récentes dans le thème « même peuple, même France et Israël ». D'où une double allégeance corrélatrice, une double ambivalence à la double allégeance des communistes des pays « capitalistes » à l'égard de l'URSS, mais différente dans son sens (attachement à une identité singulière ici, attachement à une patrie universelle là).

Puis, dans les années 70, apparaît un néo-fondamentalisme juif. Beaucoup de ceux, notamment intellectuels, qui avaient identifié l'URSS et la Chine à la cause de l'humanité à laquelle ils s'étaient eux-mêmes identifiés se désenchangent. La perte du Messie prolétarien déclenche un retour aux pro-

phètes d'Israël. Des intellectuels démarqués se convertissent à la Torah. Une intelligentsia juive se réfère désormais à la Bible, source de toutes vertus et de toute civilisation, pensent-ils. La recherche profonde des racines se tourne vers la double référence, qui se trouve de plus en plus en symbiose, à l'Etat-nation d'Israël et à la religion de Moïse.

Enfin, la convergence se fait de plus en plus forte entre rabbinisme et Israëlisme. A l'origine, le rabbinisme condamnait le sionisme, qui transférait sur le concept laïque de nation une identité jusque-là conçue de façon religieuse. Puis, il s'est d'autant plus rallié à l'Israélisme que l'Etat laïque, pour renouer avec son antique passé national, ne pouvait que se référer à une histoire théocratique par nature, et devait naturellement instituer comme fêtes nationales les grandes fêtes religieuses.

Le trou noir d'Auschwitz

Ainsi s'est reconstituée la triade d'avant l'occupation romaine peuple-nation-religion.

Cette triade tend à envelopper comme tentacule, à récupérer, à absorber l'identité juive moderne, qui perd alors de plus en plus son fondement culturel laïque et européen. Même quand demeure le sentiment d'appartenance à la France et au peuple français, la triade devient la référence spécifique et du coup substantielle de l'identité juive. Ceux qui se reconnaissent ainsi juifs deviennent les membres représentatifs et dirigeants des associations juives. Ils vont parler naturellement au nom des juifs dans leur ensemble. Ce sont eux qui, au nom de la « communauté » (notion qui comporte implicitement en elle la triple essence religion-peuple-nation), vont condamner l'invitation faite par la France à Arafat, définir la position « juive » pour le carnal d'Auschwitz, etc.

Dès lors, aux yeux de tous, juifs et gentils, le juif se définit par adhésion à la religion et à Israël. Ainsi, la presse tout naturellement fait de l'affaire du carnal d'Auschwitz, un conflit ou un malentendu

entre juifs et catholiques, comme si désormais la définition du juif était inévitablement religieuse, de même qu'elle avait fait de la venue d'Arafat à Paris un conflit entre juifs et Palestiniens, comme si la définition du juif était inévitablement israélienne.

Il faut comprendre la situation présente : la conscience juive reste marquée par le trou noir d'Auschwitz, qui à la fois attise l'incertitude irrémédiable sur la possibilité d'être intégré chez les gentils et fournit au diabolisme le décalage de l'irréductibilité de son identité juive. Ainsi, le diasporé à la fois s'angoisse et se reconnaît intrinsèquement juif dans tout rappel du passé nazi (comme un événement concernant un criminel de guerre), dans toute dégradation de ce passé (le « révisionnisme »), dans toute analogie présente avec ce passé (la menace sur Israël). C'est pourquoi les instances dirigeantes de la « communauté » utilisent et assisent Auschwitz, le carnal, pour bien envelopper toute identité juive dans la triade religion mosaïque - peuple juif - nation israélienne.

Cela rencontre d'autant moins de résistance que, chez les juifs comme ailleurs, il y a, dans cette fin de siècle déboulée, l'appel pour le renouvellement et pour le ressourcement qui nourrit tous les fondamentalismes.

Mais alors se pose le problème de la définition de tous ceux qui ne peuvent ni se vouloir se définir en fonction de la triade. Depuis ceux qui se situent dans cette triade ont accaparé et monopolisé le concept de juif, ceux qui ne peuvent ni accepter cette définition ni refuser la qualité de juif se trouvent pris dans un double bind. Ce sont ceux qui s'ont assumés conceptuellement, mais qui se distinguent à leur disposition pour se définir. Qui sont-ils ?

Edgar Morin est directeur de recherches au CNRS, auteur de *Vieillesse et sionisme* (éd. du Seuil, 1989).

Prochain article :

LES SPINOSANTS

TRAIT LIBRE



AU COURRIER DU MONDE

Le partage du pouvoir en Algérie

L'article de Jean de la Guévière paru dans *Le Monde* du 5 octobre me fait dire que nous serions prêts à entrer dans une majorité présidentielle. Ma surprise est d'autant plus grande que cela ne correspond ni à mon intention ni à une éventualité envisageable. Le gouvernement en place en Algérie est un gouvernement du FLN qui entend garder le monopole politique. Il est vrai que nous appelons, cependant, à la réalisation d'un consensus dans la société civile et que nous nous démarquons de toute démarche présumant la violence.

Pour le reste, le premier congrès du RCD, qui se tiendra prochainement, aura à traiter de tous les thèmes dans lesquels s'inscrit notre Rassemblement et celui que vous soulevez est loin d'être une préoccupation majeure.

Il n'y a pas de complexe à avoir vis-à-vis du pouvoir ; mais notre démarche et le parcours des principaux animateurs de notre organisation peuvent témoigner que notre souci, certes empreint de réalisme avant tout, vise à la maturation des idées dans la société. La séparation des pouvoirs religieux et politiques, le problème de la femme, la redéfinition de l'identité nationale, la réorganisation de la société demandent du temps avant que les Algériens puissent parvenir à une situation où le partage du pouvoir pourra être une réalité.

D' SAÏD SADI
Secrétaire général
du Rassemblement
pour la culture
et la démocratie (Algérie)

Suppliciés en Iran

La conscience internationale s'est fermée à juste titre quand elle a appris que M. J. Boesman, reconnu coupable du meurtre d'une jeune femme noire, a été pendu le 29 septembre à la prison centrale de Protoria, malgré des centaines d'appels à la clémence, dont ceux du secrétaire général des Nations unies et du chef de l'Etat français.

La conscience internationale ne s'est pas émue quand, le 29 septembre, ont été pendus ou fusillés un médecin à Gorgan, un enseignant à Tabriz, deux prostituées à Zahedan et à Shiraz, et un chauffeur d'auto-car à Tounserkan pour « trafic de drogue » et « guerre avec Dieu ». Le médecin et l'enseignant étaient connus pour leurs sentiments pro-mondialistes. Pas une ligne dans la presse occidentale, pas un commentaire dans les chancelleries.

Il est vrai que l'on fait du commerce — ou que l'on veut en faire — avec l'Iran et qu'officiallement on n'en fait plus avec l'Afrique du Sud. Honteuse hypocrisie.

FREDOUNE SAHERJAM
Journaliste iranien
membre du Pen Club

Un Bicentenaire sans les femmes

Nous attendions que les cérémonies du Bicentenaire rappellent avec éclat le rôle important joué par les femmes en ces années décisives, quand bien même la citoyenneté leur fut refusée. Le marche des femmes sur Versailles, les 5 et 6 octobre 1789, méritait, à notre sens, d'être commémoré : cela fournissait l'occasion d'appeler les citoyennes à participer davantage à la vie civique, et les citoyens à leur y faire une plus juste place.

Notre attente a été déçue : aucune des dates choisies pour les cérémonies officielles n'a rappelé le souvenir des grandes figures féminines de ce temps, ni celui des femmes, plus obscures mais obstinées au bien, qui ont payé de leurs poines et parfois de leur vie le combat pour la liberté.

Il n'est peut-être pas trop tard pour manifester avec éclat que si l'Etat français a manqué, en 1789, son rendez-vous avec les femmes, il reconnaît vraiment aux citoyennes, en 1989, une dignité égale à celle des citoyens.

A la fin de l'année, trois hommes seront admis au Panthéon : Condorcet, l'abbé Grégoire et Monge. Nous demandons que trois femmes y soient portées en même temps. La première, Olympe de Gouges, incarnait dès les premières années de la Révolution l'idéal gôthique des Lumières : tolérance religieuse, lutte contre les injustices sociales, exemple du bon patriote, plaidoyers contre l'esclavage. Elle composa surtout une admirable déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, très peu connue en son temps, mais qui fut par la suite le rôle de texte fondateur d'un certain féminisme. Elle préchait la concorde en 1793, et fut guillotinée.

La deuxième a vécu un siècle plus tard ; il s'agit de Marie Curie. Mais il nous semble que ce décalage même souligne l'injustice faite aux femmes en ces siècles-là ; bien que titulaire de deux prix Nobel, Marie Curie ne fut jamais admise à l'Académie des sciences. Aujourd'hui, en revanche, on met en œuvre une politique ambitieuse pour inciter les filles à s'engager dans des études scientifiques. Un tel geste serait d'une grande portée. Née à Varsovie, Marie Sklodowska, épouse Curie, témoigne que la gloire de la France réside en grande part dans ses vertus de terre d'accueil.

Enfin, si l'on voulait manifester clairement la reconnaissance nationale envers les héroïnes de la Résistance, il serait bon d'élever l'une d'elles à la gloire du Panthéon. Nous proposons Berthe Albrecht à qui sa ville natale, Marseille, a accordé récemment un honneur officiel. Sa vie tout entière fut un combat pour les droits de l'homme ; elle aussi connaît une mort tragique.

CATHERINE MARAND-FOUQUET
Historienne, Marseille

Solutions pour Paris

Avant d'entreprendre le projet Laser d'autoroutes souterraines à Paris dont le prix et les inconvénients sont considérables, on pourrait se poser certaines questions : Pourquoi les gouvernements successifs (dont celui de M. Chirac) n'arrivent-ils pas à terminer la rocade A 86 à Fontenay ? Car cette rocade diminue la circulation. D'autres solutions peuvent être trouvées : interdiction de stationner dans les grands axes de la capitale. Stationnement interdit dans certains quartiers : Sentier, Halles, Opéra, Montparnasse.

Suppression de la TVA pour les voitures taxi et en compensation augmentation de leur nombre. Multiplication des escaliers mécaniques dans le métro pour les personnes du 3^e âge et les mères de famille.

Je pense qu'avant d'envisager des solutions irréversibles et coûteuses, il vaut mieux prendre exemple sur d'autres capitales.

M. HENRY
Paris (Seine-Saint-Denis)

Associations

Ethique et générosité

par Noël Raimon et Patrice Wolf

NOUS assistons depuis une dizaine d'années à la banalisation accélérée et multi-forme de l'appel à la générosité du public pour financer des actions le plus souvent de nature humanitaire, sanitaire ou sociale. Le développement de ce procédé et des techniques qui l'accompagnent inquiète une grande partie du mouvement associatif et, au premier rang, ses plus fidèles serviteurs, pour la plupart bénévoles. Non que le procédé en lui-même soit condamnable ou ne recueille l'assentiment de ses responsables ; mais, l'actualité se charge de nous le rappeler régulièrement, certaines pratiques liées au mode de collecte ainsi que l'utilisation des res-

sources collectées conduisent parfois à des dérives inacceptables tant pour les donateurs que pour tous ceux qui se refusent à considérer la détresse humaine comme un marché.

Le poumon de la générosité tend à s'essouffler, affaibli par des appels répétés trop souvent concurrents, voire dédoublés et racoleurs ; la dramatisation de causes, toutes plus justes les unes que les autres, est le terrain désormais ordinaire de surenchères, du moins dans leur expression formelle. A cet égard, la recommandation du Bureau de vérification de la publicité relative à l'appel à la générosité publique mériterait sans doute une lecture plus attentive.

As demeurant, on peut regretter que les organismes-relais bénéficiaires de la générosité du public, les prestataires de services et, de manière générale, les intervenants en matière de collecte de fonds mais aussi de dons en nature, n'aient pas encore mis à profit le vaste espace de liberté contractuelle dont ils disposent pour jeter les bases d'une charte éthique interassociative. Ce genre d'initiative ne serait pas superflue compte tenu des enjeux humains et financiers.

Enjeux humains d'abord, car on ne peut ignorer les destinataires des dons et l'urgence de leur distribution. Enjeux financiers ensuite, dès lors que les structures et leurs frais de

fonctionnement recouvrent des réalités très diverses.

Aussi, l'aboutissement et la crédibilité des réflexions et démarches collectives menées actuellement ici ou là afin de rechercher les thérapeutiques appropriées supposent la poursuite d'au moins trois objectifs :

— l'élaboration d'une charte éthique réellement transverse, c'est-à-dire non limitée aux seuls secteurs humanitaire et social (culture, environnement, etc.) ;

— le dépassement par la charte de la simple exigence de transparence financière, vision très réductrice des enjeux ;

— le prolongement de la charte par des modes opératoires à la fois simples, contrôlables par les donateurs et peu onéreux afin de ne pas pénaliser les petites associations.

Si l'on veut donner à l'expression « charte éthique » une valeur probante, sensiblement différente d'une déclaration d'intention, d'un simple catalogue ou d'un code de conduite interne, les trois pistes de réflexion suivantes pourraient être utilement privilégiées :

— la charte elle-même comprendrait des dispositions complètes relatives à l'édition et au contenu des messages, aux méthodes de recherche de fonds et à l'information financière ;

— des conditions de diffusion de la charte seraient aménagées, renforçant ainsi la sincérité des organismes adhérents ;

— enfin, ce dispositif serait complété par l'établissement d'un cahier des charges auquel pourraient souscrire les prestataires de services travaillant pour le compte des organismes bénéficiaires de dons.

C'est en s'appuyant sur leur pouvoir de liberté contractuelle et sur leur volonté de cohésion que les associations concernées par ces problèmes devraient retrouver le chemin de la guérison et relever avec succès les nouveaux défis qui les attendent.

► Noël Raimon est militant associatif, Patrice Wolf est journaliste. Tous deux sont les auteurs d'un ouvrage intitulé *Collecte de fonds : une stratégie pour les associations*. (Nouvelles éditions Edusud).

Arlette Gordon

Quand s'arrêtent les tambours

ROMAN

Signature Arlette Gordon
le mercredi 11 octobre
de 17h à 20 heures
au DRUGSTORE PUBLICIS
133, av. des Champs-Élysées

Stock

Une petite merveille.
LE JOURNAL DU DIMANCHE
Se lit avec frénésie. RTL.
Amour, magie, musique se conjuguent avec bonheur.
L'allégresse d'écriture d'une conteuse née.
FIGARO MADAME

Stock

Un livre fascinant. Arlette Gordon a une caméra au bout de son stylo.
ALEXANDRE ASTRUC - PARIS-MATCH

ÉTRANGER

HONGRIE : l'élection de M. Reszö Nyers à la présidence du nouveau parti socialiste

Le compromis entre les réformateurs et le centre atténue la rupture avec l'ancien PSOH

M. Mikhaïl Gorbatchev a été le premier à féliciter M. Reszö Nyers pour son élection à la tête du nouveau Parti socialiste hongrois (PSH). Dans son message, adressé deux heures après le vote du congrès à Budapest, le numéro un soviétique « exprime sa conviction que les relations entre nos deux partis pourront compter sur notre expérience de coopération (...) et continueront sans aucun doute à servir les causes de la paix et du socialisme ainsi que les intérêts de nos deux peuples ».

A Moscou, une des personnalités libérales de l'entourage de M. Gorbatchev, M. Fedor Bourlatski, a déclaré à la presse que « les partis communistes est-européens doivent revenir à leurs racines sociales-démocratiques, car ils se sont développés à partir d'elles ». Pour le président de la sous-commission parlementaire sur les droits de l'homme et le multipartisme est légitime dans ces pays, et il a estimé que « des processus similaires » à ceux que connaissent la Hongrie et la Pologne « se développeront dans tous les pays de l'Est, y compris la RDA ». M. Bourlatski a cependant souligné la « situation particulière » de la RDA, liée « aux intérêts de toute l'Europe et à l'existence de deux blocs militaires ».

A Prague, les commentaires sont moins amicaux. Le quotidien du PC tchécoslovaque, *Rude Pravo*, notait, lundi, que « 3,3 % seulement des délégués au congrès du Parti hongrois étaient des ouvriers ». En Roumanie, l'événement est passé sous silence et, à Sofia, où le changement est suivi « avec intérêt », l'organe du PC bulgare, *Rabotnichesko Delo*, se contente d'évoquer « le désir du nouveau parti d'attirer dans ses rangs tous ceux (...) qui sont partisans du socialisme démocratique ».

M. Reszö Nyers, soixante-six ans, a été élu, lundi 9 octobre, président du nouveau Parti socialiste hongrois (PSH). Ce sont 1065 des 1256 délégués qui se sont prononcés en sa faveur. M. Nyers dirigeait déjà l'ancien PSOH, et il a tenté, tout au long du congrès, d'atténuer les divergences entre les différents courants — allant des radicaux aux ultraconservateurs — qui se sont exprimés au cours des débats.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Il n'y aura pas de clôture triomphale du dernier congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), le premier parti communiste de l'Est à se muer en une formation aux structures démocratiques : le Parti socialiste hongrois (PSH). Au moment où, lundi 9 octobre, en fin de soirée, les mille deux cents délégués, épuisés par quatre jours de tension, entamaient la dernière longue nuit, une drôle d'atmosphère flottait dans le Palais des congrès : le soulagement d'avoir évité le pire en trouvant finalement un compromis, mais aussi le doute sur l'ambiguïté du compromis.

Ce compromis — analysé par le congrès lorsque les délégués ont approuvé une liste de vingt-trois candidats au présidium et ont élu M. Reszö Nyers président du parti — est une alliance entre les réformateurs et le centre. Les vingt-trois membres du principal organe dirigeant du PSH sont pour la plupart membres des deux plus importants courants qui s'étaient constitués autour de « plates-formes » durant le congrès : l'Alliance des réformateurs et la Plate-forme démocratique populaire. Cette dernière, qui revendique « l'héritage de Marx et Lénine » et la continuité des réformes hongroises « de 1953, 1957, 1972 et mai 1988 », regroupe les délégués réformateurs modérés qui n'ont pas souhaité suivre les deux chefs de file des communistes, MM. Karoly Grosz et János Bercz, dans leur refus de se joindre au nouveau parti créé par les réformateurs. Les artisans du rassemblement, au premier rang desquels M. Nyers, qui redoutait particulièrement de voir le PSOH se scinder en deux partis de quasi-égale importance, ont donc encouragé les négociations entre le fort

courant réformateur et cette plate-forme centrée qui émergeait en dehors de MM. Grosz et Bercz.

MM. Grosz et Bercz ne font pas partie du nouveau présidium et n'avaient pas fait connaître lundi soir leurs intentions futures. Pour la plupart des observateurs, leur carrière politique est finie. En revanche, on retrouve dans le pré-

« L'Humanité » : « Vive le socialisme »

Sous le titre « Vive le socialisme », José Fort écrit notamment, dans *L'Humanité* du 10 octobre :

« (...) Les difficultés réelles et graves — héritage du passé, problèmes de développement et erreurs — que connaissent plusieurs pays socialistes ne nous détourneront pas de notre chemin. Même si eux, c'est eux, et nous, c'est nous, nous nous reconnaissons dans les efforts de modernisation et d'ouverture qui s'opèrent actuellement en Union soviétique et ailleurs. Redisons-le une fois encore. Notre soutien à la perestroïka n'est pas affaire de conjoncture. Une telle politique correspond à nos vœux déjà anciens, à ce pour quoi nous avons combattu malgré les divergences et les controverses qui ont marqué les relations du PCF avec des partis au pouvoir. (...) »

« L'avenir n'est pas au capitalisme, déclaré à la fête de l'Humanité Georges Marchais. Le secrétaire général du PCF avait toutes les raisons de souligner que l'ancienne société avait engendré trop de dégâts, de ravages, de crimes, de dénuement. Le socialisme démontre qu'il porte en lui les forces capables d'extirper ses erreurs. »

dium, outre M. Nyers, sept membres de la présidence du PSOH connus pour leurs vues réformatrices, au nombre desquels M. Imre Pozsgay dont le congrès a confirmé la candidature à la présidence de la République, le premier ministre, M. Miklós Németh et le ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horn.

« Le PSOH est bien mort », nous affirmait ainsi dans la soirée M. Pozsgay. Après les votes de lundi, le PC hongrois est donc

devenu le premier d'un pays socialiste à se débarrasser en douceur des principes du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat, de tout le décorum qui les accompagnait, et à donner naissance à un nouveau parti proclamant les objectifs de la démocratie parlementaire, du multipartisme et de l'économie de marché. L'entreprise de « démolition du fossé », comme dit l'un des réformateurs radicaux, M. Csaba Tabadi, semble avoir atteint son but. Juridiquement, le PSH est le successeur du PSOH, ce qui signifie qu'il devrait hériter de tous ses biens, qu'il s'agit d'engager d'ailleurs à rendre à la nation. Ceux qui déclarent vouloir rester membres de l'ancien parti, comme les communistes conservateurs ou M. Bercz, devront recruter un parti qu'ils baptiseront PSOH.

Différents courants ont émergé du PSOH. D'un extrême à l'autre, on peut en distinguer cinq : les réformateurs radicaux, les « socialistes réformateurs » dirigés par M. Pozsgay et le centre, auquel on identifie généralement M. Nyers ; les « communistes réformateurs » incarnés par MM. Grosz et Bercz et les ultraconservateurs, très minoritaires, ne vont vraisemblablement pas adhérer au nouveau parti. On saura si les communistes réformateurs rejoindront le PSH lorsque le parti aura terminé sa campagne de recrutement, le 31 octobre. L'un des dirigeants socialistes réformateurs, M. Matyas Szurcs, président du Parlement, prévoit qu'environ 500 000 des 720 000 membres actuels du PSOH adhéreront au PSH.

« C'est un compromis intelligent et utile, estime M. Pozsgay. Il correspond au réalisme que l'on peut actuellement espérer dans la vie publique hongroise. » Mais, dans les coulisses, certains des partisans de M. Pozsgay ne cachent pas leur déception, lundi soir, car plusieurs points prouvent que les réformateurs ont dû faire de grosses concessions « à leur ambition initiale, celle d'un parti en rupture totale avec le passé. Avant même la fin du congrès, les divergences sont apparues entre les nouveaux dirigeants. En particulier, entre MM. Nyers et Németh, qui représentent deux générations différentes : le premier a soixante ans, le second quarante et un ans. Ils ne sont pas d'accord sur le degré d'indépendance du gouvernement par rapport au parti. « Si le ciel s'est finalement éclairci », pour reprendre l'expression de M. Nyers, lors d'une longue session à huit clos, — on n'en garde pas

moins la fâcheuse impression qu'une nouvelle « bande des quatre » (Nyers, Németh, Pozsgay, Horn), riche en conflits potentiels, a remplacé la précédente (Grosz, Bercz, Pozsgay, Nyers), dont les querelles ont été fatales au PSOH. Les réformateurs radicaux, qui trouvent M. Nyers beaucoup trop fidèle à l'héritage communiste, avaient en poche un plan qui a



Échoué lundi : donner à M. Nyers un titre de président honoraire du PSH, un peu comme celui qui avait été donné à János Kádár en mai 1988, et élire M. Pozsgay ou M. Németh véritable chef du parti. Ils ont dû battre en retraite, et le congrès dut aussi renoncer à élire

les deux vice-présidents prévus pour éviter que les conflits de personnes n'éclatent au grand jour.

D'autre part, les socialistes réformateurs n'ont pas non plus réussi à faire accepter comme ils le souhaitent un présidium totalement homogène, composé d'hommes à eux. Ils ont dû accepter d'y inclure plusieurs centristes.

Enfin, l'ambiguïté demeure sur plusieurs questions de fond qui n'ont été qu'effleurées au cours de ce congrès : la réévaluation du passé (le document adopté ne remet pas du tout en cause le rôle de Kádár dans les événements de 1956), la réévaluation des responsabilités dans la crise actuelle, l'approche du marxisme, le changement de modèle ou de système... Le nouveau parti, a observé le délégué Ferenc Gazo, « n'a pas pris ses distances avec la politique qui a mené le pays à un état de faillite totale ni avec ceux qui ont créé cette situation ». Est-ce possible sans provoquer la rupture ? Vraisemblablement non, mais, comme le reconnaît M. Csaba Tabadi, aux yeux d'une population devenue terriblement anticommuniste, l'impératif essentiel d'un nouveau parti de gauche, c'est sa crédibilité, et cette crédibilité n'est possible que si le nouveau parti se démarque clairement de l'ancien. Pour lui, cette condition n'a pas été remplie lors du congrès fondateur du PSH, qui doit affronter l'an prochain les premières élections libres et le multipartisme.

SYLVIE KAUFFMANN

Les statuts du PSH

Abandon du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat

Voici les principaux extraits des statuts du Parti socialiste hongrois (PSH) fondé le 7 octobre. Le congrès a décidé d'abandonner les principes du centralisme démocratique et de la dictature du prolétariat, qui ne figurent pas dans les statuts.

« Le PSH est une organisation politique marxiste qui accepte pleinement les valeurs universelles du développement humain, l'humanisme, la liberté et la démocratie. Il perpétue les traditions durables du mouvement socialiste et communiste et prime les principes de solidarité, de justice sociale et de respect du travail. (...) »

« Le PSH souhaite entretenir des relations étroites à la fois avec les partis de gauche réformateurs d'Europe centrale et orientale et avec les partis sociaux-démocrates socialistes et communistes réformateurs du monde. »

Les organes dirigeants

Le PSH est doté d'un président, d'un présidium d'une vingtaine de membres, élus par le congrès, ainsi que d'un comité national qui élit un secrétaire exécutif. Le président du parti est aussi président du comité national.

« Le congrès est l'organe de décision et de représentation suprême du parti ; il peut être convoqué par le présidium si nécessaire, mais se réunit au moins une fois par an. Il peut aussi être convoqué à la demande de 10 % des membres ou du comité national. »

« Le comité national est l'organe représentatif et de contrôle de la base entre deux congrès. Il se réunit lorsque nécessaire, mais au moins quatre fois par an. Le présidium est l'organe national dirigeant du parti. »

En attendant les congrès des partis polonais et soviétique...

MOSCOU

de notre correspondant

Plus que l'autodissolution d'un Parti communiste au pouvoir, plus que l'abandon du léninisme, plus que la conversion au pluralisme, l'histoire pourrait bien avant tout retentir du dernier congrès hongrois qu'il fut le premier d'une série de trois.

Car, dans les douze mois qui viennent, ce sera au tour, l'hiver puis l'automne prochains, des communistes polonais et soviétiques de tenir leurs propres congrès — tout aussi extraordinaires que celui du parti hongrois. Trois partis du pacte de Varsovie devraient avoir ainsi bientôt procédé à un complet agencement. Non pas à un agencement de leur politique, mais de leur fonctionnement interne, de leurs références idéologiques et de leur programme.

Lorsque Lénine, confronté à la ruine de la jeune Union soviétique, lançait la nouvelle politique économique, que Staline, menacé par les deux armées allemandes, tendait la main au clergé orthodoxe ou que Gorbachev, confronté à la première révolte polonaise d'après-guerre, inventait le pluralisme socialiste, rien d'irréversible n'était fait.

Si M. Gorbachev puise aujourd'hui dans l'expérience de la NEP, si M. Mazowiecki est fils de l'« octobre polonais » de 1956 et le tout nouveau Parti socialiste hongrois petit-fils de l'insurrection de Budapest, si chacun de ces moments a donc modelé l'ex-bloc soviétique,

aucun n'avait en effet changé de nature le système communiste. Si tôt que le système s'est senti assez fort pour reprendre ce qu'il n'avait concédé que pour faire face, il a repris l'avantage, fort qu'il était d'une formidable machine — le parti — contrôlée d'en haut et bénéficiant de l'absolu contrôle de l'appareil d'État.

Tant que le Parti communiste restait intouché, qu'il n'avait renoncé à aucun des atouts du totalitarisme, le changement restait conjoncturel, et voilà que trois partis changeant ou vont le faire. Pas pour les mêmes raisons, pas au même degré, mais tous au point pourtant d'abandonner la prétention messianique, de renoncer à s'identifier à l'appareil d'État, d'encourager l'indépendance économique et d'admettre en leur sein le pluralisme.

Enfin la contre-réforme

Le parti polonais va le faire parce qu'il n'a d'autre choix que de tirer les conséquences de son échec électoral, de la constitution d'un gouvernement non-communiste et de l'éclatement de ses rangs. A l'inverse, le parti hongrois tente, lui sous l'impulsion d'hommes lorgnant depuis quinze ans sur la social-démocratie, de devenir lui-même l'opposition pour éviter d'être balayé par des élections libres dont il n'aurait plus les moyens de refuser l'organisation.

Quant au parti soviétique, ou plutôt à son secrétaire général, il veut maintenant, après avoir

engagé un changement qu'il n'était plus possible de différer, prendre de court son propre appareil pour lui ôter les moyens de tenter une contre-réforme. D'ores et déjà, changements de statuts et de programme sont inscrits à l'ordre du jour du congrès d'octobre. Le droit de tendance et l'autonomie politique des différents partis républicains devraient être reconnus. Et plus important encore, le PC de l'Union soviétique devrait tirer les conséquences de l'élection — aux niveaux locaux demain et fédéral hier — de nouvelles assemblées représentatives en leur abandonnant la gestion de l'État, des Républiques et des communes.

Cela signifie que si M. Gorbachev n'est pas débordé, d'ici au mois d'octobre prochain, par une offensive conservatrice ou l'implosion du pays, l'URSS pourrait prendre à son tour le chemin du parlementarisme et de la démocratie. En Pologne, la démocratie s'est lentement imposée au parti — et avec une telle force depuis 1980 — que Solidarité aura historiquement été la locomotive du changement communiste.

En Hongrie, le parti s'est imposé la démocratie pour tenter d'éviter qu'elle ne s'impose à lui. En URSS, M. Gorbachev a imposé la démocratisation au parti pour qu'il ne puisse plus refuser la démocratie.

Lentement, si l'on considère (comme la plupart des « soviétiques » que quatre ans c'est trop long, brillant les étapes si l'on considère au contraire qu'une demi-décennie n'est rien pour pareille entreprise, M. Gorbachev a créé un état de fait qui paralyse l'appareil soviétique et galvanise les volontés de changement dans l'ensemble du bloc.

Car si la naissance et l'essor de Solidarité ont donné à réfléchir au Kremlin et largement suscité la perestroïka, la perestroïka, à son tour, a permis l'arrivée au pouvoir des hommes du syndicat dissous, la transition hongroise et la renaissance de l'espoir à l'Est — même dans cette Allemagne du mur, dont les premiers manifestants scandent : « Gorbachev ! Gorbachev ! »

Cat espère s'est d'abord appelé « libéralisation » et « démocratisation », concessions réversibles donc, mais dès lors que les partis eux-mêmes changent, il devient celui de la liberté et de la démocratie. L'une et l'autre poussent déjà leurs racines en Hongrie et en Pologne mais la partie n'est, pour autant, pas encore gagnée puisque d'est à Moscou qu'elle se joue. Avant que le monde ne puisse raisonnablement croire aux chances d'une transition pacifique de l'Europe de l'Est, il faut encore que la raison l'emporte en Union soviétique, que les tensions nationales, les frustrations sociales et soixante-dix ans de ressentiment ne fassent pas exiger de M. Gorbachev plus que le patron d'un tel parti ne peut donner — qu'on lui laisse le temps de changer le parti, et qu'on arrive ainsi jusqu'au troisième congrès.

M. Mazowiecki en sait quelque chose : les difficultés ne feront, après, que commencer.

BERNARD GUETTA

Anne WIAZEMSKY

Mon beau navire

roman

« Mon beau navire garde la transparence, l'émotion à fleur de peau. La justesse pastellisée, cette capacité à parler posément, à effleurer l'essentiel, à décrire, à sourire, à faire silence. »

Fredric Vitoux / Le Nouvel Observateur

« La réussite d'Anne Wiazemsky c'est d'avoir retrouvé ce juste ton de l'extrême fin de l'enfance. »

François Nourissier / Le Point

GALLIMARD *nrf*

EUROPE

URSS : vote d'une loi au Soviet suprême

Le droit de grève est reconnu et réglementé

MOSCOU

de notre correspondant

Ni interdite ni autorisée, mais tout simplement ignorée jusqu'à présent par la législation soviétique, la grève est désormais un droit en URSS. Adoptée lundi 9 octobre par le Soviet suprême, une loi en régleme, en effet, l'usage, l'interdiction dans de nombreux secteurs, soumettant son déclenchement à des procédures d'arbitrage très contraignantes mais légalisant aussi une forme de lutte hier encore systématiquement réprimée dans le sang.

Ne peuvent, aux termes de la loi, recourir à la grève les salariés de l'ensemble des moyens de transports, des communications, des hôpitaux, de l'énergie, des usines fonctionnant en cycle continu, de la défense, des différents services de

police et des administrations gouvernementales. En cas de conflit, la loi leur offre donc pour seule possibilité légale de faire appel aux Soviets suprêmes, soit de l'Union soit des Républiques.

Pour ce qui est des autres branches, elles ne peuvent cesser le travail qu'après une période de douze jours - cinq durant lesquels il faut chercher un compromis, en « commission de conciliation » paritaire, puis sept consacrés à la recherche d'un arbitrage extérieur. Ce n'est qu'au cas où ces deux procédures ne dégageraient pas un accord que le « collectif de travail » (l'ensemble des salariés) peut se mettre en grève sans violer la loi.

Toutes branches confondues, la grève est interdite si son objectif est le « renversement ou le changement par la force de la structure gouvernementale et sociale » ou si

elle vise à « porter atteinte à l'égalité de droits entre nationalités ou ethnies ». Toutes les autres grèves politiques sont donc légales, a-t-il été souligné au cours du débat parlementaire, puisque, en « état de droit, tout ce qui n'est pas interdit (par la loi) est autorisé ».

« Seuls les Soviets suprêmes » (fédéral ou républicains) ont le droit, est-il enfin précisé, de repousser ou suspendre une grève pour une période ne pouvant excéder deux mois. Dans l'actuel contexte soviétique, cela signifie avant tout que ce droit n'est reconnu ni au pouvoir exécutif d'Etat ni moins encore au parti. En ce sens, il y a là une garantie supplémentaire donnée à l'exercice du droit de grève, mais si le processus de changement se poursuit en URSS, cela signifie aussi que, sans recourir à des moyens d'exception, les Parlements auront la possi-

bilité d'adopter des mesures d'urgence impopulaires tout en prévenant une riposte sociale immédiate.

Examinée en toute priorité, cette loi a, en les rendant permanentes, les interdictions provisoires des grèves dans les secteurs-clés de l'économie qu'avait décrétées, la semaine dernière, le Soviet suprême. Il n'est cependant pas exclu - la confusion la plus totale semble régner à ce sujet - qu'une loi sur les « mesures extraordinaires » ne vienne en novembre limiter pour une période donnée l'exercice du droit de grève tel qu'il a été défini lundi. Cette limitation pourrait soit être générale soit pouvoir s'appliquer à certaines régions dans des conditions d'instabilité précises.

B. G.

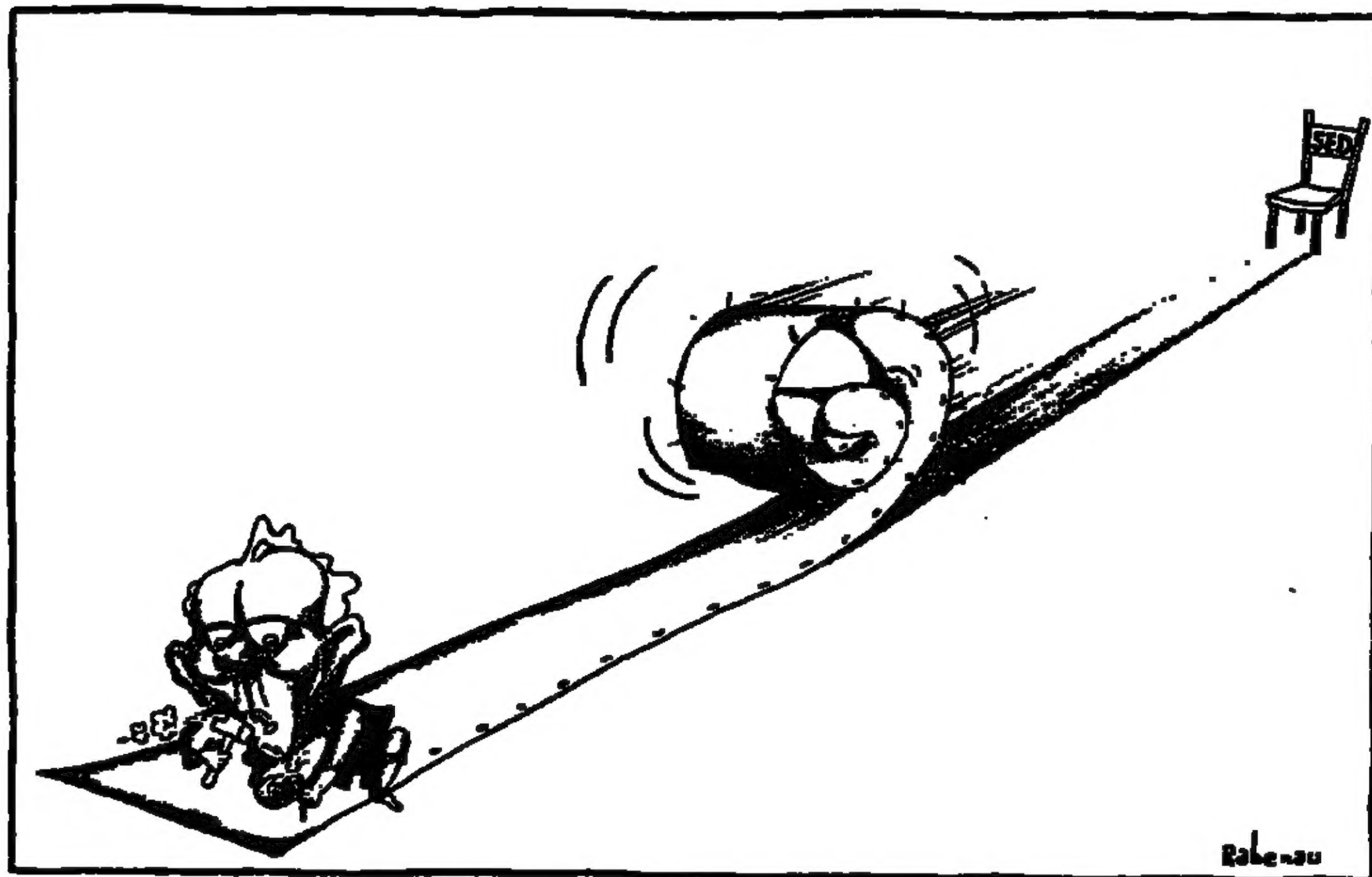
RDA : l'exode continue...

Le chancelier Helmut Kohl a dénoncé, lundi 9 octobre, au cours d'une conférence de presse, le « système autoritaire et rigide » de l'Allemagne de l'Est, qui « ne tente plus d'assurer son pouvoir que par la répression à l'intérieur et la fermeture sur l'extérieur ».

« Je suis prêt à entamer immédiatement des discussions avec les dirigeants est-allemands s'ils veulent réellement un large processus de réformes politiques et économiques », a ajouté le chancelier. Deux organes de presse ouest-allemands ont protesté contre les interventions de la police à l'encontre de leurs envoyés spéciaux. Le gouvernement britannique a, lui aussi, dénoncé les méthodes répressives de la police

est-allemande au cours des affrontements de dimanche à Berlin-Est.

Pendant ce temps, l'exode des citoyens est-allemands se poursuit. Ainsi, plus de cinq cents réfugiés ont été pris en charge par l'ambassade de RFA à Varsovie. « Beaucoup de jeunes ont été et sont sans cesse arrêtés par les gardes-frontières est-allemands », a raconté un témoin. Une trentaine de réfugiés est-allemands se trouvaient lundi à l'ambassade de RFA à Prague, et une partie d'entre eux étaient décidés à y rester malgré la promesse qui leur a été faite de pouvoir émigrer légalement s'ils retournaient en RDA.



(Frankfurter Allgemeine Zeitung) du 10 octobre.

Les Allemands de l'Est dans la rue

Suite de la première page

En prévision d'un afflux important, la police avait été répartie ce lundi en plusieurs équipes. Dépassant tout pronostic, des milliers de personnes convergèrent alors vers le centre ville, qui a connu la plus importante manifestation de ces dernières années en Allemagne de l'Est. Les chiffres avancés vont de 50 000 à 70 000 personnes. Les slogans entendus dans toutes les grandes villes d'Allemagne de l'Est sont désormais bien connus : « Gorby », « Liberté », ainsi que des appels à la reconnaissance du mouvement Nouveau Forum.

La détermination des manifestants de ces derniers jours a-t-elle en raison des durs du régime ? On s'interroge désormais à Berlin-Est sur la possibilité d'un tournant dans la situation politique. Alors que le pire était à craindre les forces de l'ordre n'ont finalement pas bégayé lundi à Leipzig. Et la même retenue a été observée à Dresde où des milliers de personnes, comme chaque soir depuis huit jours, ont encore défilé dans le centre mais aussi à Berlin-Est où les alentours de l'église de Gethsemani, théâtre de la veille au soir encore de durs affrontements, étaient exempts de la moindre présence policière.

Dans la journée, les visites de Berlin-Ouest à Berlin-Est qui avaient été suspendues depuis jeudi dernier, avaient été à nouveau autorisées. Par ailleurs il semble que la plupart des personnes interpellées au cours des manifestations

aient été relâchées. Au moins deux peines de prison ferme de six mois sont connues mais la majorité des personnes interpellées auraient été condamnées à des amendes.

Appels au dialogue

Mais surtout - et c'est sans doute là le plus important - on assiste depuis dimanche soir à une série de prises de position de responsables du Parti communiste en faveur de l'ouverture d'un dialogue. Lundi soir à Leipzig plusieurs personnalités du parti local, dont le chef d'orchestre Kurt Mazur, le chansonnier Lutz Lange et plusieurs secrétaires de la direction locale du SED ont rendu publique une déclaration dans laquelle ils s'engagent en faveur de ce dialogue. « Les événements dans notre ville nous ont bouleversés et nous avons cherché des solutions, disent-ils. Nous avons besoin d'un échange de vues libre sur la poursuite du socialisme dans notre pays. C'est pourquoi les signataires promettent aujourd'hui à tous les citoyens d'engager tous leurs efforts et leur influence pour que le dialogue soit mené non seulement dans la circonscription de Leipzig mais également avec notre gouvernement ».

Le même jour, le maire de Dresde recevait une délégation de manifestants qui avaient demandé la veille à lui remettre un cahier de revendications prenant notamment l'ouverture du dialogue, le retrait des forces de police, la possibilité

d'une autorisation du groupe Neues Forum. Sans prendre d'engagement, le maire a néanmoins accepté de poursuivre cette conversation et d'un nouveau rendez-vous a été fixé pour le 16 octobre. Le maire de Dresde, M. Modrow, premier secrétaire du parti local et membre du bureau politique, passe pour l'un des réformateurs potentiels au sein du SED.

Le journal de la jeunesse communiste Jungewelt, a publié de son côté mardi un appel des dirigeants de l'organisation à discuter ouvertement des débats massifs de jeunes vers la RFA, de la politique d'information, de la situation en Hongrie, en Pologne ou en URSS, etc. Le même journal avait publié la veille une virulente diatribe du président de l'Union des écrivains est-allemands Herman Kant, membre influent du comité central, contre la situation politique en RDA. L'écrivain dénonçait notamment l'absence de toute capacité autocritique du régime et son impuissance à essayer de comprendre ce qui se passe.

De son côté l'organe officiel du parti, Neues Deutschland consacra mardi sa une à une rencontre entre M. Honecker et une délégation de la république de Chine, et rapporta que le numéro un est-allemand a affirmé à cette occasion sa volonté de poursuivre la politique menée jusqu'ici. Cependant, le quotidien consacra pour la première fois une page entière aux manifestations de ces derniers jours en reproduisant des articles de la presse régionale. Si ceux-ci sont naturellement peu favorables aux thèses des manifestants, ce coup de projecteur n'en témoigne pas moins de la pression à laquelle est soumis le régime.

HENRI DE BRESSON

ESPAGNE : l'attentat le plus meurtrier de l'ETA

Deux militants basques sont jugés pour la mort de vingt et une personnes

Plus de deux ans après les faits, le procès de deux des responsables du plus sanglant attentat jamais commis par l'ETA, Domingo Troitino et Josefa Ernaga, membres du « commando Barcelone », a commencé, lundi 9 octobre à Madrid, devant l'Audiencia Nacional, la juridiction compétente en matière de terrorisme.

MADRID

de notre correspondant

Le 19 juin 1987, une bombe explosa dans le parking souterrain d'un supermarché de la société Hipercor à Barcelone, provoquant un véritable carnage : vingt et un morts et quarante-cinq blessés. La déflagration, qui déclencha un énorme incendie, fut si violente qu'elle ouvrit une large brèche dans la plafond du parking, le feu s'étendant alors à l'étage supérieur. Trois jours plus tard, près d'un demi-million de Catalans manifestaient dans la rue en exigeant la fin du terrorisme. Dans un communiqué revendiquant cette action, l'ETA ne put que reconnaître avoir commis une « grave erreur ».

Arrêtés trois mois plus tard, Domingo Troitino et Josefa Ernaga avaient rapidement reconnu leur participation à l'attentat. Les deux autres accusés ne comparurent pas : Rafael Cardis est toujours en fuite et Santiago Arropieda, dit Santi Potros, est actuellement en prison en France. Considéré comme l'un des principaux responsables de l'ETA, ce fut lui qui, selon le ministre public, donna l'ordre au commando d'exécuter l'attentat.

« Une tuerie aveugle »

Le procureur accusa les deux membres du « commando Barcelone » d'avoir provoqué « une tuerie aveugle » en soulignant que, si leur objectif était simplement de s'en prendre à une entreprise au capital français, ils se seraient contentés de placer la bombe après les heures d'ouverture. Pendant ce temps, les deux accusés, derrière une vitre à l'épreuve des balles, devaient tranquillement, éclatant franchement de rire à l'occasion.

En réponse à la partie civile, ils ont dit toutefois qu'ils « regrettaient profondément » les « victimes civiles ». Ils ont rappelé qu'ils avaient téléphoné à trois reprises pour avertir qu'une bombe allait faire explosion dans le supermarché et ils ont accusé la police, pour n'avoir pas ordonné l'évacuation des lieux.

A ce sujet quelques délicates questions ont été posées, lors de l'audience, par l'avocat des familles des victimes, qui a mis sur la sellette les représentants de la société Hipercor et de la police ; ceux-ci se sont mutuellement rejetés la responsabilité de la décision de ne pas faire évacuer le supermarché et de se contenter d'une sommaire inspection des lieux.

THÉRIY MALINAK

AMÉRIQUES

PANAMA

Cafouillages autour d'un putsch manqué

Les obsèques du principal organisateur de la tentative de putsch de la semaine dernière contre le général Manuel Antonio Noriega se sont déroulées lundi 9 octobre en présence de la famille, de quelques amis et d'une meute de journalistes à la recherche d'éclaircissements sur les raisons de l'échec du mouvement.

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

Du fait de la présence de nombreux agents de la police politique, pas un seul compagnon d'armes du commandant Moisés Giraldi (trente-neuf ans) n'a osé s'approcher de l'église ni du cimetière où il a été inhumé, auprès de quatre autres officiers ayant participé au complot.

La cérémonie a eu lieu en l'absence de l'épouse et des enfants du défunt, réfugiés dans une base américaine à quelques kilomètres de là. « Ils nous le pardonneront », a-t-on entendu dire à deux ou trois reprises au moment de l'ouverture du cercueil. Selon des proches du commandant Giraldi, celui-ci portait des marques de torture et aurait été abattu par le général Noriega lui-même, furieux d'avoir été trahi par un de ses plus proches collaborateurs.

Paradoxalement, l'échec du putsch serait en grande partie dû à l'amitié entre les deux hommes : craignant de tomber dans un piège, les Etats-Unis auraient limité au strict minimum leur appui à une opération dirigée par un fidèle du régime - il avait d'ailleurs contribué à le sauver lors d'une précédente tentative de putsch, en mars 1988. C'est du moins la défense retenue par Washington pour affronter les nombreuses critiques adressées au président George Bush, accusé d'avoir laissé passer une « occasion historique » de se débarrasser d'un homme qui nargue les Etats-Unis depuis plus de deux ans. Tout indique en effet que les troupes américaines basées en Panama (deux mille hommes) ont fait preuve d'une grande passivité au cours des événements du 3 octobre, se bornant à observer le déroulement des combats et à bloquer deux routes à la demande des rebelles.

La première erreur des Etats-Unis aurait été de mal évaluer la personnalité et les véritables intentions de Giraldi. Selon des témoignages recueillis auprès de familles de militaires liés à Giraldi, celui-ci avait parlé à plusieurs reprises de « tuer Noriega », « seul moyen, disait-il, de mettre fin aux souffrances des Panaméens ». Cela contredit la thèse de Washington selon laquelle les mutins voulaient forcer le général Noriega à « prendre sa retraite ». Compte tenu de leurs immenses ressources sur place et des liens existant depuis de nombreuses années entre officiers américains et panaméens, les Etats-Unis auraient dû savoir que le mécontentement avait atteint un niveau sans précédent au sein de l'armée panaméenne. Ils n'ont de cesse de le répéter eux-mêmes, mais ils ne semblent pas en avoir tenu compte.

A part quelques officiers supérieurs, qui bénéficient de privilèges exorbitants, la plupart des cadres des forces de défense ont perdu les avantages qu'ils avaient autrefois, les sanctions économiques des Etats-Unis ayant provoqué une grave crise financière au sein du gouvernement. Quant aux hommes de troupe, ils reçoivent leur maigre solde de façon de plus en plus irrégulière et doivent, de plus, réprimer les manifestations de l'opposition en faveur de la démocratie dans un pays d'à peine plus de deux millions d'habitants où tout le monde se connaît. « Depuis la tentative de putsch de mars 1988, disent des soldats, on ne nous donne plus d'uniforme ni de boots, nous sommes obligés de les acheter ».

« Dieu avec nous »

Les Etats-Unis affirment qu'ils n'ont été informés de la préparation du coup d'Etat que l'avant-veille. Selon un confident de Giraldi, il s'agirait en fait que celui-ci avait rencontré deux semaines plus tôt le chef de l'armée de terre américaine stationnée en Panama, le général Marc Cisneros.

Une seule chose semble sûre : Giraldi aurait décidé de demander aux Etats-Unis de limiter leur intervention à un appel logistique. Il s'agissait de bloquer deux routes près de la capitale pour neutraliser les 5^e et 7^e compagnies, dont il n'était pas sûr. Il pensait pouvoir compter sur toutes les autres unités de la capitale, en particulier le fameux « bataillon 2000 », qui appuiera finalement le général Noriega. Ce sera la plus grave erreur de Giraldi, qui partage donc avec les Etats-Unis la responsabilité de l'échec.

Cette erreur aurait cependant pu être rectifiée si les troupes américaines avaient pris l'initiative, sans consulter les mutins, de bloquer les autres accès permettant aux troupes loyales au régime d'accéder à la caserne principale où se déroulaient les événements. Quelle ne fut pas la surprise des diplomates américains lorsqu'ils virent passer devant leurs ambassades des camions bourrés de soldats loyalistes, qui venaient d'être transportés par avion de la base de Rio Hato au nord-ouest de la capitale. Parmi les défilantes des services de renseignement américains, il en est une, particulièrement étonnante : personne ne savait où était le général Noriega ! Etait-il effectivement prisonnier des rebelles, ou bien leur avait-il échappé ? Est-il vrai que les insurgés ont demandé à deux reprises au général Cisneros de leur envoyer un hélicoptère pour « cueillir » le général Noriega ? Cela contredirait la version de Washington selon laquelle il n'avait jamais été question de livrer l'« homme fort » de Panama à la justice américaine, qui l'accuse de participer au trafic international de drogue.

Dans le doute, les généraux américains, qui ont été en contact permanent avec Washington, ont préféré l'abstenir, permettant ainsi au général Noriega de réaliser une fois de plus un spectaculaire redressement. Modeste, il a attribué sa victoire à la providence : « Si Dieu est avec nous, a-t-il déclaré, quel ours être contre nous ? »

BERTRAND DE LA GRANGE

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 43-28-51-08

(Publicité)

LE TEXTILE

POUMON DE LA TUNISIE

Cette activité manufacturière, la plus importante du pays, représente près de tiers des exportations, surtout destinées à l'Europe. Le textile tunisien est promis à un brillant avenir. A plusieurs conditions...

Une exposition de Sophie Benali dans le musée d'Octobre

à Paris

en kiosques et en librairie

70, rue Joffroy 75017 Paris

Tél : 46.22.34.14.

(Publicité)

DÈS JANVIER

ETUDIEZ AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Floride, soit par un stage linguistique, soit pour y commencer des études (BA, MBA, Master, Ph.D.). Cours, hébergement, repas, un semestre de l'ordre de 5.500 \$.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.

USA-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47-22-04-04

ملأ اسمك في الحقل

AMÉRIQUES

Cafouillages autour d'un putsch manqué

Les réactions à la chute de la présidence de Carlos Menem, à Managua, ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité. Les réactions ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité. Les réactions ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité.

« Dieu avec nous »

Les réactions à la chute de la présidence de Carlos Menem, à Managua, ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité. Les réactions ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité. Les réactions ont été vives. Les militaires ont été accusés de trahison. Les civils ont été accusés de complicité.

POLONAIS

DES JANVIER 1990

ETUDIEZ AUX USA

AMERICAN UNIVERSITY

SAMSARA

À L'AUBE
DU TROISIÈME MILLÉNAIRE
LA FEMME
SE RÉINCARNE EN GUERLAIN.

PARFUM

GUERLAIN
PARIS

AMÉRIQUES

VENEZUELA : dans Caracas hantée par le souvenir des émeutes

M. Mitterrand a dénoncé le fossé qui se creuse entre riches et pauvres

M. Mitterrand est arrivé lundi 9 octobre à Caracas pour une visite d'Etat de deux jours au Venezuela. Après un premier entretien avec le président Carlos Andres Perez, il a inauguré un nouveau tronçon du métro qui est de conception française. Mardi, il devait s'adresser au Congrès. Mercredi, il se rendra en Equateur, qu'il quittera le lendemain pour regagner Paris, à moins qu'il ne fasse escale à Bogota (Colombie).

CARACAS

de notre envoyé spécial

Que la police vénézuélienne ait interpellé une centaine de personnes pour des raisons de sécurité dimanche 8 octobre, à la veille de l'arrivée de M. Mitterrand à Caracas, n'a peut-être rien d'exceptionnel dans ce pays. Mais que le secrétaire général de la police politique ait tenu à le faire savoir à de quoi surprendre et révèle le climat de nervosité qui règne dans la capitale vénézuélienne.

Le responsable de la police politique a expliqué qu'il entendait non seulement assurer le mieux possible la sécurité de l'hôte mais aussi répondre à la rumeur qui, le vendredi précédent, avait créé la panique à Caracas.

Des pillages, disait-on, venaient de s'y produire et l'émeute menaçait. On s'est aussitôt précipité dans les magasins afin de s'assurer des provisions pour tenir quelque temps face aux « pillards ».

Il ne s'est, en fait, rien passé : pas un pillard, pas une vitrine brisée, pas le plus petit début de manifestation des pauvres des *ranchitos*, ces bidonvilles de par-

paings dans lesquels vit la moitié de la population.

La capitale vénézuélienne n'en vit pas moins dans la hantise d'une réédition des émeutes du 27 février dernier, neuf jours après l'annonce, par le président social-démocrate Carlos Andres Perez, d'un plan d'austérité imposé par le FMI, qui se traduit notamment par de fortes hausses des tarifs publics et la chute du pouvoir d'achat.

Les émeutes de février avaient été violemment réprimées par l'armée au prix, officiellement, de 276 morts, officieusement, quatre ou cinq fois plus. Depuis le Caracas politique, celui des riches comme des pauvres, est obsédé par ce souvenir.

« El Excelentísimo señor François Mitterrand » ne pouvait pas mieux dire lorsque, à l'aéroport Simon-Bolívar, à peine débarqué du Concord, il a parlé du fossé qui s'élargit entre les pays riches et ceux qui ne le sont pas. Caracas connaît cela par cœur.

Malade du pétrole, qui lui assurait la richesse jusqu'à la chute des cours en 1986, elle est elle-même ainsi divisée.

Une situation explosive

Le whisky douze ans d'âge continue de couler à flots dans les grands hôtels, où la bonne société organise ses fêtes somptueuses, alors que 35 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Les classes moyennes, garantes de stabilité, ont été frappées de plein fouet par l'austérité. Dans cette ville à l'urbanisme anarchique, les bidonvilles construits de brique et de broc dans les endroits les plus exposés aux glissements de terrain côtoient le luxe barricadé derrière ses grilles, ses portes blindées et ses gardes armés.

C'est cette situation que doit affronter le président Carlos Andres Perez, aro-bouté sur son plan d'austérité qui lui permet de tenir l'inflation au rythme de 30 %

à 40 % l'an, un exploit dans cette région. « Le plan économique est condamné à l'échec si l'on ne règle pas la question de la dette », a-t-il dit au « camarade François Mitterrand », au terme du déjeuner qui a suivi, lundi, un premier entretien de trente minutes entre les deux chefs d'Etat.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. La dette extérieure du Venezuela s'élevait à 34 milliards de dollars à la fin de 1988, soit à peu près le même montant que les avoirs privés vénézuéliens placés dans des banques étrangères.

« Nous ne voulons ni faveurs ni grâces spéciales. Nous exigeons qu'on prenne conscience du caractère explosif de la situation », a déclaré le président vénézuélien sur un ton enflammé, en remerciant M. Mitterrand pour le combat qu'il mène afin d'« éviter que le monde industrialisé élude ses responsabilités ». Il y va de l'avenir de la démocratie : « A quel degré de pauvreté peut résister la liberté ? »

Le président vénézuélien a également insisté sur l'urgence d'une rencontre Nord-Sud, proposition qu'il avait déjà émise à Paris lors des cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, en compagnie des chefs d'Etat nigérien, égyptien et indien.

M. Carlos Andres Perez a également évoqué la « tragédie » du Panama, où « la dictature militaire sème la terreur ». Ce sujet lui tient à cœur puisque, l'année dernière, il avait négocié en vain le retrait du général Noriega. Il a été proposé enfin que la France organise une réunion d'un groupe des pays de la région sur le problème d'Haïti.

JEAN-YVES LHOMEAU

(Lire page 11 l'article de Philippe Boggio sur la visite du président de la République en Guadeloupe.)

CHILI : avant les élections

Le général Pinochet reprend en main l'armée de terre

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre correspondant

Le général Pinochet a procédé, lundi 9 octobre, à une importante restructuration du haut commandement de l'armée de terre. Douze généraux, soit le quart des officiers de ce grade, passent au cadre de réserve, dont le vice-commandant en chef, le général Jorge Zúñiga, qui n'avait pourtant été promu à ce poste qu'en novembre dernier.

Le général Zúñiga s'était fait une réputation de modéré à l'occasion du plébiscite présidentiel de 1988, lorsqu'il s'était opposé, en tant que commandant de la place de Santiago, à certains de ses subalternes qui manifestaient leur intention de ne pas reconnaître le verdict des urnes. Sa nomination, un mois après la défaite du chef de l'Etat, avait été interprétée comme un retour de l'armée à un rôle strictement professionnel.

Son successeur, le général Jorge Lucar, a une réputation bien différente, les spécialistes le considérant comme l'un des chefs de file des « durs » qui n'ont pas renoncé à voir l'armée exercer une influence politique. Le suivant désormais, dans l'ordre hiérarchique, le général Salas, qui fut directeur de la Centrale nationale d'information, le principal service de sécurité, et le général Serre, fidèle entre les fidèles du général Pinochet.

C'est donc une véritable reprise en main qu'a opérée le président de la République, sous le sursoutien d'un état-major « musclé » avant d'abandonner le pouvoir. Si le doute était encore permis, le général Pinochet vient d'indiquer très clairement qu'il entend faire de l'armée de terre — à la tête de laquelle la Constitution l'autorise à demeurer encore huit ans — le foyer de la résistance au gouvernement issu des élections générales de décembre.

GILLES BAUDIN

EN BREF

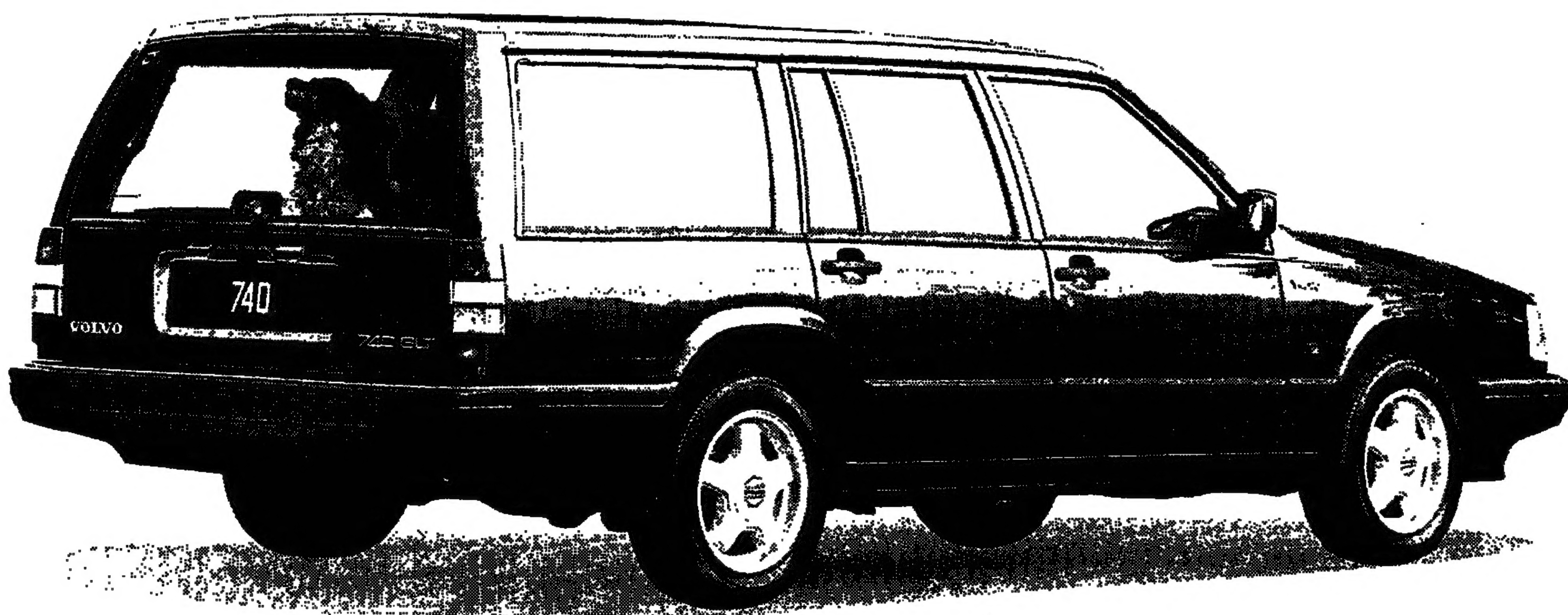
□ Conférence sur les relations avec l'Amérique latine. — Les relations économiques et les perspectives de coopération entre la France et l'Amérique latine, dans l'Europe de 1993, seront au programme d'une conférence organisée samedi 14 octobre par la bibliothèque municipale de Lyon. Une table ronde sera présidée par M. Alain Touraine, en présence de M. Jacques Chancel, directeur de l'Institut des hautes études d'Amérique latine. Renseignements au 78-62-85-20.

□ ETATS-UNIS : nouvel incident racial à New-York. — Trois étudiants juifs ont été agressés et sévèrement battus, dimanche 8 octobre, dans le quartier de Flatbush à Brooklyn, peu avant le début de Yom Kippour, l'un des plus importantes fêtes religieuses juives. Les agresseurs étaient une vingtaine de Blancs. Cet incident racial — après

le meurtre d'un jeune Noir commis par un Blanc, le 26 août, également à Brooklyn — risque d'influer sur la campagne électorale en cours pour la succession de M. Ed Koch à la tête de la municipalité de New-York. Déjà l'incident du mois d'août avait, dans une certaine mesure, favorisé la victoire du candidat noir David Dinkins lors de la primaire démocrate du 12 septembre. — (AFP.)

□ PÉROU : un candidat marxiste à la présidence. — L'ancien maire de Lima, M. Alfonso Barrantes, a annoncé, samedi 7 octobre, sa candidature à l'élection présidentielle d'avril 1990. Avocat de métier, M. Barrantes a affirmé vouloir devenir le premier président marxiste du continent. Actuellement il figure en deuxième position dans les sondages, juste derrière le candidat de centre droit Mario Vargas Llosa. — (Reuters.)

QUAND ON A UNE GRANDE IDEE,



NOUVELLE 740 16 SOUPAPES.

La nouvelle 740 ne change pas, elle évolue. Comme sa nouvelle ligne, ou son pot catalytique, le dernier moteur de la 740 va dans le sens de l'histoire, du progrès. Ce 4 cylindres inédit à double arbre à cames en tête procure des sensations rares, tout en répondant à tous régimes de la rassurante puissance de ses 150 cv. Son

système de transmission exclusif lui assure une souplesse et une douceur jusque-là inconnues sur un 4 cylindres. Ces innovations relèvent toujours de la même philosophie. Tout ce qui a contribué à sa légende est intact.

Son élégance rare, avec sa ligne originale profilée pour améliorer à la fois l'aérodynamisme,

la stabilité au vent et le silence. Son confort, avec 5 vraies larges places habillées de tissus exclusifs ou de cuir, avec un système de ventilation réglable séparément pour chacun. Son espace, avec un volume intérieur qui accueille cinq adultes et 1.110 litres de bagages pour un encombrement rigoureusement identique à celui de la berline.

هناك امنا الاصل

AFRIQUE

NAMIBIE : la campagne pour l'élection d'une Assemblée constituante

La partie n'est pas gagnée d'avance pour la SWAPO

Dans un mois, 700 000 Namibiens devront désigner les soixante-douze membres qui composeront l'Assemblée constituante. Le scrutin se déroulera du 7 au 11 novembre et les résultats devraient être connus le 14. Dix formations se disputent les suffrages d'une communauté qui va ainsi décider du sort de l'ancienne colonie sud-africaine, la dernière du continent.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Le choix se situe principalement entre la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et la DTA (Democratic Turnhalle Alliance). La question n'est plus de savoir si le mouvement révolutionnaire obtiendra les deux tiers des voix qui lui permettraient d'imposer son modèle constitutionnel — ce qui semble hors de sa portée, — mais de savoir s'il sera en mesure de franchir la barre des 50 % l'autorisant à former le premier gouvernement de la Namibie indépendante.

Pour les dirigeants de la SWAPO, il ne fait guère de doute que la victoire est déjà acquise. M. Sam Nujoma a été accueilli à son retour d'exil, le 14 septembre, comme le président de la Namibie par son état-major. Au cours de sa première conférence de presse, il s'est dit convaincu que la consultation sera un succès « écrasant » pour son parti. Le premier sondage réalisé dans le pays entre avril et juin par un institut allemand lui donne raison. Les résultats font état d'un soutien en sa faveur de 67 % parmi les 850 Notés interrogés. Les dirigeants de la SWAPO n'ont donc pas tort d'être optimistes, d'autant que les supporters du mouvement sont en très grande majorité des Ovambos, la principale ethnie du territoire, qui représente un peu plus de la moitié de la population.

La confiance règne au quartier général de la SWAPO, un impos-

ble flambant neuf au cœur de Windhoek. La première réunion électorale de M. Sam Nujoma, le 24 septembre, a attiré une foule énorme venue accueillir l'homme qui a dirigé l'organisation révolutionnaire depuis sa création en 1960.

Apparemment donc, tout semble joué et la consultation ne devrait être qu'une formalité pour la SWAPO, qui a l'avantage d'être l'unique formation à avoir combattu militairement l'occupant sud-africain, alors que la DTA est accusée d'avoir « collaboré » avec l'ennemi et d'être financée par Pretoria.

Opération suicidaire

Les choses sont-elles aussi simples et l'expression de « seul et authentique représentant du peuple namibien », dont l'ONU a gratifié la SWAPO en 1976, va-t-elle être vérifiée par les urnes ?

Depuis le 1^{er} avril, date de la mise en route du processus qui doit

conduire à l'indépendance du territoire, la SWAPO a été confrontée à certaines réalités dont il est difficile d'évaluer les conséquences. Contrairement à ce qu'il affirme, le mouvement n'est pas sorti vainqueur des vingt-trois années de lutte armée contre les forces de Pretoria. Ses cadres et ses soldats ne sont pas rentrés au pays en « libérateurs », mais grâce à un accord international dont il n'était pas partie prenante.

Sa tentative d'implantation sur le terrain, le 1^{er} avril, en violation du cessez-le-feu et de la résolution 435 des Nations unies, qui entraînait en vigueur ce jour-là, s'est soldée par un échec : 1 600 combattants ont été tués, plus de 300 d'entre eux ont péri dans cette opération suicidaire. Cette aventure a sérieusement terni sa crédibilité et semé le doute sur sa volonté de respecter ses engagements.

Bénéficiant auparavant d'une immunité presque totale, le mouvement indépendantiste a dû ensuite sortir de la clandestinité et s'exposer au grand jour. Le rapatriement

des 41 700 réfugiés a démontré que son intégrité pouvait aussi être mise en cause. Pendant des années, la SWAPO a bénéficié du soutien financier de la communauté internationale et de l'ONU en affirmant qu'il fallait qu'elle subviene aux besoins de 70 000 ou 80 000 réfugiés, qui ne sont effectivement rentrés que pour moitié du chiffre avancé.

Coup de force ?

Enfin et surtout, un autre visage de la SWAPO est apparu quand ses propres prisonniers sont revenus en Namibie et ont raconté ce qui se passait dans les camps : meurtres, internements, tortures, disparitions, un long catalogue de violations des droits de l'homme (le Monde du 22 septembre) qui, peut-être plus que le reste, risque d'avoir des conséquences sur le comportement des électeurs. D'autant que les anciens détenus affirment qu'il reste encore 1 400 personnes incarcérées, ce que la SWAPO dément.

A toutes ces questions, la SWAPO a fourni des explications peu convaincantes qui ont encore dévalorisé son image de marque. Quel sera l'impact de ces insipides ? Difficile à dire, mais il est indéniable que le crédit de la SWAPO a été entamé, et les assurances données selon lesquelles elle est en faveur d'un système d'économie mixte et du multipartisme sont accueillies désormais avec scepticisme.

Le doute et la méfiance se sont installés, comme le fait remarquer M. Kenneth Abrahams, secrétaire à l'information du NNF (Namibian National Front) : « On ne parle pas le même langage. Les mots n'ont pas le même sens pour eux et pour nous. » Lors de la signature, le 12 septembre, du code de bonne conduite qui impose à toutes les formations d'observer certaines règles lors de la campagne électorale, ce message s'est demandé si la SWAPO avait véritablement l'intention d'en respecter toutes les dispositions, car un document interne à cette organisation, qu'elle n'a pas cherché à dissimuler, émet des restrictions sur la nature de son engagement.

Malgré sa belle assurance, le mouvement de M. Sam Nujoma a conscience d'avoir du terrain à reconquérir. En Ovamboland, les inscriptions sur les registres électoraux ont été nettement inférieures à ce qui était espéré. Dans ce fief de la SWAPO, ses dirigeants craignent un retour de bâton dans les familles victimes d'atrocités de la part des combattants de la PLAN, la branche armée de l'organisation.

La population, lasse de la guerre, contrainte de choisir entre deux camps, est toujours soumise aux manœuvres d'intimidation des partis politiques après avoir dû subir les exactions de la Koovet. Les 1 200 hommes de cette unité antigénéraliste de gauche ont finalement été démobilisés, fin septembre.

Si le soutien à la SWAPO ne paraît pas assuré dans certaines zones rurales, les populations noires des villes lui sont plus généralement acquiescentes en raison de son rôle syndical. C'est justement en zone urbaine que la bataille sera la plus serrée. La concurrence des autres partis s'y fait plus durement sentir. Tous sont unis sur un point : faire échec à la SWAPO. Leur nombre, même si certains n'ont guère de chance d'obtenir un siège, constitue un autre écueil pour le mouvement de M. Sam Nujoma, en raison de la dispersion des voix qu'il va entraîner.

MICHEL BOLE-RICHARD

MADAGASCAR : en position de force après les élections locales

Le président Ratsiraka invite les partis à proposer des réformes politiques

Les élections des collectivités décentralisées, qui ont eu lieu dimanche 24 septembre, ont fait apparaître une période du parti du chef de l'Etat, M. Didier Ratsiraka, l'Avant-Garde de la révolution malgache (AREMA). Mais la consultation, dont les résultats définitifs ne sont pas encore connus, a surtout été marquée par un taux élevé d'abstentions — 50,9 % dans la capitale — qui témoigne de la lassitude de la population. Celle-ci avait dû se rendre deux fois aux urnes depuis le début de l'année : le 12 mars pour l'élection présidentielle et le 28 mai pour les élections législatives.

Tous les partis politiques sont maintenant invités à présenter au

président Ratsiraka des propositions sur l'avenir du Front national pour la défense de la révolution (FNDR) — jusqu'à présent le seul cadre légal de l'activité politique dans la Grande Ile — et sur une révision éventuelle de la Constitution.

L'opposition a dénoncé à plusieurs reprises le côté artificiel du Front, tentative ratée de formation d'un parti unique, qui ne s'est pas réunie depuis sept ans. Elle a dénoncé aussi une Constitution qui concentre tous les pouvoirs entre les mains d'une seule personne.

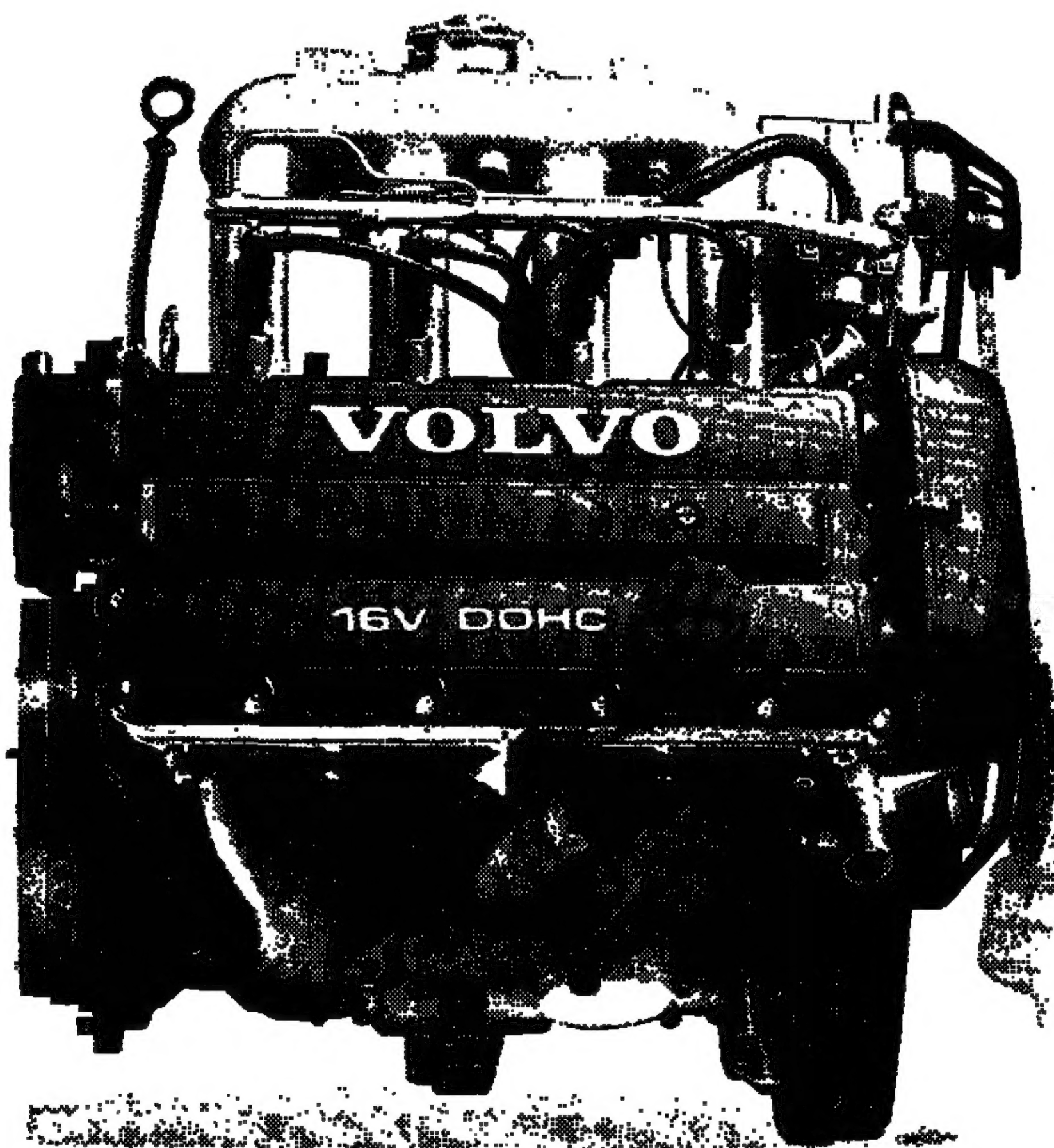
Le code électoral, dont le « caractère antidémocratique » a été dénoncé par l'opposition et par

la Fédération des églises chrétiennes (FFKM), a été modifié. Mais tous les adversaires du président Ratsiraka ont qualifié de « réforme superficielle » cette initiative présidentielle.

Après sa réélection, en avril, le président Ratsiraka avait promis de procéder à des changements, et il s'était donné jusqu'en mai de décembre pour cela. C'est ainsi qu'un remaniement ministériel a eu lieu le 17 août. Neuf nouveaux ministres sont alors entrés au gouvernement, dont M. Léon Rajaobolana, qui a pris le portefeuille des finances et du budget, et M. Jean Robiarivony, nommé ministre de l'économie et du plan.

Le président Ratsiraka a réussi une habile manœuvre politique, à savoir le ralliement des trois quarts de l'opposition. Il a, en effet, nommé au Conseil suprême de la révolution, organe de contrôle de l'Etat, M. Monja Jaona, le vieux chef du Mouvement pour l'indépendance de Madagascar (MONIMA, parti nationaliste), et M. Sambson Gilbert, le numéro deux d'un autre parti d'opposition, l'Elan populaire pour l'unité nationale (VONJU). Il a ainsi isolé son principal adversaire, M. Manandafy Ranontsinina, le leader du Mouvement pour le pouvoir prolétarien (MPF), ancienne formation gauchiste devenue libérale. — (AFP.)

ON L'EXPRIME AVEC FORCE.



NOUVEAU 2,3L. 16 SOUPAPES.

Sa sécurité, avec un habitacle protégé par une armature rigide d'acier, des zones avant-arrière déformables, des renforts de portières ou une colonne de direction fractionnable en cas de collision. Sa robustesse et sa longévité, avec une carrosserie garantie anti-corrosion 8 ans, une durée de vie moyenne de 20,7 années et une

valeur de revente supérieure à celles de la plupart de ses concurrentes. C'est que la nouvelle 740 reste une Volvo. Comme quoi, évoluer n'est pas forcément changer. Nouvelle Volvo 740, 5 portes : à partir de 140 700 F.

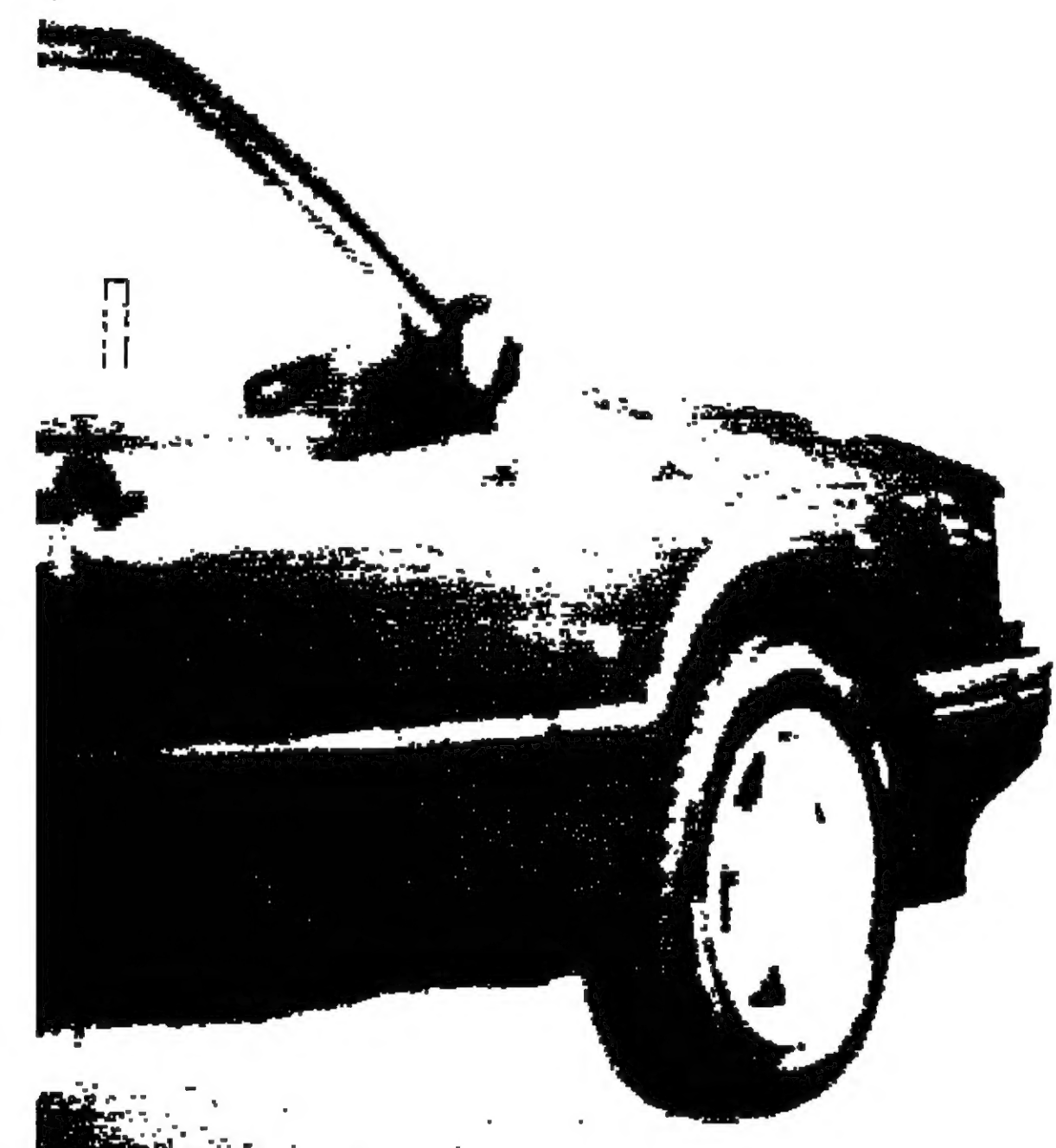
* Modèle présenté : 740 GLE 16S. Tarif au 08.09.89 : 179 800 F.

Peinture métallisée en option. Garantie anti-corrosion 8 ans.

270 concessionnaires et agents

VOLVO
Volvo France S.A. - 49 avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. 47.23.72.62

IDEE,



ASIE

Le pape en Indonésie

La visite de Jean-Paul II est dominée par la controverse sur Timor-Oriental

Après avoir célébré, le mardi 10 octobre, devant 150 000 personnes, une messe au cœur de Java, le pape est attendu mercredi sur l'île de Flores avant de gagner, le lendemain, Timor-Oriental, étape la plus controversée de son séjour dans les îles de la Sonde.

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

« Allah memberkati anda sekalian ». C'est avec ces mots prononcés dans la langue locale et qui signifient « Dieu vous bénisse tous » que le pape Jean-Paul II a pris son premier contact, lundi 9 octobre, avec la plus importante des communautés islamiques de la planète : 166 millions de croyants pour 5 millions de fidèles catholiques.

Quelques milliers de gens seulement, des enfants des écoles chrétiennes surtout, attendaient le souverain pontife le long du parcours de l'aéroport au palais présidentiel, où il devait être reçu. Mais ils étaient plus de 100 000 un peu plus tard dans l'après-midi, au stade Istora-Senayan de Djakarta pour la

plus grande messe jamais célébrée dans un pays en majorité musulman.

Volontairement accueilli beaucoup plus comme un chef d'Etat qu'en sa qualité de pasteur universel de l'Eglise apostolique et romaine, le pape n'en a pas moins sacrifié à son arrivée, sous une pluie fine et tiède, à la tradition qu'il a lui-même établie : celle de baisser la terre des Etats qu'il visite pour la première fois.

La question de savoir si le Saint-Père fera de même à son arrivée jeudi 12 octobre à Dili, « capitale » du Timor-Oriental, alimente à Djakarta toutes sortes de spéculations. Les 600 000 catholiques de cette région, portugaise en droit, mais de facto indonésienne depuis son annexion par la force en 1976, attendent en tout cas « un geste du pape ».

« Il faut, déclarait récemment à l'AFP Mgr Felipe Ximenes Belo, évêque controversé de Dili, que le peuple timorais soit autorisé à se prononcer pour ou contre l'intégration du Timor-Oriental dans la République indonésienne. C'est une question fondamentale de liberté ». Le pape, qui a envoyé au début de l'année une lettre au

secrétaire général des Nations unies réclamant l'organisation d'un référendum, n'a toujours pas reçu de réponse de M. Perez de Cuellar. En revanche, sa hiérarchie vaticane lui a fait connaître son désaccord. « Les évêques n'ont pas à se mêler de politique », s'est-on sévèrement tancé.

Nager

entre deux eaux

Reste cependant à savoir si pour répondre au vœu du gouvernement de Djakarta, le Vatican, qui administre directement de Rome, le diocèse de Timor-Est, va ou non décider de le rattacher à la conférence épiscopale d'Indonésie. Un tel geste, qui pourrait être officialisé dès le retour du pape à Saint-Pierre, aurait évidemment une très haute signification politique.

Pour l'instant, bien que rien n'ait officiellement transpiré de l'entretien privé, lundi soir, pendant quarante-cinq minutes, entre Jean-Paul II et le président Suharto, on imagine que la question du Timor-Oriental en a été l'objet principal. Deux conceptions s'affrontent : d'une part, les Indonésiens tentent de capitaliser le maximum de pro-

fit politique et diplomatique sur la visite papale en essayant d'accréditer l'idée que ce voyage d'un chef d'Etat étranger dans la région contestée, vaut reconnaissance officielle de son « statut indonésien ».

Le Vatican, cependant, tente de nager entre deux eaux et met en avant l'idée selon laquelle « la tournée du Saint-Père est pastorale et seulement pastorale ». La position officielle du Saint-Siège, en la matière, a toujours été de se ranger aux décisions de l'ONU, qui vient de repousser, pour la septième année consécutive, le début de l'Assemblée générale sur cette question et qui reconnaît de facto la souveraineté portugaise sur la région.

Dans l'avenue qui le menait à Séoul, première étape de ce quarante-quatrième voyage pontifical hors d'Italie, Jean-Paul II avait notamment déclaré, à propos de cette affaire : « C'est très difficile pour les catholiques de Timor-Est que de ne pas les inclure dans ma visite. Celle-ci a une finalité pastorale. Laissons la politique aux hommes politiques ». Affirmation un peu spéculative sans doute quand on la rapproche du discours officiel prononcé par le chef de l'Eglise, lundi après-midi devant le général

Suharto. « Quelquefois, a notamment affirmé Jean-Paul II, les nations sont tentées de mépriser les valeurs humaines dans une rude recherche d'unité politique basée uniquement sur le pouvoir militaire ou économique. Une unité acquise ainsi peut facilement se dissoudre », prévenait-il. Certes, un peu plus tard, le pape devait se livrer à un hommage appuyé et très remarqué par la presse locale au « Pancasila », la philosophie officielle basée sur cinq principes énoncés par Jean-Paul II : croyance en Dieu, humanitarisme, démocratie, justice sociale et unité du pays. Mais l'héritier du trône de Suharto devait ajouter face au général : « Les amis de l'Indonésie prient qu'un jour ces nobles idéaux [contenus dans le préambule de la Constitution] soient pleinement réalisés ». Ce qui suggère qu'il ne le sent pas encore.

D'autre part, on reproche parfois aux forces de l'ordre indonésiennes d'utiliser encore trop souvent les arrestations arbitraires et les mauvais traitements contre les opposants, notamment timorais. Les autorités de la région reconnaissent d'ailleurs qu'une centaine de personnes, réputées sensibles aux thèses des séparatistes du Front de

libération du Timor-Oriental (FRETILIN) ont été arrêtées — puis relâchées — ces derniers jours, en prévision de la visite du pape. Celui-ci faisait-il allusion à cette situation lorsqu'il a recommandé lundi soir au palais du président Suharto, « un profond respect pour la vie, pour les droits humains et politiques inaliénables et pour la liberté des citoyens responsables de déterminer le destin propre du peuple » ?

Mardi matin 10 octobre, Jean-Paul II est allé rendre visite aux trois cent quatre-vingt-dix mille catholiques de Yogyakarta, à 600 kilomètres au sud-est de Djakarta. L'honneur qu'il devait prononcer dans cette région fortement dominée par l'islam et l'hindouisme ne contrastait aucunement avec le climat de gloire « excellent climat » qui prévaut pour l'instant sur la hiérarchie vaticane et la présidence de l'Indonésie. Jean-Paul II va certes tenter d'obtenir du général Suharto un peu plus de liberté pour les missions catholiques étrangères — interdites de prosélytisme en Indonésie par une loi de 1978 — mais en attendant Dili, le vrai suspense demeure...

PATRICE CLAUDE

Un casse-tête

Ancienne colonie portugaise, Timor-Oriental, cette île de 14 000 km² située aux confins de l'archipel indonésien a été occupée en décembre 1975 par l'armée indonésienne et annexée l'année suivante. Mais cette décision unilatérale de Djakarta, qui a déclenché une résistance nationale violente réprimée — on a parlé de cent à deux cent mille victimes sur une population totale estimée entre six cent mille et sept cent mille personnes — n'a pas été reconnue par le Portugal, ni par le Saint-Siège. Et Timor-Oriental figure toujours sur la liste des territoires à décoloniser des Nations unies.

Le président portugais Mario Soares vient d'ailleurs de dénoncer la situation du « peuple martyr de Timor-Oriental ». Pourtant, en 1975, le gouvernement portugais n'avait pas fait grand-

chose pour empêcher la mainmise indonésienne sur son ancienne colonie. Le voyage du pape a également suscité une tension entre Lisbonne et le Vatican, ce dernier ayant omis de citer le nom de Timor dans la liste des pays visités. Face aux préoccupations de Lisbonne, le Vatican a été contraint de réaffirmer que sa position n'avait pas changé et qu'il ne reconnaissait toujours pas le fait accompli.

Une position ambiguë

La position des Timorais, dans leur grande majorité catholiques, est ambiguë. Dans ce territoire occupé par l'armée et interdit à la plupart des observateurs étrangers, il est difficile de connaître de première main le sentiment des gens. Cependant,

il semble plus que probable que la majorité de la population souhaite bénéficier du droit à l'autodétermination. L'Eglise catholique locale n'a jamais accepté d'être intégrée au sein de l'Eglise indonésienne et demeure — en dehors des masques du FRETILIN — la seule force organisée du territoire.

L'évêque de Dili, Mgr Belo, a envoyé à ses fidèles une lettre pastorale les prévenant que le pape ne venait pas leur parler d'indépendance : « Très chers frères, leur e-t-il écrit, une attitude de foi authentique nous amène à accepter le pape, qu'il plaise ou non à nos goûts ».

Après quatorze ans, l'indonésien n'est donc toujours pas parvenue à ses fins Mgr Belo, qui avait été considéré par les Timorais comme un allié de Djakarta depuis qu'il avait remplacé Mgr Da Costa Lopes, jugé trop

anti-indonésien, a pris ces derniers temps des positions de plus en plus tranchées. « Nous sommes en train de mourir comme peuple et comme nation », déclarait-il le 5 février dernier au secrétaire général de l'ONU.

Déjà, en 1982, l'Indonésie avait refusé l'hypothèse d'une médiation du Vatican, suggérée par Lisbonne, car elle se refuse à toute autre solution que la reconnaissance de sa souveraineté sur l'île. Pourtant la situation à Timor-Oriental n'est guère brillante si l'on en croit les multiples rapports, déclarations ou informations en provenance des Nations unies, d'Amnesty International ou du CICR faisant état de mauvais traitements ou de décès...

PATRICE DE BEER

INDE : le scandale Bofors

Nouvelles révélations gênantes pour M. Rajiv Gandhi

NEW-DEHI

de notre correspondant

« Ces documents confirment de manière irréfutable les pires craintes que nous avions eues à propos de la complicité totale de M. Rajiv Gandhi dans cette affaire. L'ancien premier ministre est une homme nationaliste ».

Le pape est de M. V. P. Singh, ancien ministre de la Défense et des finances de M. Gandhi et chef de file de l'opposition. Le prétexte de cette diatribe est — une fois encore — l'affaire Bofors (1). Le Monde date 1^{er}/2 octobre. Mais, cette fois, estime, le mardi 10 octobre, le Times of India, « il n'y a plus d'alibi ». The India, journal réputé pour sa prudence, a publié dans son édition de lundi un

document embarrassant pour M. Gandhi : la partie, jusqu'alors secrète, du rapport du Swedish Audit Bureau, commission d'enquête du gouvernement suédois chargée de vérifier si le contrat conclu entre la firme d'armement Bofors et le gouvernement indien avait donné lieu à des versements à des intermédiaires indiens.

Selon les révélations du Hindu, datées décembre 1986, le président de Bofors, M. Per Olov Mosander, a reconnu que « le principal bénéficiaire » de commissions est « un Indien qui a été l'agent de Bofors depuis dix ou quinze ans ». Il s'agit de M. Win Chada, qui, après s'être expliqué devant la commission d'enquête du Parlement indien, a été autorisé à quitter le pays et vit actuellement aux Etats-Unis. Le rapport du Swedish Bureau affirme en outre : « Des paiements sous la forme de commissions ont été versés sur des comptes en Suisse à ceux qui se sont occupés du contrat Bofors FH-71 ». La question, bien sûr, est maintenant de savoir qui, à part M. Win Chada, a profité des largesses de la firme suédoise ?

L'ambassadeur de Suède a été convoqué lundi au ministère des affaires étrangères : l'Inde souhaite vivement obtenir confirmation de la véracité des documents publiés par The Hindu. M. Rajiv Gandhi n'est cependant pas personnellement mis en cause par ces nouvelles révélations. Le Parlement indien se réunit mercredi pour une session de quelques jours, pour la dernière fois avant les élections générales prévues en décembre ou en janvier. L'opposition compte bien en profiter pour tenter de mettre en cause la probité de M. Gandhi.

LAURENT ZECCHINI

PARIS-LONDRES

1h45
entre Roissy
et Victoria Station?
Si j'avais su
je n'aurais pas acheté
«A la recherche
du temps perdu.»



PARIS COG 1 / LONDRES GATWICK				LONDRES GATWICK / PARIS COG 1			
JOURS	DEPART	ARRIVEE	N°VOL	JOURS	DEPART	ARRIVEE	N°VOL
DU LUNDI AU VENDREDI	06H45	07H55	AE09	DU LUNDI AU VENDREDI	07H25	08H30	AE08
DU SAMEDI AU DIMANCHE	09H10	10H10	AE01	DU LUNDI AU VENDREDI	08H30	09H35	AE03
DU LUNDI AU VENDREDI	10H10	11H10	AE02	DU LUNDI AU VENDREDI	10H00	11H05	AE04
DU SAMEDI AU DIMANCHE	10H20	11H20	AE05	DU LUNDI AU VENDREDI	11H00	12H05	AE06
DU LUNDI AU VENDREDI	10H30	11H30	AE07	DU LUNDI AU VENDREDI	11H40	12H45	AE04
DU SAMEDI AU DIMANCHE	10H40	11H40	AE08	DU LUNDI AU VENDREDI	12H40	13H45	AE05
DU LUNDI AU VENDREDI	20H30	21H30	AE04	DU LUNDI AU VENDREDI	18H45	19H45	AE06

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

DIPLOMATIE

La conférence sur l'Antarctique

M. Michel Rocard suggère la création d'une réserve naturelle

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a ouvert, le lundi 9 octobre à Paris, la quinzième réunion ordinaire des parties consultatives du traité sur l'Antarctique (la Météo du 10 octobre). Dans son allocution, le premier ministre a souligné l'attachement de la France au système du traité de Washington sur l'Antarctique, fondé sur le consensus et qui assure à toute la zone située au sud du soixantième parallèle sud la paix et une coopération scientifique exemplaire.

Ce continent est « un lieu tremblant pour observer et prévoir l'évolution [climatique] de la planète ». « Cela nous commande de préserver la pureté de cette zone », a-t-il dit.

M. Rocard a suggéré de « compléter et de consolider le traité de Washington y protégeant mieux l'environnement, par exemple au moyen d'une réserve naturelle ». « Mon plus cher désir, a conclu le premier ministre, est que les discussions débouchent sur la convocation, dès l'an prochain, d'une réunion des parties consultatives exclusivement consacrée à la protection globale de l'environnement ».

Si le souhait de M. Rocard se réalise, il faudra que les membres du traité de l'Antarctique définissent d'abord ce qu'est une réserve naturelle, puisque cette notion n'existe pas en droit international.

En outre, sur les cinq pays candidats à devenir membres à part entière du traité, seuls la Corée du Sud, la Finlande et le Pérou ont été acceptés, ce qui porte à vingt-cinq le nombre des parties consultatives. Pour la première fois, des candidats ont été refusés : l'Equateur, parce que ses réalisations et ses programmes étaient insuffisants ; les Pays-Bas, parce que leurs travaux sont menés en coopération avec d'autres pays. Pourtant, les recherches des Pays-Bas sont d'un très haut niveau, alors que la Corée du Sud et le Pérou ont installé ou vont installer leur base sur l'île King-George, déjà surpeuplée d'autres bases, dont l'utilité scientifique n'est pas évidente.

YVONNE REBEYROL

Greenpeace, Paul-Emile Victor et le commandant Cousteau contre la Convention

Au cours d'une conférence de presse, lundi 9 octobre, à Paris, le porte-parole du mouvement Greenpeace, M^{rs} Kelly Rigg, s'est réjoui des bonnes dispositions de la France et de l'Australie qui ont rejeté officiellement la Convention de Wellington sur l'exploitation minière de l'Antarctique. Et elle s'est prise aux Etats-Unis qui ont provoqué deux marées noires en Antarctique, en septembre 1988 et janvier dernier.

La Convention de Wellington a été aussi dénoncée par Paul-Emile Victor, lundi, lors d'une conférence commune avec le commandant Cousteau. Pour le fondateur de l'expédition polaire française, il est vain de prétendre exploiter quoi que ce soit en Antarctique.

que, sous prétexte qu'on y parvient en zone arctique.

Il estime, d'autre part, que la Convention de Wellington ne protège pas dans la mesure où rien n'est prévu pour faire respecter d'éventuelles règles de bonne conduite. Quant au commandant Cousteau, il se félicite de voir le gouvernement français se ranger à son avis. Et il a précisé qu'entre l'Australie et la France, cinq autres Etats avaient annoncé leur intention de dénoncer la Convention : la Belgique, l'Italie, l'Inde et le Mexique. « Qu'il nous avertisse », a-t-il dit, « et créons un secrétariat permanent capable de gérer la future réserve naturelle de l'Antarctique ».

R. C.

(1) Bofors est une firme d'armement suédoise qui fournit 400 canons de 155 millimètres à l'armée indienne. En avril 1987, la radio suédoise révélait que des commissions (environ 250 millions de francs) ont été versées à des hommes politiques indiens. De révélation en révélation, l'enquêteur direct de M. Gandhi a, depuis, été mis en cause.

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967
• d'été
• annuelle
• par correspondance
CEPES
57, rue Charles Lemaître
92210 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

vente par correspondance
français de Paris
CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT
droit, économie, lettres, sciences, langues
matières, années, etc.
PROMOU

مكتبة الأصل

POLITIQUE

La discussion de la loi de programmation militaire à l'Assemblée nationale

La motion de censure déposée par le RPR n'a recueilli que 159 voix

C'est sans surprise qu'a été repoussée, lundi 9 octobre, à l'Assemblée nationale, la motion de censure déposée par le RPR en riposte au 49-3 (engagement de responsabilité) utilisé par le gouvernement pour faire passer sa loi de programmation militaire 1990-1993.

A l'issue d'un débat vidé en bonne partie de sa substance par le boycottage de l'UDF et de l'UDC (pas de vote ni prise de parole), cette première motion de censure de la session n'a recueilli que cent cinquante-neuf voix sur

des deux cent quatre-vingt-huit nécessaires pour censurer le gouvernement. L'hémicycle reflétait, par sa physionomie, le profond malaise de l'opposition et de la majorité : les bancs de l'UDC étaient vides, six UDF étaient présents. Le RPR comptait environ

vingt-cinq députés, dont un seul « rénovateur », tandis que le PCF avait mobilisé un « piquet d'incendie » composé de deux élus. Le PS n'avait pas cru bon de déplacer plus de huit parlementaires pour ce que le premier ministre, M. Michel Rocard, a appelé « une péripétie ».

Degré zéro

par Pierre Servent

Le degré zéro de la motion de censure ? Les précédentes n'avaient pas été fameuses. Celle-ci restera dans les mémoires comme l'un des plus beaux ratages d'une opposition qui, selon l'expression de M. Hervé de Charette (UDF), « n'a pas encore touché le fond ». D'ordinaire destinée à mettre solennellement en accusation le gouvernement, la censure en solo du RPR a eu un double effet boomerang : non seulement elle a confirmé, encore un peu plus, l'extrême faiblesse de l'opposition, mais elle a, en outre, levé de tout soupçon la loi de programmation militaire.

Outré, en effet, le 49-3, qui traduisait pourtant une position de faiblesse du gouvernement, confronté à l'hostilité conjointe des oppositions : Le RPR, l'UDF et l'UDC, malgré leur intergroupe, ou plutôt à cause de lui, ont ainsi fourni à la majorité, une nouvelle fois, les verges pour se faire better.

Certes, le « noyau dur » du groupe RPR a pu y trouver son compte, et il a applaudi l'apologie par M. Galley de « l'exercice solitaire » du pouvoir d'opposition. Les élus du RPR, partisans d'une opposition radicale, ne sont pas pressés de faire la moindre concession au thème de l'union avec l'UDF et l'UDC. Nombreux sont ceux qui estiment que l'intergroupe RPR-UDF-UDC est moribond avant même d'avoir vraiment vu le jour.

Décanation à droite

Un seul « rénovateur » RPR faisait de la figuration, M. François Fillon : une présence technique, voulue par les « rénovateurs » afin de marquer leur défiance à l'égard d'une motion destinée, à leurs yeux, à torpiller l'intergroupe UDF-UDC-RPR. Les « rénovateurs » du RPR ont d'ailleurs voté la censure, mais par procuration. Ils n'ont pas l'intention de se faire piéger sur une ligne « ultra ».

Ils ont inauguré, lors du débat sur le financement de la vie politique, une tactique tendant à faire entendre leurs voix, parallèlement à celle d'un représentant de l'aile dure du groupe. L'expérience sera renouvelée.

A droite, la décanation est toujours en marche, et le vote par tête devrait permettre que se dessine, au cours des prochaines sessions, une carte des sensibilités qui transcendera les groupes actuels. Quand la décanation sera faite, chacun pourra reconnaître les siens. En attendant, le Parti socialiste peut continuer, avec une certaine quiétude, à jouer tous les rôles à la fois : celui du soutien au gouvernement et celui de soutien de sa contestation.

P. S.

Dans « le Monde diplomatique » d'octobre

Le citoyen à la conquête des pouvoirs

En France et à l'étranger, les pouvoirs en place font preuve de trop de complaisance à l'égard des intérêts établis. Claude Julien, dans le Monde diplomatique d'octobre, analyse les raisons qui conduisent aujourd'hui les citoyens à se détourner des « partis domestiqués par les professionnels de la politique » et à « multiplier les actions qui ne laissent pas le champ libre aux puissants qui se croient tout permis ».

Dans le même esprit, Edgar Morin réclame de ses vœux une « pensée écologiste », afin qu'il y ait une conscience de la solidarité humaine et de la culture de coopération et d'agression qui régit les rapports mondiaux.

Un important dossier est consacré aux bouleversements dans les sociétés communales. Ignacio Ramonet, Jean-Marie Chauvier, Jean-Yves Pottel, Paul Gradvohl, Thierry Hentach et Modjiba Sadia font le point sur ce qui change à l'Est — en Hongrie, en Pologne et en Union soviétique — et s'interrogent sur les effets de ce grand chambardement

sur l'avenir de l'Europe. Tout cela n'est pas sans conséquence dans la tiers-monde : Daniel Hénary et Nguyen Duc Nham évoquent une Indochine où se conjuguent les crises du communisme et du développement ; Pierre de Charentenay analyse les atouts du socialisme au Nicaragua ; et Lahouari Addi se demande vers quelle démocratie va l'Algérie.

Dans le même numéro : une grande enquête de Christian de Brie sur « les cultures de la drogue » une étude de Serge Halimi sur les nouveaux programmes de la télévision américaine et un dossier sur « psychanalyse et recherche de l'université », par Claire Brieset et Gilbert Diatkine.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 10 octobre :

UN DÉCRET
• Du 4 octobre 1989 portant modifications du décret du 24 juin 1987 portant classement parmi les sites du département de la Charente-Maritime des ensembles comprenant des franges côtières et des marais de l'île de Ré, sur les communes d'Arc-en-Ré et des Portes-en-Ré.

UNE LISTE
• Des élèves de l'Institut national des sciences appliquées de Rennes et de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de ces établissements en 1988.

UN AVIS
• Concernant l'application du premier alinéa de l'article premier

de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité (taux effectifs moyens pratiqués par les établissements de crédit).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

L'analyse du scrutin

La motion de censure n'a recueilli que 159 voix au lieu des 288 requises pour atteindre la majorité absolue. Le groupe RPR (131 députés) a voté la censure, à l'exception de MM. Charbonnel, de Bénouville, Mauger et Olivier Dessaut.

Sur les quatre-vingt-neuf députés de l'UDF, trente et ont décidé de joindre leurs voix à celles du RPR : pour l'essentiel, on y retrouve les proches de M. François Liotard, qui a lui-même voté la censure (il avait donné sa procuration à M. Felco) : MM. Blanc, Blum,

Cazalot, Clément, Colin, Colombani, Colombier, Delatre, Dimaggio, Ehmann, Felco, Ferran, Gallier, Gantier, Gornot, Griotteray, Haby, Hunault, Jacquet, Karguère, Liotard, Longuet, Marcelin, Mesmin, Mestre, Paoletti, Philibert, de Robien, Rossi, Salles et Vasseur. M. Yann Piat (non-inscrit) a également voté la censure.

Les socialistes, les communistes, les centristes et donc cinquante-huit UDF sur quatre-vingt-neuf ne l'ont pas votée, ainsi que quinze des seize non-inscrits.

Un Conseil de Paris

Le « plan Chirac » contre les embouteillages

M. Jacques Chirac a répété, lundi soir, au journal de FR 3 que la situation de Paris, seule ville de France où le maire n'a pas le pouvoir de réglementer la circulation lui paraît « confuse ». Il déposera lui-même une proposition de loi tendant à mettre fin à cette exception, illogique, estime-t-il, « alors qu'on parle de décentralisation ».

Le maire de Paris a cependant proposé un plan contre les embouteillages dans la capitale (le Monde du 10 octobre). Ce plan, qui doit donner lieu à un long débat mardi au Conseil de Paris, marque une orientation nouvelle. Pour la première fois, il s'agit plus de dissuader les habitants de la région parisienne d'utiliser leur voiture que de faciliter la circulation.

• Les grandes artères (les 35 kilomètres du boulevard périphérique, les voies sur berges, les grands boulevards, etc.), soit 300 kilomètres au total) seront classés « axes rouges » et totalement interdites au stationnement.

• Le stationnement payant sera étendu aux vingt arrondissements, par tranche de 10 000 à 15 000 nouvelles places chaque année. Leur tarif sera relevé pour

ne pas défavoriser le stationnement en sous-sol.

• De nouveaux couloirs de bus en « sites propres » infranchissables seront créés.

• Des parkings souterrains seront construits au rythme de 5 000 places par an.

• Pour obtenir un permis de construire, les promoteurs devront prévoir plus de parkings que la loi ne l'exige dans les immeubles neufs. Il n'y aura plus de dérogation par le versement d'une taxe.

• La régulation électronique des feux tricolores sera généralisée.

• Le stationnement des autocars sera interdit rue de Rivoli, près de Notre-Dame et à Montmartre quand le parking du Grand Louvre sera ouvert et le funiculaire de Montmartre remis en service.

• Un doublement du périphérique au sud et à l'est sera construit en souterrain à péage. Quant au réseau d'autoroutes en sous-sol à péage (LASER ou « 3 R »), la décision de la construire ou non ne sera prise qu'en concertation avec l'État, la région et les départements.

Jacques Chirac consultera les Parisiens par référendum.

C.V.

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires
maillères, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A. PROMO-LIVRE
Librairie Universitaire La Librairie de l'Université
9 rue Séguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON
Tél: 46.34.07.70 Tél: 78.61.26.61

Francfort stand 4. 1 H 908

SC.PO

CEPES

PARIS-LONDRES

Des avions de moins de 2 ans?

Si j'avais su je n'aurais pas pris de tranquillants.

Il y a deux types d'hommes d'affaires. Ceux qui ne savent pas et ceux qui savent qu'avec Air Europe ils seront vraiment traités en businessmen, d'un bout à l'autre de leur voyage.

• Dès l'aéroport : salon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ.
• A bord : cabine "Business Class" séparée, fauteuils espacés, breakfast complet, excellente cuisine, bar gratuit, hôtesse jeunes et charmantes, avions de moins de deux ans.

• Après le vol : liaison directe Gatwick-Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes.
Et ce n'est pas tout : à partir du 29 octobre Air Europe augmente ses fréquences, vous propose 6 vols aller-retour par jour aux meilleurs prix du marché (Classe Affaires : 1990 F aller-retour). So what... ne dites plus "Si j'avais su !".

Consultez votre agence de voyages ou Air Europe : (1) 49 27 91 00.

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

POLITIQUE

Un entretien avec M. Michel Rocard sur la sécurité

Suite de la première page

On oublie trop souvent qu'elle est responsable chaque année, et principalement parmi les enfants, de plus de 20 000 décès et de plusieurs dizaines de milliers d'accidents souvent graves et définitifs. Ce sont, là aussi, de véritables enjeux de sécurité. Ils mobilisent moins l'attention de l'opinion et des médias, mais leur coût humain et social est très élevé.

» Mais naturellement, ce qui constitue le noyau dur du sentiment d'insécurité, ce sont la délinquance et la criminalité. Je n'insisterai pas sur les formes variées qu'elles revêtent, l'actualité nous en donne beaucoup d'exemples : vols, homicides, usage et trafic de stupéfiants, actes de terrorisme, cambriolages...

» Alors, on peut gloser sur les missions de l'Etat, mais il y en a une que personne ne conteste : assurer la sécurité de la population. Pour le gouvernement, cela signifie l'obligation absolue de mettre en œuvre les moyens les plus efficaces et l'organisation la mieux adaptée. Pierre Joxe, déjà ministre de l'Intérieur, avait commencé avec la loi de modernisation de la police, qui couvre les années 1985 à 1990.

» Le gouvernement Chirac ne l'a pas remise en cause et je m'en félicite, car la première condition du succès d'une politique réside, ici comme ailleurs, dans la continuité : définir des objectifs à long terme, de véritables perspectives stratégiques et s'y tenir en leur affectant les moyens nécessaires. Il faut aussi un véritable professionnalisme. Cela veut dire non seulement une continuité de doctrine, mais aussi une stabilité des responsables dès lors qu'ils sont bien adaptés à leur mission.

» Et tout ça n'est pas encore suffisant, car tout repose d'abord sur les hommes et les femmes qui, sur le terrain, en sont les artisans les plus exposés. Nous devons être attentifs à leur témoignage de façon concrète la considération qu'ils méritent.

» Il a été question, et parfois de façon pressante, ces dernières

semaines, de la dignité des agents de l'Etat qui concourent à notre sécurité et à la paix publique. Cette revendication a des aspects salariaux et la négociation est en cours sur ce point. Mais elle exprime sans aucun doute une attente plus profonde encore : le besoin de considération. Par rapport à des pays comparables, je pense en particulier à la Grande-Bretagne, la France n'a pas la même tradition de respect, voire d'affection, pour les forces de sécurité ou même pour ses services de renseignement. On peut le regretter.

» Le gouvernement, pour sa part, fera tout ce qui est en son pouvoir, et qui n'est pas salarial, loin s'en faut, pour témoigner l'estime qu'il porte aux policiers, aux gendarmes et à ceux qui concourent à la sécurité quotidienne des Français. Je sais ce que nous leur devons et les sacrifices qu'ils consentent. Mais tout le monde doit le savoir aussi.

» Concrètement, le principal syndicat policier, la FASP, réclame 800 francs d'augmentation par mois pour tous les policiers. Cela signifie-t-il que vous allez lui donner satisfaction alors que, dans d'autres secteurs de la fonction publique, le gouvernement ne cède pas ?

» Je ne veux ni globaliser ni comparer l'incomparable. Six cents francs pour tous, présentés en termes généraux, sans spécificité, cela signifierait, étendu à toute la fonction publique, un coût de 18 milliards de francs. C'est impossible, pour la police comme pour tous les autres fonctionnaires. Il faut raisonner autrement, en fonction des contraintes particulières du métier de policier. Il y a des obligations spécifiques, des assujettissements, des risques qui sont plus lourds que dans d'autres secteurs de la fonction publique. Alors, ne comparons que ce qui est réellement comparable. Pour la prime de croissance, actuellement discutée chez M. Durafour, tous les fonctionnaires sont logés à la même enseigne, et la police est naturellement concernée.

« Nous allons créer une prime pour la masse des policiers »

» Mais au-delà de la prime de croissance ?

» Au-delà, il y a des problèmes spécifiques qui doivent se traiter de manière individuelle. Problèmes de carrière, problèmes de qualification. Nous devons, par exemple, prendre en compte la formidable effort de formation engagé dans la police depuis 1982 par Gaston Defferre et l'élévation du niveau de qualification de l'ensemble des policiers depuis. Nous allons créer une prime pour la masse des policiers qui ont la qualification d'agent de police judiciaire, dite prime d'API. Elle s'ajoutera à la prime de croissance, et le résultat sera significatif. Cette prime est la reconnaissance d'une qualification

accrue : on ne devient pas API sans effort personnel de formation et vérification des connaissances.

» Les policiers se sentent mal considérés. Mais les insuffisances du service public policier n'y ont-elles pas leur part ? Au fond, la modernisation n'a pas changé grand-chose au fonctionnement quotidien des services de police ni à l'image qu'en ont les citoyens...

» Attention. Il y a la modernisation et elle est surtout matérielle. Mais il y a aussi la modernité, c'est-à-dire le renouveau du service public. Alors, il est vrai qu'il y a un problème de disponibilité. Certes, la France est grosso modo le pays d'Europe qui a le plus fort pourcentage

de policiers par rapport à sa population, surtout si on ajoute les effectifs de la gendarmerie. Mais les commissariats sont parfois encombrés par beaucoup de charges administratives dont l'informatisation commence à peine à les dégager. C'est un aspect de la modernisation qui n'a pas encore donné toute son ampleur. Il faut citer aussi les surveillances statiques qui sont un peu abusives. Et puis, il y a eu des décisions sur les horaires de travail des policiers qui sont irréversibles et qui pèsent.

» Vous trouvez qu'on ne travaille pas assez dans la police ?

» Je ne dis pas cela. Je ne porte pas de jugement de valeur. Je constate simplement que, compte



PANCHE

tenu d'une évolution historique, la disponibilité est moindre qu'autrefois à effectifs constants. Cela suppose donc une mobilité accrue. Sur quinze ans, on s'aperçoit que, sous la responsabilité socialiste, les recrutements ont été deux fois plus rapides, qu'il s'agisse de la police ou de la gendarmerie. Mais il faut que les policiers puissent faire le travail pour lequel ils ont été formés plutôt que de la dactylographie dans les commissariats ! Cela n'exclut pas de nouveaux recrutements, si besoin est.

» N'est-ce pas un changement de cap ? Depuis quelques années, on disait plutôt aux policiers de travailler mieux, autrement, de façon plus rentable. Or, maintenant, vous n'excluez pas de nouveaux recrutements...

» Ce n'est pas incompatible. Mais je ne récuserais à des effectifs policiers supplémentaires uniquement quand j'aurai la conviction que, sur tout le reste — organisation du travail, bonne adéquation des implantations par rapport aux besoins, diminution des charges excessives ou peu justifiées, — nous avons consenti l'effort maximal. Mais je suis loin d'avoir, aujourd'hui, cette conviction.

» En revanche, notre réflexion doit intégrer le développement de ce que je n'appellerai pas les « services de police », mais la sécurité périphérique. C'est un champ qui s'étend et qui nous pose des problèmes d'encadrement et de relation.

» En appelant à la modernisation du secteur public, vous avez demandé que, métier par métier, on définisse des projets d'entreprise ou de service. Pour la police, qu'est-ce que cela signifie ?

» La police nationale est forte de plus de 120 000 hommes et femmes qui font vivre ce grand service public. Mais ce dont on doit prendre conscience, aujourd'hui, c'est que l'efficacité de ce service public passe par l'adhésion de ces hommes et de ces femmes à un projet collectif qui les mobilise au service de nos concitoyens. C'est ce

« La police est moins bien dotée que la gendarmerie »

» L'expression « sécurité intérieure » implique une mise à plat des missions et des moyens de toutes les administrations concernées. Le ministre de l'Intérieur parle d'une « enveloppe budgétaire » commune, concernant aussi bien la police, la gendarmerie, la douane, la sécurité civile... Concrètement, comment cela va-t-il se traduire ?

» J'entends traiter vigoureusement tout ce qui y a de commun, mais distinctement quand même. Un des problèmes posés est celui d'une professionnalisation accrue de certaines spécialités policières. Cela peut avoir des avantages, mais il y a aussi l'inconvénient de briser la mobilité, de réduire les chances de changer de service ou

que Pierre Joxe a en tête lorsqu'il développe les projets de service, les expériences de déconcentration et de globalisation des crédits, les expériences surtout de territorialisation des services de police. L'ensemble de ces actions concourt au même objectif de dynamique sociale interne et de meilleure ouverture du service public sur la population.

» Je crois, à cet égard, que la police nationale peut être, dès 1990, un véritable laboratoire de la modernisation du service public. Elle peut être exemplaire, notamment par la réflexion engagée entre le ministre et les organisations syndicales sur la refonte des corps, carrières et statuts, indispensable pour accroître la mobilité sociale, fonctionnelle, professionnelle de

ceux qui consacrent tant de leur temps et de leur énergie, parfois leur vie même, au service de la société, et ce vingt-quatre heures sur vingt-quatre, 365 jours par an.

» Les projets de service ne sont donc qu'un des éléments de cette mobilisation générale. Il faut une clarification des objectifs et une participation de l'ensemble des personnels — la hiérarchie, mais aussi la base — à la définition des objectifs, à l'examen détaillé des tâches. Il s'agit de capter l'immense potentiel d'intelligence de ceux qui font un travail précis, fussent-ils des exécutants. En général, c'est laissé en jachère, c'est stérile. Mon idée est que les unités de police — et cela commence déjà à réfléchir — à leur façon de réfléchir, à l'exercice de formalisme, aux relations avec les usagers, aux conditions d'accueil, etc.

» Après tout, les policiers et les gendarmes ont opté pour un travail qui a ses contraintes. Ne trouvez-vous pas inquiétant que les réformes de plus en plus, qu'ils réclament une vie « normale » en refusant l'anormalité de leur métier ?

» Ce que, moi, je trouve anormal, c'est que, dans la plupart des grandes agglomérations, on ne puisse plus se loger décemment quand on est un fonctionnaire de rang moyen ou modeste. Ce que je trouve anormal, c'est que le temps de transport moyen d'un gardien de la paix à Paris soit d'une heure et demie par jour. Cela devient de plus en plus odieux. Cela se traduit par l'idée qu'avec un salaire plus gros on pourrait se loger mieux. Mais c'est une idée fautive : il y a un tel écart entre ce que, nationalement, nous pouvons distribuer dans la fonction publique et le changement de la situation de ceux qui entrent dans une catégorie nouvelle de logement ! Aussi, je préfère répondre directement par un programme très fort de logements sociaux, notamment en région parisienne, qui est inscrit au budget et sera bientôt voté.

» Si les forces actuelles de sécurité, dans leur diversité, pensent qu'il faut aller dans ce sens, alors, oui, à tous les coups. Mais tous les corps et toutes les organisations n'en sont pas au même degré d'avancement dans leurs réflexions. C'est vrai qu'il y a moins de métiers de sécurité qu'il y a de corps, de statuts, de régimes indemnitaires. Mais le plus essentiel, à mes yeux, est d'aboutir à pouvoir comparer ce qui est comparable. Voyons ce qu'il en est. Aménageons tous ces corps à discuter ensemble, à comparer concrètement leurs droits et devoirs plutôt qu'à se présenter chacun comme moins bien traité que les autres.

» En 1982, le rapport de M. Jean-Michel Bérégovoy sur les réformes de la police préconisait l'instauration d'un conseil supérieur des activités policières, une instance indépendante veillant à la transparence et à la déontologie. Elle n'a toujours pas vu le jour. Pourquoi ?

» J'ai une grande réticence à traiter un problème par la création d'une institution car je ne désespère pas de la légitimité du pouvoir politique ! Cela dit, l'idée correspond à une vraie inquiétude, mais je me garderais bien de plaquer quelque chose. Mon approche est plutôt de faire monter du corps lui-

» Les trois problèmes sont distincts. Le moins lourd, ce sont les problèmes municipaux : il y a une relation contractuelle qui peut être établie avec les maires autour d'exigences de formation et de complémentarité. A mon avis, les choses évoluent plutôt dans un sens favorable. La plupart des élus ne sont pas prêts à se mettre à dos la police d'Etat et la gendarmerie par des excès. On peut avancer par l'accord, par la coutume, par la négociation, par la pédagogie avec les maires. On légifèrera seulement si besoin est.

» Polices privées, c'est plus délicat. Je suis, par principe, très hostile à leur développement. Ici, la bonne méthode consiste à examiner de près les causes qui font surgir des réponses de cette nature et à essayer de les traiter par une réforme correcte de la police publique. Cela dit, cela n'a pas atteint une acuité telle qu'il faille avoir une action administrative spécifique.

» Le seul vrai problème parmi les trois, c'est la relation police-gendarmerie. C'est une vieille histoire, vieille comme la République. C'est un dossier très lourd, très considérable, sur lequel nous avons multiplié les réunions communes de cabinet, entre Mitterrand, la défense, l'Intérieur et la justice. Je ne désespère pas d'arriver par écrit à une délimitation des tâches. Je souhaite un accord. Je n'aime pas l'argumentation selon laquelle la division en deux forces serait une nécessité pour la sécurité de la République. Plus simplement, nous avons une police et une gendarmerie par l'effet de l'histoire et personne ne veut vraiment supprimer l'une ou l'autre. Si nous voulions mettre fin à cela, nous ouvririons

« J'ai confiance dans nos services de renseignement »

» Une loi d'orientation ? Une réforme des corps et des structures comme le réclament les syndicats de police ?

» Il faut voir. Je vous ai dit que j'approuvais les réflexions engagées avec les syndicats de policiers sur ce thème. Cela sera long, mais c'est la capacité de ce service public à s'adapter à la société de demain qui est en jeu ; c'est donc capital. Je pense que les mêmes réflexions trouveront dans le nouvel institut de la sécurité intérieure un moyen utile de stimuler les idées dans un domaine où, trop souvent, la police a été emportée par l'analyse. Quant à fixer certains de ces principes dans une loi, peut-être arriverons-nous à la conclusion que c'est une bonne méthode pour éclaircir l'avenir.

» L'esprit du renouveau souffle dans la police plus forte que dans bien d'autres endroits. La personnalité du ministre, la nature de ce syndicalisme, l'engagement des personnels, tout cela concourt à rendre prometteur le vaste chantier du renouveau du métier policier, par conséquent, sa revalorisation. J'ai là bien plus d'espoirs que de doutes.

» L'idée a été émise, dans le cadre d'une réforme de la fonction publique, de définir un secteur commun des métiers de la sécurité. Un policier pourrait devenir douanier ou pompier, un gardien de prison pourrait se reconverter, etc. Qu'en pensez-vous ?

» Si les forces actuelles de sécurité, dans leur diversité, pensent qu'il faut aller dans ce sens, alors, oui, à tous les coups. Mais tous les corps et toutes les organisations n'en sont pas au même degré d'avancement dans leurs réflexions. C'est vrai qu'il y a moins de métiers de sécurité qu'il y a de corps, de statuts, de régimes indemnitaires. Mais le plus essentiel, à mes yeux, est d'aboutir à pouvoir comparer ce qui est comparable. Voyons ce qu'il en est. Aménageons tous ces corps à discuter ensemble, à comparer concrètement leurs droits et devoirs plutôt qu'à se présenter chacun comme moins bien traité que les autres.

» En 1982, le rapport de M. Jean-Michel Bérégovoy sur les réformes de la police préconisait l'instauration d'un conseil supérieur des activités policières, une instance indépendante veillant à la transparence et à la déontologie. Elle n'a toujours pas vu le jour. Pourquoi ?

» J'ai une grande réticence à traiter un problème par la création d'une institution car je ne désespère pas de la légitimité du pouvoir politique ! Cela dit, l'idée correspond à une vraie inquiétude, mais je me garderais bien de plaquer quelque chose. Mon approche est plutôt de faire monter du corps lui-

une bataille tout à fait inutile.

» En revanche, il est possible et nécessaire de régler certains problèmes délicats. C'est une question de climat, de bonne entente. Prenez l'exemple des laboratoires de police scientifique. Les gendarmes se plaignent de ce que leurs expertises soient traitées plus lentement que celles de la police. Je ne suis pas sûr que ce soit complètement vrai. Mais on doit pouvoir en sortir, par exemple en réorganisant la direction de ces laboratoires. Tout est possible. Mais, là non plus, je ne souhaite pas de décision unilatérale et brutale du pouvoir d'en haut.

» Pas de démissionnisme donc, comme le réclamaient M. Bernard Delpla, secrétaire général de la FASP ? Pas de rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur, comme le proposent même certains gendarmes ?

» Non. La gendarmerie est une arme. Cela fait partie de son image, de son histoire, de ses fonctions. Et cela ne marche pas si mal. N'aggravons pas le problème. Je préfère traiter au plus près la sociologie des deux corps. Il reste que la police est historiquement moins bien dotée en équipements et en moyens que la gendarmerie. Je tiens à rebouter le blason des deux forces, mais il faut bien voir que la police n'a pas encore, dans l'opinion, une image aussi bonne que la gendarmerie. Elle évolue dans un autre milieu, la ville, plus agressive, plus anonyme. Elle a donc un problème particulier d'identité. Budgétairement, je ne peux pas tout faire en une seule année. Mais il y aura des suites à la loi de modernisation dont le programme s'achève en 1990, et pas seulement matérielles.

» même une réflexion sur l'avenir de la police. Vous savez, la police républicaine est à un seuil, et la généralisation d'un état d'esprit est encore le meilleur moyen d'éviter des bavures qui, de toutes façons, restent heureusement marginales.

» Un syndicat de police, le FSP, semble mêlé aux activités violentes d'un groupe néo-nazi, le FNPF. Envisagez-vous des sanctions, une dissolution ?

» La police a le droit syndical et le mettre en cause ne serait pas convenable. Un homme est inculpé pour des raisons qui ne paraissent pas liées à son comportement syndical. A l'enquête de montrer si l'organisation elle-même est dans le coup. Si la réponse était positive, alors nous devrions en tenir compte.

» Après l'attentat contre le DC-10 d'UTA, on vous a prêté une colère à l'égard des services secrets dont le travail aurait été insuffisant...

» Vous savez, on me prête tant de choses. Non, j'ai confiance dans nos services de renseignement. Ils sont des instruments irremplaçables, et trop souvent méconnus, de la sécurité de notre pays. Ils ont eu des problèmes dans le passé, n'ont pas toujours été bien traités mais ils se remobilisent.

» C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles, en accord avec le président de la République, nous avons décidé de mieux organiser au niveau gouvernemental la coordination du renseignement. D'une part, je réunis très régulièrement le conseil de sécurité intérieure. D'autre part, un décret d'avril 1989 a réactivé le conseil interministériel du renseignement. Il est chargé d'élaborer un plan national du renseignement dont l'approbation appartiendra au chef de l'Etat.

» Tout cela peut paraître un peu éloigné de la sécurité quotidienne des Français mais ça ne l'est pas. Seuls des services de renseignement efficaces, c'est-à-dire avant tout bien coordonnés, peuvent nous prémunir contre certains types d'agressions.

» Dans l'attentat contre le DC-10, avez-vous décrypté le message à l'égard de la France ?

» Au stade actuel de l'enquête, aucune hypothèse ne peut être privilégiée ou écartée. Je sais que les investigations seront difficiles. Mais, précisément, parce qu'une étroite coopération s'est établie entre les services concernés, et aussi sur le plan international, j'ai la conviction profonde que ces recherches ne resteront pas vaines. Vous comprendrez que je ne puisse, et donc ne souhaite, en dire plus pour le moment.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS ANDRÉANI et EDWY PLENEL

PC et PS polémique après le succès de la droite à Dieppe-Ouest

Le mauvais report des voix socialistes du premier tour sur le candidat communiste au second tour organisé le 8 octobre (le Monde du 9 octobre) dans le canton de Dieppe-Ouest se situe selon l'Humanité du 10 octobre dans la « recomposition politique voulue par l'Élysée ». « Il s'agit, selon Jean Santon, la comme ailleurs de développer une véritable pédagogie de l'alliance entre le PS et les partis de la droite ».

Après le succès du candidat RPR dans ce canton que détenait le PCF depuis 1964, le maire communiste de Dieppe M. Christian Cuvillier qui a annoncé le dépôt d'un recours devant le tribunal administratif pour « suspicion de propagande abusive et de captation d'électeurs » a estimé que « le poids de la politique gouvernementale du PS n'est pas sans influence sur les électeurs et [que] les divisions nationales de la gauche pèsent sur le comportement local ».

De son côté, le candidat socialiste épluché député, M. Jean Beaufils a considéré que le mauvais report des voix « doit interroger le PCF ».

RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans les tableaux accompagnant l'analyse de Jérôme Jaffré — « La difficulté d'être de la gauche » — publiée dans nos éditions du 10 octobre.

En Haute-Saône M. Bergelin (RPR) est élu président du conseil général

A la suite de la démission de M. Jean Reyboz (divers droite), M. Christian Bergelin (RPR) a été élu président du conseil général de la Haute-Saône, lundi matin 9 octobre, par 17 voix (soit la majorité UDF-RPR) contre 15 à M. Louis Niepceux (PS).

(Né le 15 avril 1945 à Gray (Haute-Saône), M. Christian Bergelin, licencié en sciences économiques et diplômé de l'école nationale des impôts, a été successivement inspecteur des impôts à Paris (1966-1972), puis chef d'entreprise, responsable d'une société de transports. Entré au conseil municipal de sa ville natale en 1977, il est élu en 1981. Réélu en mars 1986, il est nommé secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, dossiers dont il avait eu la responsabilité de 1984 à 1986 au secrétariat national du RPR.

M. Bergelin représente le canton de Gray depuis 1982, date à laquelle il avait battu le conseiller général sortant socialiste.)

S'agissant de la popularité de M. Mauroy en octobre 1982, dans la catégorie des plus de soixante-cinq ans, il fallait lire 39 % au lieu de 32 %, et dans la catégorie des sympathisants communistes, 67 % au lieu de 57 %.

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le projet de loi d'amnistie serait adopté le 25 octobre par le conseil des ministres

Au terme d'une nouvelle entrevue à l'hôtel Matignon, lundi 9 octobre, le président de l'Union calédonienne, M. François Burck, qui avait rencontré, cette fois, plusieurs conseillers du premier ministre, a précisé que le projet de loi prévoyant une amnistie générale en Nouvelle-Calédonie serait examiné le vendredi 20 octobre par le comité consultatif du territoire et présenté le 25 octobre au conseil des ministres, avant d'être débattu par l'Assemblée nationale vers la mi-novembre.

Le projet de loi préparé par le gouvernement prévoit de compléter les dispositions de la loi référendaire du 9 novembre 1988, qui avait exclu du champ de l'amnistie « ceux qui, par leur action directe et personnelle, ont été les auteurs principaux du crime d'assassinat ». Ce texte passerait l'éponge sur toutes les violences de nature politique survenues en Nouvelle-Calédonie avant le 20 août 1988, date de la signature des accords complémentaires de la rue Oudinot. Cinq ou six militants indépendants, ou présumés tels, sont directement concernés. Outre Hilaire Dianou — le frère du chef du « commando » du FLNKS abattu après l'assaut militaire du 5 mai 1988 contre la grotte de Gossanah, à Ouvéa, — sur lequel pèserait encore de fortes présomptions dans le dossier ouvert après l'attaque de la gendarmerie de Fayoué, cet élargissement de l'amnistie effacerait les poursuites judiciaires engagées contre les auteurs présumés des meurtres de deux gendarmes, près de Koné, en 1987, et de deux jeunes calédoches, Yves Tual, tué en 1985 — quelques heures avant la mort du chef indépendantiste Elie Machoro, — et

James Fels, tué lors d'une fusillade à Thio, en 1986. Le même projet de loi mettrait également un point final aux controverses soulevées par le meurtre, en 1981, à Nouméa, du secrétaire général de l'Union calédonienne, Pierre Declercq, par la mort, en 1985, sous les balles des gendarmes d'élite, d'Elie Machoro et de Marcel Nomazo, enfin par le démantèlement de la prison d'Ouvéa, certains militaires ayant été accusés de tortures et d'exécutions sommaires par les compagnons des militants canaques tués au cours de l'assaut.

M. Jorédié : « Nous n'aurons jamais confiance »

Les délégués du FLNKS ont tenu également, lundi matin, une conférence de presse au cours de laquelle M. Burck a réaffirmé, à propos de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou : « Pour nous, la thèse du complot est toujours maintenue. Il ne s'agit pas de l'acte isolé d'un fou. Derrière, il y a certainement des organisations... »

Pour sa part, le vice-président de l'UC, M. Léopold Jorédié, a illustré le décalage existant parfois, à propos de certaines des dispositions des accords de Matignon, entre les déclarations officielles et les sentiments exprimés séparément par les signataires. Interrogé sur le scrutin d'autodétermination prévu en 1998, il a notamment déclaré : « Pour nous, il n'est pas question d'aller au référendum pour perdre. C'est au gouvernement de mettre en œuvre les moyens pour qu'on soit majoritaires, pour qu'on gagne... » M. Jorédié a résumé son point de vue en ajoutant : « Chacun défend ses intérêts. Le gouvernement ne nous fera pas de cadeau, et nous, nous n'aurons jamais confiance dans le gouvernement français... »

La visite de M. Mitterrand aux sinistrés de la Guadeloupe

« Je serai votre témoin »

Avant d'arriver au Venezuela, M. François Mitterrand a fait escale en Guadeloupe, lundi après-midi 9 octobre, pour apporter le témoignage de la solidarité de la République aux victimes du cyclone Hugo. Le président de la République a visité les communes de Morne-à-l'Eau et de Petit-Canal ainsi que l'île de la Désirade, où il a souhaité une accélération des procédures administratives afin de reconstruire plus vite tout ce qui a été dévasté.

POINTE-A-PITRE
de notre envoyé spécial

Il était fatigué, c'était visible dès sa descente d'avion, dès le salut au drapeau, les retrouvailles avec les élus locaux et la météo tropicale. Il faisait trop chaud — 30°C — pour une heure et demie, et pendant la première moitié de la course présidentielle à travers l'île convalescente, les sinistrés lui savaient gré de son étourdissement de promeneur abasourdi.

François Mitterrand avançait trop vite, poussé, tiré, entouré d'enfants et de femmes enthousiastes, trop bien réveillés pour sa propre torpeur. Il marchait sans s'en rendre compte sur des câbles électriques, des branches d'arbres, des tôles qui, hier encore, avaient servi de toit. On lui indiquait une maison, un souvenir de case, et il se laissait guider, embarrassé d'entraîner sa suite rempante dans ces intimités détreussées par le vent.

Le président, lundi 9 octobre, était fatigué. Il avait trop chaud. Deux fois, il dit en sourdine qu'il craignait le soleil pour sa tête après la fraîcheur de l'automne parisien, mais l'obligation qu'il s'était faite de ce court détour sur le chemin du Venezuela le condamnait à suivre, sans se plaindre, un programme qui épuisait son escorte. Deux heures pour prouver d'un soutien au Guadeloupéen, qui tenaient de l'impossible parcours du combat-

tant ; pour une brève visite de ruines où chacun avait tant à lui montrer, le poids de ses pertes et les signes déjà de la reconstruction. Puis une surprise qui, au fond, dut lui plaire : la fête qui lui réservait la population de la Désirade, l'îlot de l'archipel le plus touché par Hugo le cyclone.

Ceux-là avaient tenu sous la bourrasque, toute la nuit du 16 au 17 septembre et la journée qui suivit et le lendemain encore, sans lien avec la préfecture. Quand les premiers secours arrivèrent, porteurs du pain et de l'eau, ils les trouvèrent affaiblis, souriant, à nettoyer, à réparer leurs barriques. Étranges Désiradiens, autonomes, pauvres et orgueilleux, cités en exemple au fronton du mouvement de solidarité déclenché en Guadeloupe par l'ouragan. La venue du chef de l'Etat sur ce caillou rasé de frais déclencha une sorte de biguine-party enlaidie, de lisse bigarrée, où se mêlaient tristesse et espérance, plus que cela même : la vie entre rires et larmes, le plus sûr des brise-vent !

Tout le temps de l'hommage présidentiel au courage de l'îlot — une demi-heure, — un homme chanta d'une voix de rhum. Double Mitterrand repart, des roses rouges, cueillies on ne sait où. Ils suivirent leur hôte tout au long du chemin en pente, entonnèrent des *Marsellaises* à répétition, histoire de montrer que leurs maisons à terre, ce n'était pas le diable ou bien que les sinistrés ne se laissent pas aller. Ils se jetèrent discrètement sur les bouteilles d'eau du buffet. Lui s'esquiva cinq minutes pour une courte pause ou deux aspirines, puis il leur fit à tous, élus de la Guadeloupe en attente d'une solidarité sonante et trébuchante, la surprise, comme en écho de ce séjour éclair, d'un discours dans le sens du poil. Socio professionnels et élus régionaux hésitaient à dire leur vœu d'autodétermination dans l'épreuve, tant il leur fallait d'argent pour recommencer. Lui-même ne dit pas le contraire, minimisa les chimères de l'antarcie réparatrice, insista peu sur la

« On étouffe là-dessous ! »

Il faisait de plus en plus chaud, mais François Mitterrand se laissa gagner par la fantaisie paradoxale de l'état des lieux. Ils avaient tracé des rimes sur une pancarte : « Hugo nous a rien laissé. Le maire nous a délaissés ». L'élus, Mathias Mathurin (PS), s'amusa bien de cette plaisanterie, comme s'il l'avait lui-même commandée dans le souci de maintenir la qualité des polémiques qui faisaient rage avant la tempête.

Inconscients ou trop lucides, ils souriaient tous au passage de ce cortège de pions en sueur, trop couverts pour la canicule, débarqués d'un Concorde qui n'aurait pas eu assez de place pour se poser sur la Désirade.

Ils sourirent tous, même à Morne, à l'Eau et à Petit-Canal plus tôt, formant des haies d'honneur à cacher leurs décombres, le long de leurs rues lépreuses. Ils retrouvaient les réflexes des tournées électorales. Cyclone ou pas, François Mitterrand était leur président élu et, dans les ovations, il y avait autant de gratitude que de joie de l'après-1988. Le chef de l'Etat voulait reconforter celui-là ou celle-là devant sa case, et c'était lui ou elle qui produisait ses encouragements. Il signa des livres d'or pendant qu'à l'arrière Pierre Joxe discutait avec tous ses sauveteurs, tous ses policiers rencontrés en route. Le ministre de l'Intérieur serait bien resté là, à se faire expliquer trois semaines de reconquête tant il se racontait jusqu'aux Etats-Unis que la France démontrait en Guadeloupe sa capacité d'intervention face aux catastrophes naturelles. Louis Le Penec avait en le temps, depuis le passage d'Hugo, de nouer des amitiés dans les villages traversés, presque effleurés sous le tempo précipité du protocole.

Ils revinrent en nage à l'aéroport du Raizet, même Jean-Louis Bianco, l'impassible secrétaire général de l'Elysée, même Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, usé dans l'île. Ils se jetèrent discrètement sur les bouteilles d'eau du buffet. Lui s'esquiva cinq minutes pour une courte pause ou deux aspirines, puis il leur fit à tous, élus de la Guadeloupe en attente d'une solidarité sonante et trébuchante, la surprise, comme en écho de ce séjour éclair, d'un discours dans le sens du poil. Socio professionnels et élus régionaux hésitaient à dire leur vœu d'autodétermination dans l'épreuve, tant il leur fallait d'argent pour recommencer. Lui-même ne dit pas le contraire, minimisa les chimères de l'antarcie réparatrice, insista peu sur la

dignité de cette île dévastée. Il savait « que ainsi vont les choses », l'engouement des premiers jours, puis, un ennuie lassant l'autre, « les risques du long terme ». « Au moment du cyclone, tout le monde a répondu présent. » Mais après ? Pour le temps qui allait passer, le chef de l'Etat avait un plan, il affirmait un engagement personnel dans l'épreuve à venir des sinistrés.

« Un bon banc d'essai »

« Je serai votre témoin », répéta-t-il à plusieurs reprises. Les élus n'en revenaient pas : le président stigmatisait la solidarité nationale, en tout cas sa mauvaise face. Celle des méandres administratifs. « Aucune tradition procédurière ne doit être respectée dès lors que l'urgence est reconnue comme une obligation nationale. (...) Au fil de siècles de règlements (...), cela fait maintenant des mornes de règlements : on étouffe là-dessous ! »

La loi de 1982 sur la décentralisation, qui exclut les DOM-TOM des indemnités de catastrophes naturelles, doit être révisée. Et vite. Tout ce qui allait être prévu dans les mois à venir pour l'île devait être « réduit de moitié ». Non les moyens débloqués, mais le temps du blocage administratif. « Ce sera un bon banc d'essai pour se débarrasser au passage d'un bon nombre de procédures inutiles qui répondent au goût immodéré que l'on a en France pour écrire noir sur blanc tout ce qui relève du bon sens. »

Il était fatigué, mais il laissait son monde K.O. Les Guadeloupéens entendaient bien mériter par la venue présidentielle les mêmes nationales, mais ils n'auraient sans doute pas espéré s'adjointer ainsi une sorte d'adjudant-chef qui se donnait publiquement pour tâche d'accélérer la cadence. On l'avait fait marcher vite et vite sous un soleil de plomb. C'était comme s'il s'en vengeait en adoptant le point de vue insulaire sur la lenteur des choses.

PHILIPPE BOGGIO

TIENS ! UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a l'esprit libre. Stockage, un nouveau service Alphapage, conserve durant 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant aime la souplesse d'Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

Sans être près de ses sous, le nouveau communicant ne déteste pas que les messages qu'il reçoit sur son Alphapage soient payés par celui qui les envoie par Minitel.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Les doigts du nouveau communicant lui servent à taper 3614 code Alphapage sur son Minitel pour tout connaître sur les différents services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il a inscrit son numéro d'appel Alphapage sur sa carte de visite et peut ainsi être joint 24 h sur 24.

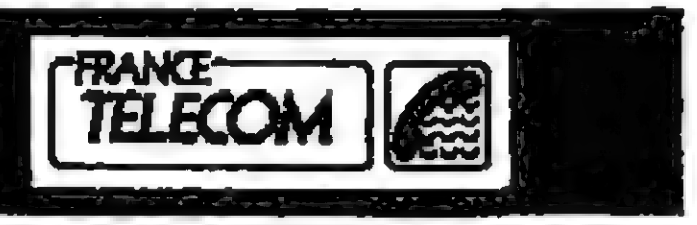
Alphapage, le secret du nouveau communicant vous donne la liste de ses distributeurs en tapant 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

Chaque nouveau communicant a 2 pattes arrière. Au total, cela fait déjà plus de 110 000 pattes arrière réparties dans toute la France (soit 55 000 récepteurs Alphapage).

Stigler Courcelle

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



POLITIQUE

Malaise dans l'« énarchie »

La « fuite des cerveaux » frappe la haute fonction publique

Dans le Landerneau de la haute fonction publique, les résultats des derniers concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration ont sonné comme un glas : pour briser les 96 places offertes, seulement 777 candidats se sont présentés effectivement aux épreuves écrites sur les 1 161 qui s'étaient inscrits. Jamais, en effet, dans l'histoire de l'Ecole, fondée en 1945, des chiffres aussi faibles n'avaient été atteints. Et chacun de s'interroger aussitôt : y aurait-il une « fuite des cerveaux » qui frapperait la haute fonction publique ?

L'Ecole nationale d'administration, qui, pendant toute la IV^e République et pendant au moins les quinze premières années de la V^e — en gros de Gaulle à Giscard — a été le moule prestigieux et incontournable pour la formation des « grands commis de l'Etat », a peu à peu perdu de son lustre et de son attrait. Alors que le nombre des inscrits avait cru régulièrement de 1966 à 1976, où il dépassait 1 600, il a ensuite régulièrement diminué pour atteindre en 1989 le niveau qu'il avait connu dans les années 1960. Mais c'est surtout la baisse du nombre des candidats effectivement présents aux épreuves écrites qui est la plus spectaculaire : 314 de moins en 1989 qu'en 1988, bien qu'il y ait eu 12 places de plus offertes aux concours (96 contre 84). Jusqu'ici, il y avait chaque année plus de onze cents candidats à l'écrit. Le record — à la baisse — d'aujourd'hui touche les deux catégories de candidats au concours d'entrée, les étudiants et les fonctionnaires (appelés, dans le jargon administratif, les « externes » et les « internes »). Or ces derniers, depuis 1984, se voient offrir le même nombre de places qu'aux

premiers, alors qu'auparavant la proportion qui leur était réservée était inférieure. Malgré cela, la chute des postulants est sensible, leur nombre n'a jamais été aussi bas : 290 présents pour 48 places, soit 180 de moins qu'en 1988. Il en est allé de même pour les candidats étudiants qui n'ont jamais été aussi peu nombreux, avec 487 postulants pour 48 postes offerts, alors qu'ils étaient encore 621 l'année précédente.

Il semble donc que la haute fonction publique ne soit plus considérée comme le couronnement d'un parcours universitaire. La vocation du service public serait-elle en train de se tarir ? L'ouverture projetée de l'ENA, par un troisième concours auquel tous les non-diplômés pourraient se présenter, permettra-t-elle de pallier le déficit du recrutement actuel sans courir le risque d'abaissier le niveau ? Cette éventualité sera évoquée à l'Assemblée nationale cet automne, lorsque le projet de loi sur cette réforme viendra en discussion.

L'argent du privé

L'exaltation du rôle de l'entreprise entamée sous le gouvernement Fabius et l'abandon progressif du « tout Etat » par les socialistes eux-mêmes à partir de 1982-1983 ont réhabilité aux yeux des étudiants le secteur privé. La création par M. Anicet Le Pons sous le gouvernement Mauroy d'une « troisième voie » d'accès à l'ENA (supprimée en 1987) a contribué à banaliser l'Ecole et à entamer un élan qu'il était de bon ton de critiquer... surtout lorsqu'on en bénéficiait. Les attaques contre l'« énarchie » — ce néologisme a été créé par M. Chevènement dans un pamphlet — responsable de toutes les tares de l'administration et de tous les maux du pays ont contribué à ternir le prestige de l'institution. Beaucoup de jeunes gens, enfin, se

sont rendu compte que ce n'était pas dans l'administration — fût-elle haute — que des situations lucratives se trouvaient alors que partout on parlait d'argent, de salaires faramineux, de jeunes « managers », de l'ère des « décideurs », rapides ou de « golden boys » flamboyants. Les carrières de l'industrie, de la finance, des affaires s'offraient sans doute aux plus dynamiques et aux plus ambitieux.

L'ENA s'est cependant adaptée à cette évolution de la société en créant des enseignements nouveaux, en intégrant les techniques modernes de l'informatique, de la comptabilité analytique, de la gestion, qui avaient fait leur entrée dans l'administration. Mais par là même elle fournissait à ses élèves un bagage plus diversifié et elle les préparait, sans le savoir, à devenir plus « vendables » sur le marché de l'emploi des cadres de haut niveau. Le « pantouflage » a toujours existé pour quitter la fonction publique. A l'issue de la scolarité, chaque promotion enregistre dans « l'ampère-garnison », au moment où chacun choisit son affectation, quelques défections. Elles ne sont jamais nombreuses car l'époque frise éternel est rarement utilisable immédiatement dans le secteur privé en termes de rentabilité. Or pour la première fois, le 3 avril 1984, le *Monde* publiait une annonce par laquelle vingt-cinq élèves se déclaraient sur le marché « à grand jour ».

C'est aussi dans ces années-là que les directeurs successifs de l'ENA ayant appartenu au secteur privé — comme M. Simon Nora puis M. Roger Fauroux — insistent sur la nécessité d'organiser avec le secteur public des « passerelles », ce qui soulignait qu'il n'y avait pas entre les deux mondes de frontière infranchissable.

Le pouvoir réel n'étant plus le monopole de l'Etat, le service de ce dernier a cessé d'être une sorte de chevalerie où se retrouvaient les meilleurs, les plus compétents et aussi les plus désintéressés. Les centres de décision de la vie nationale se sont diversifiés et répartis

entre la puissance publique, les entreprises publiques industrielles et commerciales, les grands groupes privés, les institutions financières, sans compter les organismes régionaux dans l'Hexagone et les instances européennes. La palette qui s'offre aux candidats au « pantouflage » s'est donc sensiblement élargie. Elle est aussi devenue plus séduisante avec l'inflation spectaculaire des salaires offerts pour des postes de cadres supérieurs alors que les traitements de la haute fonction publique — même améliorés par les mystérieuses primes — n'ont pas suivi le mouvement au même rythme. L'élève de l'ENA qui, au cours de sa scolarité, perçoit un traitement d'environ huit mille francs par mois et qui entame sa carrière de fonctionnaire avec à peine plus de dix mille francs peut être sensible aux sirènes extérieures.

La loi violée

Certes le système des primes corrige cette modicité puisqu'elles varient de 40 à 60 % du salaire. Mais elles sont complexes, secrètes, inégales et variables, et ne compensent pas — loin de là — l'écart avec le secteur privé. Ce « différentiel » s'accroît encore lorsque l'énarque, après quelques années de fonction publique, a été assez habile pour nouer avec ses interlocuteurs extérieurs des relations, certes professionnelles mais profitables. Dès lors, en devenant cadre supérieur dans le secteur privé, en accédant à des fonctions de direction sa rémunération fait souvent un bond vertigineux et atteint des niveaux auxquels aucun fonctionnaire ne pourra jamais prétendre au service de l'Etat. Le cas de M. Calvet, ancien énarque, ancien magistrat de la Cour des comptes, n'est pas exceptionnel.

D'ailleurs, dans l'ensemble de l'activité nationale, une sorte d'énarchie s'est ainsi petit à petit mise en place, qui s'accompagne fort

bien des changements de majorité politique car aucun choix idéologique ne bride les velléités de pantouflage. Et la loi qui interdit pendant cinq ans à un fonctionnaire d'occuper un poste dans une entreprise avec laquelle il a eu à traiter au titre de ses fonctions est allègrement et fréquemment violée.

Beaucoup d'employeurs éventuels voient dans le recrutement de jeunes hauts fonctionnaires le choix d'utiles agents d'influence connaissant bien les procédures, les rouages et les hommes des administrations publiques avec lesquelles ils traitent.

Presque tous les corps sont aujourd'hui concernés, alors que dans le passé c'étaient surtout les inspecteurs des finances qui étaient convoités. Ainsi, à la suite des lois de décentralisation de 1982, les conseils régionaux et généraux se sont assurés le concours de préfets et de sous-préfets pour diriger leurs propres services administratifs, devenus parfois aussi importants que ceux de l'Etat dans leurs sphères. Ces nouveaux fonctionnaires locaux ont sans doute suivi leurs penchants politiques, mais ils ont aussi trouvé là de meilleures rémunérations et une hiérarchie moins lourde.

Les tentations sont donc de plus en plus grandes et de plus en plus variées pour les diplômés de l'ENA de quitter prématurément le service de l'Etat pour lequel ils ont été formés. Pour ceux qui y demeurent — et ils constituent malgré tout la très grande majorité des énarques, — le déroulement d'une carrière toute consacrée à l'administration peut réserver quelques déceptions.

La voie royale de l'ENA qui conduit aux sommets de la hiérarchie de la fonction publique n'est plus sans surprise. L'arrivée d'éléments extérieurs dans un corps, par exemple, entrave la progression naturelle et le déroulement prévu de la carrière de ceux qui ont délibérément choisi la voie normale. La multiplication des « tours extérieurs » qui laissent au pouvoir politique toute latitude pour nommer à des emplois élevés des postu-

lants qui n'ont pas suivi la filière classique — et qui parfois même n'ont aucun diplôme — a souvent été dénoncée, tantôt par la gauche et tantôt par la droite, comme une marque de népotisme et de favoritisme au bénéfice des amis et même des familiers de la majorité en place. Ce phénomène a pour effet de ralentir le déroulement normal des carrières des hauts fonctionnaires traditionnels et de nourrir les amertumes.

L'intervention de la politique dans la fonction publique n'est sans doute pas un phénomène nouveau. Mais elle ne s'appliquait naguère qu'aux postes les plus élevés sur lesquels s'exerce le pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Or depuis une quinzaine d'années, ce domaine s'est notablement étendu, et les changements de haute fonctionnaires accompagnant les alternances politiques s'apparentent de plus en plus au système des dépoilées. Dès lors les énarques les plus ambitieux et les plus pressés s'ignorent pas que l'appartenance affichée à un parti politique — celui bien sûr qui est au pouvoir, ou qui y accèdera — ou encore une affectation dans un cabinet ministériel ou présidentiel constituent des garanties d'accélération de carrière qui permettent d'occuper très vite les postes les plus élevés. Les autres, dès lors, rentrent dans leur coquille en attendant des jours meilleurs ou recherchent ailleurs des débouchés.

La conception traditionnelle de la neutralité des serviteurs de l'Etat est ainsi devenue obsolète, ce qui ne veut pas dire pour autant que les intérêts du pays et des citoyens soient plus mal défendus. Ainsi la « fuite des cerveaux » est peut-être un signal d'alarme qui révèle surtout que la haute fonction publique connaît une fois de plus un certain malaise et aussi que les missions de l'Etat dans la conduite de la société nationale méritent un nouvel examen.

ANDRÉ PASSERON

Le Monde DE L'EDUCATION

Au sommaire du numéro d'octobre :

Enquête

ORTHOGRAPHE : LE DOSSIER DU DEBAT

Réformer l'orthographe ? On en parle depuis plus d'un siècle. Aujourd'hui, la polémique rebondit entre les partisans et les ennemis d'une simplification. Plusieurs pays, déjà, ont rajouté leur langue écrite ; la France suivra-t-elle ? A l'heure où les passions se déchaînent, le *Monde de l'éducation* présente les vrais enjeux du débat.

RENTREE 89 : LA RUÉE SUR LES UNIVERSITÉS

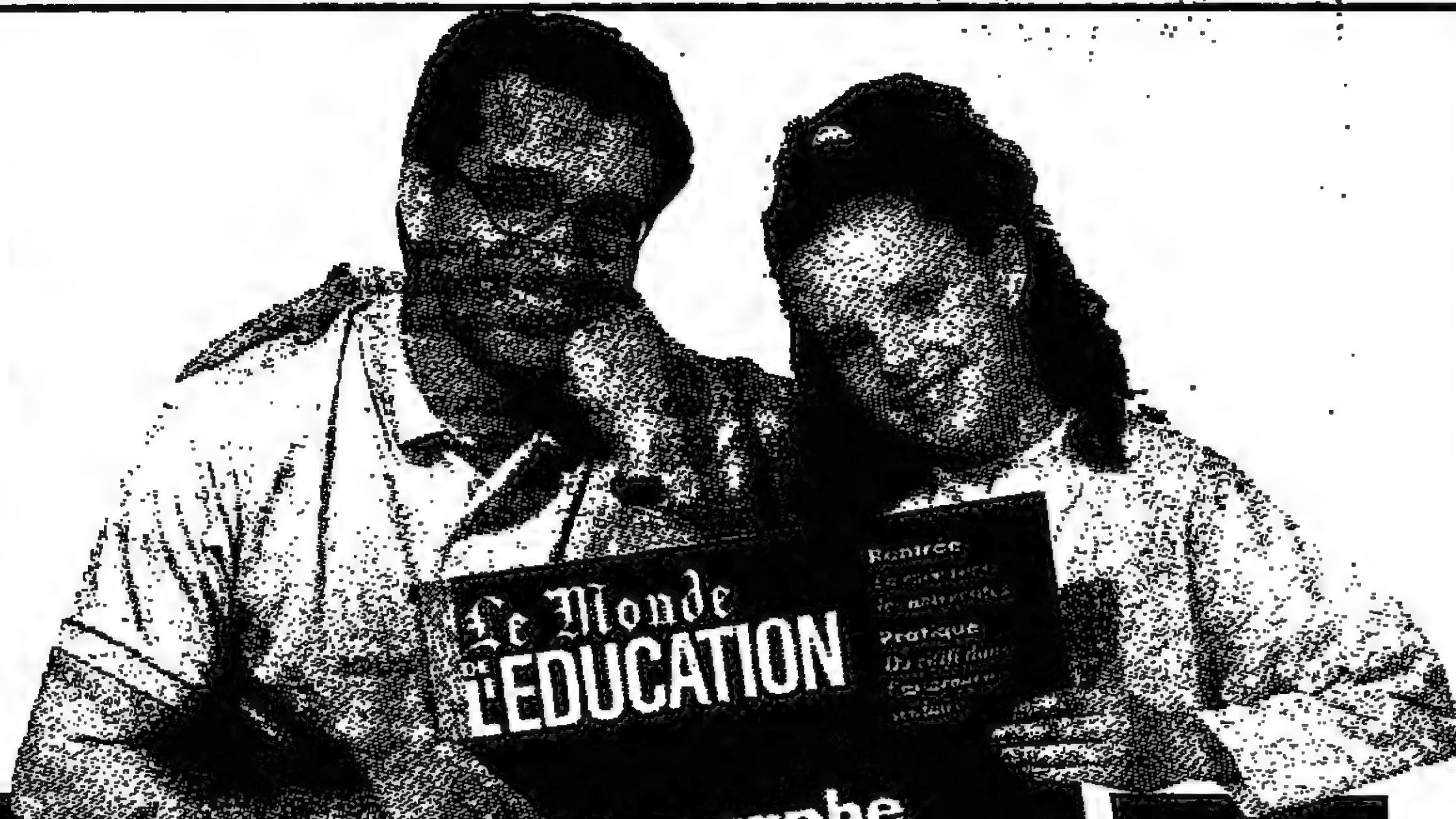
33 000 bacheliers supplémentaires en 1989 : les universités s'attendent à être prises d'assaut. Pourtant leurs capacités d'accueil restent limitées. Un réel effort d'amélioration est entrepris mais suffira-t-il à écarter les dangers qui pèsent sur cette rentrée 89 ?

PRATIQUE : DU RIFI DANS L'ASSURANCE SCOLAIRE

C'est la guerre sur le marché de l'assurance scolaire. Le *Monde de l'éducation* vous aide à vous retrouver dans ce maquis.

CULTURE : LES PERFORMANCES DES ENFANTS ACTEURS

Des cinéastes racontent leur expérience des enfants acteurs. A lire d'urgence par tous ceux qui aiment le cinéma et les enfants.



Orthographe le dossier du débat

Le Monde DE L'EDUCATION
POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

Numéro d'octobre 1989 - En vente chez votre marchand de journaux. 17 F

- 14 Ventes : de Proust à Baudelaire
- 15 La rive gauche parle sur les classiques
- 16 Le Festival du cinéma de Tokyo
- 17 L'équipée criminelle de trois jeunes gens
- 18 L'attribution du prix Nobel de médecine
- Le Conseil supérieur de la fonction militaire

L'aide au cinéma entre l'assistanat et l'incitation au risque

Les pouvoirs publics veulent favoriser les films à gros budget

La Révolution et Cyrano de Bergerac défont-ils Batman et Indiana Jones au box-office ? Le budget du cinéma pour 1990 tente de dynamiser la production française. La concurrence des salles autour des grands films à succès soulève d'épineux problèmes juridiques.

Le grand péril semble provisoirement conjuré. Après la chute vertigineuse des trois dernières années, la fréquentation des salles obscures s'est stabilisée. Même si les spectateurs ont été moins nombreux (- 2,4 %) au second trimestre qu'au premier, l'année devrait se terminer, sans accident, sur une légère augmentation des entrées. Cette éclaircie dans le ciel orageux du cinéma permet aujourd'hui à M. Dominique Wallon, directeur du Centre national de la cinématographie, de se montrer relativement optimiste et de réorienter l'aide publique vers la grande priorité : la production.

Dans une économie générale de l'audiovisuel dominée par une forte demande de produits, stimuler la réalisation de grands films français est plus important qu'aider les salles en difficulté. D'autant que la concurrence avec la production américaine reste très rude : le film français, qui a pendant longtemps régné sur la moitié du marché national, doit se contenter aujourd'hui d'une petite part de 36 %.

Les 250 millions de francs obtenus l'an dernier sont reconduits dans le budget 1990. On y

retrouve l'aide au développement de films ambitieux, le soutien aux initiatives des collectivités locales pour reprendre des salles, les subventions au tirage de copies, la soutien aux réalisateurs étrangers. Mais les 40 millions de francs consacrés en 1989 au redressement des salles sont redéployés vers la coproduction (programme européen Eurimages, coopération avec les pays de l'Est), l'expérimentation de la haute définition, la distribution à l'étranger ou l'édition vidéo culturelle.

Mais le principal instrument de la politique publique reste le compte de soutien, qui distribuera, l'an prochain, 1,46 milliard de francs au cinéma (832 millions) et à la télévision (628 millions). Ce dispositif habile, copié aujourd'hui par de nombreux pays européens, instaure une taxe sur les recettes des salles et des télévisions pour alimenter un soutien automatique aux investissements des producteurs et des exploitants comme une aide sélective aux films et aux distributeurs. Ce système d'épargne collective opère en fait un double transfert de ressources : les recettes tirées des films et séries américaines financent la production

française, et l'argent de la télévision (63 % des recettes du compte de soutien) alimente davantage l'industrie cinématographique que les productions télévisuelles.

Gymnastique d'arbitrages

L'Etat joue sur les différentes clés de répartition pour réguler l'activité du secteur. Exercice difficile car il se heurte aux rivalités entre producteurs et exploitants, mais surtout à la grosse grand-saute des chaînes privées qui n'hésitent plus à dénoncer le « racket » opéré sur leurs recettes. Pour ne pas faire exploser la machine, le CNC a sensiblement rééquilibré les comptes pour 1990 : les dépenses du compte de soutien pour la production télévisuelle augmentent de 30 % alors que celles consacrées au cinéma limitent leur hausse à 5,3 %. A l'intérieur de l'enveloppe cinéma, la production se taille la part du lion (318 millions pour l'avance sur recettes sélective) en augmentant de 5,6 % alors que les sommes affectées à l'exploitation ne croissent que de 1,6 %.

Mais cette gymnastique d'arbitrages technocratiques a ses limites. Dans la somme économique (*la Vingt-Cinquième Image*, édition Gallimard) qu'il vient de consacrer à l'audiovisuel, M. René Bonnell montre que le compte de soutien, cœur de l'intervention publique dans le cinéma, ne peut plus répondre aux nouveaux besoins de financement de la production. Ses répartitions trop rigides bloquent la stratégie des grands groupes intégrés : Gaumont, UGC et Pathé ont pratiquement achevé la modernisation de leurs salles et souhaiteraient transférer l'aide réservée à l'exploitation vers la production.

De plus les mécanismes du compte de soutien favorisent les producteurs en place, en fonction de leur succès. L'argent va à l'argent mais, pour cause d'abondance de biens, n'est par toujours réutilisé immédiatement et dort dans les caisses du CNC. Enfin, pour les producteurs moins chanceux, les sommes obtenues auprès du compte de soutien servent souvent à rembourser les dettes du dernier échec plutôt qu'à produire le prochain film.

Les pouvoirs publics ont corrigé certains de ces mécanismes pour empêcher le compte de se transformer en « caisse d'assurance maladie de la profession », selon la jolie formule de René Bonnell. Mais la logique même du compte de soutien ne peut s'adapter aux nouvelles tendances de la production, qui privilégie les films à gros budgets. Télévisions et salles n'accepteront pas indéfiniment de cotiser pour couvrir les risques de quelques gros producteurs.

Conscient de la difficulté, le ministère de la culture cherche à diversifier sa politique d'aide. 30 millions de francs sont ainsi allés à un fonds de garantie pour des sociétés de capital-risque qui acceptent de financer des films très ambitieux (*voir ci-dessous*). Et le CNC négocie avec le ministre des finances la reconduction du régime de réduction fiscale qui, par l'intermédiaire des SOFICAs, a favorisé l'investissement de plus de 145 millions de francs dans la production en trois ans. Une manière de sortir progressivement d'un système d'assistance qui a indéniablement chloroformé le cinéma français, pour retrouver une économie plus spéculative.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Club d'investisseurs pour rivaliser avec Hollywood

Depuis *l'Ours*, le *Grand Bleu*, et *Camille Claudel*, le cinéma français n'avait plus produit de films à gros budget. L'année 1990 s'annonce, en revanche, fertile en nouveautés. Les professionnels partent à la conquête du grand public, avec l'aide... d'industriels et de banquiers.

De gros films, avec vedettes, milliers de figurants, grosse machinerie et décors d'exception, les Français en produisaient peu. Ou plus. Rien qui puisse presque compenser, drainer le public, allonger les files d'attente devant les salles obscures. Résultat : la fréquentation s'en est ressentie, les majors d'Hollywood captant avec des films comme *Qui veut la peau de Roger Rabbit*, *Rain Man* ou *Batman* aujourd'hui, une moitié du public (48,5 % encore au premier semestre 1989). Déjà victime d'une baisse de 70 millions de spectateurs en trois ans, le septième art hexagonal n'est plus maître chez lui.

Les plus grands professionnels ont perçu le danger, qui ont fait de la production de films à gros budgets une priorité. Pour le *Cyrano de Bergerac*, de Jean-Paul Rappeneau, en tournage avec Gérard Depardieu, Hachette Première et la société Camera One de M. Michel Seydoux jouent gros : 100 millions de francs d'investisse-

ments, huit fois plus qu'un film moyen français mais moins qu'une superproduction américaine (18 à 35 millions de dollars).

100 millions, c'est également ce que coûtent, mais ensemble, les deux films produits par Gaumont et mis en scène par Yves Robert d'après l'œuvre de Marcel Pagnol : *le Chateau de ma mère* et *la Gloire de mon père*. *Vanille Fraise*, la comédie confiée par Ariane-Films à Gérard Oury, avec Sabine Azéma, Pierre Arditi et Isaac Bankolé, n'est pas moins ambitieuse (50 millions). Coproduction franco-italienne, *Jeanne, la pucelle du roi*, réalisé par Maurice Bernard avec Nastassja Kinski et Timothy Dalton, ne revendra pas à moins de 80 millions de francs. Tout comme *Brasileir*, une histoire d'amour qui réunira à l'écran Jean-Marc Barr (le héros du *Grand Bleu*) et Mariushka Detmers. Devient venir ensuite, une vie de Van Gogh tournée par Maurice Pialat, avec Jean-Hugues Anglade, et l'histoire du forçat Jean Galmot, produit par Ariel Zeitoun, avec Christophe Malavoy.

Ce renouveau, les pouvoirs publics ont choisi de l'accompagner, voir de l'impulser. La création d'un club d'investisseurs privés acceptant de se lancer dans une nouvelle forme de capital-risque figurait en bonne place dans le plan de relance du cinéma présenté par le ministre de la culture et de la

communication, M. Jack Lang, en février dernier (*le Monde* du 3 février). Doté de 100 à 150 millions de francs, un fonds d'investissement pour le financement de grands films devrait prochainement réunir plus d'une dizaine d'industriels et de banquiers. Sept ont déjà donné leur accord, comme la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit agricole ou le Crédit lyonnais.

« Deux ou trois succès suffisent... »

« Le fonds devrait être opérationnel début 1990 », annonce M. Georges Prost, directeur général de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), auprès duquel il doit être constitué. Il n'attend plus qu'un feu vert définitif du ministère des finances, le « traitement fiscal » des investissements consentis par les entreprises donnant encore lieu à d'âpres négociations.

Le fonctionnement du fonds sera, il est vrai, original. Chaque membre du club apportera 10 millions de francs — « le prix du ticket

d'entrée », — et les sommes ainsi récoltées seront aussitôt réinvesties dans des projets de films. Banquiers et industriels auront le dernier mot dans le choix des œuvres sélectionnées, mais après avis d'une commission consultative de neuf grands producteurs français (1). Le remboursement de l'investissement (de 6 à 15 millions de francs selon les films) se fera essentiellement sur les recettes réalisées en salles, et non comme les SOFICAs sur la vente — plus régulière — des droits de passage à la télévision.

« Les membres du club feront donc un vrai pari », souligne M. Prost. Pari tempéré, il est vrai, par deux garanties. Celle de l'IFCIC, qui couvrira jusqu'à 70 % du risque, et celle apportée par la dispersion des investissements dans une dizaine de longs métrages différents : « Deux ou trois succès suffisent pour drainer de très importants profits... »

PIERRE-ANGEL GAY

(1) MM. Carasso, de Clermont-Tonnerre, Fechner, Fleury, Gassot, Lepetit, Poiré, Toscani du Plantier et Zeitoun.

Polémiques autour de la sortie d'« Indiana Jones »

Le Rex et le Max-Linder se disputent le film de Spielberg. La justice tranche en remettant en cause les équilibres entre les salles et les distributeurs. La profession est en émoi et les pouvoirs publics fort embarrassés.

La sortie le 18 octobre sur les écrans d'*Indiana Jones et la dernière croisade* soulève déjà les passions. Non pas chez les fans d'Harrison Ford ou de Sean Connery, mais parmi les professionnels du cinéma qui polémique depuis une semaine sur le droit de la concurrence, la puissance des circuits, le sort des indépendants et le rôle des pouvoirs publics.

L'affaire a débuté comme un modeste conflit local. UIP, le distributeur américain du film de Spielberg, soucieux d'éviter le demi-échec de la sortie massive de *Batman*, préfère sélectionner soigneusement les quelques salles qui auront le privilège de projeter le film en exclusivité. Pour le quartier des grands boulevards, à Paris, son choix se porte sur le Grand-Rex et le Paramount-Opéra pour la version française,

sur le Gaumont-Opéra pour la version originale.

A quelques pas du Rex, le Max-Linder proteste : il exige, lui aussi, le film, et en version originale. UIP refuse, par crainte de voir les quatre exploitants concurrents ne pas remplir leurs salles et être rapidement le film de l'affiche. La propriétaire du Max-Linder s'estime victime d'une mesure discriminatoire et saisit le médiateur du cinéma, M. Jacques Vistel. Ce dernier tente de concilier les points de vue. En vain : UIP estime qu'*Indiana Jones* fera une meilleure carrière devant les 2 800 fauteuils du Rex.

Pouvoirs limités du médiateur

Le distributeur ajoute que le Max-Linder, classé au septième rang en chiffre d'affaires de toutes les salles françaises, n'a rien d'un petit indépendant victime d'une concurrence déloyale : n'a-t-il pas eu accès à tous les films de son choix pendant que le Rex maintenait à l'affiche, une année durant, le *Grand Bleu* ? N'a-t-il pas refusé toutes les autres propositions d'Abyes de *Sauvages* et *vidéo*.

Le médiateur, lui, juge que les deux salles, malgré leur proximité, n'ont pas le même public et ne sont pas concurrentes. Comme la loi sur le cinéma l'y autorise, il enjoint au distributeur de donner une copie au Max-Linder tout en demandant au Rex de continuer à honorer son contrat avec UIP. La loi, hélas ! n'a pas donné au médiateur un pouvoir de sanction. Dès lors, UIP passe outre et attaque l'injonction devant le tribunal administratif. La propriétaire du Max-Linder riposte en saisissant le juge des référés pour obtenir une copie d'*Indiana Jones*. Le juge confirme l'analyse du médiateur mais estime que le Rex n'est pas tenu de passer le film : on ne peut guère sanctionner le refus d'achat comme le refus de vente. Le Max-Linder obtient donc sa copie mais le distributeur risque de perdre les 2 800 places du Rex.

Dés lors, l'affaire cesse d'être une querelle de clochers pour mettre en émoi toute la profession. « Pourquoi toutes les salles de France, encouragées par cette décision judiciaire, ne demanderaient-elles pas de projeter le film en même temps ? » s'insurge M. Gilbert Grégoire, responsable de la Fédération internationale des distributeurs. « Tous

les exploitants se battent pour obtenir les grands films en même temps que les salles d'exclusivité de Paris. Faudra-t-il tirer des millions de copies, à 90 000 francs l'unité, au risque d'alourdir les budgets des films dans des proportions insoutenables ? »

Pascal Rogard, représentant des producteurs, renchérit : « Que restera-t-il de la diversité de la création, que deviendront les films plus difficiles ou de jeunes auteurs si les exploitants peuvent obliger le distributeur à leur céder en priorité le titre le plus commercial ? » Producteurs et distributeurs ont fait appel : la cour devait examiner l'affaire le 10 octobre pour rendre son jugement à la veille de la sortie d'*Indiana Jones*.

Les pouvoirs publics, eux, sont très ennuyés. Les querelles entre exploitants et distributeurs indépendants et circuits de programmation empoisonnent l'atmosphère du cinéma français depuis des mois (*le Monde* du 24 janvier). Dans le rapport qui lui a été demandé, par M. Jack Lang, M. Dominique Buit s'aggrave de modifier la loi pour instaurer des règles du jeu rigoureuses et transparentes dans la programmation des salles.

J.-F. L.

THEATRE NATIONAL
DE LA COLLINE
DIRECTION JORGE LAVELLI
43 66 43 60

GRAND THEATRE DU 12 OCTOBRE AU 24 DECEMBRE

OPÉRETTE

Gombrowicz / Lavelli

PETIT THEATRE JUSQU'AU 29 OCTOBRE
UNE SAISON AU CONGO
AIME CESAIRE / MEHMET ULUSOY

15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS M GAMBETTA

17 F

Le Rex et le Max-Linder se disputent le film de Spielberg. La justice tranche en remettant en cause les équilibres entre les salles et les distributeurs. La profession est en émoi et les pouvoirs publics fort embarrassés.

La sortie le 18 octobre sur les écrans d'*Indiana Jones et la dernière croisade* soulève déjà les passions. Non pas chez les fans d'Harrison Ford ou de Sean Connery, mais parmi les professionnels du cinéma qui polémique depuis une semaine sur le droit de la concurrence, la puissance des circuits, le sort des indépendants et le rôle des pouvoirs publics.

L'affaire a débuté comme un modeste conflit local. UIP, le distributeur américain du film de Spielberg, soucieux d'éviter le demi-échec de la sortie massive de *Batman*, préfère sélectionner soigneusement les quelques salles qui auront le privilège de projeter le film en exclusivité. Pour le quartier des grands boulevards, à Paris, son choix se porte sur le Grand-Rex et le Paramount-Opéra pour la version française,

CULTURE

ARTS

De Proust à Baudelaire

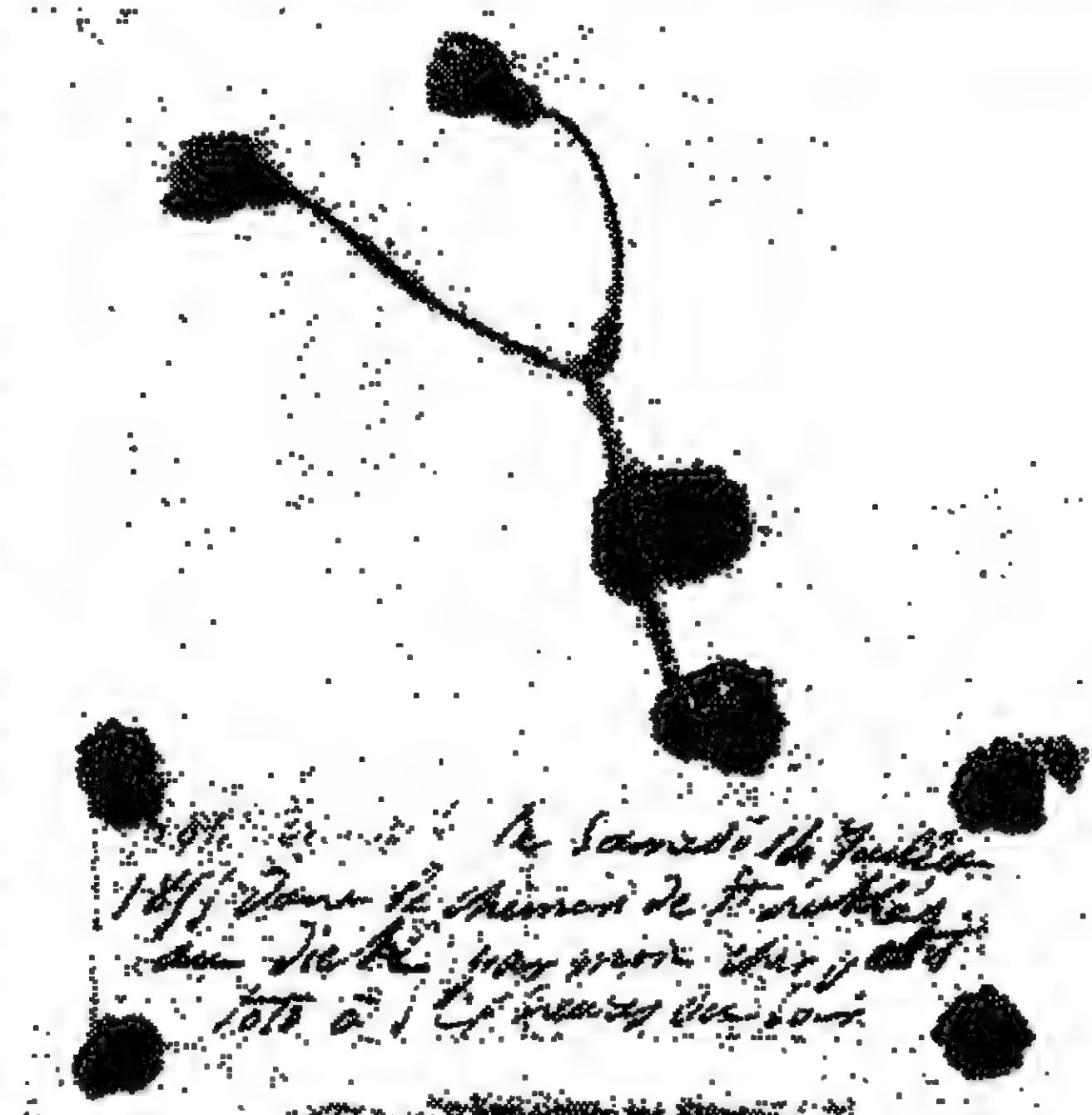
La collection française de Bradley Martin, un grand bibliophile américain, vendue à Monaco

Dominique Laucourt, petit-fils de l'éditeur, fils d'un libraire du centre de la France et lui-même expert chez Sotheby's, a toutes les raisons d'être satisfait. Les 16 et 17 octobre prochains, sera vendue à Monaco la collection de littérature française d'un grand bibliophile américain, Bradley Martin. Depuis la dispersion en 1972 au palais Galliera de la collection de Raphaël Emerian, aucun ensemble américain de littérature française n'avait traversé l'Atlantique pour y être vendu.

Pour éviter les présumptions, Sotheby's avait dans un premier temps envisagé de disperser ces œuvres françaises à New-York, comme l'ont été ou le seront les ouvrages d'ornithologie, de sciences ou d'économie, de cette collection. C'était compter sans la détermination de leur expert : « A l'issue des inscriptions, des livres de voyages et d'ornithologie vendus en Grande-Bretagne, le marché de la littérature française reste essentiellement français ; ce qui n'exclut pas l'intervention d'acheteurs internationaux », affirme M. Laucourt. Acheteurs essentiellement sur ordre, les amateurs étrangers surenchérisaient sur les œuvres de premier plan, abandonnant aux Français le soin de se partager les livres estimés entre 2 000 F et 8 000 F. Les Japonais se cantonnaient aux ouvrages enluminés du Moyen Âge ainsi qu'aux modernes illustrés.

La tentation est grande de comparer la bibliothèque Bradley Martin à celle de Daniel Sickles, dont la deuxième partie sera vendue fin novembre à Drouot. Certes, on retrouve les mêmes grandeurs mythiques de la littérature française des dix-neuvième et vingtième siècles. Mais si le petit-fils du héros de la guerre de Sécession — Sickles — préférerait le brouhaha des salles de ventes de Drouot, l'ancien élève d'Oxford — Martin — affectionnait plus particulièrement l'atmosphère feutrée des librairies londoniennes et parisiennes. Le premier recherchait les manuscrits et les différentes éditions d'une même œuvre, le second appréciait les originaux d'un même auteur. Commencée tardivement, à la fin des années 60, sa collection sera marquée par une figure : celle de Marcel Proust.

Pas moins de cent trente-sept lettres de l'auteur de la Recherche seront mises aux enchères. Un envoi à son père, soixante-quinze manuscrits à son mentor, le comte Robert de Montesquiou, l'un des modèles du baron Charlus. « Vos vers sont le miel mystérieux dont les rayons ont la douceur du ciel ».



Deux œuvres dédiées par Victor Hugo à Juliette Drouot et une rose trouvée par le « cher Toto » (ci-dessous), seront parmi les « trésors » de la collection Martin mis à la vente à Monaco.

écrit-il dans une lettre aujourd'hui estimée à 600 000 F.

Proust aura toujours été votre poète Marcel, pour son ami de cœur, Reynaldo Hahn. Zelig, le chien du musicien, aura lui aussi droit à sa lettre. Ces échanges épistolaires, évalués environ 100 000 francs, ont échappé à la vigilance de la famille de Proust, qui, par peur du scandale, en aurait détruit la majorité. Et puis il y a le Proust cynique, frondeur, qui règle ses comptes, déplore « l'affreux matérialisme si extraordinaire chez des gens d'esprit » et se plaint, enfin, de ne pas trouver d'éditeur.

Pour l'amour de Juliette

Un souci que l'on retrouve sans cesse dans la correspondance de Baudelaire, représentée ici par une magnifique édition des *Fleurs du mal*, dédiée à Charles Assolant (350 000 francs). Ce livre, recouvert d'une étonnante reliure en cuir fait partie des trésors de Martin. Du *Génie du christianisme*, de Chateaubriand (3 000 francs), aux *Confessions d'un enfant du siècle*, de Musset, estimé au même prix ; du *Père Goriot* de Balzac (150 000 francs) à *Après-Midi d'un faune* de Mallarmé, illustré par Edouard Manet (120 000 francs), en passant par la *Charmeuse de Parme* et la *Rouge et le Noir* de Stendhal (200 000 francs chacun).

nale est ici évaluée à 200 000 francs. Plus surprenantes sont les cinq cents pages de son encyclopédie, rédigée en minuscules caractères, commencée en 1795 et « augmentée » jusqu'en 1840. Le tout relié en velin. Au fil des pages, on se familiarise avec les définitions plus que subjectives de l'auteur qui aborde pélo-mêle philosophie, religion, amour, ou gastronomie.

De quoi intéresser la BN

A noter que l'auteur s'écrit sur la définition de la Révolution, pour tant annoncée en lettres majuscules. Un monument qui ne devrait pas laisser insensible la Bibliothèque nationale pour 200 000 francs.

Cette dernière se manifestera sans doute au moment de la vente de la plaquette de huit pages de George Sand, la *Complainte sur la mort de François Lumeau dit Michaud*, dédié à M. Eugène Delacroix, peintre en bâtiment très connu à Paris. Tirée à moins de trente exemplaires, elle est évaluée à 3 000 francs. Estimation double pour les trois numéros de la *Cause du peuple* édités par le même auteur au moment de la révolution de 1848. Le recueil manuscrit de onze poèmes et de lettres par Verlaine (60 000 francs) ainsi que les deux tomes de *Scènes de la vie orientale* de Gérard de Nerval (50 000 francs) pourraient connaître un sort identique.

Quant aux lettres de Marcel Proust, il est peu probable, selon l'expert, qu'elles soient préemptées. « Elles ont déjà été soumises au feu des enchères sans jamais que les institutions publiques ne s'y intéressent. »

ALICE SEDAR

► Vente Bradley Martin : le 16 octobre à 15 heures et 20 heures et le 17 octobre à 10 h 30 et 15 heures au Sporting d'Hiver à Monaco.

Mise en scène d'une pantoufle

Les trois grandes salles sont tapissées de gris. Le sol est recouvert d'une moquette anthracite. Dans chaque espace, une vitrine. La première est au ras du sol, devant un grand drap blanc, dans l'épaisseur d'une cloison. La deuxième est une cloche de verre, posée sur un socle d'acier brun. La dernière est un cube transparent dont le fond est matelassé d'une épaisse couche de poudre de riz. A intervalles réguliers, deux hommes strictement vêtus, gants blancs, se dirigent vers l'une des vitrines. L'un d'entre eux l'ouvre avec précision. Son acolyte en dépose le contenu sur un coussinet de satin blanc : c'est une chaussure à talon, de petite taille, au bout légèrement relevé, brune à liseré vert. A l'intérieur, une inscription pâle : « Soulier que portait Marie-Antoinette le jour néfaste où elle monta à l'échafaud. Ce soulier fut ramassé par un individu au moment où elle expirait et acheté immédiatement par M. le comte de Guernon-Ranville. » C'est tout.

Ce « happening » glacé et bon enfant qui se répète plusieurs fois par jour est la modeste contribution du Musée des beaux-arts de Caen aux fastes du Bicentenaire. Cette forme d'humour plutôt réjouissante en cette période d'inflation commémorative perturbe quelque peu les habitants de la ville normande qui ne voient là qu'un canular douteux. Pourtant, ce cérémonial fétichiste très astucieusement mis en scène par trois architectes — Philippe Dubois, Christian Germanus et Pietro Cremonesi — est aussi une source de réflexions importantes sur la place de l'objet dans le musée, la mise en espace d'une exposition et la mythologie historique.

« La geste du muséographe est comparable au style de l'historien : il donne du soufflé à son propos », affirme Alain Tapié, le conservateur du musée, qui affiche ici un vrai goût, légèrement iconoclaste.

E. de R.

► Le soulier de Marie-Antoinette. Musée des beaux-arts de Caen, jusqu'au 16 octobre. Tél. : 31-85-28-63.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES	FORUM INTERNATIONAL DU QUATUOR A CORDES	THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES	Auguste DUMAY
Jeudi 12 octobre 19 h 30 et 20 h 30 Samedi 14 octobre 19 h 30 et 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Le 12, 18 h 30 Le 13, 20 h 30 Le 14, 18 h 30 QUATUOR BORODINE CHOSTAKOVITCH BEETHOVEN Le 14, 16 h QUATUOR ANTON et MANFRED SCHUBERT BEETHOVEN CHOSTAKOVITCH BEETHOVEN Le 14, 20 h 30 QUATUOR BORODINE CHOSTAKOVITCH BEETHOVEN	Dimanche 17 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	plus PHOKREY DEBUSSY RAVEL, FRANCK avec le patronage de LIGNE CLAUDE PARS-AUTRE
CHATELET	Solistes de l'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS	OPERA DE PARIS	FESTIVAL BRESCIA BERGAME
Théâtre de Paris Dimanche 18 octobre 19 h (p.a. Valenciennes)	Le 18, 19 h 30 Le 19, 20 h 30 (Néerlandais)	Dimanche 18 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Orchestra Violoncelle : GABRIEL BOCCHINI - HAYDN
Dimanche 19 octobre 19 h 30 (Néerlandais)	DEUTSCHE KAMMER-PHILHARMONIE	OPERA DE PARIS	ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MUNICH
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Dir. : Mario VERZARO Sol. : John MCLAUGHLIN	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Les Chœurs, l'Orchestre, l'Opéra de Paris	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	« LE JEU DE SAINTE AGNES »	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	de MARIUS CONSTANT	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	(Après un concert occasion de 20 ^e siècle)	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Adaptation française et mise en scène	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	RAGU ISOGAI	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Le Théâtre de l'Opéra de Paris	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	UTRECHT	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Direction et soliste	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	REINEMANN	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	Plus : DAVID SELIG	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	SCHUBERT - GREG	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	BRUNO	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	LEONARDO	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	GELBER	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE
Dimanche 19 octobre 20 h 30 (Néerlandais)	BEETHOVEN	Dimanche 19 octobre 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	Dir. : SERGIO CELIBIDACHE

Concerts Radio France

15
Dimanche 15 octobre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
L'Orchestre National de France
Dir. : Lorin Maazel

18
Mardi 18 octobre, 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Programme musical de France Culture
Les Trésors de l'Opéra
Chostakovitch
Alexandra Brailowsky, violon
Irina Katsiva, piano

20
Vendredi 20 octobre, 20 h 30
Salle Pleyel
Festivals de la Musique
Orchestre Philharmonique de Radio France
Haydn - Mahler - R. Strauss
Bojko Slaveva, baryton
Direction : Bruno Weil

20
Vendredi 20 octobre, 20 h 30
Grand Auditorium de Radio France
Festivals d'interprétation de France Culture
Œuvres de E. Sciez de la Meuse, Corti, Scialoja

21
Samedi 21 octobre, 15 h 00
Salle Gaveau
Le Salon Romantique
Stanford - Schumann - Clara Schumann - Mozart
Michel Arignani, clarinette
Bruno Pasquier, alto
Catherine Collard, piano

24
Mardi 24 octobre, 20 h 30
Studio 106 de Radio France
Programme musical de France Culture
Musique traditionnelle albanaise

25
Mardi 25 octobre, 20 h 30
Salle Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux
Goff - Gesualdo
La Chapelle Royale
Ensemble Vocal Européen
Direction : Philippe Herreweghe

Locations sur place
14 jours à l'avance
RADIO FRANCE 42.20.15.16
11, DES CHAMPS-ÉLYSÉES 42.20.34.27
SALLE PLEYEL 46.53.83.73
SALLE GAVEAU 49.53.05.07
Écrire votre carte de concert

Locations par téléphone
21 jours à l'avance
RADIO FRANCE 42.20.23.08
PARIS 42.25.43.00

MUSIQUE CYCLE DE CREATIONS

33 CREATIONS MONDIALES ET PREMIERES AUDITIONS - 24 CONCERTS

ANTHONY BRAXTON
ORNETTE COLEMAN
CONLON NANCARROW

OPERA COMIQUE
18 Octobre

LUIGI NONO
HELMUT LACHENMANN
GEORGES APERGHIS
PASCAL DUSAPIN
IANNIS XENAKIS

OPERA COMIQUE
20 Octobre

MICHAEL GIELEN
JAMES DILLON
GYORGY LIGETI

OPERA COMIQUE
23 Octobre

GYORGY LIGETI

FOYER DU CHATELET
23, 25, 27 Octobre

JEAN-CLAUDE ELOY

SALLE DU CONSERVATOIRE
24, 25, 27, 28 Octobre

RENSEIGNEMENTS - LOCATION 42.96.96.94
OPERA COMIQUE - FNAC - PAR CORRESPONDANCE
AU FESTIVAL D'AUTOMNE 156, RUE DE RIVOLI - PARIS 1^{er}

CULTURE

ARTS

La rive gauche parie sur les classiques

Les galeries de Saint-Germain misent sur la qualité et les réputations assises

Y aurait-il quelque chose de changé dans la géographie parisienne, une nouvelle répartition des rôles ? Le quartier Saint-Germain, entre rue Mazarine et rue Bonaparte, semblait avoir perdu son lustre. L'art dit d'avant-garde l'a déserté pour prendre ses quartiers entre les Halles et la Bastille, et le commerce des « tableaux de maîtres » a depuis longtemps les siens avenue Matignon et rue du Faubourg-Saint-Honoré. Exception faite de quelques galeries aux-quelles leur célébrité et leur passé paraissent interdire tout démenagement, celles d'Albert Loeb et de Claude Bernard, les nouveaux barons du territoire se recrutent parmi les antiquaires et les marchands d'art primitif.

Or voici que ce qui passait pour irrévocable, la migration des beaux-arts sur la rive droite, est remis en cause. Deux nouvelles galeries se sont ouvertes presque coup sur coup, d'autres affichent de vastes ambitions. Saint-Germain revient à la mode et on y organise des vernissages groupés. C'est là qu'il faut aller pour se régénérer l'œil et l'esprit devant les expositions Twombly et Hélin, là que s'exposent des sculptures de Cragg et de Gonzalez. Le mélange est étrange de valeurs sûres, éminemment sûres, et de réputations plus récentes mais séduisantes et substantielles.

La désinvolture de Twombly

Les derniers arrivés ne sont pas les plus modestes. Dix œuvres majeures des années 50 promettent la galerie Prazan-Fitoussi (1), qui a pris la place de la galerie Briance, qui défendait le cher Courmes. Dix, c'est trop dire. Mais cinq ou six, peut-être bien. Le Degottet, le Hartung, le Rippel, le Poliakoff sont de premier ordre dans l'œuvre de ces abstraits que l'on a longtemps négligés. Le Mathieu date de 1948 et, dans ces années-là, Georges Mathieu n'était pas encore l'inventeur de l'« abstraction lyrique » sans et or à usage publicitaire ni membre de l'Institut. Il expérimentait une peinture rugueuse et sombre qui avait de la puissance et l'a conservée.

Sur ce panthéon des *fifties* règnent deux toiles « exceptionnelles », comme l'un d'un des ventes aux enchères, un petit Nicolas de Stael de 1950 de la veine la moins figurative, rouge, blanc et bleu gris, voluptueux et précis à la fois, et un Soulas de 1957, obliques et horizontales noires croisées et équilibrées entre lesquelles s'ouvre une lumière que l'on croirait venue de derrière le tableau. De la très bonne peinture moderne, tout simplement.

De la très bonne sculpture du vingtième siècle, il y en a à cinq-quante mètres de là, à la galerie JGM (2), ainsi baptisée parce que le maître de maison se nomme Jean-Gabriel Mitterrand. Depuis quelques mois, il compose de riches expositions de sculpteurs modernes, prenant la défense d'un art que ses confrères délaissent souvent par commodité. Cet automne, le thème choisi est le fer. Il y a donc en devanture un Arlequin de

Gargallo et, à l'intérieur, les assemblages circulaires du Britannique Tony Cragg et des pièces de Gonzalez, ce patron discret des artistes contemporains qui forgent et soutient le fer.

Ce n'est cependant pas là l'exposition la plus insistante. Il faut accorder ce titre à l'acrobacie d'une dizaine de Twombly rue des Beaux-Arts (3). Cet Américain établi en Italie, depuis trente ans, élève le graffiti bachelé, la couleur, la tache de peinture et le crayonnage insoumis au rang de disciplines nobles. Ses œuvres confinent au presque rien. Mais ce n'est pas le presque rien ascétique, castrateur, haineux parfois, du minimalisme géométrique. A la dureté qui s'exhibe, Twombly préfère la désinvolture. A la pauvreté proclamée, le jeu des allusions poétiques. Il sait les vertus de l'ironie et de l'éclat, plus justes, plus efficaces que toutes les professions de foi et de système. Aux emphases de l'époque, aux certitudes de bronze des théoriciens de musée, il lui suffit d'opposer un dessin comme on oppose un déguisement à un traité en quatre tomes. Naturellement, à ce jeu-là, c'est le traité qui mord la poussière. Voilà pourquoi toute exposition de Cy Twombly est délectable, et celle-ci l'une des plus délectables de l'automne.

Après l'avoir vu, il est assez périlleux de se rendre tout à côté contempler les toiles récentes, d'un bleu lavande, de Geneviève Asse (4) ou d'un ensemble de Harung des années 70 et 80 (5). Twombly « dégauche », si l'on ose dire, tout ce qu'il effleure et met en danger ses voisins de cinnaïes, quelles que soient leurs qualités. Mieux vaut s'en aller découvrir une troisième galerie toute neuve qui, elle, s'est établie près de Beaubourg pour y montrer ce que l'on n'a pas l'habitude d'y exposer, un maître du vingtième siècle, André Masson (6).

Adroitement disposés dans l'un des plus beaux espaces du Marais, peintures, pastels, encres et dessins témoignent de la fécondité de création de Masson. Et de sa diversité : de l'imagerie surréaliste la plus illustrative – le moins bon de son œuvre – aux peintures de sable et aux calligraphies « rupestres », il a usé de toutes les ressources de son art en pratiquant l'irréprochable. Peut-être était-il même plus habile qu'inspiré, plus « peintre-poète » que « peintre-peintre ». Mais les meilleurs Masson ont une gloquence flamboyante et une liberté d'exécution admirables. Cela suffit à lui assurer son rang de classique.

PHILIPPE DAGEN

- (1) Galerie Prazan-Fitoussi, 25, rue Grégoire, jusqu'au 18 novembre.
- (2) Galerie JGM, 8 bis, rue Jacques-Coles, jusqu'au 10 novembre.
- (3) Galerie Di Mè, 5, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 23 décembre.
- (4) Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 10 novembre.
- (5) Galerie Patrice-Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts, jusqu'au 18 novembre.
- (6) Galerie Hadrien-Thomas, 3, rue du Plâtre, jusqu'au 28 octobre.

L'aventure des collections royales

Portraits de famille, meubles, vaisselle ou voitures à cheval, commandes officielles ou cadeaux ; grâce à la règle d'inaliénabilité des possessions royales, France 1^{re} et ses descendants ont accumulé des milliers d'œuvres d'art pour meubler les châteaux de Versailles, Saint-Cloud, Meudon ou les Tulleries. A quelques rares exceptions près, ces trésors furent dispersés à la Révolution. Entre 1793 et 1794, les révolutionnaires organisèrent des ventes aux enchères devant le château de Versailles. Elles firent le bonheur des marchands et des fripiers qui revendirent leurs achats dans l'Europe entière. Seules quelques pièces jugées dignes de figurer dans les musées nationaux échappèrent à la dispersion.

Le destin de ces trésors est évoqué dans une exposition qui est un véritable événement car certaines de ces œuvres retrouvent la France pour la

première fois depuis la Révolution. Elles dévoilent l'intimité des souverains et témoignent du rayonnement de l'art français des XVII^e et XVIII^e siècles. On y découvre le petit salon de la coupée de Marie-Antoinette, son austère – mais magnifique – service de porcelaine, quelques diamants dont la taille donne le vertige. Le minuscule cabriolet du Dauphin qui était tiré par des chèvres et le monumental baromètre, en bois sculpté doré, soutenu par deux anges dociles. Cette œuvre commandée à Jean-Joseph Lantieri provient d'une collection privée suisse. Présentée pour la première fois, elle est le clou de cette promenade un peu touffue.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► De Versailles à Paris, le destin des collections royales. Musée du V^e arrondissement. Jusqu'au 10 décembre.

CINÉMA

A Tokyo, village de luxe pour culture de prestige

Cent trente-trois films présentés du 29 septembre au 8 octobre au Bunkamura
Un énorme complexe rassemblant théâtre, cinémas et galeries

TOKYO

de notre correspondant

C'est le dernier des « temples » où les Japonais sacrifient à cette nouvelle religion des nations riches : la culture. Situé au cœur du quartier « jeune » et à la mode de Shibuya, le Bunkamura (Village culturel), adossé au grand magasin Tokyū, promoteur de l'opération, est un énorme complexe à l'architecture post-moderniste, avec salles de concert et de théâtre, cinémas, galeries, musées, restaurants et cafés. Coût total : 21 milliards de yens, soit 1 milliard de francs.

D'un luxe quelque peu flamboyant, mais jouant avec un certain bonheur sur les tons pastels, dotés des équipements acoustiques et scéniques les plus sophistiqués, le Bunkamura couvre une superficie de 31 999 mètres carrés. Il a été conçu par un cabinet d'architectes japonais qui a fait appel au décorateur français Jean-Michel Wilmette : apparemment pour redresser une conception esthétique qui s'égare. Jean-Michel Wilmette a notamment participé à l'aménagement de la salle de concert (2 150 places), et il a créé un « Café des Deux-Magots » et une librairie du plus bel effet.

Une nouvelle forme de mécénat

Inauguré début septembre, le Bunkamura est déjà l'un des musées de Tokyo : pour son ouverture s'est produit dans la grande salle de concert sur des spectateurs réunis à l'étranger. Les places, au prix de 40 000 yens (soit près de 2 000 F), avaient été vendues en une seule journée, huit mois à l'avance. Cet

automne, le Bunkamura présentera, entre autres, le Ballet Roland Petit, un récital de Gilbert Beaud et une exposition Chagall.

La création du Bunkamura répond assurément à la demande grandissante du public et au souci d'opérer une symbiose entre commerce et spectacle. Elle s'inscrit aussi dans le cadre de la rivalité entre deux groupes industriels : Tokyū et Seibu. Le quartier de Shibuya a longtemps été un fief du groupe Tokyū, au départ une compagnie privée de chemin de fer.

L'ouverture du Bunkamura est symptomatique d'une nouvelle forme du mécénat d'entreprise au

Japon. Si le promoteur principal est le groupe Tokyū, il est épaulé par cinq sponsors (Nippon Electric, Hitachi, Nomura, la compagnie d'assurances Daiichi et le géant des télécommunications NTT). Ces entreprises se sont engagées à fournir chacune au Bunkamura un budget annuel de 100 millions de yens (soit 4,7 millions de francs). En contrepartie, Tokyū ne doit pas louer ses espaces à leurs concurrents.

Le Bunkamura est à l'origine de la moitié des manifestations qui ont lieu dans son cadre. Le reste est laissé à l'initiative d'autres promoteurs culturels (ainsi la présentation dans l'un de ses deux cinémas du film *Camille Claudel* est-elle

financée par une marque de produits de beauté).

La création du Bunkamura fait partie d'une série d'opérations plus ou moins similaires mais d'origine publique : à Tokyo, un centre culturel dans le quartier d'Ikebukuro, un nouveau théâtre dans celui de Shinjuku et un autre centre culturel à Yokohama. L'initiative de Tokyo illustre, jusqu'à la caricature paroxysmale, par son caractère monumental, la politique culturelle des grands groupes privés, dont la tendance est de favoriser la décoration, ou bien des manifestations qui tiennent du rituel profane.

PHILIPPE PONS

Festival du film : l'abondance

TOKYO

de notre correspondant

Les réalisateurs Idrissa Ouedraogo, de Burkina-Faso, et Rajko Grlic, de Yougoslavie, ont été les deux grands vainqueurs du troisième Festival international du film de Tokyo qui s'est achevé dimanche 9 octobre. Ouedraogo a reçu le premier prix du jeune cinéma pour son film *Yaaba*. Rajko Grlic, réalisateur de dix-sept films, a pour sa part obtenu le Grand Prix de Tokyo pour l'*Été des roses blanches*, sa première œuvre en anglais. Grlic a également obtenu le prix du meilleur réalisateur. Son film traite de la vie d'un homme ordinaire entraîné dans la guerre lors de l'occupation de la Yougoslavie par l'Allemagne.

Présidé par Yves Montand, le jury de ce troisième Festival du cinéma à Tokyo a attribué le prix de la meilleure contribution à l'art au film de Bertrand Tavernier, *La Vie et rien d'autre*.

Sans doute mieux organisé que les deux fois précédentes, le Festival de Tokyo cherche encore son identité. Entre les productions à gros budget et à succès populaire assuré, comme le dernier James Bond, *Licence to kill*, et les réalisations de auteurs en scène inconnus du Ghana ou d'Inde, les organisateurs paraissent ne pas savoir choisir ce qui peut faire la spécificité d'une manifestation qui se déroule certes en Asie mais pourrait avoir lieu n'importe où ailleurs.

Le Festival de Tokyo fut néanmoins l'occasion de voir un film étonnant du réalisateur

soviétique Pyotr Todorovsky, *Intergirl*, sur la prostitution, la drogue et le racisme en URSS et de découvrir un jeune metteur en scène indonésien, Eros Djarot, dont le film *Tjoet Nja Dhiem* relate le combat d'une femme contre l'armée hollandaise au dix-neuvième siècle.

Du côté japonais, le réalisateur Shunichi Nagasaki, qui a obtenu le second prix dans la catégorie du jeune cinéma, a confirmé avec *Sédution*, une finesse qu'il avait déjà manifestée précédemment avec *Yojo no jidai* (« L'époque où elle était enfant »). En revanche, l'écrivain Ryu Murakami, auteur de *Blau presque transparent*, qui s'est lancé dans la mise en scène, n'a convaincu aucun critique avec son film *Raffias Hotel*.

Ph. P.

Pour un nouveau Théâtre d'Europe

Jack Lang a présenté la nouvelle formule du Théâtre d'Europe, union de plusieurs institutions – dont l'Odéon – réunies sous la présidence de Giorgio Strehler (*Le Monde* du 10 octobre).

Luis Pasqual devient directeur de l'Odéon à partir de mars 1990. Il succède ainsi à Antoine Vitez, qui en avait la charge en tant qu'administrateur général de la Comédie-Française, et qui a accepté de le laisser pour le futur Vieux-Colombier. Luis Pasqual estime qu'il lui faut « ce qu'il y a de plus cher, c'est-à-dire le temps », pour mieux connaître les personnes susceptibles de travailler avec lui, pour établir un projet artistique correspondant à la fois à la mission d'un théâtre public et à celle d'un Théâtre d'Europe. Car l'Odéon est désormais consacré à cette fonction encore un peu floue.

C. G.

« Comédie d'été »

de Daniel Vigne

Adrien, qui a échoué au concours de l'école militaire, vient passer les vacances dans la propriété familiale, avec un uniforme de lieutenant qu'il a emprunté, pour ne pas décevoir son père, colonel en retraite. Sur lui plane la menace d'un duel avec un civil qui déteste l'armée. Mais Adrien ne songe qu'à séduire Vicky, amie de sa mère, une femme divorcée, dont le précepteur, Sébastien, est amoureux comme un ver de terre peut l'être d'une étoile.

Un court et très beau roman d'Eduard von Keyserling, *Versau sud*, à l'atmosphère, disons tschekhovienne, a été transposé, par Colo Tavernier O'Hagan, d'un milieu aristocratique balte fin dix-neuvième siècle, à un microcosme bourgeois français de l'été 1914, veille de la fin d'un monde. C'est adopter le parti pris, toujours prisé du public, du réalisme psychologique. Les personnages se comportent comme on pense qu'ils vont le faire, selon leur éducation, leur esprit de classe, leurs préjugés et leurs passions. André Neau a mieux photographié les paysages que les intérieurs et les visages, mais Daniel Vigne, qui aime beaucoup les acteurs, leur a laissé la part belle à tous. Rami Martin sort de ses emplois de prolétaire, Thierry Fortineau fait une fin romantique, la séduction de Maruschka Deimars est toujours aussi grande, on apprécie l'autorité de Nelly Borgeaud et de Jean-Claude Brialy. En sileur du grand monde, Milla Parely, sous sa perruque blanche, nous ramène au souvenir d'une certaine Geneviève de Marnay, chez Jean Renoir. La « règle du jeu », elle connaît.

J. S.

□ Le palmarès du film fantastique de Paris. — *Santa Sangre*, du cinéaste chilien Alejandro Jodorowsky a obtenu, dimanche 8 octobre, la licorne d'or du dix-huitième Festival international du film fantastique et de science-fiction de Paris. Le jury a accordé son Prix Spécial à *The Bite*, de Fred Godwyn. Le prix d'interprétation féminine a été décerné à Kathleen Wilhoite et Jemma Redgrave pour *Dream Demon*, de Hardley Cokliss. Leine Hemmiken a été sacré meilleur acteur pour *Horror Show*, de James Isaac.



Dialogues d'exilés
BERTOLT BRECHT
10 au 28 OCT. 89-31 95 65 00

MERCREDI
2001 AUDIOVISUEL et FORUM DISTRIBUTION présentent

BREVE HISTOIRE D'AMOUR

UN FILM DE KIESLOWSKI

CULTURE

MUSIQUES

L'enchantement du « Chevalier à la rose »

Au Théâtre des Champs-Élysées, la mise en scène de Jean-Louis Martinoty est dans le droit fil de Richard Strauss

Le lit en désordre, face à la salle, est vide, tandis que la tumultueuse ouverture dépeint les gloires de l'amour. Délicate entrée en matière de Jean-Louis Martinoty, qui évite de doubler les évocations fort précises de Richard Strauss par les efforts toujours un peu risibles des cantatrices pour essayer de faire « comme si » mais « sans » le faire... Qu'on se rassure, les invraisemblances seront pour après, lorsque rentre la Maréchale, et qu'Octavian jallit d'un amas d'oreillers et de coussins, comme un dieu grec éclaboussant de virilité (7), dont on sent bien que la carrière ne va pas s'achever dans cette chambre.

Comme dans ses meilleures réalisations, Martinoty ne cède pas à la mode des mises en scène à contraindre, qui démontrent presque systématiquement le livret ; mais, sans la souligner d'un trait gras, il met en relief la musique grâce aux gestes, de leurs expressions. Ce peut être aussi bien la richesse exceptionnelle des détails et le tourbillon si savoureusement ordonné lors du lever de la Maréchale, que l'immobilité méditative des dames, le recul très lent d'Octavian à la fin du premier acte ou le duo face au public, main dans la main, yeux clos, du chevalier et de Sophie, tandis que les éclairages vivent au bleu et que la neige tombe sur le départ discret de la Maréchale avec Faninal. La musique, toujours, commande.

Les décors de Hans Schaveroth (et les costumes de Lora Hass) participent à cette lecture proche de la partition. Comme dans le *Masque noir*, de Penderecki, à Salzbourg, tout un panneau balaye la scène, mur ou miroir, qui agrandit l'aire de jeu ou lui rend son intimité, ouvre la chambre de la Maréchale sur un paysage à la Fragonard, démultiplie les volées d'escaliers du palais de Faninal, élargit la vision charmante de Vienne sur les papiers peints, dévorés par les farces et attrapes, de l'auberge.

Une distribution homogène

La Maréchale, de Mechthild Gessendorf a considérablement progressé depuis Aix-en-Provence en 1987, non point vocalement, car elle avait déjà cette diversité de coloris, mais en approfondissant le personnage, que son apparence physique un peu courte tire naturellement vers la nostalgie, voire la tragédie.

Séduisant androgyne, Suzanne Mentzer est la révélation de la soirée, merveilleuse cantatrice à la voix jaillissante, victorieuse et tendre, même si elle n'a pas encore su exprimer, au deuxième acte, ce qu'a de magique la rencontre de l'idéal féminin, de son « double » mystérieux en Sophie. Celle-ci, Liliane Watson (la pétulante Blondchen de Salzbourg) donne une amusante image de la petite

bourgeoise naïve, coincée dans son état, dont les ailes et le chant vont s'ouvrir vraiment lors du dénouement où les trois femmes chantent comme des anges mozartiens.

Günter Messenhardt ne leur fait pas d'ombre, le baron Ochs n'est pas un « monstre vulgaire » : simplement un hobereau jouisseur. Fort homogène, la distribution mérite des éloges : Riccardo Casinelli et Jane Berbié forment un couple pétillant d'entrepreneurs ; Paul Harfield, excellent chanteur italien, fait sensation lorsqu'il tire de sa poche le mouchoir de Favart ; Florian Cerny (Faninal), Isabelle Vernet (la duègne), Antoine garcin (le commissaire), tous les petits rôles, ainsi que les chœurs de l'Opéra de Paris, les personnages du carnaval italien et le nain noir de la Maréchale jouent de manière éblouissante sous la férule redoutable de Martinoty : une comédie féérique dans une main de fer.

Malgré quelques turbulences au début de chaque acte, l'Orchestre de l'Opéra fait honneur à sa réputation, en particulier les bois suaves et les cuivres solaires, sous la direction souple et sensible de Georg Schimböck qui, au même titre que le metteur en scène, fait éclore le rire, le sourire, et l'enchantement !

JACQUES LONCHAMPT

► Théâtre des Champs-Élysées. Prochaines représentations les 7, 10, 13, 16, 18 et 21 octobre (19 h 30). Coproduction avec les Opéras de Montpellier et de Nantes.

Gérard Blanchard et son accordéon

Le rocker à bretelles donne son premier spectacle au Casino de Paris

Gérard Blanchard et son accordéon ont longtemps brouillé le Café des sports aux fêtes du 14 juillet. C'était dans les années 70 à Tournai. Ancien élève des Beaux-Arts, Blanchard anime les bals de campagne et les noces. Selon les moyens des organisateurs, il se déplace avec un ou cinq musiciens et interprète *Le petit vin blanc* et tous les classiques du genre. Mais déjà Gérard Blanchard dégage l'accordéon de l'image développée par le musette.

Blanchard a appris l'accordéon en autodidacte, en écoutant Gus Viseur et Clifton Chenier, les tziganes d'Europe centrale et les musiciens du Nordeste brésilien. Il va placer cet instrument magique, mais décrié, dans un bain de métissage où le rock et le rhythm and

blues voisinent avec un son chaud, nostalgique, rassurant. Il va imaginer une musique de variétés un peu décalée, qui accorde de la place à l'humour et à la dérision, avec des textes (publiés aujourd'hui chez Seghers) où fleurissent le jeu de mots et le délire verbal.

Après la tournée des bals, Gérard Blanchard se produit dans de petites salles régionales avec des groupes alternatifs (Rox, Gueule d'Amont). *Rockamandour*, un titre burlesque proche des chansons-gags de Boby Lapointe le projette en 1981 au devant de la scène. Suivront *Elle voulait revoir sa Normandie*, *Gabriel le pyromane*, *Mariou*. D'album en album, Blanchard affirme son style, même si

une certaine ambiguïté demeure, comme le démontre le caustique *Rockamandour* repris par les orchestres des bals populaires à la suite de la *Danse des canards*.

Au Printemps de Bourges 1988, Gérard Blanchard fait un triomphe. Le voici à présent au Casino de Paris avec de nouvelles chansons toutes différentes les unes des autres.

CLAUDE FLÉOUTER

► Casino de Paris, 12, 13, 14 octobre. Tél. : 42-74-66-66.

Nouveau départ pour le Printemps de Bourges

Contraint de déposer le bilan au commencement de l'été, l'équipe du Printemps de Bourges, avec à sa tête Daniel Colling, a su garder la tête froide. Son succès, la manifestation l'avait dit, le début aux jeunes. Devenu une énorme entreprise culturelle employant pendant des semaines sept cents personnes, il était naturel qu'elle arrive à un seuil de saturation.

Le festival, qui avait déjà rencontré des problèmes de mutation en 1979 et 1982, aura lieu en 1990 du 11 au 16 avril, soit six jours au lieu de dix. Tout en gardant et en renforçant son identité, le Printemps, dans sa quatorzième édition, aura une structure moins lourde et présentera moins de spectacles. Objectif : dégager 3 millions de francs de bénéfices. Tout en trouvant un appui naturel auprès des pouvoirs publics (2,1 millions de francs en 1989), des organismes professionnels (1,5 million de francs en 1989), qui, dans le passé, ont déjà établi un record dans le parrainage culturel.

PETIT MONTPARNASSE

LES HOMMES
NAISSENT
TOUS
EGO

"Duel à l'attaché-case"
LOC. 43.22.77.74

CARNET

Naissances

— M. et M^{me} Jacques MONDANEL ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Aymérie,

chez Jean-Luc et Sylvie,
Paris, le 25 septembre 1989.
33, rue de l'Atre-de-Grande,
93300 Valenciennes.

— Pierre et Sonia CYCMAN laissent à

Charlotte

la grande joie d'annoncer la naissance de
Caroline,
le 4 octobre 1989.
17, rue de l'Yvette,
75016 Paris.

Mariages

— Claudine SORZIO
Etienne BARBE
sont heureux de faire part de leur mariage le 9 septembre 1989.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de la romancière

Michelle AUROY-CAMRARD,
née Mirande Rochambeau,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue le 24 août 1989, à Rueil-la-Gadelle.

Une messe à sa mémoire sera célébrée en la chapelle Saint-Louis-des-Invalides, le 12 octobre à 12 heures.

Sa famille, Ses amis.

— Estelle Bourez
et son fils Jean-Yves,
M. et M^{me} Georges Bourez,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Bourez et Pascuzzi,
Leurs parents
Et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BOUREZ,
professeur d'histoire au retraite,
survenu à l'âge de soixante-trois ans, en son domicile.
La Baie des Combes,
378, chemin des Combes,
06600 Antibes.

— M^{me} Anne de Boulogne,
M. Etienne de Boulogne,
M^{me} Nicole de Boulogne,
ont la tristesse de faire part du décès de
Dieu de

M. Henri de BOULONGNE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 7 octobre 1989, en sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le jeudi 12 octobre, à 14 heures, en la chapelle Notre-Dame-des-Anges, 102 bis, rue de Valenciennes.

— Anne BROSSIER,

est entrée dans la paix de Dieu, le 26 septembre 1989, à l'âge de trente-trois ans.

Jean et Renée Brosier,
Monique et Denis Beglier,
Bruno et Danielle Brosier,
Guy et Brigitte Brosier,
Patrick Brosier,
Françoise Brosier et Jacques Lachat,
Hugues et Marina Brosier,
Claire et Bruno Sound,
Blondine Brosier,
Véronique Brosier,
ses frères et sœurs,
Bernad Wenzel,
Ses neveux et nièces,
vous invitent à partager leur peine et leur espérance.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 4 octobre, à La Bâtie-Neuve (Hautes-Alpes).

— M^{me} Germaine Jacquenet,
Pierre Broué,
Catherine, Françoise, Jean-Pierre,
Martine, Michel, Isabelle, Caroline et Julie,
Marie-Claude Cidre,
François Witkowski,
Gaston Desjardins
Et Corinne Descombes,
ses parents et amis,
font part du décès de

Andrée BROUÉ,
née Jacquenet,
professeur d'UT,

à La Tronche, dans sa cinquante-neuvième année.

Rendez-vous au cimetière des Sablon, jeudi 12 octobre, à 9 heures.

Les amis se retrouveront auprès des siens dans sa maison après la cérémonie.

2, rue Pierre-Curie,
73000 Chambéry,
4, rue Saint-Félix,
38000 Grenoble.

M^{me} Adrienne CART,
née Germaine Chabrier,
conservateur honoraire des Musées nationaux,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue le 28 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

47, chemin des Hauts-Graviers,
91370 Varrée-le-Buisson.
Jean-Pierre, 02749 Gata de Gorgos (Alicante) Espagne.

— Maria Korolitski,
son épouse,
Jacqueline et Jean-Pierre Deffier,
leur fils Manuel et son amie Dorca,
Jean-Pierre Korolitski, Frédéric Reynaud
et leur fils Ulysse,
ses enfants et petits-enfants,
Ses frères et sœurs,
Toute sa famille
Et ses nombreux amis,
ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de

Marcel KOROLITSKI,

survenue le 3 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 5 octobre 1989.

« C'est de loin que je viens et c'est loin que je vais, c'est tout ce que je sais. »
Edna Schwarz.

175, avenue du Maine,
75014 Paris.

— M^{me} Roger Marx,
née Colette Gerste,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Marx,
Emmanuel, Marie-Frédérique et Gilles,
M. et M^{me} Etienne Laurent,
Fabienne et Caroline,
ses enfants et petits-enfants,
M. Pierre Marx,
M. et M^{me} Robert Marcy,
ses frères et sœurs,
Ses neveux, petits-neveux, cousins,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part de la mort de

M. Roger MARX,
ancien élève de l'Ecole polytechnique (promo 21),
décédé à Dragunian (Var), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, le 27 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans la stricte intimité familiale.

115, rue de Valenciennes,
75015 Paris.
19, rue de la Dalbade,
31000 Toulouse.
La Bastide de Tourtour,
83690 Tourtour.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
42-47-95-03

— Juaye-Mondaye. Maisons-Alfort.

M^{me} Jean Prochasson,
M. et M^{me} Gilles Prochasson
et leurs enfants,
M. et M^{me} André Prochasson,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Mathieu, Deloison,
Reau et Belletan,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean PROCHASSON,
directeur
de l'Association calvadosienne
de sauvegarde de l'enfance,

survenue le 8 octobre 1989, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 11 octobre, à 14 h 30, en l'abbaye de Juaye-Mondaye (Calvados).

M. et M^{me} Prochasson,
Saint-André,
14250 Juaye-Mondaye.

— Le président,
Le conseil d'administration,
La direction générale,
Les directeurs,
Et les personnels de l'Association calvadosienne pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ACSEA), 96-88, boulevard Lyanay, 14300 Caen,
ont le regret de faire part du décès de

Jean PROCHASSON,
directeur général de l'ACSEA,
survenue à Caen, le 8 octobre 1989.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à l'abbaye de Juaye-Mondaye, sa paroisse, le mercredi 11 octobre, à 14 h 30.

Un registre à signatures sera ouvert à l'abbaye de Juaye-Mondaye.

— Michel Serfati
a le regret d'annoncer la mort de son père

Albert Georges SERFATY,
anciennement courrier en chef,
anciennement domicilié à Oran,
14, rue de la Paix,

le 29 septembre 1989, au centre Lacasagne de l'hôpital de Nice, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, après une brève maladie.

Je réunirai ultérieurement amis et famille pour évoquer sa mémoire.

47, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.

Remerciements

— M^{me} Jean-Henri Denoix de Saint Marc
et ses enfants,
M^{me} Denoix de Saint Marc
Et toute la famille,
dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie reçus lors du décès de leur époux, père, fils et parent,

Jean-Henri
DENOIX DE SAINT MARC,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Annick Moulin
Et son fils Nicolas,
dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie reçus après l'annonce du décès de

Michel MOULINS,
admettent à toutes et à tous leurs remerciements.

— Pour le dix-neuvième anniversaire du décès accidentel de

Françoise ABACH-JAUFFRET,
Ses parents
demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

1^{er} septembre 1939-11 octobre 1970.

— Il y a trois ans, le 10 octobre 1986, disparaissant

Christian VALLET,
Son ami,
Ses amis,
Et tous ceux qui ont eu la chance de le connaître vous remercient d'avoir une pensée pour lui.

Messes anniversaires

— Il y a huit ans le 10 octobre 1981

Donatien ELAKIM-DUBUS
a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

— Ecole des mines de Paris, le jeudi 12 octobre, à 14 heures, amphithéâtre Schumberger. M. Khalil El Khoury : « Formulation modale de problèmes de diffusion thermique avec transport ».

— Université des sciences sociales de Grenoble-II, le jeudi 12 octobre, à 9 heures, Institut d'économie et de politique de l'énergie. M^{me} Ghislaine Destail : « La modélisation des interactions énergie-économie. Une analyse centrée sur le cas français ».

créteil Maison des Arts
PETITE SALLE
DU 10 AU 22 OCTOBRE
LISSETTE MALIDOR
CHANTE
AMOUTOUJOU
MISE EN SCÈNE
PHILIPPE ADRIEN
49 80 18 88

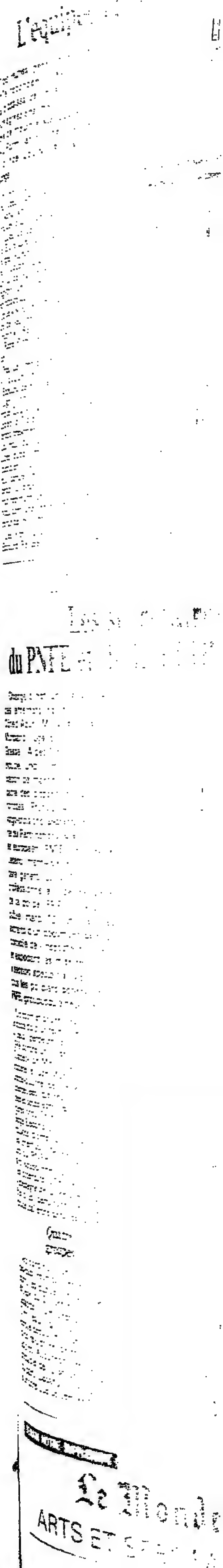
DIAPASON HARMONIE
1500
COMPACTS CLASSIQUES
JAZZ
LE CLUB DES CENT
OCTOBRE 89
HORS SERIE EN VENTE 35F

PETIT MONTPARNASSE
LES HOMMES
NAISSENT
TOUS
EGO
"Duel à l'attaché-case"
LOC. 43.22.77.74

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A31 puis OSP

VENTE sur ordre immobilière en Palais de Justice à Créteil
le JEUDI 26 OCTOBRE 1989, à 9 h 30
UN APPARTEMENT de 3 P.P. à SAINT-MAURICE (94)
4, m. de Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny - ex 44, Bd. A
M. à P. : 600 000 F S'adr. M^{me} ELIAH, avocat à Vincennes (94)
14, rue Lamoignon - Tél. : 45-74-14-04
M^{me} Jean-François AUDUC, avocat à Paris (75), 65, rue La Boétie
Tél. : 45-63-63-63 - VISITES s/p. les 19 et 24 OCT. de 11 à 12 h.

Vente sur ordre immobilière en Palais de Justice de Paris
le JEUDI 19 OCTOBRE 1989 à 14 h 30, de
DIVERS LOCAUX à USAGE COMMERCIAL
(Anciennement magasin de vêtements) situés et situés
à PARIS 4^e
36, rue Saint-Louis-en-l'Île
MISE A PRIX : 1 000 000 F
S'adresser pour tous renseignements à : M^{me} Bernadette INBONA,
avocat, 3, rue Canton à Paris 75006. Tél. : 43-25-55-12.



A la cour d'assises de Paris

L'équipée criminelle de trois jeunes gens bien nés

Trois jeunes gens de bonne famille répondent, devant la cour d'assises de Paris, de plusieurs agressions, dont une tentative de meurtre sur des policiers. Parmi les accusés, le fils du prince Louis Faucigny-Lucinge.

En 1960, la cour d'assises de Paris jugeait un jeune homme de vingt-cinq ans, fils du directeur d'une des plus grandes entreprises françaises de construction électrique. Elevé dans une famille aisée, Georges Rapin n'avait apparemment aucune raison de sombrer dans la délinquance. Pourtant, à vingt-trois ans il s'était construit un personnage de proxénète et, sous le nom de « Monsieur Bill », avait tué une des prostituées pour la « punir ». Ses avocats étaient Me René Floriot et Me Pierre Jacquet.

Près de trente ans plus tard, Me Jacquet est le défenseur d'Edouard de Faucigny-Lucinge et Coligny, vingt-trois ans, fils du prince Louis Faucigny-Lucinge, ancien officier, ancien préfet devenu trésorier-payeur général du Lot, puis du Jura. Avec quatre autres jeunes gens, dont deux fratriques, il comptait, il y a quelques années, devant la cour d'assises de Paris pour répondre de plusieurs agressions, dont une tentative de meurtre sur des policiers.

Les similitudes s'arrêtent là. Edouard Faucigny-Lucinge et ses

amis n'ont pas la morgue de « Monsieur Bill », qui s'est conduit en calé du « milieu » jusqu'au pied de l'échafaud. Avant les jurés, les cinq accusés ont l'air de collégiens qui ont fait des bêtises et ne semblent pas bien comprendre lorsque le président Maurice Colomb les informe qu'ils risquent la réclusion criminelle à perpétuité.

Le projet d'enlèvement de Charlotte Gainsbourg

Le 9 mars 1987, vers 3 heures du matin, une fusillade éclate place du Panthéon entre deux policiers et des inconnus qui s'enfuient en voiture avant d'être arrêtés place d'Italie. Il s'agit du jeune Faucigny-Lucinge, vingt ans, de Philippe Lachavanne et de Laurent Communi, tous deux âgés de dix-neuf ans. Les perquisitions et l'enquête font apparaître que les trois jeunes gens ont participé à trois vols à main armée. L'un commis dans un hôtel, le 9 novembre 1986, l'autre dans une banque de l'avenue La Bourdonnais le 25 novembre 1986 et le troisième dans une bijouterie d'Arpajon, le 11 décembre 1986. A cela, il faut ajouter plusieurs vols de voitures, dont un sous la menace d'une arme.

Enfin, les trois jeunes gens ont été arrêtés avant de commettre ce qui devait être leur action la plus spectaculaire, puisqu'ils avaient projeté d'enlever Charlotte Gainsbourg et de réclamer à son père une rançon de 5 millions de francs. Des repérages avaient été faits, le

local destiné à recevoir l'otage était préparé et l'agression contre les policiers faisait partie du plan de l'enlèvement, qui prévoyait de se procurer des uniformes et une voiture de police destinée à favoriser leurs déplacements.

En l'absence de tout « commencement d'exécution », ils ne sont pas poursuivis pour tentative d'enlèvement mais devront, tout de même, répondre de ce fait au titre d'association de malfaiteurs dans le but de commettre un crime.

A l'heure de l'interrogatoire de personnalité, les accusés ont fourni des indications qu'on rencontre rarement en cour d'assises : Faucigny-Lucinge était en première année de l'Institut de sciences politiques ; Laurent Communi est diplômé d'une école commerciale et suivait des études de philosophie à l'université de Nanterre, où Lachavanne était aussi étudiant en sciences économiques et sociales, après avoir échoué à Sciences-po.

« Problématique surréaliste »

Blazer bleu et cravate, Faucigny-Lucinge a des allures de chef et revendique d'emblée la majeure partie des responsabilités, pendant que ses amis reconnaissent chaque fait sans discussion. Leur seul souci, semble-t-il, est de minimiser le rôle de leurs deux concopains de box. Ceux-ci ne sont pas du même monde. Il s'agit de Christophe Rodriguez, une jeune vengeance

poursuivie pour recel et association de malfaiteurs et qui fut l'ami de Faucigny. Il y a aussi son frère, Eric Rodriguez, un plâtrier un peu délinquant jugé aujourd'hui pour recel que Faucigny avait rencontré à Cahors.

Comment l'idée a-t-elle germé ? demande le président Colomb. Faucigny-Lucinge ne sait pas. Et répond seulement : « Je me suis posé la question, je n'arrive pas à comprendre. » Me Henri Garaud, conseil d'un bijoutier agressé, ne comprend pas non plus et se demande comment l'héritier d'une lignée aussi prestigieuse « a pu concilier son équipée criminelle avec sa généalogie ».

Le jeune homme hésite et tente d'expliquer : « Rien ne me freinait, ni les règles morales, ni toutes les valeurs que l'on m'a communiquées. » Laurent Communi est plus précis : « Ça nous faisait sortir de la réalité. On faisait un pas en dehors de tout le système, du quotidien. On éprouvait des sensations. Tous les trois, on vivait dans un cercle fermé une problématique surréaliste. » Et plus tard il ajoutera : « J'avais le sentiment de risquer ma vie, pas celle des autres. » Lachavanne complète ce tableau d'une manière plus prosaïque : « Au début, avec Laurent, on voulait partir à l'étranger pour faire « autre chose ». Mais, après, on se rendait des histoires, on se faisait des films, on s'est tous monté la tête. »

MAURICE PEYROT

□ Affaire Pechiney : le juge d'instruction à Londres. — Me Edith Boizette, juge d'instruction à Paris, chargée de l'affaire de délits d'inités commis à l'occasion du rachat, par Pechiney d'American National Can (ANC), filiale de Triangle Industries, s'est rendue, lundi 9 octobre, à Londres, accompagnée de M. Jean-Claude Marin, chef de la section financière du parquet de Paris et de deux inspecteurs de police. Durant ce séjour de quatre jours, elle devra entendre, en présence de deux policiers britanniques, les employés de deux « brokers » londoniens, Prudential Bach et Morgan Stanley,

Après le témoignage tardif d'un chauffeur de taxi

M^{me} Cons-Boutboul inculpée de complicité dans l'assassinat de son gendre Jacques Perrot

M^{me} Marie-Elisabeth Cons-Boutboul a été inculpée, lundi 9 octobre, de complicité d'assassinat par M. Alain Verlicone juge d'instruction parisien chargé du dossier de l'assassinat de Jacques Perrot, avocat parisien et gendre de l'inculpée, tué de deux balles dans la tête le 27 décembre 1985. La mère de la célèbre femme-jockey Darie Boutboul était déjà écrouée et inculpée de complicité d'homicide volontaire par un juge d'instruction de Rouen, M. Michel Beaulier, chargé, lui, du dossier sur le meurtre de Bruno Dassac, ce représentant de commerce dont le corps avait été retrouvé dans l'avant-port du Havre le 5 mai 1988. C'est le témoignage, spontané mais tardif, d'un chauffeur de taxi parisien, Isauro Figuier, qui a motivé la seconde inculpation de M^{me} Cons-Boutboul.

Les policiers du 36 quai des Orfèvres, arrivent-ils enfin au bout de leurs peines ? Depuis plusieurs mois, ils sont convaincus que les affaires Dassac et Perrot sont intimement liées. Plus précisément encore, leur hypothèse de travail est devenue d'ambiguïté : Bruno Dassac, dont il est établi que M^{me} Cons-Boutboul lui fit verser 140 000 F sur un compte en Suisse, peu après la mort de son gendre, aurait été, sinon l'exterminateur, du moins l'organisateur de l'assassinat de Jacques Perrot, inspiré par cette belle-mère dominatrice et exclusive.

Une hypothèse policière ne fait pas une vérité judiciaire. Et les inspecteurs et commissaires de la brigade criminelle se heurtaient à l'impassibilité du juge d'instruction, M. Verlicone, convaincu qu'une inculpation trop rapide n'aurait pas raison de celle que les enquêteurs ont surnommée la « dame de fer », tant son aplomb et son calme les a impressionnés. Mais voilà que, fin septembre, un témoin déjà entendu par les policiers est venu spontanément livrer

quelques informations complémentaires, accablantes.

Isauro Figuier est un chauffeur de taxi parisien, plus exactement ce que l'on nomme un « chauffeur de remise », c'est-à-dire conduisant des clients dans des voitures sans signe distinctif et payé au forfait. Or il lui est arrivé de conduire régulièrement M^{me} Cons-Boutboul à Paris, en province (Rouen et Deauville notamment) et à l'étranger (en Suisse, à Genève en particulier). Dans ses confidences, tant au juge Beaulier qu'au juge Verlicone, M. Figuier assure avoir entendu un jour sa cliente affirmer qu'elle souhaitait « donner une correction » à son gendre, ajoutant : « S'il ne s'en remet pas, ce sera tant mieux. »

Un passé énigmatique et tumultueux

Elle aurait même demandé au chauffeur s'il connaissait une personne « capable de faire cela », précisant qu'elle avait déjà contacté quelqu'un qui s'était désisté bien qu'elle lui ait versé 60 000 F. Enfin, elle aurait affirmé que son gendre, en instance de divorce et désireux d'obtenir la garde de son fils, Adrien, se serait livré à un chantage auprès d'elle. En réalité, il semble que, dans un climat passionnel de tension familiale, Jacques Perrot ait découvert le passé énigmatique et tumultueux de sa belle-mère, avocate rayée du barreau.

Isauro Figuier aurait formellement reconnu Bruno Dassac sur des photos en se rappelant avoir conduit M^{me} Cons-Boutboul, le 8 juin 1985, à Paris, avec le représentant de commerce qui était aussi un joueur invétéré. Les deux juges d'instruction comme les policiers espèrent maintenant que face à ce témoignage qu'ils estiment fiable, la « dame de fer » sera, enfin, ébranlée.

E. P.

L'enquête sur les attentats contre les foyers Sonacotra

Les secrétaires généraux du PNFE et de la FPIP inculpés et écroués

Chargé d'instruire le dossier des attentats racistes de la Côte d'Azur, M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (Alpes-Maritimes), a inculpé, lundi 9 octobre, d'association de malfaiteurs, dans le cadre des dispositions antiterroristes, Francis Allouchery, vingt-trois ans, secrétaire général du Parti nationaliste français et européen (PNFE), et Serge Lecanu, trente-six ans, secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP). Libération, mardi 10 octobre, des extraits d'un document saisi au domicile de l'inspecteur Lecanu et exposant les missions d'une « section spéciale » regroupant tous les policiers adhérents du PNFE, groupuscule néo-nazi.

Un mort et douze blessés. Tel fut le bilan du plus récent des attentats — celui perpétré le 19 décembre 1988 contre un foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer, sur lesquels enquête le juge Murciano. Depuis, trente-quatre personnes ont été interpellées, dix-neuf ont été inculpées et seize écrouées, dont les derniers sont Francis Allouchery et Serge Lecanu qui ont rejoint deux maisons d'arrêt distinctes. Toutes les investigations du juge remontent au PNFE dont des militants sont soupçonnés d'avoir organisé les attentats afin de créer une « stratégie de la tension », semblable à la démarche de l'extrême droite italienne dans les années 70.

Quatre groupes

Aujourd'hui, ce groupuscule néo-nazi, recrutant essentiellement parmi les bandes de skinheads (le Monde du 26 septembre) semble désorganisé : son président, Claude Cornilleau, lui aussi inculpé et écroué depuis le 17 septembre, est donc rejoint en détention par son adjoint, Allouchery, et par le responsable de la sécurité intérieure du parti, Lecanu. C'est sans doute à ce titre que ce dernier fut chargé

de créer une section spéciale regroupant les adhérents policiers du PNFE afin d'utiliser « toutes les compétences relatives à leur profession pour faire triompher nos idées ».

Libération, mardi 10 octobre, dans son édition du 10 octobre, l'intégralité des notes prises à cette occasion et saisies au domicile de Serge Lecanu. Les policiers présents se sont répartis le travail en quatre groupes. Le « groupe enquête », chef : Philippe Caplain, a pour mission d'« infiltrer les milieux nationalistes » afin de faire adhérer les « éléments policiers les plus purs ». Le « groupe documentation », chef : Daniel Strizotti doit « diriger un groupe d'archivistes », s'intéressant à la presse aussi bien qu'à « tous documents officiels ».

Le « groupe sécurité-protection », chef : Daniel Lenoir a pour tâche de veiller à la « sécurité de nos réunions, meetings, manifestations », en s'informant auprès d'un « réseau de correspondants parmi les compagnies de maintien de l'ordre ». Enfin le « groupe sportif », chef : Patrick Reynes s'efforce de former les militants aux arts martiaux et au tir, mais surtout, « sous cette couverture, pour réaliser des opérations ponctuelles à la demande du président ». Sur ce document, les initiales de section spéciale (SS) sont écrites selon la calligraphie en éclair des nazis.

Une enquête administrative sur la FPIP est en cours au sein de la police. La chambre criminelle de la cour de cassation se prononcera, mercredi 11 octobre, sur le sort de Serge Lecanu. Celui-ci, permanent syndical « détaché », doit-il bénéficier du privilège de juridiction réservé aux officiers de police judiciaire (OPJ) ? Dans l'affirmative, la procédure instruite à son encontre pourrait être annulée, le parquet de Grasse n'ayant envisagé ce problème procédural qu'après la mise en cause de l'inspecteur de police.

Les mésaventures des dirigeants du PNFE n'ont cependant pas empêché treize de ses militants ou sympathisants de perpétrer, samedi 7 octobre, une agression contre trois jeunes gens, à Audun-le-Tiche (Moselle). Ils sortaient d'une réu-

nion animée par des chants nazis. Parmi ces treize personnes, défilées au parquet de Metz, huit Français dont trois sous-officiers d'active, une jeune femme ayant la double nationalité franco-allemande et quatre Allemands, dont un militaire.

E. P.

DIAGONALES

ENFIN, Philippe, vous avez vu l'heure ?

Vous êtes fou, ou quoi ?

La maréchale Pétain a surgi dans la chambre du chef de l'Etat, à l'hôtel du Parc. Il est près de minuit, à Vichy, en février 1942. La maréchale porte une robe de chambre en crêpe de Chine bois-de-rose. Des bigoudis et des gards mobiles encadrent son visage, où se peignent frayer et rabrouement :

On n'a pas idée de faire un raffut pareil en pleine nuit ! dit-elle. La garde fouille les étages. Vous vous rendez compte ? Quel scandale !... Arrêtez ça tout de suite !

Philippe prend un air pensif :

C'est que... je ne sais pas l'étéindre, dit-il.

Il se tourne vers les gardes :

Y a-t-il un opérateur-radio parmi vous ?

Une TSF dernier cri hurle, en effet, dans l'humide pièce. Au mur, est accroché un fanion français d'Etat. Dans l'angle, on devine un lit de camp ; dans l'autre, une cantine en feraille kaki, d'où dégageait une vaseuse bleue écaillée et un bâton orné de mâme.

Un civil à frêles lunettes essaie en vain de couper le son. C'est Benoist-Méchin, secrétaire d'Etat à la collaboration. Le maréchal l'a entraîné dans ses appartements, après un dîner de travail. Il était en veine de confidences blagueuses. Il s'est plaint des meubles Empire à palmettes, de l'installation.

Peu de jours auparavant, se trompant de porte, il avait découvert une dactylo en train de taper à la machine, assise sur un bidet. « Que tapez-vous ainsi ? », lui a-t-il demandé. « La Constitution », a répondu la secrétaire. « Vous en avez de bonnes ! », s'est exclamé Pétain. L'employée a cru que le vainqueur de Verdun en voulait à ses formes. « Bonnes, vraiment ? Les jupes plissées, ça trompe, a-t-elle protesté. J'ai beaucoup moins depuis l'armistice !... Ah et puis attention, si vous restez trop longtemps à me taquiner, je vais avoir des ennuis avec le maréchal ! »

— Elle, jalouse ? a commenté Pétain. A son âge !

Après ce récit, le maréchal a allumé la TSF toute neuve posée près de son lit. S'il avait attiré son ministre dans sa chambre, c'était pour lui faire admirer ce cadeau personnel de Roosevelt, apporté peu de jours plus tôt par l'ambassadeur américain. Il

Enfin, Philippe, vous avez vu l'heure ?

s'agissait d'un des premiers appareils à touches préférentielles.

— Que voulez-vous entendre ? dit le maréchal.

— Je ne sais pas, moi... Radio-Vichy.

— Ah non, on l'entend assez comme ça. Choisissez autre chose.

Le chef de l'Etat a enfoncé une touche au hasard. Et soudain a déferlé dans la pièce... l'Internationale, chantée à pleins poulmons par les trois cents choristes de l'usine Dynamo, à Moscou. Le maréchal écoute l'hymne avec l'air appliqué que Benoist-Méchin lui a déjà vu en d'autres circonstances.

— C'est très beau, vous ne trouvez pas ? dit Pétain.

PUIS il se met à chanter et pousse du coude son ministre pour qu'il en fasse autant :

— Allons bon, a dit le maréchal en lui tapotant les joues. Annie, Annie... Tu sais bien que je voulais plaisanter.

Benoist-Méchin se demande si l'ancien écrivain des mutineries de 1916 se souvient du fameux couplet :

Et s'ils s'obstinent, ces cannibales

[A faire de nous des héros

Nous leur apprendrons que nos balles

Sont pour nos propres généraux !

— Dommage que les paroles soient si aversables, déplore le ministre. Toute cette haine !

— Comme on ne comprend pas, ça n'a pas d'importance, décroche le maréchal, qui continue à chanter avec les choristes de Dynamo.

C'est alors que la maréchale a fait son entrée en bigoudis. Un officier était venu la réveiller. « Le maréchal chante l'Internationale », avait-il dit « Dans ce cas, j'entille mon poignoir », avait décidé la maréchale, qui croyait à un assassinat, le meurtrier ayant fait hurler la TSF pour couvrir sa fuite.

Il y avait un opérateur-radio parmi les gardes, le sergent-chef Pellegri. Il a retenu la prise. Le scandale a cessé. Une page inconnue de la petite histoire était tournée.

— Il est près de minuit. Il est temps de vous coucher, a conclu la maréchale, en rajoutant un bigoudi.

— On ne peut jamais être tranquille, a grommelé le maréchal. Il y a des moments où je me demande si...

— Si ?

— Si... je n'aurais pas mieux fait de rester à Cauchy-la-Tour !

CAUCHY-A-LA-TOUR, c'est le village du Pas-de-Calais où Pétain fut né, en 1856. Comme Rimbaud, a observé Cocteau. Il n'y a que les poètes pour s'apercevoir de ces choses... quitte à se tromper de deux ans ! Rimbaud est l'abbé, il est de 1854. Mais quoi ! C'est drôle, c'est nourissant, de les savoir contemporains, ces deux-là ! Imaginez-les sur une route entre Charleville et Cauchy, le soir du Sedan.

« Et toi, plus tard ? » — « Peut-être, faire don de ma personne à la France, je verrai »

— « Moi, descendre des fleuves impassibles, j'aimerais bien !... »

l'évocation de Cauchy-la-Tour, le maréchal a éclaté en sanglots et s'est écroulé dans un fauteuil.

— Allons bon, a dit le maréchal en lui tapotant les joues. Annie, Annie... Tu sais bien que je voulais plaisanter.

Benoist-Méchin a été prié de chercher le docteur Menetrel, et de ne jamais révéler l'affaire de l'Internationale.

Par chance, il a désobéi. Car la scène n'est pas sortie de l'imagination iconoclaste d'un voyou. Elle est attestée par Benoist-Méchin en personne, qui n'est pas homme à mentir, ni à plaisanter. (Tome II de ses Mémoires, Julliard pp. 325-332).

Je repense à la promenade des deux loustics, le soir du Sedan.

Et si Rimbaud comptait sur ses doigts, à l'abri de sa pélerine, l'octosyllabe des Petites amoureuresses ?

Fado ames d'écoles ratées...

BERTRAND POIROT-DEPECH de l'Académie française

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

SOCIÉTÉ

L'attribution du prix Nobel de médecine à Michael Bishop et Harold Varmus

Les gènes du cancer

Le prix Nobel de médecine a été décerné, lundi 9 octobre, à deux chercheurs américains, les professeurs Michael Bishop et Harold Varmus (université de Californie, San-Francisco), pour leurs travaux sur les oncogènes (ou gènes du cancer). Le professeur Varmus a estimé que les travaux qu'il a menés avec le professeur Bishop sur les oncogènes avaient marqué un tournant « dans la compréhension de la mosaïque génétique du cancer ».

Comment apparaît un cancer ? Très schématiquement, c'est à cet immense problème que se sont attaqués, il y a une vingtaine d'années, Michael Bishop et Harold Varmus.

Comment apparaît un cancer ? Très schématiquement, c'est à cet immense problème que se sont attaqués, il y a une vingtaine d'années, Michael Bishop et Harold Varmus. Et c'est en 1976 qu'ils y apportèrent un début de réponse, en montrant qu'il suffisait qu'un agent carcinogène — un rayonnement ou un produit chimique, par exemple — endommage un gène pour que la cellule qui le contient commence à se diviser sans contrôle et qu'en définitive un cancer se développe. Ce sont ces gènes cancérogènes que l'on appelle les oncogènes (onkos veut dire tumeur en grec). Ainsi, pour la première fois, grâce aux outils du génie génétique, il fut possible de comprendre certains des mécanismes moléculaires de la cancérisation.

Chaque cellule de notre organisme contient tout notre patrimoine génétique, soit environ cinquante mille gènes contenus dans l'ADN des chromosomes. Sachant qu'un total un million de gènes sont répartis dans les cellules et environ deux cents types de tissus différents, on imagine la complexité du problème à résoudre : comment identifier les gènes « coupables », capables de se mettre à fonctionner anormalement et, éventuellement, de provoquer l'apparition d'un cancer ?

Comment identifier les gènes « coupables », capables de se mettre à fonctionner anormalement et, éventuellement, de provoquer l'apparition d'un cancer ?

Chasse aux oncogènes cellulaires

C'est grâce aux virus ou, plus exactement, aux rétro virus que Bishop et Varmus, avec la collaboration de Dominique Stehelin, purent se mettre sur la voie qui leur permit de découvrir les oncogènes. Ces virus à ARN sont en effet capables chez divers animaux (poulets, souris, singes, etc.) d'engendrer certains cancers spécifiques comme les sarcomes ou les leucémies aiguës. C'est en étudiant le matériel génétique de ces virus que Dominique Stehelin put isoler, en 1976, le premier oncogène appelé gène src (pour sarcome). Quelques mois plus tard, toujours dans le laboratoire des professeurs Bishop et Varmus à San-Francisco, il put montrer que des cellules normales contenaient, elles aussi, ce gène (appelé src cellulaire).

Dès lors, il devenait possible d'élaborer une véritable théorie

unificatrice du cancer : des cellules normales contenant des gènes très semblables à ceux trouvés chez des virus cancérogènes, on pouvait imaginer que de tels virus avaient, en quelque sorte, « détourné » ces gènes à leur profit pour les réintroduire dans des cellules à leur tour infectées. Comme l'indiquent les attendus du prix Nobel, « cela permit de tirer la conclusion abrupte que l'oncogène dans un virus n'est pas un authentique gène viral mais qu'il représente un gène cellulaire dont le virus s'est saisi bien avant, au cours de son accroissement dans les cellules, et qu'il a transféré ».

Il s'ensuivit alors, de par le monde, une véritable chasse aux oncogènes cellulaires. On en compta aujourd'hui environ cinquante, impliqués dans différents types de cancers humains. En outre, on sait que d'autres agents — un rayonnement ou une substance chimique, par exemple — peuvent avoir pour cibles ces gènes cellulaires et les rendre cancérogènes.

Si importants que soient ces travaux, il s'en faudrait de beaucoup pour que l'ensemble du phénomène de la cancérisation soit élucidé.

récompensé par le prix Nobel. « Je trouve cela très injuste et très moche », a-t-il ajouté, rappelant que, ayant été le premier à travailler sur le sujet, ces travaux lui « appartenaient ». Au cours d'une conférence de presse, les deux lauréats ont d'ailleurs tenu à souligner le rôle « crucial » joué par le professeur Stehelin dans cette découverte, et ont regretté qu'il ne soit pas lui aussi lauréat.

C'est en particulier en comprenant mieux comment une modification des systèmes de contrôle de la croissance et de la multiplication cellulaire peut, à partir de l'altération d'un gène, conduire à une prolifération maligne que l'on parviendra à accomplir de nouveaux progrès dans la connaissance des mécanismes de la cancérisation.

FRANCK NOUCH

[Agé de cinquante-trois ans, Michael Bishop est professeur de microbiologie à l'université de Californie (San-Francisco). C'est dans son laboratoire qu'avec le professeur Varmus et le Français Dominique Stehelin il découvrit le premier gène du cancer (ou oncogène), le gène SRC. Il avait obtenu le prix Lasker en 1982.]

[Né le 18 décembre 1939 à New-York, Harold Varmus est un ancien des universités Harvard et Columbia. C'est à l'université de Californie à San-Francisco qu'il commença sa carrière de chercheur et d'enseignant et qu'il participa avec Michael Bishop aux travaux sur les oncogènes. Professeur de virologie moléculaire et consultant de la firme Chiron Corporation, Harold Varmus avait reçu le prix Lasker en 1982.]

Dominique Stehelin, « l'oublié »

Injustice flagrante ou respect de la tradition ? En attribuant le prix Nobel de médecine à Michael Bishop et Harold Varmus et en omettant de récompenser également Dominique Stehelin, les jurés de l'Institut Karolinska ont-ils fait preuve de partialité ? Dans un article intitulé « Oncogènes », publié en mars 1987 dans la revue *Scientific American*, Michael Bishop se souvenait : « En 1972, Dominique Stehelin, Varmus et moi avons décidé d'explorer l'hypothèse oncogène », proposée par Robert Huebner et Georges Todaro, du National Cancer Institute. Plus loin, Michael Bishop décrivait la découverte des oncogènes, attribuant à Dominique Stehelin la paternité des travaux de biologie moléculaire ayant conduit à l'identification du gène src. D'ailleurs, les deux articles principaux sur cette découverte fondamentale, l'un publié dans le *Journal of Molecular Biology* et l'autre dans *Nature* (1976 : 260 : 170-3) sont signés « en premier » par Dominique Stehelin.

Personne ne conteste la réalité et l'importance de la contribution du chercheur français, mais les jurés du Nobel ont décidé de l'« oublier ». Plusieurs spécialistes rappellent que la découverte par Dominique Stehelin du premier oncogène fut faite

alors qu'il n'était « que » stagiaire post-doctoral dans le laboratoire de Michael Bishop et Harold Varmus, à l'université de Californie à San-Francisco.

Légitime amertume

Il ne faut voir qu'un « post-doc » n'a jamais reçu le prix Nobel, fût-il à l'origine d'une découverte fondamentale. « Ce système », explique l'un d'eux, consécute le fondement même de la recherche aux États-Unis. Des « post-doc » du monde entier sont accueillis dans les meilleurs laboratoires, où ils donnent le meilleur d'eux-mêmes, au moment le plus productif de leur carrière de chercheurs. En somme, les patrons de ces laboratoires ne sont là « que » pour permettre le plein épanouissement de ces jeunes chercheurs... et, éventuellement, pour recueillir les fruits de leurs découvertes.

On ne peut, en tout cas, que comprendre l'amertume qui doit être aujourd'hui celle de Dominique Stehelin, coupable, en quelque sorte, d'avoir découvert les oncogènes trop tôt, alors qu'il n'était que stagiaire, français qui plus est, dans un grand laboratoire de recherche américain.

F. N.

La modification du Conseil supérieur de la fonction militaire

M. Chevènement crée de nouvelles structures de dialogue dans les armées

« Nous avons vécu, ces derniers jours, des événements qui ont contribué à nous faire prendre conscience de ce que la communication et le dialogue au sein de l'institution militaire n'étaient plus ce qu'ils auraient dû être. Il n'était plus possible de maintenir en l'état le Conseil supérieur de la fonction militaire. »

Créé en novembre 1969, le Conseil supérieur de la fonction militaire est composé, sous la présidence du ministre, de cinquante-quatre membres (quarante-neuf cadres actifs et cinq retraités) qui sont tirés au sort, pour trois ans, dans les armées et la gendarmerie pour donner leur avis sur des questions générales relatives à la condition militaire et aux statuts des personnels.

Devant les membres actuels du Conseil, qu'il avait réunis en séance exceptionnelle avec deux mois d'avance sur le calendrier, M. Chevènement a annoncé une série de mesures pour « instituer des lieux de dialogue et de concertation plus nombreux et plus ouverts » qu'aujourd'hui. Cette réforme passe par la publication prochaine d'un nouveau décret et de plusieurs arrêtés d'application.

Chaque des trois armées, la gendarmerie, la délégation générale pour l'armement, le service de santé et le service des essences disposent en propre d'un Conseil de la fonction militaire placé auprès des chefs d'état-major ou des directeurs de ces services. Ces conseils par armées ou par services traitent de toutes les questions de condition militaire, d'organisation de la vie militaire et d'activité.

1 500 hectares brûlés dans le Midi. — Les feux de forêt continuent dans le Midi, avec le retour du mistral et la sécheresse persistante. Le plus important, dans le massif des Alpilles, lundi 9 octobre, a parcouru 1 500 hectares de pinède et de garrigue sur la commune d'Églarès (Bouches-du-Rhône). Quelque sept cents hommes venus des départements voisins avec leurs cent quatre-vingts véhicules ont participé à la lutte contre les flammes, ainsi que d'importants moyens aériens. Dans les Alpes-Maritimes, 40 hectares de garrigue ont été détruits par le feu, lundi 9 octobre, sur la commune de Soreze. Il a fallu l'intervention de cent vingt hommes, transportés par hélicoptères Puma, pour venir à bout de l'incendie.

C'est ce qu'a déclaré, mardi matin 10 octobre, à Paris, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devant les membres de cet organisme dont il a annoncé la disparition et le remplacement par d'autres institutions conçues sur le modèle des récentes commissions de participation des gendarmes.

une gêne dans le fonctionnement du Conseil. Sans doute avez-vous estimé que les conditions générales n'étaient pas encore réunies pour que le volontariat préalable au tirage au sort s'exprime en pleine connaissance de cause. Faisant allusion à la fronde épistolaire des gendarmes, M. Chevènement a conclu : « Nous devons en reparler parce que, cet été, l'histoire a connu une accélération. Je pense, à demeurer, que, dans le contexte actuel, vous serez enclin à réviser notre jugement. »

Quatre-vingts membres

Le nombre total des membres du Conseil supérieur sera porté à quatre-vingts, au lieu de cinquante-quatre actuellement. Le nombre des retraités passera de cinq à six. En revanche, les militaires de carrière, de quarante-neuf qu'ils étaient précédemment, seront soixante-quatre, « ce qui permet, a expliqué M. Chevènement, d'assurer une représentation plus fidèle des diverses catégories de militaires et, en particulier, des sous-officiers et des gendarmes ». La durée des mandats des membres est portée de trois à quatre ans pour une plus grande stabilité.

Le nouveau Conseil supérieur sera davantage maître de son ordre du jour, puisqu'il suffira désormais d'un tiers de ses membres pour obtenir d'inscrire une question.

Enfin, le ministre de la défense a prévu que, dans les textes qui régissent le fonctionnement des conseils de chaque armée ou de chaque service, soit institué un tirage au sort de leurs membres au sein des seuls militaires qui se seront portés volontaires pour en faire partie.

Le ministère de la défense a pu, en 1988, donner un coup de frein à l'évolution des dépenses et des réformes du service national en les contenant à leur plus bas niveau depuis de nombreuses années. Soit, respectivement, de l'ordre de 4,8 % et 21,5 % d'une classe de jeunes Français (entre dix-neuf et vingt-deux ans) en âge de servir sous l'uniforme.

Cette estimation émane des dernières statistiques publiées par la direction centrale du service national pour l'année 1988, qui rappelle que la conscription a fourni cette année-là 262 297 hommes aux trois armées et à la gendarmerie (soit 45 % des effectifs militaires) et 11 770 hommes aux différentes formes civiles de ce service national.

Prononcées pour des raisons sociales ou administratives, les dépenses ont concerné 19 498 jeunes Français, soit 4,6 % de la classe d'âge considérée, quand, pour la dernière année, ce même taux a varié entre 7,3 % et 4,8 %. C'est l'autorité civile qui accorde les dépenses à caractère social. Les dépenses à caractère administratif (Français résidant à l'étranger, doubles nationaux ou bénéficiaires

de conventions internationales) relèvent de l'autorité militaire, mais des recours peuvent intervenir devant la justice.

Décidées pour des motifs médicaux, les réformes du service national ont concerné 93 047 jeunes Français, et ces exemptions représentent 21,52 % des cas examinés en 1988. Ce taux était de 22,36 % l'année précédente. Il dépend des seuils médicaux fixés par le ministre de la défense pour répondre aux besoins des armées. En effet, il est souhaitable de n'incorporer que des recrues capables de subir un entraînement militaire ou d'exercer une spécialité intéressante, de façon à constituer des unités opérationnelles et à éviter d'avoir trop d'indisponibilités temporaires ou définitives qui, dans certains cas, donneraient droit à des pensions.

En 1988

Moins de dispensés et de réformés dans les armées

de plus en plus diversifiées de service national ouvertes par la loi. L'armée de terre et la gendarmerie voient baisser leur part de recrues au sein des effectifs de la conscription.

24 000 candidats à un service long

Seion les études de la direction centrale du service national, la proportion des exemptés est beaucoup plus forte parmi les jeunes Français de bas niveau scolaire (une recrue présente ses diplômes au centre de sélection) et de bas niveau général (apprécié par une batterie de tests).

D'autre part, les jeunes Français tirent davantage profit des formes

hiérarchie et, d'abord, leur nouveau directeur général.

C'est cette formule-là dont s'inspire aujourd'hui le ministre de la défense pour rénover le fonctionnement interne du Conseil supérieur et en améliorer la représentativité au bénéfice de l'ensemble de la corporation des militaires.

Aucune institution et, à plus forte raison, aucun de ses membres, ne se font illusion hâra-kiri, sous la reproche qu'ils ont cessé d'être le bon intermédiaire entre un sommet et sa « base ». On comprend donc que, le 15 juin, le Conseil et ses instances régionales aient préféré temporiser. Depuis, les événements de l'été ont balayé leurs hésitations.

Pourtant, pour autant, aller plus loin que le tirage au sort parmi des volontaires ? La communauté militaire est un édifice fragile et c'est cette observation qui doit guider toute réflexion sur son nécessaire agglomération.

D'une part, l'arbitraire de la désignation par le hasard laisse planer un doute sur la compétence des délégués ainsi choisis et, du même coup, sur leur aptitude à s'imposer des spécialistes des questions militaires mises à l'ordre du jour du Conseil. Mais, d'autre part, la procédure de l'élection pure et simple suppose que les candidats mènent une campagne préalable au sein d'une population militaire géographiquement très dispersée, avec tous les risques inhérents à une « politisation » qui reste contraire au statut militaire.

La voie retenue — le tirage au sort parmi des volontaires — navigue entre ces deux écueils, celui d'une désignation mécanique, qui manque de spontanéité, et celui d'une syndicalisation progressive, qui peut bloquer les rouages de la machine militaire. Le pire aurait été la voie hiérarchique.

De même a augmenté la durée moyenne (de l'ordre de vingt mois et trois jours) du service national de volontaires (hommes et femmes) pour un contrat dit « allongé » (dont la durée peut être le double de celle du service actuel de douze mois). En 1988, on a compté 24 087 candidats (dont 11 566 femmes) à ce service national volontaire plus long, sans grande différence sur le plan des effectifs par rapport à 1987.

La direction centrale du service national a, enfin, ramené une victoire discrète contre ceux qu'on appelle les « inscrits d'office », c'est-à-dire les jeunes Français qui oublient ou négligent de se faire recenser dès dix-sept ans à leur mairie. Cette démarche est obligatoire. Ils avaient été 93 902 (soit 21,41 % des recrues potentielles) en 1987. Ils n'en sont plus que 75 501 en 1988, soit 16,88 % à être inscrits d'office. Entre-temps, les armées avaient lancé une grande campagne d'information pour diminuer ce contingent. Des régions comme l'Île-de-France, la Corse, la Provence-Côte-d'Azur ou la Haute-Normandie continuent d'être les plus réfractaires.



tion, quand la marine, la police, la coopération et l'aide technique voient croître les leurs. En revanche, les parts de l'armée de l'air et de l'objection de conscience (qui peut permettre un service civil) n'évoluent pas.

Le nombre des jeunes filles volontaires pour un service national féminin de durée égale à celui des jeunes appelés est en légère régression : 1 136 (dont plus de la moitié

génétique : le congrès de la méthode

L'éradication de... est un objet

مكتبة الامن الاصل

SCIENCES • MEDECINE

Génétique : le congrès de la méthode

Les techniques présentées au congrès international sur le génome humain à San-Diego devraient permettre aux généticiens de gagner du temps pour dresser la cartographie du patrimoine génétique de l'homme.

SAN-DIEGO
de notre envoyé spécial

« L'ADN humain est la réalité de notre espèce, et tout ce qui survient dans le monde en dépend d'une manière ou d'une autre. » Cette affirmation de Renato Dulbecco, prix Nobel de médecine, illustre sans équivoque l'enthousiasme des biologistes réunis la semaine dernière à San-Diego (Californie), où se tenait le premier grand congrès international sur le projet « génome humain » (Le Monde du mercredi 4 octobre).

L'enjeu : dresser la carte intégrale de notre patrimoine héréditaire.

Autrement dit, décrypter sur nos quarante-deux chromosomes les trente milliards de caractères génétiques qui définissent notre espèce, pour dépister, et à terme prévenir, des milliers de maladies et, plus généralement, pour mieux comprendre les mécanismes moléculaires qui régissent et contrôlent l'organisation du vivant.

Si l'optimisme régnait dans les couloirs du colloque de San-Diego, celui-ci ne doit cependant pas cacher les multiples obstacles qui freinent encore cette fabuleuse aventure.

Obstacles financiers, bien sûr, puisque le coût du projet est estimé à bas mot à 3 milliards de dollars (près de 20 milliards de francs) pour les quinze prochaines années.

Difficultés d'organisation : si les États-Unis semblent être parvenus à simplifier la situation en créant un comité de recherches communes au National Institute of Health (NIH) et au département de l'énergie (les deux principales institutions responsables du projet à l'échelon national), la répartition des chromosomes et des méthodes de travail, parmi les quinzaines d'équipes parties à la recherche de ce Graal de la biologie ne se fera pas sans mal. Sans parler des cinquante organismes nationaux européens qui se sont, eux aussi, lancés dans la course, les plus souvent en ordre dispersé. Problèmes techniques, surtout, qui risquent fort, pour les explorateurs de l'hérédité, de constituer le principal obstacle des années à venir. Si les avancées conjuguées de

la biologie moléculaire et de l'informatique permettent de décrypter en quelques heures le gène responsable de la dystrophie musculaire (un exemple parmi d'autres), elles sont encore loin, en effet, de décrypter à grande vitesse les trois milliards d'informations contenues dans notre ADN (acide désoxyribonucléique), constituant élémentaire de nos chromosomes. Et, plus loin encore, d'interpréter leur signification biologique.

Grâce à l'amélioration constante des outils de la génétique, la biologie, certes, a d'ores et déjà cessé d'appartenir à la « cottage industry », comme se plaisait à dire les Américains pour évoquer une science artisanale et à bon marché.

Des enzymes de restriction (une classe de protéines capables de cli-



May de Babes, 1883 (courtesy galerie Urbi et Orbi, Paris).

ver la double hélice d'ADN en des sites spécifiques) à la séparation des fragments génétiques par électrophorèse, en passant par le clonage, qui permet de multiplier rapidement un gène humain en l'insérant dans le génome d'un micro-organisme, l'homme s'est donné les moyens de maîtriser les supports du vivant.

Mais la quantité de matériel génétique décrypté dans la dernière décennie se chiffre « seulement » en millions de nucléotides (les « briques » élémentaires de l'ADN), une goutte d'eau dans l'océan biologique que constitue notre patrimoine héréditaire. « Si nous devons continuer l'exploration du génome au rythme actuel, sa séquence complète ne serait pas réalisée avant l'an 2050 ! » reconnaît Charles Cantor,

directeur du Centre sur le génome humain du laboratoire de Berkeley (Californie). L'équation est simple. Pour gagner la partie dans les quinze prochaines années, il faut à tout prix augmenter l'efficacité des techniques, tout en réduisant le coût.

Si beaucoup reste à faire dans ce domaine, la voie se dessine déjà. « En 1980, un biologiste moléculaire complétait pouvait séquencer un fragment d'ADN au prix de 5 à 10 dollars par nucléotide. Aujourd'hui, nous sommes déjà parvenus à ramener ce chiffre à 1 dollar », rappelle Charles Cantor. Et les chercheurs japonais, les plus avancés actuellement dans l'automatisation du séquençage génétique, annoncent tout récemment la mise au point d'un robot travaillant au tarif record de 0,17 dollar (à peine plus de 1 franc) par nucléotide.

Autre amélioration attendue : l'amplification des fragments d'ADN, seul moyen pour les chercheurs de disposer d'une quantité de matériel génétique suffisante au séquençage. « Mais au point il y a deux ans à peine, le clonage des gènes humains dans des chromosomes de levure a, d'ores et déjà bouleversé l'analyse des génomes, en permettant d'étudier des fragments d'ADN de dix à quinze fois plus longs que dans des chromosomes bactériens », précise Jean-Louis Mandel, du laboratoire Inserm-CNRS de génétique moléculaire à Strasbourg.

Mais la véritable innovation, devrait venir d'une technique plus récente encore, la PCR (polymerase chain reaction) : une réaction enzymatique qui permet de multiplier jusqu'à cent mille fois en moins de trois heures n'importe quel fragment d'ADN, à la seule condition de fournir aux enzymes mis en jeu deux petites amorces génétiques complémentaires des extrémités du fragment (Le Monde du 7 décembre 1988).

CATHERINE VINCENT
Lire la suite page 21

« L'éradication des maladies héréditaires est un objectif inaccessible »

nous déclare le professeur Jean Frézal

À récente découverte, en Amérique du Nord, du gène de la mucopolysaccharidose et la mise au point en France d'un test ouvrant la voie au dépistage anténatal systématique du mongolisme relance le débat sur les conséquences médicales des progrès de la génétique moderne. Nous publions ici l'entretien que nous a accordé le professeur Jean Frézal (hôpital des Enfants malades, Paris), l'un des meilleurs spécialistes internationaux de génétique médicale.

« Il y a quelques semaines, une équipe américaine annonçait la découverte, après celui de la myopathie de Duchenne, du gène de la mucopolysaccharidose. Le séquençage du génome humain est plus que jamais d'actualité. À quel point est-ce attendu dans ce domaine d'ici à la fin du siècle ?

— Parmi les différentes maladies héréditaires concernées, je suis persuadé que la neurofibromatose est un bon candidat pour l'identification du prochain gène, compte tenu de la puissance et des moyens des équipes qui travaillent sur ce sujet. Depuis trois ans, plusieurs gènes de maladies ont déjà été localisés, et les progrès vont continuer.

On commence toutefois à se heurter à certaines difficultés. Dans certains cas, les maladies sont dues à des anomalies concernant un seul gène. Dans d'autres, au contraire, les mutations concernent différents gènes. Tout laisse penser par exemple que, dans la neuropathie périphérique de Charcot-Marie, quatre gènes sont impliqués. C'est le cas également dans certaines surdités de type héréditaire.

L'évolution de la recherche dépendra beaucoup de la manière dont on appréhendera ces problèmes. Je pense qu'il faudrait mettre en place dès maintenant un système permettant de cribler les maladies ou les malformations dans lesquelles l'hérédité est en partie impliquée. Il faudrait en

particulier que les cliniciens aient l'attention attirée sur ces questions et soient associés à cette recherche. La biologie moléculaire dépend beaucoup en amont du recensement des familles concernées, des préférences biologiques, etc.

— Quelles sont et quelles seront les applications concrètes de ces découvertes ?

La première application, c'est bien sûr la prévention, c'est-à-dire

le repérage des sujets à risques et, quand il s'agit d'une affection très invalidante, la mise en œuvre du diagnostic anténatal. Ensuite, il y a aussi la prévention de la maladie. Il est tout à fait clair, par exemple, que ce qui vient d'être découvert à propos de la mucopolysaccharidose permet de trouver des solutions qui aideront les enfants malades à vivre dans de meilleures conditions. Je pense que dans les années qui

viennent, on observera à propos de cette maladie des améliorations sensibles. Il est beaucoup plus difficile de faire des pronostics en ce qui concerne la thérapie génétique de cette affection. Il faudrait en effet réussir à « greffer » un gène de très grande dimension dans un très grand nombre de cellules. Une telle thérapie apparaît aujourd'hui difficile à mettre en œuvre. Il faut être très prudent et ce traitement génétique me semble encore très lointain. Nous vivons une époque très importante, mais il faut se garder de transformer du tout au tout, du jour au lendemain. Cela dit, la cartographie des gènes humains, en dépit des difficultés qu'elle soulève, devient et deviendra de plus en plus un moyen privilégié de comprendre les maladies. Je pense que le projet de séquençage du génome humain est, avant toute chose, un projet médical.

— Le séquençage des gènes concerne-t-il les seules maladies héréditaires comme actuellement ? Débouche-t-il sur des perspectives thérapeutiques concernant d'autres affections, cardiovasculaires, psychiatriques ?

— Dans un premier temps, il s'agit uniquement des maladies transmises selon les lois de Mendel. Je pense, toutefois, que le champ d'investigation pourra s'étendre à d'autres affections. On peut, en effet, balayer par cette méthode un champ assez vaste de la pathologie héréditaire. En ce qui concerne les maladies multifactorielles, j'éprouve quand même une certaine réserve. On peut comparer le caractère multifactoriel à une montre en pièces détachées. Si vous n'avez pas le mode d'emploi, quel-ques clés, vous êtes incapable de dire comment elle fonctionne. Je veux dire par là que je me méfie du « tout génétique ».

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 21



Jean Frézal

L'élite des chromosomes

La nature humaine est ainsi faite : sur les vingt-trois paires de chromosomes qui constituent notre patrimoine, toutes n'ont pas encore reçu pleinement les honneurs de la science. Question de hasard et surtout de nécessité.

Dans les laboratoires de Berkeley, Livermore et Los Alamos où se trouvent les trois principaux centres sur le génome humain des États-Unis, ce sont les chromosomes 16, 19, 21 et 22 qui tiennent la vedette. Tous recèlent des gènes impliqués dans des maladies complexes, dont l'analyse devrait faire progresser recherches et traitements.

En France, le Centre d'études sur le polymorphisme humain (CEPH), dont les banques d'ADN provenant des cinq cent dix-sept membres de quarante familles servent aujourd'hui de références à une cinquantaine de laboratoires dans le monde, se concentre, quant à lui, sur le chromosome 6, royaume des

gènes d'histocompatibilité. Les chromosomes 3 (dont certains gènes sont impliqués dans les phénomènes de cancérisation), 4 (chorée de Huntington) et 7 (mucopolysaccharidose) commencent aussi à être décryptés. Ainsi, bien sûr, que le chromosome X, sur lequel se trouvent la plupart des gènes impliqués dans des maladies liées au sexe.

Et puis, il y a les autres, les orphelins de la cartographie, les chromosomes 2, 8, 14 et 20 par exemple, sur lesquels peu de chercheurs se sont encore penchés, faute d'y avoir repéré l'espoir de guérir de graves maladies.

Mais qu'ils se consolent. À considérer les trois mille cinq cents désordres pathologiques à composante héréditaire recensés à ce jour, il serait bien étonnant qu'ils ne connaissent pas à leur tour, dans un proche avenir, la faveur des généticiens.

Ca. V.

Enfin traduit en français

Une synthèse reposant sur les théories et les concepts nouveaux de l'évolution

Ervin Laszlo

La cohérence du réel

Evolution, cœur du savoir

gauthier-villars

130 F

Le pic du Midi, entre science et tourisme

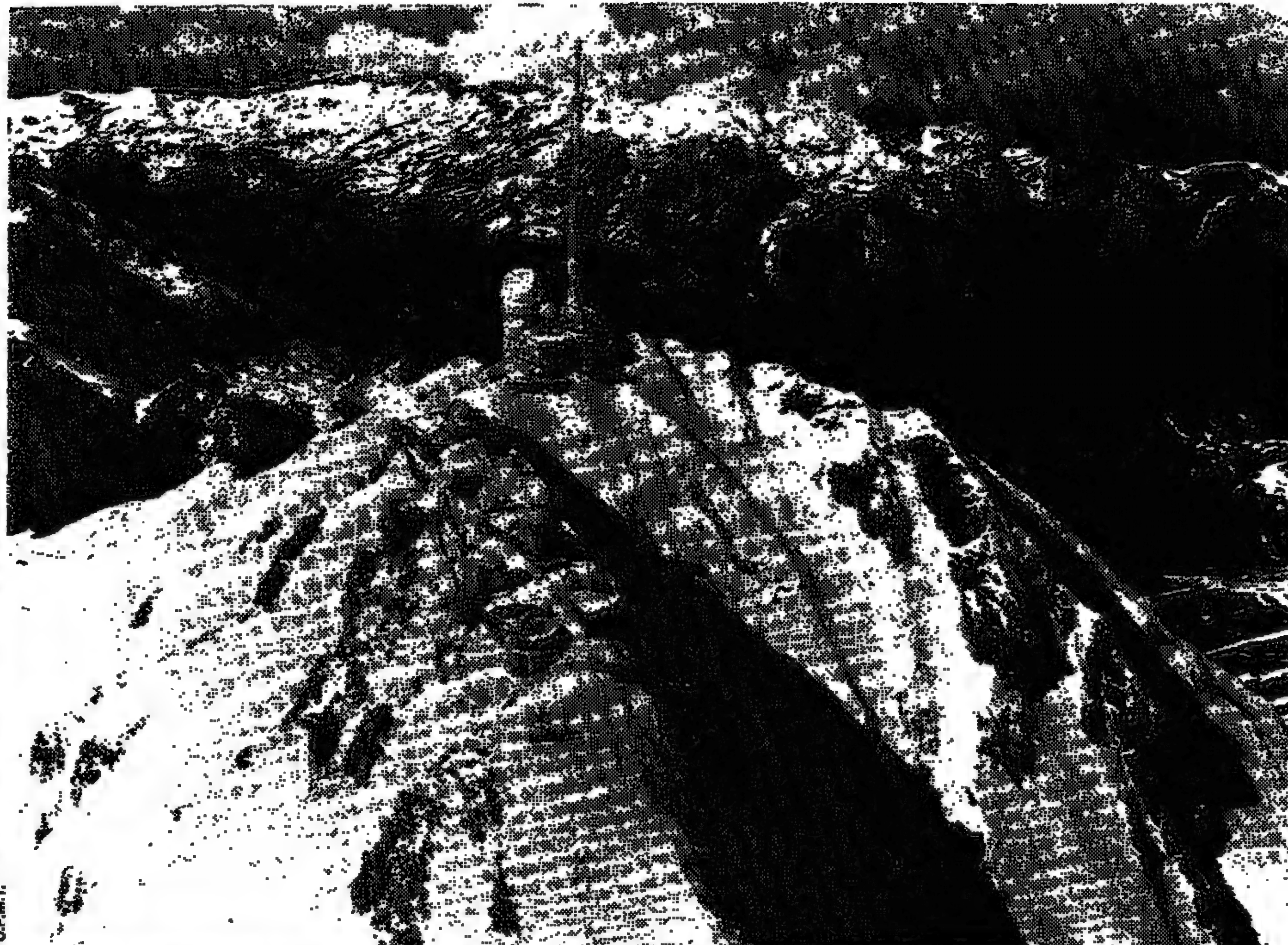
Pour sauver l'observatoire pyrénéen, un projet d'« ouverture culturelle » prévoit d'y développer le tourisme. Les astronomes ne sont pas tous d'accord

Le pic du Midi s'élève à 2 862 mètres par des pentes raides, où les intempéries ont mis la roche à nu. Au sommet, comme nés d'une étrange et gigantesque mosaïque à demi enterrée, des dômes font de grandes boules blanches sur une terre de Sienne. Fine et haute elle pourrait tenir lieu de minaret, une antenne de TDF (Télédiffusion de France) arrose une grande partie du sud-ouest de la France. En ce lieu désolé et, l'hiver, parfois coupé du monde, vivent en permanence des « missionnaires », c'est ainsi qu'ils s'appellent, chercheurs, astronomes, physiciens, qui toutes les semaines se relaient au chevet du ciel.

L'été, le pic se laisse gravir par la route, à partir du col du Tourmalet. Une voie à péage mène tout droit sur la plate-forme. Les lieux attirent du monde : touristes en quête d'air pur, simples curieux ou passionnés d'astronomie. Tout ce petit monde, en moyenne vingt mille personnes par an, communique dans la même ivresse des cimes et force parfois la porte des chercheurs, chargés pourtant de faire un minimum de vulgarisation, au point d'en irriter plus d'un.

L'hiver, la neige recouvre le site et ne laisse d'autre voie que celle d'un téléphérique construit dans les années 50, dont le premier tronçon est également utilisé par les skieurs.

La station du pic du Midi fut créée vers 1880 par le général De Namour et l'ingénieur Vassena. Rattachée à l'observatoire de Toulouse (1), elle nécessite un personnel technique nombreux, chargé de la mise en œuvre des matériels et de la maintenance des moyens d'accès. Une quarantaine de personnes gravitent autour du pic du Midi. L'observatoire se flâte de quelques beaux résultats dans la grande traque des objets célestes. C'est lui qui, à la demande des Américains, cartographie la Lune, pour préparer les premiers vols humains sur notre satellite, en 1969. C'est encore le pic du Midi qui réussit ce que la revue américaine *Sky and Telescope* appelle en décembre 1988 « une incroyable photo de Mars ». C'est toujours l'observatoire bigourdan qui participe à la mesure du champ magnétique dans l'atmosphère solaire, qui découvre les condensations gazeuses dans la nébuleuse d'Orion, ou encore qui met en évidence l'enveloppe de l'étoile rouge



Bétoleuse. Ces réussites sont bien sûr celles des hommes qui ont décidé de vivre la tête dans les étoiles, mais elles sont aussi celles du site et du matériel mis en place. Le site, le plus haut d'Europe pour l'astronomie, offre de juin à fin octobre une fenêtre idéale sur le ciel. Son altitude amoindrit les perturbations que la couche atmosphérique provoque dans les observations et permet l'accès à l'infrarouge et à l'ultraviolet. Le matériel, un télescope de 2 mètres, un télescope d'un mètre, un réflecteur solaire et un coronographe (appareil pour l'étude de la couronne solaire), entre autres, maintiennent encore le pic du Midi dans le peloton de tête des stations d'observation terrestres.

Et pourtant locaux et matériels vieillissent. Les bâtiments sont aujourd'hui inadéquats, source de gaspillages énergétiques. Le télescope d'accès répond de moins en moins à la réglementation en vigueur. Sa modernisation coûterait à elle seule 75 millions de francs. Plus grave encore, la participation de la France dans le projet Thémis, aux Canaries, l'existence de super-télescopes, à Hawaï ou au Chili, font que nombreux sont les scientifiques et responsables syndicaux qui craignent la disparition pure et simple de la station du pic du Midi.

Il y a déjà quatre ans, M. Jean-Paul Zahn, alors directeur de l'observatoire, élabore avec quelques autres, un « projet d'ouverture culturelle du Pic ». Il s'agit de

trouver des ressources nouvelles en exploitant au mieux les capacités touristiques du site et des installations. Une association est même créée à cet effet. L'étude de faisabilité, qui a coûté 1 million de francs, associe quatre partenaires dans l'aventure : cette association, une société chargée des aspects culturels (musée, cosmorama, boutiques), la société des remontées mécaniques (société d'économie mixte locale) et une société spécialisée en restauration et hôtellerie.

Et pour la reconstruction des locaux (74 millions), les collectivités locales pour les aménagements périphériques (116 millions) et les partenaires privés (23 millions) seraient ainsi mis à contribution, pour faire, moyennant 213 millions de francs d'investissements, « une sorte de nouvelle Villetta et non un Disneyland », précise l'un des défenseurs du projet.

Mais une partie de la communauté scientifique de l'OMP refuse cette perspective. Les chercheurs agitent le danger de pollutions thermiques et lumineuses, très préjudiciables dans les phénomènes d'observation. Ils craignent, déjà instruits par l'expérience, la cohabitation difficile avec la foule des touristes, « sauf à ériger un véritable mur de Berlin », disent-ils.

Sachant qu'il faudra au minimum deux mille visiteurs par an pour équilibrer l'entreprise, ils s'interrogent sur la rentabilité d'un tel projet et se demandent si dans ce département des Hautes-Pyrénées

où le taux de chômage est de 13 %, cet argent ne serait pas mieux employé à conforter des activités plus créatrices d'emplois. Le projet touristique, devrait, selon ses promoteurs, en créer une cinquantaine. Pour alléger ses charges salariales, la station du pic du Midi, qui crée mière et coûte à peu près 6 millions de francs (hors salaires) par an à l'Etat, mettrait à disposition de l'association une vingtaine de techniciens de logistique. La réorganisation des lieux permettrait d'améliorer l'hébergement des équipes de chercheurs.

« Je ne suis qu'un arbitre dans ce conflit », explique M. Michel Blanc, le directeur actuel du Pic, qui précise par ailleurs que « l'impératif prioritaire est la défense de nos intérêts scientifiques », ce qui devrait conduire à l'élaboration d'un cahier des charges très contraignant. En juin dernier, une assemblée générale des chercheurs s'est prononcée contre le projet touristique. Réuni le 25 septembre, le conseil d'administration de l'observatoire a décidé pour sa part de soutenir à toute décision en demandant, à une large majorité, la poursuite de l'étude préliminaire. Un groupe de travail composé de représentants des utilisateurs du Pic, de l'association pour la Fondation du pic du Midi, et d'experts « extérieurs » a été chargé de définir « les aménagements à apporter à l'organisation de l'espace au sommet et les garanties à obtenir au niveau de sa conception architecturale pour préserver les conditions de la poursuite de l'activité de recherche ».

Et pourtant, tout le monde sait que l'observatoire est en danger, qu'il va devoir, parce que le paysage astronomique mondial est en pleine transformation, trouver sa place « en complémentarité des télescopes géants », disent les spécialistes. Mais, en promettant le ciel sans peine au grand public, les partisans du projet touristique, ne poussent-ils l'observatoire hors de la galaxie des chercheurs de pointe ?

GÉRARD VALLÉS

(1) La station du pic du Midi, rattachée à l'Observatoire Midi-Pyrénées (130 personnes), est partie intégrante de l'université Paul-Sabatier (Toulouse-3) et à ce titre dépend du ministère de l'Éducation nationale. Mais l'essentiel de ses ressources provient du ministère de la recherche et de la technologie, via l'INSU, l'Institut national des sciences de l'univers, (CNRS).

Des coulis de déchets dans le sel de Manosque

La reconversion des cavités souterraines utilisées naguère pour le stockage du pétrole

On connaissait à la Hague les déchets en « colis », selon l'appellation des ingénieurs atomistes pour désigner les conteneurs de déchets radioactifs. On découvrait sans doute bientôt du côté de Manosque les déchets en « coulis », si les projets des ingénieurs pétroliers obtiennent le feu vert des pouvoirs publics. Ces ingénieurs envisagent, en effet, de réutiliser des cavités souterraines, qu'ils ont creusées dans le sel pour stocker des hydrocarbures, afin d'y entreposer des déchets industriels. Au lieu d'injecter du pétrole dans ces immenses citernes artificielles dont ils n'ont plus l'usage, ils veulent y couler des déchets dont les industriels ne savent plus quoi faire.

An départ de cette idée, une situation difficile pour les pétroliers. Comme la France ne consomme plus que la moitié de l'or noir qu'elle consommait avant 1973 (77 millions de tonnes par an au lieu de 140 millions), les centres de stockage souterrains créés pour assurer la réserve stratégique de quatre-vingt-dix jours ne servent pratiquement plus à rien. La société Géostock, fondée en 1968 pour constituer ces réserves souterraines (1), a déjà dû abandonner les mines de fer de May-sur-Orne, près de Caen, où 5 millions de mètres cubes de pétrole avaient été injectés dans les années 70, qu'il a fallu vider en 1987.

Et voici maintenant que Géostock se retrouve à Manosque avec trente-six cavités creusées à grands frais dans le dôme de sel de l'anticlinal, aujourd'hui utilisées seulement à 10 % de leur capacité. « Au départ, explique Claude Tourrolle,

le gérant, nous cherchions un moyen de remplir nos trous avec autre chose que la saumure. Nous avons alors pensé aux cendres d'incinération, que l'industrie produit en abondance, et qui se transforme en une sorte de béton lorsqu'on les mélange à l'eau. » L'idée a fait son chemin, et les ingénieurs de Géostock ont pensé qu'ils rendraient service à tout le monde s'ils réussissaient à enfoncer en toute sécurité des déchets industriels. Alors que les usines de traitement refusent constamment les fûts en attente, le sel de Manosque peut offrir 6 millions de mètres cubes garantis aussi étanches que les mines de Hérin-Neurode, en Allemagne, où l'Europe entière envoie ses déchets toxiques.

A Hérin-Neurode, cependant, on entrepose les déchets en fûts dans des galeries de mine où il est toujours possible d'aller les récupérer. Dans le cas des déchets de Manosque, qui se présentent comme d'immenses bouteilles — 400 mètres de haut et 50 mètres de diamètre — à goulot très étroit (45 cm), on ne peut descendre sous terre des fûts entiers. Les déchets doivent nécessairement passer par une phase sans liquide, du moins assez fluide, pour être injectés dans les puits.

Les pétroliers ont fait appel à l'INSA de Lyon, où les chercheurs du laboratoire de physique et chimie appliquées ont étudié le moyen de fabriquer, à partir de déchets industriels, une pâte capable de couler au fond du puits de sel et de s'y solidifier. Une formule a finalement été trouvée pour ce « coulis » : 45 % de « cendres volantes » (provenant aussi bien de

l'incinération des déchets industriels que des ordures ménagères), 30 % de résidus solides et 25 % d'eau. On obtient ainsi un coulis qui, une fois solidifié, a sensiblement le même densité que le sel. Ce coulis pourra même contenir des grumeaux, comme les morceaux de fûts métalliques qui seront broyés dans un atelier de surface.

Une difficulté subsistait : comment faire pour que le coulis ne se mélange pas à la saumure qui remplit les cavités ? Les ingénieurs ont mis au point un « liquide-tampon », à base d'éléments organohalogénés, qui empêche tout contact entre le coulis de déchets et la saumure de remplissage. Lorsque le camion-touille fonde son béton de ciment au fond du puits, le coulis soulève le liquide-tampon, qui pousse à son tour la saumure vers la surface, où elle est recueillie dans de vastes bassins de rétention (100 000 mètres cubes) rigoureusement étanches.

Pas n'importe quel produit

Fort de ces études de faisabilité, les responsables de Géostock ont constitué une nouvelle société, Géofix, chargée de gérer ce nouveau système d'élimination des déchets. Deux puits ont été prévus à cet effet au fond d'un canyon du pays manosquin. Le premier, « P51 », offre un volume de 240 000 mètres cubes entre -900 mètres et -1 300 mètres de profondeur. Le deuxième, « EX », présente une cavité de 166 000 mètres cubes entre -740 mètres et -1 100 mètres. De quoi enfoncer 40 000 mètres

cubes de déchets industriels par an pendant dix ans, ou environ 60 000 tonnes.

Naturellement, il n'est pas question d'admettre n'importe quel produit dans ces puits-poubelles. Géofix refuse d'emblée les déchets radioactifs, qui sont l'apanage exclusif de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). Cette agence a bien en vue, parmi les sites géologiquement possibles, un dôme de sel, mais il se trouve en Bretagne. Pour des raisons d'hygiène, Géofix refuse aussi les déchets hospitaliers, et, pour des raisons de sécurité évidentes dans un site où coule encore un peu de pétrole, les produits inflammables ou explosifs. Plus curieusement, le site de Manosque rejetera aussi les PCB liquides (polychlorobiphényles, comme le pyralène), « pour des raisons psychologiques », avoue Alain Boulanger, le directeur technique. Et aussi parce que la nouvelle usine de Saint-Anban, dans les Alpes-de-Haute-Provence, traitera ce genre de déchets. « Mais nous accepterons les terres contaminées aux PCB », précise M. Boulanger, notamment pour former le « bonbon », c'est-à-dire les éléments solides qui formeront le goulot supérieur de la cavité.

Les déchets qui seront admis dans les puits « EX » et « P51 » appartiendront à la catégorie des « résidus ultimes », c'est-à-dire tout ce qu'on obtient en fin de traitement, qu'il s'agisse d'incinération, de procédés physico-chimiques ou de régénération. Géofix prévoit d'accueillir en outre des produits actuellement difficiles à traiter, comme les gravats conta-

minés, les terres souillées par les métaux lourds, les scories d'aciéries, les catalyseurs usés, l'amiante, les sels de métaux lourds, etc.

Si, techniquement, la formule proposée par Géofix apparaît satisfaisante, elle pose plusieurs problèmes. Sa rentabilité, d'abord, n'est pas garantie. Outre les 20 millions de francs à prévoir pour l'investissement sur le site, il faudra en effet reprendre complètement le réseau routier local pour l'adapter aux camions de trente-huit tonnes. Actuellement, le pétrole arrive directement par oléoduc du terminal de Lavéra, sur l'étang de Berre. Et les saumures repartent par « sammoduc » dans

les étangs de Lavalduc et l'Engrenier. Soit deux gros tuyaux de 100 kilomètres enterrés, mais pas de camion. Le « marché » des déchets industriels étant fluctuant, les tarifs sont difficiles à prévoir.

Enfin, Géofix n'a pas encore le feu vert de l'administration. Le dossier a été présenté à la préfecture de Digne le 31 juillet dernier et une commission d'enquête constituée. La prochaine étape d'être longue, étant donné l'enjeu.

ROGER CANS

(1) Géostock a quatre actionnaires disposant chacun de 25 % des parts : BP, Elf, Shell et Total.

Précision académique

Les deux secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, MM. Alfred Jost et Paul Gémmin, sont descendus de préciser que les académiciens n'ont pas encore reçu le texte évoqué dans l'article intitulé « Radioactivité : les académiciens ne suivent pas les vœux » (« Le Monde Sciences-Médecine » du 4 octobre).

Un groupe de travail préparé depuis plusieurs semaines un texte dont la dernière version sera examinée et discutée par le comité des études et rapports de l'Académie le 23 octobre prochain. Après cet examen et les modifications éventuellement suggérées par ce comité, le dossier sera soumis le 6 novembre à l'Académie entière qui arrêtera la position de la compagnie, notamment sur toutes les questions sensibles. Après une ultime mise au point de la rédaction, le rapport sera remis au ministre et rendu public dès que l'Académie en aura reçu l'autorisation. Garivent MM. Jost et Gémmin. Ce n'est donc pas avant la décision quinquennale de novembre qu'il sera possible de présenter, de commenter et de discuter la position de l'Académie des sciences », concluent-ils.

Par « académiciens », il faut comprendre les auteurs (cités dans l'article) de ce que nous avons bien présenté comme un « projet de rapport ». Ce texte représente donc l'opinion de cinq membres émérites et d'un « correspondant » (le professeur Pierre Gallo) de l'Académie, et non celle de l'ensemble des académiciens. Dans nos prochains votes « l'Académie entière » comptera-t-elle ses membres rapporteurs ?

مكتبة الامانة

SCIENCES • MÉDECINE

« L'éradication des maladies héréditaires »

Suite de la page 19

Il y a quelques années, par exemple, on refusait tout aspect génétique dans la genèse des déficiences mentales. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Or le génétique n'explique pas tout. Le déterminisme génétique n'explique pas tout. Le déterminisme génétique est lui-même complexe, fait d'éléments en interaction et s'y surajoutent d'autres éléments qui n'ont rien de génétique. Tout cela impose des analyses très complexes et je ne suis pas sûr que nous disposions de concepts qui permettraient d'aborder vraiment ce problème. Disséquer le système est une bonne chose, mais ce n'est pas suffisant. La description des gènes n'est pas nécessairement suffisante pour comprendre.

La communauté médicale et scientifique réagira-t-elle à faire aller de pair le diagnostic prénatal, la thérapeutique et la recherche physiopathologique des maladies héréditaires ? Faut-il au contraire penser que le développement du diagnostic prénatal entravera de fait la prise en charge de maladies de moins en moins nombreuses ?

On peut, bien sûr, se poser la question. Mais il y en a une autre : dans quelle mesure les personnes souffrant d'affection héréditaire seront-elles moins nombreuses ? Si la prévention peut être mise en œuvre avant la naissance d'un enfant malade dans une famille à risque, on aura une incidence très nette sur la fréquence des affections. Mais ce n'est pas, loin s'en faut, toujours

le cas. Il faut aussi savoir que même lorsque le diagnostic prénatal est possible, comme dans le cas de la thalassémie, certaines communautés, pour des raisons culturelles, ne souhaitent pas y avoir recours.

Le problème se pose, il est vrai, pour la mucoviscidose, puisqu'on estime que 70 % des cas sont dus à la même mutation. On dispose donc d'un procédé direct pour repérer les personnes qui peuvent transmettre la maladie. Il est donc clair que nous allons nous trouver devant un nouveau problème que nous commençons d'ailleurs à étudier dans le cadre de l'Association française de dépistage.

D'une manière générale, vous pensez donc que les progrès actuels ou à venir ne réduiront pas l'action des généticiens à une simple dimension engendrée.

L'éradication des maladies héréditaires est un objectif inaccessible. Ne serait-ce que parce que ces maladies se renouvellent par mutation. On pourra en réduire le nombre, mais, en réalité, ce qu'on va le plus réduire, c'est ce dont on ne connaît pas la cause mais que l'on voit, comme avec l'échographie, par vision directe des malformations. La plupart des accidents du développement sont en effet imprévisibles, et surviennent de manière inopinée.

On pourrait toutefois envisager de doubler le regard échographique du contenu génétique avec le prélèvement de quelques cellules à

des fins d'analyse génétique. On pourrait aussi imaginer dans l'avenir une sorte de « screening » génétique systématique des embryons humains à naître. Est-ce de la science-fiction ?

On pourra certainement faire le diagnostic de certaines maladies sur les cellules issues des premières divisions de l'ovule fécondé, les blastomères. On vient ainsi de publier le diagnostic de la bêta-thalassémie, réalisé sur des blastomères de souris. Je ne suis absolument pas certain qu'il faille s'engager dans cette voie. Bien sûr, il est des maladies pour lesquelles ce diagnostic ultra-précoce pourrait avoir un intérêt, mais cela soulève de sérieuses questions éthiques.

Les conséquences engendrées de l'action des généticiens, les nouvelles questions éthiques qui se posent font-elles l'objet de débats et de discussions parmi vos confrères ?

Oui, bien sûr. Mais, pour tout ce qui concerne le diagnostic prénatal et à l'exception de ceux qui sont opposés pour des raisons philosophiques ou religieuses, la grande majorité de la communauté scientifique souhaite et espère que l'application et la diffusion de ces méthodes conduisent à la réduction du nombre de handicaps. D'autre part, le diagnostic qui existe entre les possibilités diagnostiques et la thérapeutique génétique est bien sûr une incitation au dépistage des affections héréditaires avant la naissance. Pour vous dire le fond de ma pensée, la thérapeutique génétique des maladies héréditaires ne sera pas, à mon avis, et pendant bien longtemps, une alternative crédible au diagnostic anténatal.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

Génétique : le congrès de la méthode

Suite de la page 19

Isane des laboratoires de biotechnologie américains, la PCR permet de développer une méthodologie qui pourrait révolutionner la recherche en génétique. Présentée au colloque de San-Diego par un quatuor de biologistes de renom (1) et détaillée dans la revue *Science* (2), son utilisation permettrait, si plus ni moins, d'établir un langage commun, une sorte d'espéranto des sciences de la vie qui faciliterait pour tous les chercheurs la coordination et le partage des travaux sur le génome humain.

Personne n'a encore défini de façon réaliste à quel ressemblerait la carte que nous sommes en train d'établir », résume Maynard Olson, l'un des pionniers américains de la cartographie génétique. Si les laboratoires du monde entier s'emploient aujourd'hui à topographier telle ou telle région chromosomique, les frontières de cette gigantesque mappemonde biologique restent en effet à définir. Sans quoi les chercheurs risquent de se retrouver dans la même situation que deux équipes creusant à l'aveugle un tunnel des deux côtés d'une montagne.

Pour éviter à la recherche internationale sur le génome humain de se transformer en tour de Babel, l'idée proposée au congrès de San-Diego paraît aussi simple que séduisante. Elle consisterait à marquer l'ADN à intervalles réguliers (tous les 100 000 nucléotides) par

un panneau indicateur, défini une fois pour toutes. Celui-ci serait constitué par... l'ADN lui-même. Autrement dit, une courte séquence d'une vingtaine de nucléotides qui servirait de référence commune à tous les biologistes. Sur l'importance qu'il ordinaire relié à la banque de données disponibles sur le génome, ces bornes permettraient ainsi, sans recherche préalable, d'appeler directement une région chromosomique donnée.

En synthétisant ces mêmes bornes, et en les utilisant comme amorces de l'amplification par PCR, cette méthode offrirait également la possibilité de fabriquer, en moins de vingt-quatre heures, le clone contenant le fragment génétique recherché. Et ce, sans avoir à se faire envoyer le support biologique correspondant par le laboratoire l'ayant déjà étudié, parcourir obligé à l'heure actuelle de la plupart des biologistes moléculaires. « Avec cette nouvelle approche, les techniques traditionnelles du clonage pourraient bien, dans un avenir proche, être totalement supplantées par la PCR », estime Ronald Doolittle. Si tous les laboratoires adoptent ce langage commun, il ne sera plus nécessaire d'attendre six mois pour recevoir un clone », réchiffre James Watson, également Prix Nobel et directeur du projet « génome humain » pour les NIH américains.

Reste à savoir si la majorité des chercheurs, pas toujours enclins à

se doter de règles communes et à rendre leurs travaux accessibles à tous, acceptent de jouer le jeu. Réponse peut-être lors de la prochaine réunion, en décembre, des principaux responsables du projet.

Enfin, des innovations plus radicales encore pourraient survenir, dont les conséquences sur les méthodes de travail des généticiens sont aujourd'hui incalculables. Un exemple : la microscopie à effet tunnel, qui a permis tout récemment à des laboratoires américains de Berkeley et de Livermore de produire la première photo au monde d'un simple brin d'ADN et, sans doute même, à en croire l'annonce faite à San-Diego, de visualiser les nucléotides qui le composent. Le microscope à effet tunnel permettrait-t-il, demain, d'identifier distinctement les quatre unités (les bases) constitutives de l'ADN ? On n'en est pas là, mais il ne s'agit déjà plus de science-fiction.

Pour gagner ce formidable pari, l'obstacle le plus périlleux à franchir concernera sans doute, plus encore que le séquençage proprement dit, le traitement des données obtenues. A quoi servirait-il, en effet, d'accumuler des milliards d'informations sans pouvoir les utiliser ? Or, à l'échelle du génome humain, les systèmes informatiques capables de retrouver un gène spécifique dans une banque de données n'en ont encore qu'à leurs balbutiements. Même si, ici ou là, commencent à apparaître les prototypes de microprocesseurs spécialement conçus pour les généticiens, « le traitement informatique des données représentera sans doute la partie la plus coûteuse et la plus importante de notre projet », estime Charles Cantor.

A quand de véritables systèmes experts robotisés, capables de déchiffrer, de comparer et d'interpréter l'essence même de l'espèce humaine ?

CATHERINE VINCENT

(1) Il s'agit de Maynard Olson (université de Washington, St-Louis), Leroy Hood (Institut californien de technologie, Pasadena), Charles Cantor (Centre pour le génome humain, Berkeley) et David Botstein (Genetech, San-Francisco). Tous quatre sont membres du Comité de recherches américaines sur le génome humain, structure commune au NIH et au département de l'énergie (DOE) américains.

(2) *Science* du 29 septembre.

Non pas des jouets mais des documents

Les maquettes reconstituent en trois dimensions des plans en deux dimensions et ainsi clairement la vie du passé.

A mode, pour les expositions et les musées, est à la maquette et c'est une très bonne chose. Rien ne vaut une maquette pour faire comprendre aux visiteurs - profanes ou non - les modes de vie du passé, que ceux-ci soient villageois, artisans ou seigneurs. Une maquette, en effet, est en général très parlante pour un non-spécialiste. Ici, des maquettes d'habitat, de maisons, de palais, d'ateliers et même de « fort ». Tous ces humbles vestiges nous permettent de mieux saisir les conditions de vie des hommes de jadis. Si bien que l'on voit d'un coup d'œil la grandeur réelle des bâtiments, leurs positions relatives, l'organisation du village. Et surtout, tout paraît vrai et tout est vraisemblable.

Autre exemple, les neuf maquettes de châteaux forts normands illustrant l'exposition présentée en 1987 au Musée de Normandie de Caen, puis en Norvège, puis à Rouen (*Le Monde* du 11 août 1987). Là, on comprend à quel point les premiers châteaux étaient modestes : de grosses fermes en bois et en terre entourées d'une ou deux palissades de pieux.

Ainsi, avec une maquette, passe-t-on de vestiges à peine « lisibles » en deux dimensions à des reconstructions précises en trois dimensions. Pour M^{me} Françoise Boutet, l'une des quelques spécialistes de la maquette historique, une maquette suppose une très étroite coopération avec les conservateurs de musées, les responsables d'exposition et les archéologues. Ces derniers doivent fournir les « matériaux » de base, c'est-à-dire un plan coté extrêmement détaillé et, si le terrain est accidenté, la topographie traduite en courbes de niveau.

Viennent ensuite de longues conversations entre la maquettiste et l'archéologue au cours desquelles ce dernier explique le site et donne, s'il est bon en dessin,

les élévations, c'est-à-dire les représentations des façades, des pignons, des toits des constructions à reconstituer en trois dimensions.

En fait, comme le dit avec humour Mme Boutet, de telles reconstitutions comprennent inévitablement une part d'imagination chez l'archéologue et chez la maquettiste. Il faut que ces deux imaginations coïncident et surtout que le résultat représente l'hypothèse la plus vraisemblable, en regard à l'état des connaissances sur l'époque, aux techniques disponibles à tel ou tel siècle, à la résistance des matériaux qui étaient utilisés, etc.

Vient enfin la discussion sur l'échelle de la maquette. Il est évident qu'une échelle plus grande (1:10) sera nécessaire pour représenter un unique bâtiment, alors qu'une petite échelle (1:100) sera forcément employée pour figurer un village dans son environnement. Pour la ville de Fécamp, avec les rues et le port tels qu'ils étaient en 1830, il a fallu une échelle de 1:1 000, et pour la vallée de l'Eure (le fleuve côtier breton), Mme Boutet a dû utiliser le 1:10 000.

Des matériaux inattendus

La première étape de la réalisation consiste à préparer le « sol ». Sur un plateau de contreplaqué, sont collées, éventuellement pour les petites maquettes, des feuilles de polystyrène expansé d'épaisseurs variées découpées en fonction des courbes de niveau réelles. Les « marches d'escalier » ainsi obtenues sont « lissées » par plusieurs couches d'enduit. Sur les grandes maquettes, on utilise du tissu enduit de plâtre ou marouflé à la colle posé sur des supports dont la hauteur a été déterminée avec la plus grande précision. Vient ensuite un ponçage, puis une peinture couleur de terre qui permet de voir le relief obtenu beaucoup mieux qu'à celui-ci était resté blanc.

Sur cette topographie reconstituée, sont alors installés les divers éléments qui feront vivre la maquette. Pour ceux-ci, Mme Boutet fait preuve d'une inventivité toujours en éveil. Du bois et parfois du béton cellulaire travaillés au couteau, puis peints, seront utilisés pour faire la structure des murs, le revêtement de ceux-ci étant fait de minuscules morceaux de vraie pierre taillée ; les poteaux, les

pieux, les carreaux ou les barques étant taillés dans le bois tendre. Une vieille fourrure, un tissu en poil de chameau ou de la filasse de plombier pour les petites échelles, des brins de balai végétal pour les grandes échelles feront des toitures de chameau tout à fait ressemblantes. Souvent les plus « grandes » maisons sont figurées en attaché, c'est-à-dire ouvertes en partie pour que l'on en voit l'agencement intérieur.

La végétation, elle aussi, est figurée avec des matériaux qui peuvent surprendre. Certes, les troncs d'arbres les plus réalistes sont faits de branchettes de plantes sèches de la garrigue languedocienne. Mais les feuillages peuvent être de la laine, des débris de serviette éponge, des lichens ou de la sciure de bois dont la granulométrie a été choisie par tamisage. Pour les céréales, rien ne vaut une vieille fourrure synthétique teinte à la bonne couleur.

Les plus grands (15 à 18 centimètres dans les maquettes au 1:100) sont sculptés dans le bois, les membres étant sculptés grâce à des articulations en fil de cuivre. Les plus petits (1,5 à 1,8 centimètre dans une maquette au 1:100) sont modelés dans des boulettes de « terre » peintes. Les chevelures sont faites de filasse, de coton ou de « terre » ; les vêtements, de tissu dont la texture est comparable avec la taille du personnage à habiller, d'un bout de bas de nylon ou encore de « terre ». Toutes ces poupées et tous ces matériaux étant colorés avec, si possible, des teintures végétales. Pour M^{me} Boutet, en effet, rien ne remplace les matériaux naturels pour donner l'aspect du vrai.

Les machines et outils sont sculptés dans du bois, du bouchon, de la feuille de plomb. Les animaux - que l'on pense à la taille d'une poule figurée au 1:40 - sont faits de silhouettes de plastique « amarrées » ou du fil de fer enrobé de « terre » modelée ou, pour les plus minuscules, d'une boulette de « terre » façonnée.

Heures innombrables, patience, minutie, souci de la précision, inventivité, sens de l'esthétique, art du bricolage et un brin d'imagination, il faut tout cela pour faire de véritables « instruments de travail » et d'étude » qui ont une valeur didactique et sont en même temps des œuvres d'art.

YVONNE BEBEYROL

et tourisme



sel de Manosqu

Precision académique

Notre Institut, unique en France et en Europe, vous prépare pendant une année d'étude spécialisée rémunérée par l'Etat, à des postes à responsabilité élevée (3 à 5 offres d'emploi par diplôme).

Écrivez ou téléphonez à :
ISCAM, 132, rue Henri-Champion - 72100 Le Mans
Tél. : (06) 43 84 01 32

PASSIONNÉ(E) PAR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
VOUS VOLEZ Y FAIRE UNE BELLE CARRIÈRE

rejoignez l'ISCAM



Formation automobile internationale
Niveau d'entrée : Bac + 4
Groupe ESCRA/ISCAM
sous tutelle du Ministère du Commerce
géré par la chambre de Commerce et d'Industrie du Mans

Notre Institut, unique en France et en Europe, vous prépare pendant une année d'étude spécialisée rémunérée par l'Etat, à des postes à responsabilité élevée (3 à 5 offres d'emploi par diplôme).

Écrivez ou téléphonez à :
ISCAM, 132, rue Henri-Champion - 72100 Le Mans
Tél. : (06) 43 84 01 32

« SOURDS ET MALENTENDANTS »

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 16 et mardi 17 octobre 1989 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pourrez gratuitement faire réviser vos appareils auditifs.

Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 42-33-21-89 - poste 4175

M.N.P.L. Service acoustique, 29, rue de Turbigo 75002 Paris

REVEILLEZ
VOTRE ANGLAIS
pour gagner en 1992!

Demain l'Europe!
Bougez! Participez
à un entraînement actif à la
conversation avec des animateurs
anglais expérimentés.

Stages "bilingues" d'anglais avec
supports pédagogiques audio
et vidéo. Sur le même principe,
à autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS
VITE!

N° VERT 05.19.66.00
Appel gratuit
Centre de
Formation aux Langues
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)
75008 PARIS

(Publicité)

8 - 12 NOVEMBRE 1989

MILAN (ITALIE)



14ème SALON
INTERNATIONAL DES
MACHINES POUR
L'ŒNOLOGIE ET LA
MISE EN BOUTEILLE

Le SIMEL, foire biennale
internationale, est la plus
importante manifestation
spécialisée en Italie, de machines
et équipements pour l'œnologie et
la mise en bouteille
des différentes boissons,
avec la participation des
plus grandes industries
italiennes et étrangères.



45 000 m² de superficie couverte,
500 exposants de 15 pays,
35 000 acheteurs de 63 pays,
entrée gratuite réservée
aux professionnels.

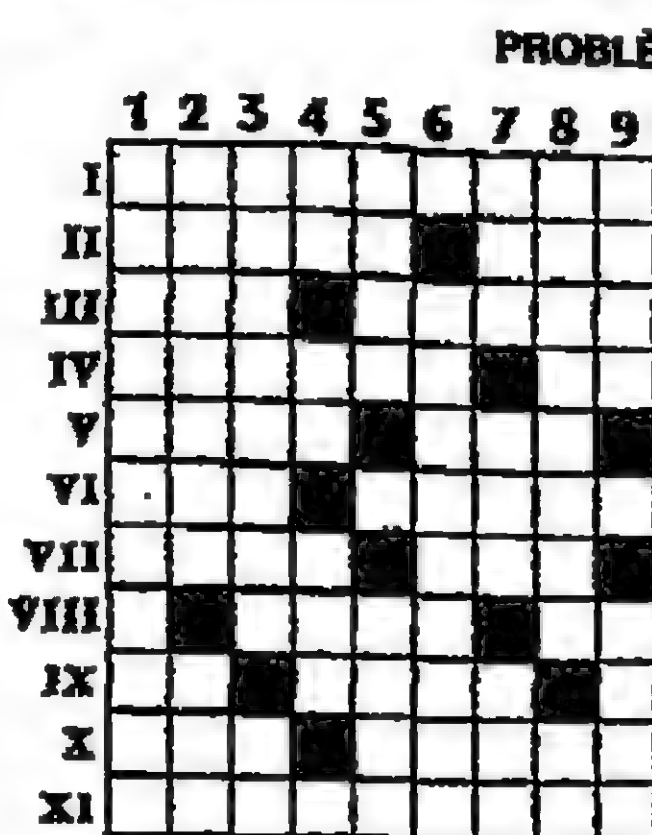
Un panorama complet des machines et les installations et
équipements les plus modernes pour
La mise en bouteille des boissons: vin, bière, liqueurs,
eaux-de-vie, vinaigre, jus de fruits, alcool, huile,
eaux minérales, boissons gazeuses, etc.
Fourniture et grandes installations pour le traitement du
raisin, machines pour le conditionnement et l'emballage
des liquides en bouteilles, équipements internes des
entreprises, récipients de tout genre et de toute dimension.

Pavillons 12 - 13 - 14 - 15 - 16 de la Fiera di Milano
Entrées: Porta Carlo Magno et Via Guastaferra

Pour toute information, s'adresser à:
SIMEL - Via S. Vittore al Teatro, 3
20123 Milano (Italie)
Tél. 2/801595 (4 lignes)
Telex 313681 UNIEL I - Télécopieur 2/866226
Hebergement et voyages:
CHIARI SODMARVA
Via Dante, 8 - 20121 Milano (Italie)
Tél. 2/490293 - Telex 334053 CHIARI I

AGENDA

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Acquiesce de la terre. — II. Qui a pas à se serrer la ceinture. — III. Susceptible de se montrer brillant. Fait courir du monde. — IV. Fait durer le plaisir. Disparait au mer. — V. Conduit parfois à mort. Avec lui, certains se font étioler. — VI. Est en Asie. N'est pas bien quand elle est pâle. — VII. Enfants sur une île. Se répète souvent. — VIII. Ça chauffe pour lui. Conjonction. — IX. Agréé ou pincé. Sert d'abri après un vol. — X. Pronom. Espèce de bécaïse. — XI. Telles que l'on n'est pas sans savoir.

VERTICALEMENT

1. A des mots de recommandation. — 2. Rapporte le butin. Donne le programme. — 3. Arrive en automne. En septembre. — 4. S'oppose à l'action. Pronom. Fit quitter la place. — 5. Fait mieux connaître. Peut-être accueilli des tyrans. — 6. Renvoient la balle. — 7. Connu maints flux et reflux. Est bon à manger. Direction. — 8. Fait revivre. Offre une protection. — 9. Piégèrent le lion de la fable. Reçoivent la balle.

Solution du problème n° 5105

Horizontalement
1. Ravissant. — II. Enrouleur. — III. Féon. Ar. — IV. Mignons. — V. Beignet. — VI. Sai. — VII. Ecra-seurs. — VIII. Ur. Meurtres. — IX. Samen. Eté. — X. Exangs. — XI. Sata. Ecot.

Verticalement
1. Repriseuses. — 2. Ana. Acaté. — 3. Vrombir. Mat. — 4. Ionie. Amène. — 5. Su. Gingsang. — 6. Slang. Eu. Se. — 7. Aéroneute. — 8. Nu. Né. Réro. — 9. Tristasse.

GUY BROUTY

CAMPUS

Réflexion chrétienne sur la formation

Enseignants, parents, chefs d'entreprises, syndicalistes, hauts fonctionnaires : tous sont concernés par la formation — première ou permanente. Et pourtant rares sont les occasions de les voir ensemble pour traiter ce thème dans toutes ses dimensions : le financement du système éducatif, l'avenir du métier d'enseignant, mais aussi le dialogue avec les parents, la relation avec l'entreprise ou avec le tertiaire, la sorte des écoles de la formation, les systèmes de formation à l'étranger, la formation aux loisirs et à la retraite...

Les Semaines sociales de France vont tenter de parer à une réflexion pluridisciplinaire sur ce thème. Elles réunissent des chrétiens diversément engagés, associés d'ouvrir des tribunes, sans exclusion, sur les sujets de société. Nées en 1904, ces Semaines sociales connaissent un véritable renouveau. Cinq cents personnes s'étaient déjà réunies en 1987 sur le thème travail-emploi. Cette année ce sera la formation. Du 20 au 22 octobre à La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), des tables rondes et des séances de réflexion seront animées par des personnalités, comme MM. Pierre Baubet, professeur à Paris-I, et Daniel Gourisse, directeur de l'École centrale (la préparation à la vie professionnelle), René Lenoir, directeur de l'ENEA (échec scolaire et exclusion), René Hémond et des invités italiens, allemands, anglais (systèmes d'éducation à l'étranger), M^{me} Marguerite Gensbittel, professeur à l'Université, MM. Jean Boissonnet, Alfred Grosser, Mgr Defois, recteur de l'Institut catholique...

H. T.
Semaines sociales de France, 24, rue du Maréchal-Joffre, 78000 Versailles. Tél. 39-50-09-80.

Revue des géomètres

La rentrée a finalement eu lieu, lundi 9 octobre, avec une semaine de retard, à l'Institut national des sciences topographiques (INST), un établissement dépendant du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

Les élèves géomètres, qui protestent contre une augmentation de 50 % de leurs droits d'inscription (voir Campus des 8-9 octobre), ont obtenu gain de cause.

L'inscription coûtera cette année 2 300 F, soit seulement cent francs de plus que l'année précédente.

Histoire économique

L'Association pour le développement de l'histoire économique, présidée par M. Jacques Maresca, professeur à l'université Paris-I, organise quatre journées d'études pour les enseignants en histoire et en sciences économiques des lycées et collèges : les 18 octobre (« Les relations monétaires internationales, de Bretton Woods à nos jours »), 20 décembre (« La condition ouvrière au dix-neuvième siècle »), 21 mars (« La grande dépression de la fin du dix-neuvième siècle ») et 18 mai (« La crise de 1929 »).

ADHE, 14, rue Lanne, 93200 Saint-Denis. (Secrétaire de l'association : Daniel Lefebvre, 18, rue Troyon, 92310 Suresnes.)

EN BREF

COLLOQUE : Finances et économie. — Le ministre de l'économie, des finances et du budget organise, dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution, un colloque sur ce thème les 12, 13 et 14 octobre au centre de conférences de Bercy, 139, rue de Bercy, 75012 Paris.

Renseignements et inscriptions auprès du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 6, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : (1) 42-40-33-00 (poste 4595).

Les divorcés, des chrétiens parmi d'autres. — En France, actuellement, sur trois couples mariés, un est divorcé. Le divorce, un échec de la vie conjugale. Comment le gérer le mieux possible ? Sur ces thèmes, le centre culturel Les Fontaines propose, les 21 et 22 octobre, un week-end avec Michel Lefebvre, de l'Institut catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions auprès du centre, B.P. 205, 60501 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurendeau (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Verne
Correspondant en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Wauters
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPA 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : D-Signal dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à émettre □ On peut voir ou écouter Ne pas manquer □ et □ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 octobre

TF 1
20.40 Cinéma : La bataille d'Angleterre. □ Film britannique de Guy Hamilton (1968). Avec Michael Caine, Cud Jurgens, Laurence Olivier.
22.50 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Dechavanne. Invité : l'Agg Xher.
0.20 Journal et Métro.
0.40 Série : Intrigues.
1.05 TF 1 nuit.
1.30 Flash d'informations.
1.35 Feuilleton : C'est déjà demain.

A 2
20.35 Cinéma : Circulez, y'a rien à voir. □ Film français de Patrice Leconte (1982). Avec Jane Birkin, Michel Blanc, Jacques Villeret.
22.05 Flash d'informations.
22.10 Magazine : Stars à la barre. Quand il se sera grand. Invité : Jean-Loup Dailly.
23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
0.00 Métro.
0.05 Soixante secondes. Heiner Müller, metteur en scène.
0.10 Du côté de chez Fred (redif.).

FR 3
20.35 Cinéma 16 : Mary de Cort. Téléfilm de Robin Davis d'après la nouvelle de Joseph Kessel. L'histoire dans les années 20.

22.10 Journal et Métro.
22.35 Télévision régionale.

QUE CHOISIR COMMENT REPONDRE AUX MAUVAIS COUPS DU TELEPHONE DANS QUE CHOISIR D'OCTOBRE

CANAL PLUS
20.30 Sport : Football. Championnat d'Europe des espoirs : France-Ecosse.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : La folle histoire de l'espace. □ Film américain de Mel Brooks (1987) (v.o.).
0.15 Cinéma : Deux belles garces. Film français classé X de Michel Berry (1988).
1.50 Série : Bergerac.

LA 5
20.40 Cinéma : Conan le barbare. □ Film américain de John Milius (1982).
23.05 Rallye des pharaons.
23.10 Série : L'enter du devoir.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Magazine : Nomades.

M 6
20.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.

22.10 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Un jour à New-York. □ Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1949). Avec Frank Sinatra, Betty Garrett.
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Musique : Bouhrock'n hard.

LA SEPT
20.30 Documentaire : Voyage au pays des francs-maçons. De Serge Morel. 1. La secte maçonnique.
21.45 Documentaire : Images du pôle à l'équateur. Documentaire : La terre n'a pas de nom.
23.30 Théâtre : Pour un oui ou pour un non. Pince de Nathalie Sarraute.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 9 décembre à l'Alte Oper de Frankfurt) : Concerto pour violon et orchestre n° 2, La mandarin merveilleux, de Barok, par l'Orchestre symphonique de la radio de Frankfurt, le chœur de la Frankfurter Musikhochschule, dir. : Eliahu Inbal, sol. : Jean-Jacques Kantorow, violon.
22.30 La galaxie des traditions.
23.07 Club d'archives.

FRANCE-CULTURE
20.00 Musique : Le rythme et la raison. Theodorakis Monk. 2. Éléments pour une chronologie.
20.30 Archipel médecine. Dossier : La neurochirurgie aujourd'hui.
21.30 Bébés dans la publicité (redif.).
22.40 Nuits magnétiques. La passion selon... Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

Mercredi 11 octobre

TF 1
14.30 Club Dorothée.
17.50 Série : Hawaii, police d'État.
18.45 Avis de recherche.
18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Métro, l'après-midi.
20.40 Sport : Football. France-Ecosse, en direct du Parc des Princes.
21.30 Tirage du Loto.
21.45 Sport : Football. France-Ecosse (2^e mi-temps).
22.35 Magazine : Ex libris. Corps et âmes. Expliquez-moi : Robert Dentzer. L'illusion psychosomatique. Lion Schwartzberg. Enquête sur les manipulations mentales : les méthodes de la CIA et des terroristes, de Gordon Thomas. Exotisme livre : Philippe Bernader. Les deuxièmes nœuds de l'intermède psychanalytique, Joëlle Migault (Les rochers blancs). Exploration : Françoise Dolto.
23.35 Journal et Métro.
23.55 Série : Intrigues.
0.20 Série : Mémoires.
0.45 Documentaire : Histoires naturelles.
1.10 TF 1 nuit.

A 2
14.15 Eric et compagnie.
18.20 Magazine : Euroclix.
18.35 Feuilleton : Les années collège.
19.00 Magazine : Drôle de planète.
19.20 Magazine : Graffiti 5-15.
19.40 Série : Les voisins.
19.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.50 Série : Top models.
19.55 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Métro.
20.35 Variétés : Joe Dassin un Américain à Paris.
22.18 Flash d'informations.
22.23 Magazine : Place publique. Thème : Le sida, la bonne affaire. Quand je serai grand. Invité : Françoise Sagan.
23.40 Informations : 24 heures sur la 2.
0.05 Soixante secondes. Jean Daniel.
0.10 Magazine : Figures. Invité : Henri Thomas, écrivain et philosophe.

FR 3
14.00 Magazine : Montagne (redif.).
15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17.00 Flash d'informations.
De 17.05 à 18.00 Amuse 3
18.00 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
19.58 Dessin animé : Denver le dernier dinosaure.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Théâtre : La Locandiera. Pince en trois actes de Carlo Goldoni. (2^e mi-temps).
23.15 Journal et Métro.
23.35 Musiques, musiques.
23.45 Documentaire. Proposé par la Commission des Communautés européennes contre le cancer.

CANAL PLUS
14.30 Série : Mister Gun.
15.00 Téléfilm : Police des polices. Une double enquête périlleuse.
17.25 Cabou Cadin.
En clair jusqu'à 21.00.
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Bandes annonces cinémas.
21.00 Cinéma : Le dernier testament. □ Film américain de Lynn Limer (1983). A la suite d'une explosion atomique les habitants d'une petite ville de Californie s'organisent pour survivre.
22.25 Flash d'informations.
23.30 Cinéma : Week-end de terreur. □ Film américain de Fred Walton (1988).
0.00 Cinéma : Les tricheurs. □ Film français de Marcel Carné (1958).

LA CINQ
14.30 Série : L'inspecteur Derrick.
15.30 Série : Automane.
18.45 Dessins animés.
17.30 Magazine : En route pour l'aventure.
18.00 Dessins animés.
19.00 Série : Happy days.
19.30 Le bar des ministères.
20.00 Journal.

20.40 Téléfilm : Petites fleurs coupées.
22.20 Rallye des pharaons.
22.25 Série : La loi de Los Angeles.
23.20 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.

M 6
14.35 Magazine : Roxanne Roll. Avec à 14.40 et à 15.50 Pass time.
15.00 Jeu : Zap 6.
16.05 Hit, hit, hit, hurra !
17.05 Roxanne Roll (aut.).
17.10 Série : L'homme de fer.
18.05 Variétés : Multitop.
18.35 Série : Mariés, deux enfants.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Téléfilm : Miami connection.
22.05 Série : Les années coup de cœur.
22.35 Documentaire : Les chemins de la guerre. 3. La France.
23.25 Six minutes d'informations.
23.30 Top of the pops.
1.00 Rediffusions.

LA SEPT
16.30 Documentaire : L'amour en France (3). De Daniel Karlin et Tony Laine.
17.30 Cinéma : Dans la ville blanche. □ Film suisse d'Alain Tanner (1982).
19.30 Documentaire : Jean Paulin et le fil de ses films (3).
20.00 Documentaire : Préfaces (2) De Pierre Bouchet.
20.30 Feuilleton : Morevagine (2) De Philippe Pélard.
21.30 Feuilleton : La vengeance d'une orpheline russe. De Jean-Christophe Averty.
22.00 Magazine : Imagine.
22.30 Opéra : Eugène Onéguine. De Tchaïkovski.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (le 2 octobre salle Gaveaux) : Symphonie n° 1 en sol mineur, op. 40, Sonate pour harpe et piano en fa majeur, op. 29, Sonate pour piano en fa mineur, op. 55, Concerto pour piano et orchestre n° 3 en fa majeur, op. 32, de Wozni, par Tia Haverland Band, dir. Roy Goodman, sol. : Laure Collard, piano-forte, Marielle Nordmann, harpe.
22.15 Concert du GRM. Jazz, d'après Matisse, de Radolf.
23.07 Jazz club.

FRANCE-CULTURE
20.30 Antipodes. L'art africain au Grand Palais. Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entretien avec Michel Sornes.
22.40 Nuits magnétiques. La passion selon... Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

Audience TV du 9 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	POURCENTAGE DES FRANÇAIS ENREGISTRÉS LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,7	Centre-Barbare	Top models	Actual. région.	Bandes annonces	Happy days	Magnum
19 h 45	57,3	Rose Fortino	Dessins	19-20 infos	Nulle part ailleurs	Bar maïsonne	Magnum
20 h 16	60,3	Journal	Journal	La classe	Nulle part ailleurs	Journal	M-est servie
20 h 58	71,2	Peuple celté	Chiffres/lettres	Il était une fois...	Les questions	Inconnues vieilles	Gr-Cydonant
22 h 5	56,1	Bandes annonces	Publicité	Il était une fois...	Les questions	Inconnues vieilles	Publicité
22 h 44	42,8	Chose	Comment ça va	Il était une fois...	Lundi sport	Metlock 5	Publicité

SPORTS

Rallye des Pharaons

Les « Elephant » préparent le Dakar

L'équipe italienne Cagiva a pris, lundi 9 octobre, une bonne option sur la victoire finale à moto du Rallye des Pharaons. Après l'abandon sur chute du Français Stéphane Peterhansel (Yamaha YZ 750), deuxième au classement général, dans la neuvième étape, une boucle de 270 km à partir d'Hourghada, dans le désert arabe, l'italien Alessandro De Petri précède son équipier Eddy Orioli, vainqueur du Dakar 1988, de 42 min. 58 sec. Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 grand raid) a encore accentué son avantage chez les voitures après sa sixième victoire d'étape.

HOURGHADA

de notre envoyé spécial

Une malédiction des Pharaons frappe-t-elle Stéphane Peterhansel ? L'an dernier, le motard français avait dû abandonner sur chute, alors qu'il occupait la tête du rallye. Le scénario, presque identique, s'est reproduit lundi 9 octobre. Parti dans la poussière d'Alessandro De Petri, le jeune champion du monde d'enduro a lourdement chuté à la réception d'une succession de bosses.

Premier à arriver sur lui, l'italien Franco Picco (Yamaha

YZE 750), lui a aussitôt porté secours. « Il était encore assommé, raconte-t-il. Il était un peu touché au visage mais, dès qu'il a repris connaissance, il s'est tout de suite remis à pédaler (deux fractures). Avec Gilles Lalay (Suzuki DRZ 750), nous l'avons déposé de sa moto, puis j'ai dû couper son gant avec mon couteau. »

L'abandon du Français, deuxième à 17 minutes, laisse le champ libre aux « Elephant » des deux Italiens, puisque Alessandro De Petri devance désormais son équipier Eddy Orioli de 42 min. 58 sec. et l'espagnol Carlos Mas (Yamaha XT 600) de 1 h 25 min. 29 sec. Mais cet accident a surtout été révélateur des caractères des principaux concurrents. Parmi ces modernes cavaliers du désert, il y a les seigneurs, comme Franco Picco, Eddy Orioli, Gilles Lalay qui n'hésitent pas à porter secours malgré le chronomètre qui tourne sur la ligne d'arrivée, et... les autres comme l'espagnol Carlos Mas (arrêté 5 secondes) ou le Belge Gaston Rahier (Suzuki DRZ 750) qui filent en espérant profiter des circonstances pour gagner une ou deux places.

« Le Rallye des Pharaons devient trop dangereux pour les motards », estime Eddy Orioli. Le parcours ne change pas assez. Les anciens n'ont plus besoin de « road book » car ils connaissent les pistes des spécialistes par cœur. Cette année, toutes les équipes ont été gagnées à plus de 100 km/h.

Alessandro, qui vient du motocross, est plus à l'aise dans cet exercice car c'est un fonceur. Après une chute le même jour, il a dû se faire soigner (fracture de vertèbres lombaires). Je ne suis revenu que pour tester la nouvelle « Elephant » avant le Dakar. »

Si le forfait de Honda, annoncé à l'issue du dernier Dakar, se confirme, les motos italiennes partiront favorites du grand raid africain. Des suspensions arrière plus souples, un réservoir de 67 litres abaissé, ont permis de diminuer la taille des monstres « Elephant » de 9 cm pour améliorer leur équilibre. Les nouvelles Yamaha bicycliques YZE 750 et surtout les nouvelles Suzuki, victimes de la chaleur ambiante (souvent plus de 50°) et d'un phénomène de « vapor-lock » (des bulles se forment dans l'essence à cause de la trop grande proximité d'un moteur brûlant), n'ont pas convaincu.

Ces constatations rendent Eddy Orioli très optimiste pour le Paris-Dakar où il espère bien signer la deuxième victoire italienne après son premier succès de 1988. « Les motards et les constructeurs italiens, comme Cagiva en 1985, ont découvert le Dakar plus tard que les Français, dit-il. Nous manquons encore d'expérience, mais je crois que nous sommes désormais prêts pour succéder aux Cyrill Neveu, Hubert Auriol ou Gaston Rahier et assumer le rôle de favoris au départ. »

GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME : le vélodrome de Bordeaux

Une rentabilité à démontrer

Un vélodrome couvert, doté d'une piste de deux cent cinquante mètres, a été inauguré à Bordeaux lundi 9 octobre, par le maire M. Jacques Chaban-Delmas en présence de Laurent Fignon, Charly Mottet, Miguel Indurain. Cet équipement est cependant loin de faire l'unanimité.

BORDEAUX

de notre correspondant

Construit dans le quartier de Bordeaux-Lac, à peu de distance du hall des expositions et des congrès, le nouveau vélodrome offre quatre mille quatre cents places assises. La piste, en bois de douglas, assemblée selon la technique du lamellé-collé, est complétée d'une aire d'athlétisme susceptible d'accueillir des compétitions de saut et de course.

La construction a été décidée en 1986, en compensation de la destruction de l'ancienne piste du stade vélodrome. Celle-ci avait été démolie afin de libérer des places pour les matches des Girondins de Bordeaux FC.

De 60 millions de francs au départ, le vélodrome a été successivement estimé à 75 millions, puis à 86,5 millions. Il reviendra finalement à 110 millions de francs.

Cette inflation s'expliquerait par la modification des plans initiaux. A la demande de la Fédération française de cyclisme, on a ajouté des équipements intérieurs, afin de donner une dimension « internationale » au vélodrome. La nature du terrain, marécageux, aurait aussi contraint la SOCAC, filiale régionale de la SAE, à des travaux particuliers de terrassement.

Ces explications ne convainquent pas les milieux économiques qui ont du mal, de leur côté, à faire financer un nouvel équipement d'exposition, indispensable pour accueillir le prestigieux salon VINEXO et le Salon nautique du Grand Pavois.

La rentabilité de l'ouvrage suscite aussi des doutes. Au dernier moment, il a été rebaptisé stade, terme plus neutre que vélodrome. Il semble en effet évident que le cyclisme ne suffira pas à remplir les lieux. On sait déjà que les accès de la piste sont trop étroits pour permettre l'accueil de la plus populaire des manifestations cyclistes, le Tour de France. D'autres manifestations sportives ont été sollicitées mais, malgré une transformation de dernière heure, il n'est pas sûr non plus que le Jumping de Bordeaux puisse se tenir à la fin de l'année.

GINETTE DE MATHA

■ **AUTOMOBILISME :** rallye de San-Remo. — L'italien Alessandro Fiorio (Lancia) était en tête, lundi 9 octobre, dans la soirée, du rallye de San-Remo (Italie) comptant pour le championnat du monde de la spécialité. Cette première journée de course a été marquée par l'abandon du Français Didier Auriol (Lancia), victime d'une sortie de route alors qu'il menait après quatre épreuves spéciales.

■ **FOOTBALL :** élimination du championnat algérien. — L'entraîneur de l'équipe nationale algérienne de football, Karim Lemat, a démissionné de ses fonctions, lundi 9 octobre, au lendemain du match nul (0-0) de son équipe face à l'Égypte, à Constantine, lors d'un

RUGBY

Les Gallois rompent avec l'Afrique du Sud

Les clubs de rugby gallois, qui étaient réunis en assemblée générale extraordinaire, le 8 octobre, à Port-Talbot, ont décidé de rompre leurs liens sportifs avec l'Afrique du Sud par 216 voix contre 113 et 6 abstentions.

Ce vote avait été sollicité par le président de la Fédération galloise, Clive Rowlands, qui avait déploré la participation de neuf joueurs et de plusieurs officiels gallois à la tournée internationale organisée à l'occasion du centenaire de la Fédération sud-africaine (SARB). « Il est évident que les temps changent », a commenté Clive Rowlands après le vote qui a donné un résultat inverse que celui organisé en 1984 sur le même sujet.

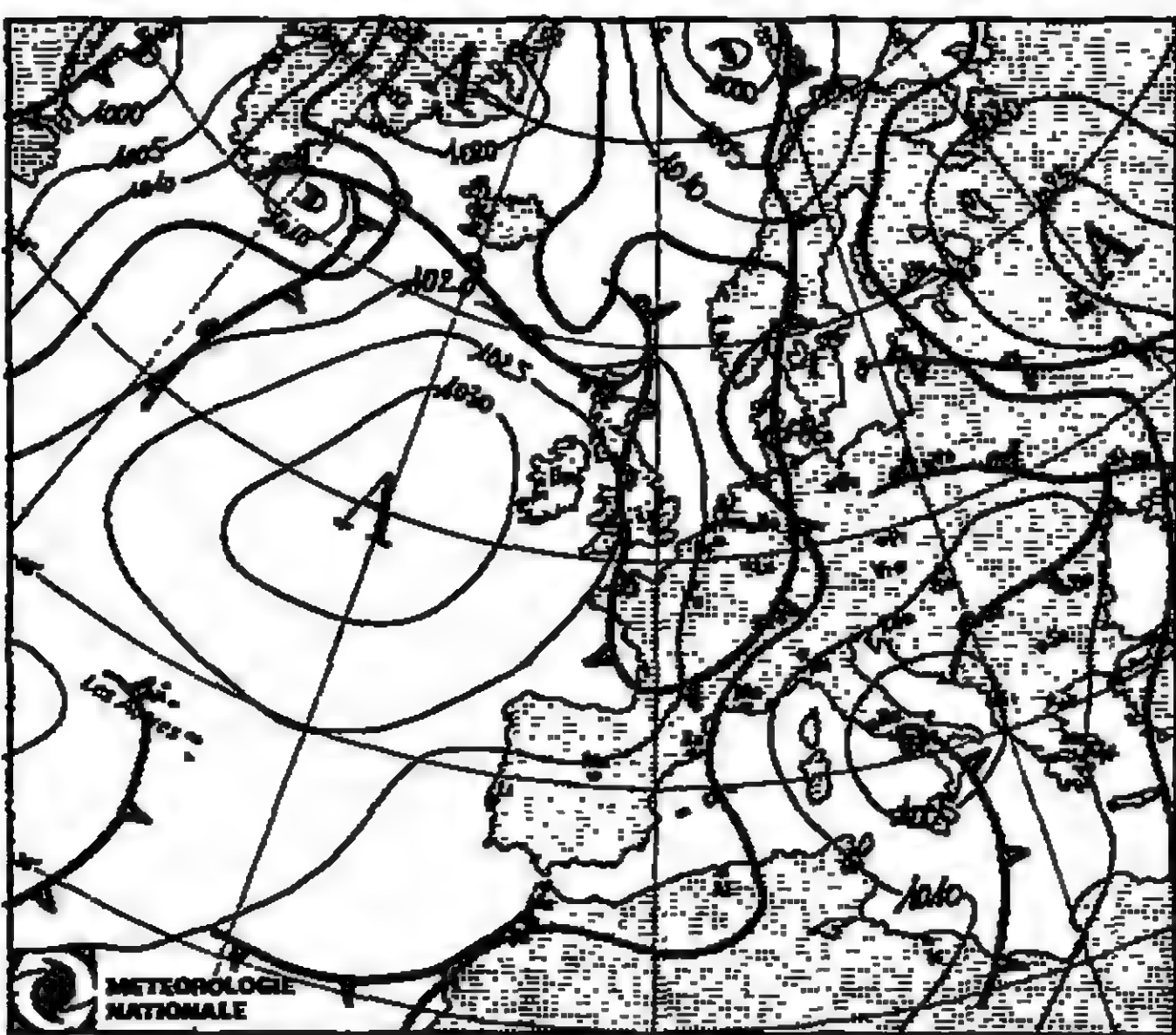
Toutefois le président de la Fédération a expliqué que la décision des clubs n'empêcherait pas les joueurs de se rendre à titre individuel en Afrique du Sud. « Si un joueur veut aller là-bas et emmener ses crampons nous n'avons aucun moyen de nous y opposer. »

■ **RUGBY :** FURNESS veut disputer la Coupe du monde. — Des dirigeants de la Fédération soviétique de rugby à XV ont récemment rencontré leurs homologues français pour leur annoncer officiellement leur intention de devenir membres associés de l'International Board (le « gouvernement » mondial du rugby qui réunit tous les pays participants à la Coupe du monde) et de disputer le prochain Mondial en 1991 en France et en Grande-Bretagne. Jusqu'à présent, les Soviétiques avaient refusé de s'engager dans cette compétition craignant, à tort, la présence de l'Afrique du Sud. La nouvelle de la « candidature » a été divulguée, lundi 9 octobre, par un dirigeant français. Cinq cent mille personnes pratiqueraient actuellement ce sport en Union soviétique.

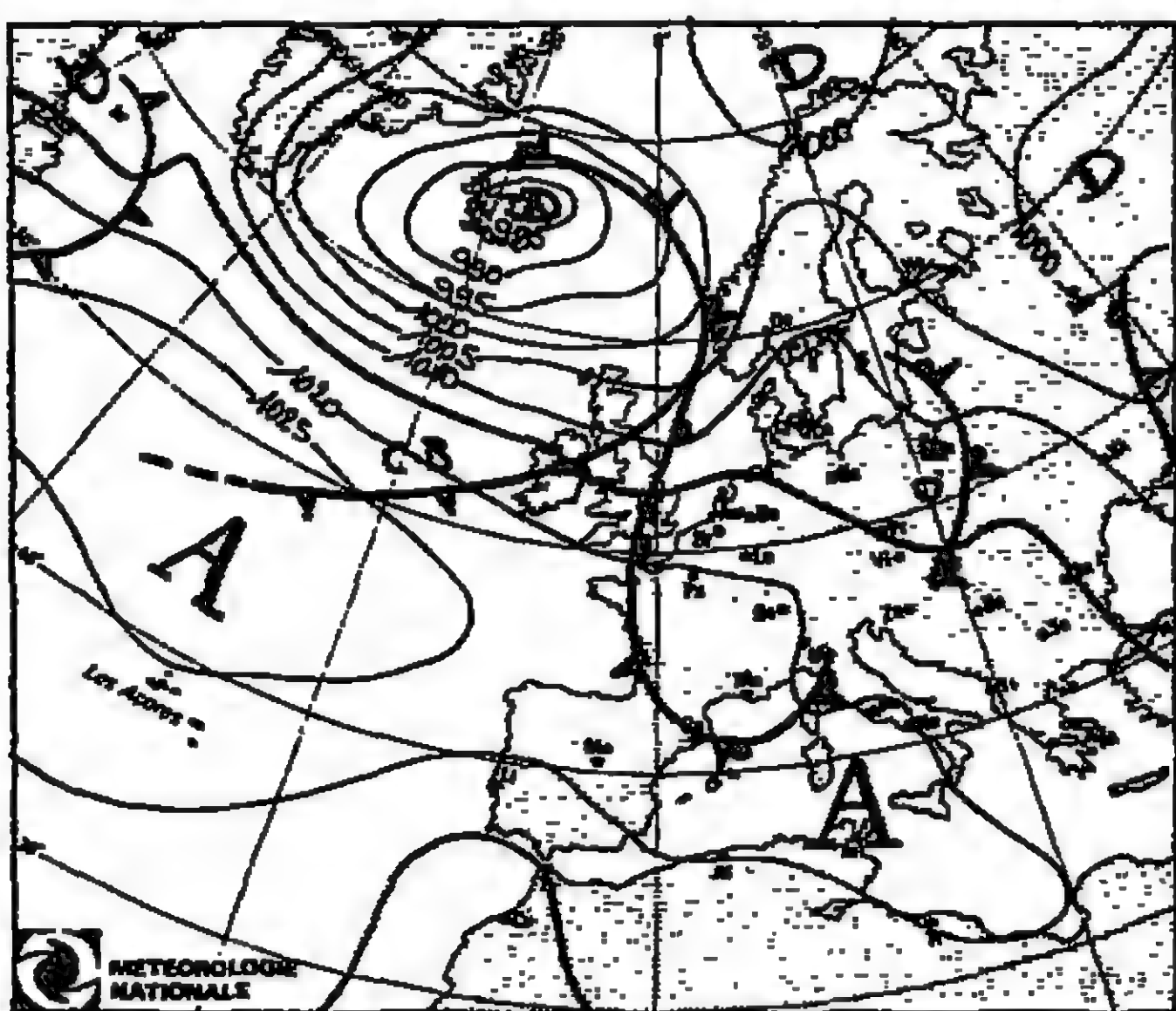
match décisif pour la qualification à la Coupe du monde 1990. Cette contre-performance, qui hypothèque sérieusement les chances algériennes d'aller en Italie avant même le match retour au Caire, a été vivement critiquée par la presse et les supporters.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 OCTOBRE 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 OCTOBRE 1989 À 12 HEURES TU



Évolution probable du temps en France entre le mardi 10 octobre à 0 heure et le dimanche 15 octobre à 24 heures.

La tempête massée avec de faibles pluies se maintiendra sur une grande moitié nord jusqu'à vendredi. Les régions plus au sud bénéficieront d'un ciel partagé entre quelques nuages et de belles éclaircies. Le soleil reviendra en force et s'imposera sur l'ensemble des régions pour le week-end.

Mercredi : couvert au nord, beau au sud. — Le Midi méditerranéen sera privilégié par rapport aux autres régions. Le ciel sera peu nuageux. Le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 80 kilomètres-heure.

Sur le reste de la moitié sud, le ciel sera nuageux. Il ne pleuvra pas et le soleil fera tout de même quelques timides apparitions.

La moitié nord connaîtra un ciel très chargé. Des brumes ou petites pluies se produiront surtout près des frontières du nord-est.

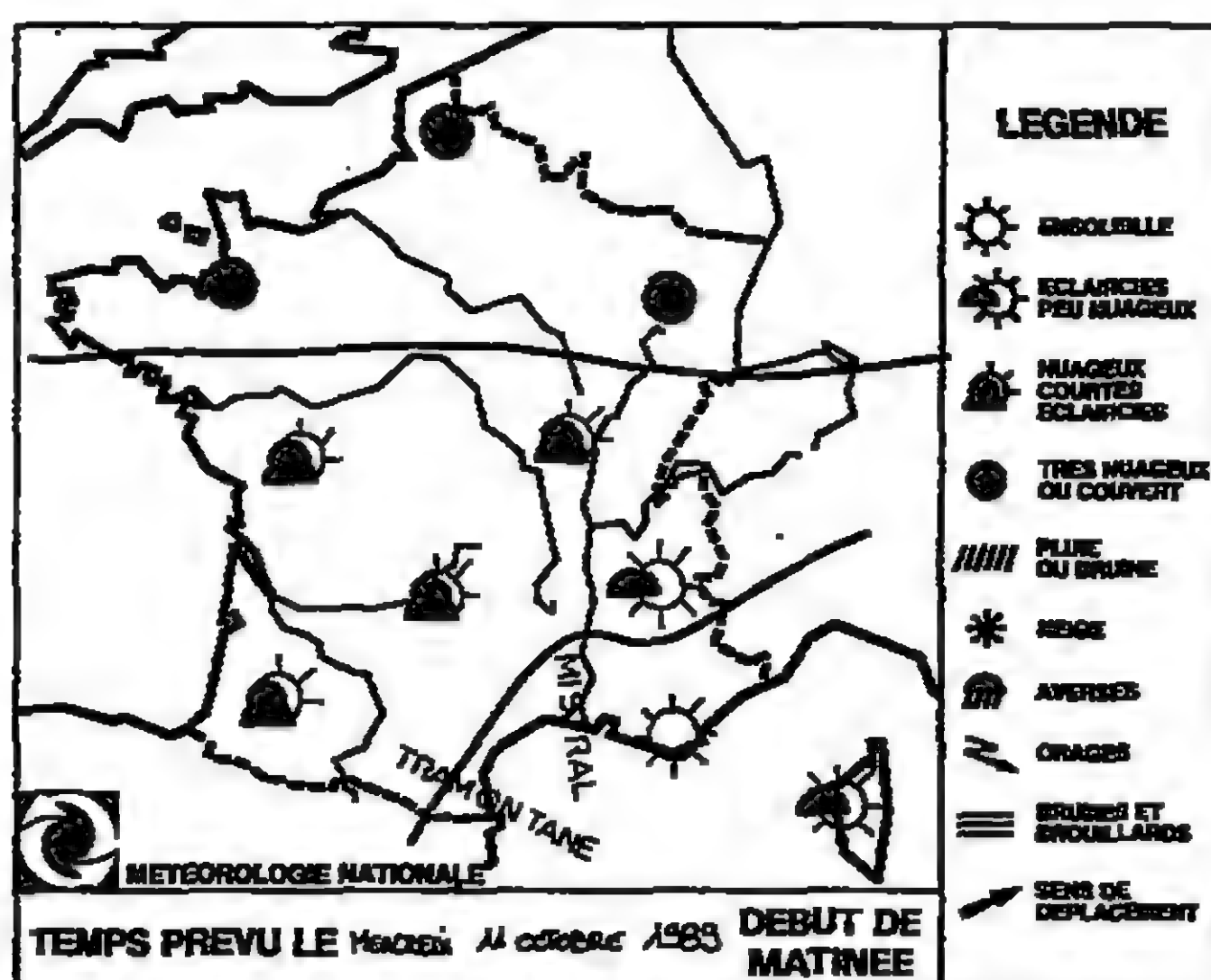
Les températures minimales seront les plus fraîches sur la moitié sud, 3 degrés à 6 degrés, localement 0 degré à 2 degrés, excepté sur le littoral où elles atteindront 11 degrés à 13 degrés. Sur la moitié nord, la couverture nuageuse modérera le refroidissement nocturne et les températures minimales seront de l'ordre de 7 degrés à 10 degrés.

Les températures maximales atteindront 9 degrés à 13 degrés sur la moitié nord, 13 degrés à 16 degrés sur la moitié sud et localement 19 degrés à 20 degrés près de la Méditerranée.

Jendredi : ensoleillé près de la Méditerranée, nuageux ailleurs. — Le Midi méditerranéen sera toujours privilégié avec un léger renforcement du mistral et de la tramontane qui souffleront jusqu'à 70 kilomètres-heure. Du Poitou-Charentes à l'Alsace, au sud du Massif central et aux Pyrénées, le ciel sera variable avec des passages nuageux.

Ailleurs, le ciel sera généralement très nuageux à couvert. Des averses de pluie sur un grand quart nord-est et le matin puis sur les reliefs de l'est l'après-midi.

En soirée, des pluies faibles abonderont les côtes de la Manche.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 9-10-1989 à 6 heures TU et le 10-10-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	16	7	N	LOS ANGELES	25	16	N
AMCOC	16	8	D		LUXEMBOURG	10	5	N
BARCELONE	18	12	C		MADRID	23	8	D
BRESCIA	18	12	C		MANGANESE	29	18	P
BURGOS	14	9	C		MEXICO	23	13	B
CHARTRES	15	13	C		MILAN	20	5	P
CHERBOURG	15	12	C		MONTREAL	10	-1	D
CLERMONT-F.	11	9	C		MOSCOW	7	-1	N
COGNAC	12	9	P		NEW-YORK	27	16	C
DIJON	12	9	P		OSLO	14	7	N
GENÈVE	13	5	P		PARIS	9	1	D
GRANVILLE	13	5	P		PARMA	23	11	C
LYON	13	9	C		PRAGUE	19	13	O
MASSA-MAR.	17	11	D		REIMS	21	12	C
NANCY	18	10	C		ROME	17	13	N
NANTES	18	10	C		SINGAPORE	30	25	C
NICE	22	11	D		STOCKHOLM	10	5	P
PARIS-MONT.	14	10	P		STUTTGART	24	22	D
PAU	18	10	P		TOKYO	20	12	C
STRASBOURG	16	14	N		TUNIS	21	14	P
TOULOUSE	16	10	C		VARSOVIE	9	8	P
VERMOREL	11	8	B		VIENNE	18	7	N
WIESBADEN	10	9	P		VIENNE	12	8	N

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les températures maximales seront de l'ordre de 10 degrés à 12 degrés près du littoral méditerranéen. Elles seront comprises entre 5 degrés et 7 degrés dans le sud-ouest, 6 degrés à 8 degrés sur le Centre et 6 degrés à 10 degrés sur la moitié nord.

Les températures minimales iront de 11 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, 15 degrés à 18 degrés sur la moitié sud et 20 degrés à 22 degrés sur le Languedoc-Roussillon et Provence-Côte d'Azur.

Vendredi : beaucoup de nuages. — Dans la plupart des régions, la journée débutera avec un temps gris. Il faudra compter avec de fréquents nuages bas ou bien des brouillards et brumes et brouillards. Quelques gouttes de pluie sont possibles sur le Nord-Ouest du pays, Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine et Midi-Pyrénées, à l'exclusion de la chaîne pyrénéenne, les nuages seront moins épais et laisseront en cours de matinée passer quelques rayons de soleil. Le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur bénéficieront toute la journée d'un ciel bien dégagé par le faible vent de Nord-Ouest.

L'après-midi, le temps nuageux avec de timides éclaircies se maintiendra de la

Bretagne au Centre et à la Franche-Comté. Sur les autres régions, de belles éclaircies se développeront.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 5 degrés et 10 degrés, les maximales varieront entre 14 degrés et 17 degrés à la moitié nord, 17 degrés à 20 degrés, ailleurs, elles dépasseront 20 degrés à 22 degrés sur les régions méditerranéennes.

Samedi : plus de soleil. — Le soleil gagnera du terrain, les nuages indécis resteront encore les régions de la Normandie au Bassin parisien et à l'Alsace. Le soleil fera tout de même de belles apparitions sur la Basse-Normandie, l'Île-de-France et les Ardennes. Sur les autres régions, après clémence plus ou moins lente de formations brumeuses ou de nuages bas, l'après-midi sera généralement bien ensoleillé.

SUR MINTEL

Prévisions complètes
Météo nationale
Temps observé Paris, province, étranger
3615 TAPES LEMONDE puis MEXICO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.Le Monde
PUBLICITE5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 FLe Monde
TÉLÉMATIQUEComposés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAMReproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	788 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 498 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYE : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

27 L'harmonisation de la TVA dans la CEE
28 Le Maroc négocie la réduction de sa dette

31 Les villages du bout de la crise
32 Le grand commerce se porte bien

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

L'heure du « datacrime »

Alerte rouge et pour bleu dans le monde de l'informatique : l'heure du « datacrime » pourrait bien sonner à minuit, le jeudi 12 octobre...

Le vendredi 13 a déjà porté malheur aux micro-ordinateurs israéliens, en mai 1988. L'Etat hébreu était ses quarante ans... et un virus aujourd'hui dit « de Jérusalem », avait paralysé le parc informatique en une attaque d'un type nouveau, éminemment politique et psychologique...

Depuis deux ou trois ans, les virus informatiques donnent des boutons aux ordinateurs. Différents du « piratage » où l'on s'introduit dans une machine pour piller sa mémoire ou intervenir sur ses programmes, ils constituent une forme moderne de vandalisme. Ils perturbent ou détruisent purement et simplement les programmes ou ralentissent les performances d'un ordinateur jusqu'à le paralyser. Ils peuvent aussi avoir des effets dignes des jeux vidéo : simuler la fonte de l'écran, par exemple.

Une disquette infectée, utilisée sur un ordinateur domestique, peut contaminer à son tour un micro de bureau... voire un gros ordinateur si celui-ci est relié. Combien y-a-t-il de variétés de virus et combien de machines ont-elles été touchées, nul n'est capable de le dire... Et certains virus sont programmés pour entrer en action à une date précise... d'où la grande peur du vendredi 13, date mythique pour un cataclysme informatique...

Bluff ou pas, cette alerte sensibilisera peut-être les utilisateurs d'ordinateurs au très sérieux problème de sécurité informatique. La loi du silence règne sur ce sujet et l'on estime que 5 % seulement des victimes portent plainte en France. L'hypocrisie aussi est de mise : en août, le premier congrès mondial des pirates informatiques se déroulait en toute impunité aux Pays-Bas.

L'argent aussi est au rendez-vous : la sécurité informatique est un marché qui s'arrache consultants et assureurs.

F. V.

Panique informatique aux Pays-Bas

Les ordinateurs européens malades de la rumeur

Circulant depuis plusieurs semaines aux Pays-Bas et depuis quelques jours en France, des informations font état de l'entrée en action jeudi 12 et vendredi 13 de deux virus informatiques programmés pour détruire la mémoire fixe (hard disk) des micro-ordinateurs IBM et compatibles. Ces deux virus « Datacrime » et « Jérusalem », se seraient propagés par le canal des réseaux de transmission de données dans le parc informatique mondial.

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Deux tiers des micro-ordinateurs du monde entier pourraient en être victimes », a déclaré l'informaticien Peter Van Der Linden, de l'université de Rotterdam, qui est l'un des premiers à avoir isolé Datacrime et à avoir attiré l'attention sur ses effets destructeurs. Mais le chercheur néerlandais a ensuite relativisé la portée de sa petite phrase : « C'est comme si j'avais dit que les 5 milliards d'habitants de la planète pourraient être contaminés par le virus du sida. »

« Datacrime représente un réel danger », poursuit Peter Van Der Linden, qui a testé le virus. Celui-ci est aussi destructeur que le virus Jérusalem. Datacrime et Jérusalem seraient programmés pour se révéler chaque jeudi 12 et chaque vendredi 13.

Que fait la police ?

Combien de micro-ordinateurs seront frappés d'ici à la fin de cette semaine ? L'informaticien néerlandais se refuse à tout pronostic. « J'ai simplement voulu donner une idée du risque potentiel et non un ordre de grandeur de l'épidémie. » Datacrime aurait été détecté aux États-Unis, en RFA, en Autriche, en Belgique et aux Pays-Bas. « Quelques centaines de cas ont été signalés chez nous, assure Peter Van Der Linden, mais l'effacement provoqué par Datacrime n'est pas justifié. »

L'informaticien accuse la police de la Haye d'avoir déclenché la peur de panique. Un communiqué alarmiste publié en fin de semaine dernière indiquait en effet que « 10 % du parc informatique des Pays-Bas sont contaminés par Datacrime et des cen-

taines de milliers de micro-ordinateurs en Europe sont menacés ».

L'attitude de la police néerlandaise semble bien être un élément-clé du dossier Datacrime. Fin août, le Service central de recherche et d'information laissa à la télévision un premier cri d'alarme. Plusieurs milliers d'appels téléphoniques inquiets s'en suivirent. La police de La Haye déclara alors d'aller plus loin en mettant en vente un programme (« Virus ») capable de détecter Datacrime (parmi une quarantaine d'autres virus) et de le désamorcer. Cinq mille disquettes ont déjà été vendues, sans compter les commandes prises par les commissaires.

« L'intention était louable », affirme Peter Van Der Linden, mais ses effets ont été mal mesurés. D'autant que le programme antivirus diffusé par la police était imparfait. L'informaticien de Rotterdam le sait mieux que quiconque : ce programme est le sien. Il l'a mis à la disposition d'un public spécialisé par le biais d'une banque de programmes (Bulletin Board) consultable par Modem. Et ce n'est que la police à en vouloir à Datacrime ? Elle reconnaît en tout cas que son Virus n'a bien été écrit d'une telle banque de programmes et elle le propose depuis lundi en édition revue et corrigée.

L'accusation de plagiat portée par Peter Van Der Linden apparaît donc fondée, mais elle s'appuie sur des considérations financières qui contribuent à épaissir le mystère Datacrime et peut-être à le dramatiser. A côté de ses activités à l'université de Rotterdam et en accord avec cette dernière, Peter Van Der Linden a fondé une société de logiciels qui commercialise depuis peu le Virusnet, un programme conçu pour isoler et rendre inoffensifs vingt-six virus, dont les deux censés entrer en action incessamment. Ce programme coûte environ 87 F contre... une quinzaine de francs seulement pour le Virusnet vendu par la police. Vingt mille Virusnet ont déjà trouvé acheteur, en partie sans doute grâce à la vigueur de la rumeur, que Peter Van Der Linden se défend d'avoir fait courir : « Je ne suis pas un pompier pyromane. »

La confusion est devenue totale lorsque l'on a appris que la firme IBM propose dans le commerce son propre programme de détection et de destruction des virus, le virus Scanning Tool. Une arme plus efficace que ses deux concurrents : il peut faire la chasse à vingt-neuf programmes ennemis. Mais son prix est plus élevé, environ 267 F.

CHRISTIAN CHARTIER

Alors que s'ouvre le congrès du Parti conservateur

La livre britannique connaît sa plus forte chute depuis trois ans

Le congrès du Parti conservateur s'ouvre en Grande-Bretagne alors que les situations économiques et surtout monétaires se dégradent dangereusement. Le signe le plus évident de cette détérioration est la grande faiblesse de la livre qui, mardi 10 octobre, se traitait à 1,5857 dollar et à 2,9579 DM malgré des achats de sterling par la Banque d'Angleterre.

LONDRES

de notre correspondant

Le congrès annuel du Parti conservateur, qui s'ouvre mardi 10 octobre à

Blackpool, ne devrait pas être, comme celui de l'an dernier, un exercice d'autosatisfaction. L'humeur est plutôt morose dans les rangs des Tories en raison des sondages qui donnent les travaillistes vainqueurs, si des élections générales avaient lieu immédiatement, avec une avance variant de 7 à 11 points. La livre a connu lundi sa plus forte chute en une journée, depuis trois ans, malgré la récente décision de la Banque d'Angleterre de porter à 15 % les taux d'intérêt.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, est sur la sellette et reconnaît craindre la réaction des députés lorsqu'il s'adressera à eux jeudi. Il avait été leur héros il y a deux ans... On l'accuse maintenant, par

leur d'une récession après le krach d'octobre 1987, d'avoir trop augmenté la masse monétaire et d'avoir ainsi provoqué une vague d'inflation et un déficit accru de la balance commerciale.

M. Thatcher refuse cependant de se livrer en public à une quelconque autocritique. « La hausse des taux d'intérêt était nécessaire. L'économie est plus forte que jamais. Le niveau de vie est plus élevé que jamais », a-t-elle déclaré lundi soir à Blackpool au cours du traditionnel dîner offert, à la veille de chaque congrès, aux « agents électoraux » du parti.

Ces accents triomphalistes détonnent dans la conjoncture actuelle. Il est peu probable que les critiques s'expriment à la tribune. Personne n'ose remettre publiquement en question le leadership de la « Dame de fer », mais un certain malaise est perceptible. Chacun s'attend à ce qu'il y ait le courage d'élever la voix...

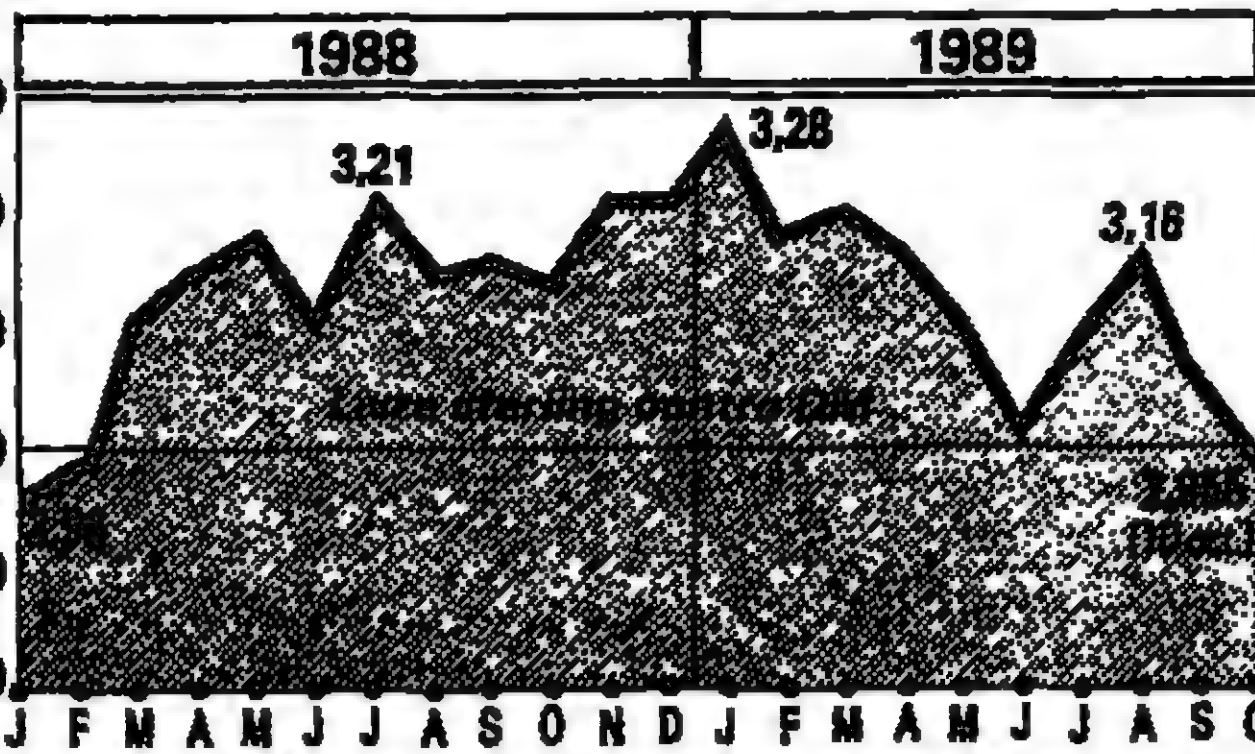
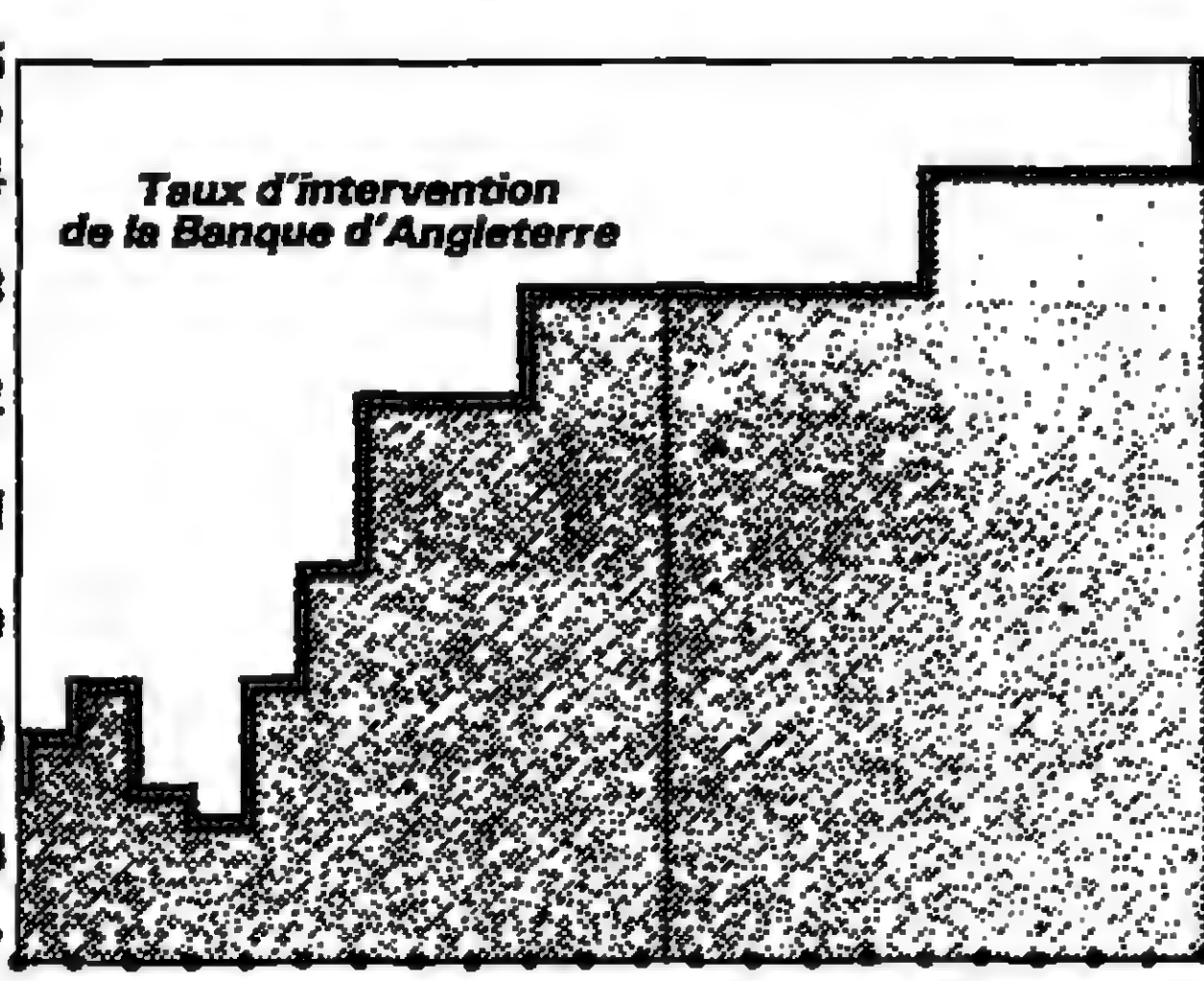
Les parlementaires de base ont du mal à expliquer, dans leur circonscription, pourquoi, si l'économie est si « forte », il faut encore augmenter les taux d'intérêt. Deux autres sujets font l'objet d'une contestation, qui s'exprime de façon rentrée. L'instauration en Angleterre et au pays de Galles, à partir de l'an prochain, d'un impôt local équivalent pour tous, et dont chaque citoyen adulte est redevable, n'est guère davantage populaire chez les Tories que dans le reste du pays. La nécessité de privatiser l'eau et l'électricité suscite en outre de nombreuses réserves.

Plusieurs sondages font ressortir un changement de l'opinion à propos du secteur public. Une majorité de citoyens estime que l'Etat doit intervenir davantage, dans des domaines tels que les transports et la défense de l'environnement. L'idée de confier l'épuration et la distribution de l'eau à des sociétés privées, qui risquent en outre d'être bientôt rachetées par des firmes françaises, choque de nombreux conservateurs.

Le seul prétendant à la succession qui laisse un peu percer ses ambitions, M. Michael Heseltine, ne s'y est pas trompé. Il s'est prononcé contre la réforme de l'impôt local et pour un accroissement des investissements dans les services publics. L'ancien ministre de la défense tombé en disgrâce ne sera pas à Blackpool, mais il ne se laisse pas oublier du parti pour autant. Il a visité ces derniers mois deux tiers des circonscriptions démembrées par des conservateurs.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Deux années de turbulences



La crise de la livre apparaît d'autant plus grave que les taux d'intérêt très élevés n'ont même plus pour résultat d'attirer les placements longs. Les opérateurs abandonnent la livre dans l'attente d'un ajustement de la monnaie britannique.

La grève chez Peugeot et aux finances

« Être reconnu »

Malgré de profondes différences, la grève de Peugeot et celle des finances font apparaître au grand jour une frustration de même nature chez des salariés qui s'estiment victimes d'une organisation et de conditions de travail archaïques.

Certes, la situation et les rémunérations des fonctionnaires des impôts ou des douanes ne sont pas les mêmes que ceux des agents de production de Sochaux et de Mulhouse. Pourtant, dans les perceptions comme dans les ateliers, au-delà des exigences salariales, ce que l'on revendique aussi, c'est d'être reconnu. En 1986, la grande grève de la SNCF avait déjà laissé percer ce type de malaise.

Au sein de l'administration des finances, ce besoin passe d'abord par des considérations matérielles très « terre à terre », qui, ajoutées les unes aux autres, donnent aux grévistes le sentiment d'être laissés pour compte. « Dans certains centres des impôts, il n'existe qu'une seule photocopieuse pour cent vingt agents. Pour obtenir du matériel de bureau, il faut attendre des mois et des mois. Résultat : il faut acheter soi-même sa calculatrice car le budget annuel est généralement épuisé en avril », se lamentait Marie, jeune fonctionnaire de Seine-Saint-Denis, qui « n'en peut plus de travailler à douze dans 45 mètres carrés avec des plafonds qui tuent ». Les récriminations ne manquent pas non plus parmi les contribuables, qui voient « les patrons de PME s'attribuer des hausses de salaires » et enragent d'être systématiquement déboursés lorsqu'ils proposent un redressement.

« Ce que nous ne supportons plus, c'est aussi la course au rendement », estime pour sa part Mme Christine Morelle, nouvelle

secrétaire générale du syndicat FO des impôts. « Depuis quelques années, chaque agent se voit assigné un objectif individuel à atteindre en termes de contrôles fiscaux et de dossiers traités. Il n'y a, bien sûr, aucun intéressement financier, mais cela engendre une multiplication des statistiques que nous imposent les inspecteurs principaux, eux-mêmes pris entre le marteau et l'enclume. » Quant aux pouvoirs publics, ils prévoient d'augmenter de quelque 450 millions de francs les crédits de fonctionnement en 1990. Mais l'impact de ces mesures ne sera pas immédiat.

Revoir « le social »

Le malaise des agents des finances est aussi la résultante du développement de la surqualification. Selon les syndicats, 60 % des nouveaux agents de catégorie C ont le niveau bac (alors que l'on exige que le BEPC pour passer l'examen) et, en catégorie B, 45 % sont titulaires d'une licence. « Comment voulez-vous qu'un BAC + 3 qui appose toute la journée des tampons sur des documents soit bien dans sa peau ? », interroge un responsable du Syndicat autonome des cadres des douanes. Quant à l'avancement, il connaît de sérieux goulots d'étranglement, car la décade des effectifs de la fonction publique ne permet pas de donner satisfaction à chacun. A moins de transformer l'administration en armée mexicaine...

Chez Peugeot, c'est, assurent les grévistes, toute la conception du social qui est à revoir. « Depuis un an, je n'arrête pas de répéter qu'il fallait faire quelque chose sur les qualifications. La direction n'a rien voulu savoir. Voyez le résultat », accuse M. Alain Peter, dirigeant de la CFTC à Mulhouse. Dans cette usine, remarque un cadre de Peugeot, le mouvement concerne essentielle-

ment les ateliers de montage, « les derniers à n'avoir pas fait leur révolution technique et où les gains de productivité ont été obtenus non pas grâce aux robots, mais sur le dos des ouvriers ». Dans la partie sud de l'établissement, où les nouvelles technologies ont été massivement introduites, les grévistes, il est vrai, sont rares... « Peugeot, résume un membre de l'encadrement soucieux de garder l'anonymat, est parvenu à moderniser ses produits et sa technologie, mais, vieille maison protestante traditionnellement dirigée par des financiers, elle a oublié sa mutation sociale. »

A l'heure du « management des ressources humaines », la firme automobile affiche parfois des pratiques pour le moins archaïques : minute de silence organisée à Mulhouse pour les non-grévistes après l'occupation de la forge, interdiction de pénétrer en voiture dans l'usine de Sochaux à moins d'être au volant d'une Peugeot ou d'une Citroën, sans compter les accusations qui fleurissent contre le « méthode Peugeot » (arrêts de travail écourtés autoritairement, pratiques antisyndicales...) ou la mobilisation systématique des cadres et agents de maîtrise contre les grévistes.

La direction de l'entreprise plaide non coupable : depuis trois ans, rappelle-t-elle, un OS peut devenir ouvrier professionnel hautement qualifié, et des efforts importants ont été déployés pour « recruter » certains ouvriers ne pouvant suivre une formation. L'entreprise n'est pas dépourvue d'arguments. Mais pourra-t-elle longtemps continuer à considérer par exemple que la conclusion d'un accord salarial annuel est un « fil à la patte », et non un gage de cohésion sociale ?

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire nos informations page 28

Les villages du bout de la crise

Ils se nomment Buygones en Norvège, Han dans la Meuse, Plan en Aragon (Espagne). Du nord au sud de l'Europe, ils sont ainsi des centaines de villages de moins de cinq cents âmes qui meurent doucement. Parfois, en un ultime sursaut, une communauté décide collectivement de démembrer (comme Buygones la norvégienne) ou de se repeupler (comme Plan l'aragonaise). Mais

le plus souvent, c'est la décadence lente et irrémédiable.

Nous entamons aujourd'hui la publication d'une série d'enquêtes en trois volets sur ces villages oubliés des grands cycles crise-reprise. Dans ce numéro : « Buygones en Norvège : partir tous ensemble ».

Lire le reportage de VÉRONIQUE MAURIS page 31

Pour réussir votre développement international un atout stratégique : MAITRISER L'INTERCULTUREL

Pourquoi et comment préparer vos collaborateurs ? A cross cultural awareness and training workshop

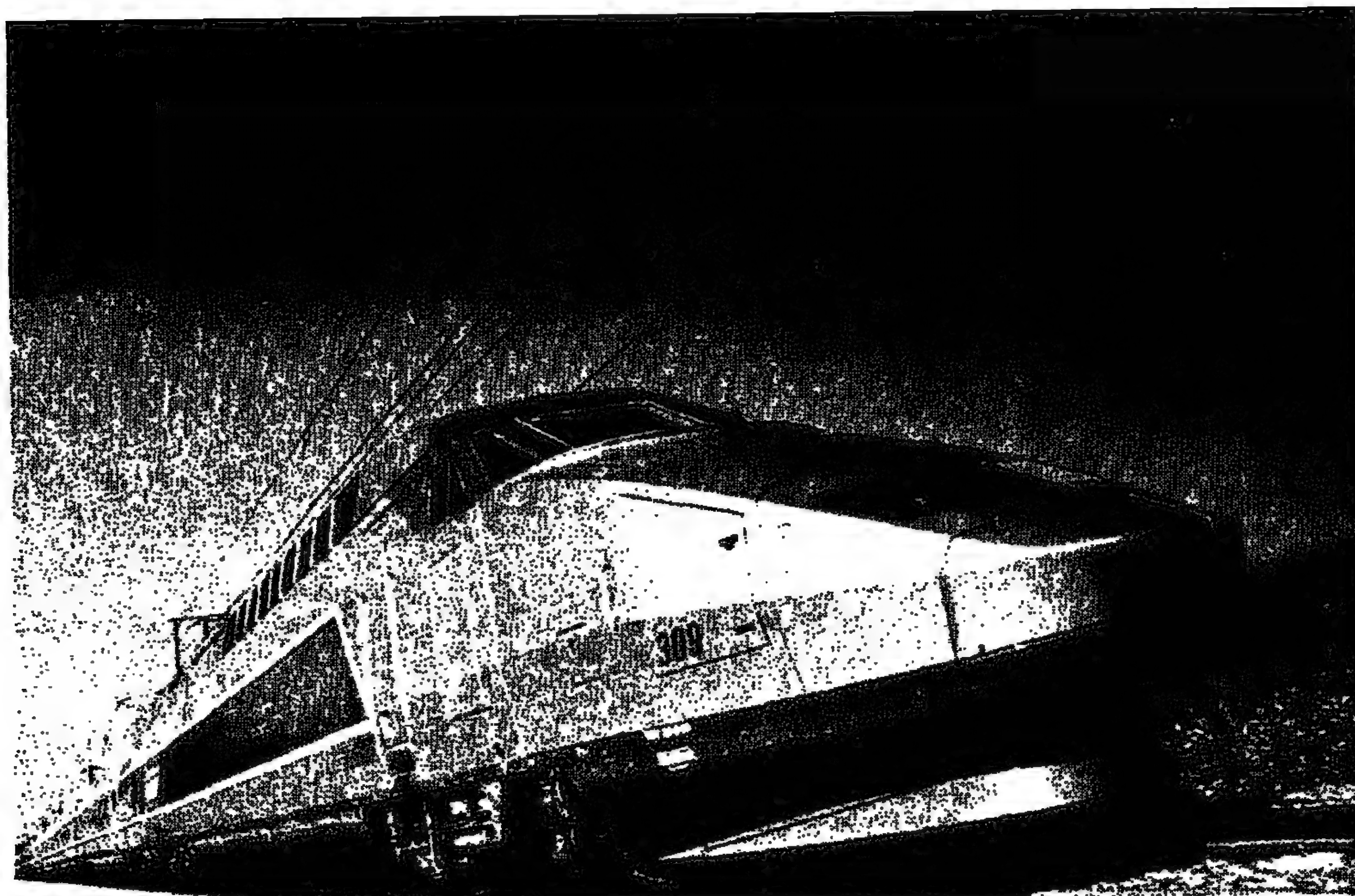
IGS LANGUES accueille ROBERT KOHLS Directeur des programmes internationaux San Francisco State University.

PARIS

7 novembre 1989 - Journée d'études 8-9-10 novembre - Formation de formateurs

Renseignements et inscriptions : IGS LANGUES 25, rue François-I^{er} - 75008 Paris - Tél. 47.23.72.94

Très Grande Victoire : Bravo la SNCF !



Avec le nouveau TGV, la SNCF vient de remporter une seconde victoire : il est encore plus performant, encore plus rapide, encore plus confortable.

Il est, une fois de plus, le résultat d'une collaboration exemplaire entre les ingénieurs SNCF et les ingénieurs GEC ALSTHOM.

Cette victoire est aussi celle de toute l'industrie française dont le leadership de la très grande vitesse est reconnu partout dans le monde. Après l'Espagne, plusieurs pays ont des projets de réseau à grande vitesse.

GEC ALSTHOM, la passion ferroviaire

GEC ALSTHOM

مكتبة امين، الأصل

Les Douanes pri
vers un camp

L'Epargne pro
par plus de 25

Varius, c'est

N° Vert 05 3

VAI

ÉCONOMIE

FISCALITÉ

L'harmonisation de la fiscalité européenne

Les Douze ont progressé dans la voie vers un compromis sur la TVA

Les ministres des finances des Douze, réunis lundi 9 octobre à Luxembourg, ont rapproché leur point de vue sur le régime de TVA à appliquer dans la CEE à compter du 1^{er} janvier 1993. Selon M. Pierre Sarragoy, qui présidait leurs travaux, le texte de compromis, adopté à l'unanimité, « marque une étape décisive dans la voie de l'abolition des frontières fiscales... Il permet déjà aux entreprises et aux administrations de se préparer à 1993 ».

Tout n'est pas réglé, tant s'en faut, mais la délégation française paraissait plutôt optimiste quant aux possibilités de parvenir à un accord d'ensemble, lors de la prochaine réunion des ministres des finances, le 13 novembre à Bruxelles.

LUXEMBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

La solution vers laquelle les Douze s'orientent s'écartera très sensiblement de ce que proposait la Commission européenne (le *Monsi* du 10 octobre). Elle diffère, bien au-delà de 1993 - et c'est là son inconvénient - la mise en place d'un marché intégré en ce qui concerne la fiscalité indirecte (TVA et droits d'accises) : une distinction dans le mode de perception de la TVA sera maintenue, au-delà de cette date-symbole, entre les opérations se déroulant à l'intérieur d'un État membre et celles faisant l'objet d'échanges intra-communautaires.

L'objectif d'un marché fiscallement unifié ne sera donc que partiellement atteint. Mais cette solu-

tion présente l'avantage, aux yeux de la grande majorité des États membres, de ne pas favoriser les pays gros exportateurs (c'est-à-dire, en fait la RFA) et, par là même, de ne pas trop accentuer la pression pour une baisse des taux. Pour un pays comme la France, une telle baisse est inéluctable, mais il est très souhaitable - surtout au moment où la libéralisation complète des mouvements de capitaux l'oblige à réduire la taxation de l'épargne et donc à se résigner à une diminution de ses recettes fiscales - qu'elle puisse être échelonnée sur une période excédant 1993.

Risque de fraude fiscale

Quels sont les points d'accord déjà acquis ? Les opérations réalisées par les entreprises continueront à être taxées « pour une période limitée », comme aujourd'hui dans le pays de destination et au taux de ce pays. La Commission proposait que soit appliquée la TVA du pays d'origine. Les États membres ont écarté cette formule, d'une part pour éviter un mécanisme de compensation jugé compliqué et peu fiable (la compensation aurait été nécessaire, afin que l'encassement de la TVA sur le lieu de production ne prive pas de recettes fiscales le pays de consommation et d'autre part afin de ne pas provoquer une délocalisation de l'activité économique au profit des pays exportateurs à taux bas.

Ce risque de délocalisation est nié par les experts de la Commission. Mais il est considéré comme bien réel par les États membres, surtout par ceux pratiquant des taux élevés. Pour l'atténuer, ces derniers, dont la France, auraient été conduits à réduire les taux qu'ils appliquent plus rapidement qu'ils ne le souhaitent. Le texte

approuvé souligne que le maintien de la taxation dans le pays de consommation ne peut être que provisoire. Les Allemands insistent pour que le terme de cette période de transition soit précisé.

Cependant, l'intention des ministres n'est d'aucune manière de perpétuer, sans rien changer, la situation actuelle. Ils sont d'accord pour complètement supprimer les contrôles aux frontières et pour faire en sorte que, en dépit de la disparition de cette source de contrôle, les formalités imposées aux entreprises à l'exportation, comme à l'importation, soient réduites. La Commission se félicite de cette volonté, mais doute qu'elle puisse se concrétiser sans développement de la fraude fiscale.

Les ministres ont demandé à leurs experts de préciser leur démonstration, de façon à convaincre la Commission que ses craintes ne sont pas fondées.

Élargissement des franchises-voageurs

A partir du 1^{er} janvier 1993, la Commission prévoit que les particuliers voyageant dans la Communauté pourront, sans limitation, faire leurs achats personnels dans les pays où les taux de TVA sont les plus bas. Un Français pourrait ainsi parfaitement légalement aller acheter, dans des conditions avantageuses, sa télévision au Luxembourg. Afin de préparer cette situation et placer de plus en plus les ressortissants de la CEE dans une ambiance de libre circulation et d'harmonisation fiscale, les franchises-voageurs, pour l'instant minimes, seraient graduellement et substantiellement relevées au cours des années à venir.

Trois petits États membres, encerclés de frontières, ont fait valoir qu'ils souffriraient plus que d'autres d'une telle libéralisation. Il s'agit de la Belgique, du Dan-

mark et de l'Irlande. Le Conseil s'est montré apparemment sensible à leur requête. « La situation particulière de certains États membres pourra faire l'objet d'arrangements spécifiques », indique les conclusions approuvées, lundi, par les Douze.

Les facilités ainsi envisagées pour les achats des voyageurs ne jouent pas cependant pour les automobiles, produit beaucoup trop sensible. Il est expressément prévu qu'elles continueront à être soumises à la TVA du pays d'immatrication. L'élargissement des franchises-voageurs jouera comme une incitation au rapprochement des taux (la pression aurait, bien sûr, été plus vive si la TVA avait été encaissée sur le lieu de production).

Comment organiser, par la négociation, ce rapprochement des taux ? La Commission propose d'adopter deux fourchettes : 14 à 20 pour le taux normal ; 5 à 9 pour le taux réduit et, de surcroît, la possibilité, dans quelques cas limités, de continuer à appliquer des taux 0. Le ministre britannique a répété son hostilité à toute obligation en la matière, estimant que le rapprochement des taux devrait s'opérer par la seule pression du marché. Une pression, pensent les États membres appliquant des taux élevés - dont les Français - qui ne jouerait qu'à la baisse. La présidence française ne semble pas considérer que l'obstacle britannique soit insurmontable.

PHILIPPE LEMAÎTRE

RECTIFICATIF. - Dans notre édition du 10 octobre, nous avons écrit que les biologistes cités de M. Evin « parus dans nos éditions datées du 3 octobre, une erreur s'est glissée dans le surtitre. Au lieu de « leur revenu réduit de 15 % », il fallait lire « leur chiffre d'affaires réduit de 15 % », comme indiqué dans le corps de l'article.

TRANSPORTS

La réforme des liaisons maritimes transmanches

La SNCF et la CGMF créent un groupement d'intérêt économique

La SNCF et la Compagnie générale maritime et financière (CGMF) ont annoncé, le mardi 10 octobre, une réforme institutionnelle de l'exploitation des lignes maritimes de la Manche.

En effet, l'Armement naval, qui assure ces liaisons avec cinq bateaux en association avec le britannique Sealink UK, est un service de la SNCF dont celle-ci souhaite se séparer de longue date. La société nationale ne se sent pas la vocation d'exploiter des bateaux concurrents des trains qui circuleront à partir du 15 juin 1993 dans le tunnel sous la Manche, d'autant plus que l'Armement naval a atteint en 1988 un équilibre financier très précaire (bénéfices : 53 millions de francs) après des exercices déficitaires à répétitions : - 116,5 millions en 1985, - 78,1 millions en 1986, - 44,5 millions en 1987. La SNCF et la CGMF sont parvenues à un accord inspiré du rapport Léonard et qui prévoit la création d'un groupement d'intérêt économique associant les deux entreprises publiques. Le capital de ce GIE sera à 90 % propriété de la SNCF et à 10 % propriété de la CGMF, ce qui désamorce les critiques des syndicats désireux de rester cheminots.

Le GIE prendra 51 % d'une société de propriété de Navires (SPN) en partenariat avec Sealink UK pour 49 %. Elle entrera pour 70 % dans une société d'exploitation (SNAT) de ces navires dont les 30 % restants seront acquis par des intérêts régionaux. Il est prévu que, dès la constitution de la SPN, celle-ci procédera à l'acquisition d'un navire de grande capacité de la « quatrième génération » actuellement propriété Sealink UK afin de renforcer la ligne Calais-Douvres. D'autre part, il est acquis que le car-ferry *Champs Elysées* sera modernisé pour venir épauler le *Versailles* sur la ligne Dieppe-Newhaven.

Avec cette nouvelle organisation et ce renfort, la SNCF et la CGMF

estiment qu'elles pourront profiter de la croissance soutenue du trafic passagers dans le Déroit, soit 20 % environ, et supporter la vigoureuse concurrence des britanniques P and O et Sealink UK, afin de préserver l'emploi des 1 500 agents de l'Armement naval dont la pérennité est jugée nécessaire malgré l'entrée en service du tunnel sous la Manche.

Selon la direction générale de l'aviation civile

Le trafic aérien s'écoule mieux en 1989

Malgré une croissance qui ne se dément pas, le trafic aérien s'écoule mieux. Depuis le mois de juillet, le nombre des retards rapportés au nombre des décollages depuis les aéroports français est en baisse de 20 %. Ce phénomène, qui prend les pronostics pessimistes à contre-pied, s'explique d'abord par une croissance moindre du nombre des mouvements d'avions qui est revenue, depuis le début de l'année, à 7 % contre 10 % en 1988. La deuxième et principale raison à cet écoulement plus aisé du trafic tient à l'apurement, au mois de juin dernier, du contentieux social entre le gouvernement et les contrôleurs de la navigation aérienne.

La sécurité aussi s'améliore puisque seulement dix-huit rapprochements dangereux entre avions ont été signalés en huit mois contre vingt et un au cours de la période correspondante de l'année 1988. M. Daniel Tenenbaum, directeur général de l'aviation civile, qui présentait, le lundi 19 octobre, ces résultats, s'attend à une croissance de 8 % du trafic en 1990. Il a rappelé que le budget d'investissement de la navigation aérienne croîtrait l'an prochain de 43,2 %, informatique des données recueillies.

L'Épargne préférée... par plus de 2 500 personnes chaque jour.

Rentabilité, souplesse, liberté... En matière financière, il est toujours possible de se surpasser. Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec Varius.

Varius, c'est l'assurance d'une bonne rentabilité (taux minimum garanti 7,25 %), l'avantage de pouvoir disposer de 50 % de votre argent dès la fin de la première année, la liberté d'épargner sans limite, le choix du rythme de versements de vos intérêts.

Varius, c'est sûrement pour vous !

Pour en savoir plus et recevoir gratuitement une documentation Varius, appelez le : 05.30.10.10.

N° Vert 05 30 10 10

APPEL GRATUIT

VARIUS
UNE EXCLUSIVITÉ DU
CRÉDIT AGRICOLE

HDM

Le Monde

ScPo

Jeu 16 novembre 1989

« Où seront les pouvoirs dans dix ans ? »

2^e SEMINAIRE SCIENCES-PO - LE MONDE

destiné aux membres des directions générales des entreprises, des administrations, des collectivités locales

MATIN

9 h 00 Présidence : René REMOND
Ouverture du séminaire : Alain LANCELOT
Présentation des thèmes : Jean-Marie DUPONT

9 h 15 LA LOCALISATION DU POUVOIR

- Des leçons de l'histoire à la géopolitique de la France d'aujourd'hui
- Les nouveaux espaces du pouvoir en Europe

Jacques ATTALI
Pierre MIQUEL
Séance animée par Bruno REMOND

10 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR CULTUREL ?

- Les nouveaux enjeux de la communication et de la culture
- La presse écrite
- L'audio-visuel
- Des « lieux culturels », pour quoi faire ?
- Le pouvoir culturel et les pouvoirs politiques

Hélène AHRWEILER
Axel GANZ
Jacques RIGAUD
Antoine VITEZ
Bernard WOUTS
Séance animée par Danièle HEYMANN

APRÈS-MIDI

Présidence : André FONTAINE

14 h 00 OÙ SERA LE POUVOIR ÉCONOMIQUE ?

- L'approche des industriels et des financiers : Décentralisation et ouverture européenne
- Comment définir les stratégies ?
- De quels décideurs aura-t-on besoin ?

Georges CHAVANES
Michel FERREROEUF
Jean-René FOURTOU
Michel PEBEREAU
Olivier PHILIP
Robert WATERLAND
Séance animée par François GROSCHARD

16 h 30 OÙ SERA LE POUVOIR POLITIQUE ?

- Vers de nouvelles frontières : La coopération entre villes et régions
- Europe, État, Région ?

Dominique BAUDIS
Paul BERNARD
Michel DELEBARRE
Pasquale MARAGALL
Charles MILLON
Séance animée par Jean-Marie COLOMBANI

18 h 00 CONCLUSION DU SEMINAIRE : Jacques DELORS

Ce séminaire se déroulera à l'Hôtel NIKKO - 75015 PARIS
Programme détaillé et inscriptions : 215, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS. - Tél. : 45 49 11 76 - 45 49 51 54

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La restructuration de l'industrie européenne de défense

Projet d'alliance franco-britannique pour sauver Ferranti

Le groupe français Thomson et British Aerospace (BAe) devraient annoncer mardi 10 octobre qu'ils s'allient pour aider Ferranti, déstabilisé par les pertes de sa filiale américaine. Un conseil d'administration de BAe doit se réunir, mardi matin, pour se prononcer sur ce projet qui sera précédé d'un examen de la situation de Ferranti pendant plusieurs semaines.

Thomson et BAe devraient faire tandem pour voler au secours de Ferranti, victime d'une fraude dans sa filiale américaine qui compromet son autonomie. Le conseil d'administration de BAe doit se prononcer

sur un schéma qui prévoit que les deux groupes détiendraient et gèreraient à parité Ferranti, dont le management resterait néanmoins britannique. Les deux entreprises auraient une responsabilité spécifique sur tel ou tel secteur d'activité de Ferranti dont l'intégrité serait conservée.

Si le conseil d'administration de BAe donne effectivement son aval, un examen approfondi de Ferranti sera effectué. L'entreprise a en effet été victime d'une fraude dans sa filiale américaine qui l'a amenée à réduire brutalement sa situation nette (abaissée de 370 millions de livres à 172 millions) et à revoir à la baisse ses résultats. Thomson et BAe se donneraient plusieurs semaines pour mener à bien ce diagnostic. Outre le prix de rachat de

Ferranti (quelque 4 milliards de francs au dernier cours), l'entreprise a en effet besoin de fonds : les estimations tournent actuellement autour de 2,5 milliards de francs.

Mais Ferranti présente un grand intérêt pour les deux alliés : sur ses 10 milliards de francs de chiffre d'affaires, les deux tiers sont réalisés dans le secteur militaire, domaine où l'on assiste actuellement à une course à la taille critique. Ses grands métiers — les radars, l'optique et les systèmes électroniques de combat, les systèmes de combat naval, l'acoustique et les systèmes d'armes — intéressent tout particulièrement un groupe comme Thomson, présent dans tous ces domaines. Si l'opération était menée, elle permettrait, entre autres, à Thomson, de se renforcer sur ses activités. Elle serait en outre très complémentaire du rachat de trois filiales de Philips qui a consolidé ses positions dans l'électronique navale de combat et l'optique. Cette dernière opération, annoncée en septembre, a fait l'objet de la signature d'un « *Memo-randum of agreement* », il y a quelques jours, et pourrait aboutir d'ici à la fin de l'année.

Néanmoins, les choses ne sont pas roses : le tandem Thomson-BAe n'est pas le seul sur les rangs. Dans son édition de lundi, le *Financial Times* assure que douze prétendants se pressent au chevet de Ferranti. Parmi eux, des groupes de poids comme General Electric Company, qui présente l'énorme avantage d'être britannique, et qui vient d'un fort mauvais œil l'arrivée de Thomson, numéro un européen et numéro deux mondial de l'électronique militaire, sur son territoire.

F. V.

Rivalisant avec Ford

General Motors négocie un accord avec Jaguar

Le constructeur Jaguar a annoncé lundi 9 octobre qu'il négocierait avec General Motors (GM) un accord de coopération, lequel comprend une prise de participation minoritaire du groupe américain dans le capital britannique. GM s'engage à défendre l'indépendance de Jaguar. La compétition entre les deux groupes américains est donc ouverte, avec un avantage évident pour GM, qui est entré sans forcer la porte, contrairement à son rival.

En fait, GM et Jaguar discutent depuis plusieurs mois dans la perspective de la tumbée fin 1990

de l'action de référence (golden share) que l'Etat britannique détiendrait depuis la privatisation de Jaguar en 1984. Cette action permet à Londres de s'opposer à toute prise de participation de plus de 15 % dans le capital d'une firme privatisée.

Jaguar a vu ses profits s'effondrer depuis trois ans avec la chute du dollar, qui met à mal ses exportations outre-Atlantique. Ford et GM cherchent, de leur côté, à prendre pied sur le créneau du luxe. L'action Jaguar est montée de 75 % depuis trois semaines, coûtant 685 pence (68 F).

PUBLICITÉ

Vers un assouplissement du contrôle des spots à la télévision

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pourrait prochainement aménager la procédure de contrôle des films publicitaires destinés à la télévision. Depuis 1968, date à laquelle la publicité a été introduite sur le petit écran, la loi confie aux diverses instances de l'audiovisuel qui se sont succédées — Régie française de publicité, Haute Autorité, Commission nationale de la communication et des libertés, puis CSA — le soin de vérifier a priori (à partir d'un scénario) puis a posteriori (lors de la diffusion) la vérification de la conformité des spots à la réglementation, notamment en matière de sexisme et d'utilisation des enfants.

Publicitaires et annonceurs se sont souvent plaints de cette tutelle et de sa sévérité. Nombre d'entre eux, prenant exemple sur les autres supports comme la presse, la radio et l'affichage, ont longtemps prôné le sens de l'autodiscipline, qui pourrait aussi s'exercer pour les spots télévisuels. Le CSA, l'Union des annonceurs (UDA), l'Association des agences conseil en communication (AACC), les régies des différentes télévisions et le Bureau de vérification de la publicité se sont donc rencontrés pour évoquer un possible assouplissement du système mis en place.

« Rien n'a encore été décidé, nous sommes encore dans une phase de concertation », souligne-on à la présidence du CSA. Cependant, annonceurs et publicitaires pourraient bientôt se voir proposer

une double voie. Le contrôle a priori perdrait de son caractère obligatoire. Mais les annonceurs et les publicitaires qui le souhaiteraient pourraient, comme auparavant, soumettre au CSA leur scénario et obtenir un visa avant le tournage et la diffusion de leur film. Les publicitaires plus sûrs d'eux pourraient passer outre à ce fameux contrôle a priori et mettre en chantier leur spot... au risque de s'en voir interdire plus tard la diffusion.

Cet assouplissement de la procédure rejoindrait les professionnels, qui y voient une reconnaissance de leur capacité à s'autocorriger. Certains cependant s'inquiètent de l'épave de Damocès que constitue toujours le contrôle a posteriori. « Le jugement que l'on porte sur un spot est très souvent subjectif, note un publicitaire. Par peur de voir interdire un film lors de sa diffusion, certains d'entre nous se refusent à prendre des risques, ce qui pourrait affaiblir la production. » Au cours des discussions qui ont eu lieu récemment au CSA, le problème a été examiné. Si le système de la « double voie » était retenu, le CSA s'engagerait à motiver chacune de ses décisions de façon à tracer un cadre de référence pour les publicitaires. « Si on libéralise sans donner préalablement les règles du jeu, on risque d'envoyer agences et annonceurs au casse-pipe », dit un annonceur.

Y.-M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS.

GROUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

L'OVP (Office de vulgarisation pharmaceutique), filiale de la COPIF et du groupe DIDOT-BOTTIN, vient de procéder à une participation majoritaire dans la société IMES.

La société IMES, avec 140 millions d'ordonnances par an destinées aux médecins généralistes et spécialistes, occupe une position de leader sur ce marché avec ses marques IMES et Ordonnances nouvelles.

IMES dispose d'une organisation intégrée permettant le traitement, l'exécution et la livraison de fournitures de haute qualité dans des délais particulièrement brefs.

En effet, la société IMES fait appel au télétraitement pour l'exécution immédiate des commandes par ses filiales spécialisées dans l'impression des ordonnances sur papier sensible — FACEDIM à Châtelleraut et BACHELIER-HOLLAUD à Angoulême.

On sait que l'OVP, éditeur, notamment, du dictionnaire VIDAL, est, avec ses filiales italienne et américaine, l'une des plus importantes entreprises dans le traitement et la diffusion de l'information sur les médicaments et les produits agrochimiques.

M. Guy SEMON, qui a conservé une participation, a été confirmé dans son poste de président-directeur général de la société IMES par M. Vincent HOLLARD, président du groupe.

Hausse de 16 % des bénéfices du groupe allemand

Bertelsmann digère bien ses acquisitions

Le groupe allemand Bertelsmann a réalisé un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de marks (42 milliards de francs) pour son exercice annuel 1988-1989 clos en juin dernier, enregistrant ainsi une hausse de 10,4 % en un an. Le bénéfice net du groupe progresse, lui, de 16 % pour atteindre 420 millions de marks (1,4 milliard de francs). Le premier groupe européen de médias — qui devrait perdre sa place de premier mondial à la suite de la fusion Time-Warner — montre ainsi qu'il digère bien ses acquisitions des dernières années, qui lui ont permis d'augmenter son chiffre d'affaires de 5 milliards de marks en cinq ans. Bertelsmann a ainsi repris RCA (disques) et Doubleday (édition) aux États-Unis, et lancé RTL Plus (chaîne privée allemande), ainsi que de nombreux magazines. Après cette phase de croissance, le groupe projette à une consolidation de ses activités, réparties entre trois secteurs couvrant plus de 20 % chacun (magazines avec Gruner und Jahr, clubs de livres avec notamment France Loisirs, disques), auxquels s'ajoutent édition, imprimerie (plus de 10 % chacun) et médias électroniques.

□ Sony la vidéo 8 haute fidélité en Europe. — Le groupe japonais JVC ne sera pas seul sur le marché de la vidéo haute-fidélité. Après le super-VHS (S-VHS), c'est au tour du super 8 mm de faire son apparition sur le vieux continent. Son inventeur, l'autre firme japonaise Sony, l'a présenté au Salon de la photo tenu à Paris porte de Versailles avec toute une ligne de produits vidéo à haute résolution baptisée HI-8.

Cette ligne va de la cassette d'enregistrement au magnétoscope de salon, en passant par le caméscope. Elle constitue la réponse au format S-VHS lancé en juillet 1987 par JVC sur le marché japonais et présenté au printemps dernier à Paris. Les deux formats concurrents sont capables chacun de fournir des images contenant plus de 400 lignes, affirmant ainsi d'une qualité très supérieure aux meilleurs matériels existants (280 lignes).

ÉTRANGER

Un programme de libéralisation et de privatisation

Le gouvernement iranien annonce l'ouverture de son économie aux capitaux étrangers

Après dix ans d'autarcie farouche, le gouvernement iranien s'est finalement résolu à ouvrir l'économie du pays aux capitaux étrangers et à autoriser les entreprises à emprunter sur le marché international. Le président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani a annoncé, dimanche 8 octobre, dans un discours télévisé une série de réformes visant à relancer et à libéraliser l'économie iranienne.

C'est afin de « tenir compte de la nouvelle atmosphère et des besoins urgents du peuple » que cette nouvelle politique a été adoptée, a précisé M. Rafsanjani. L'objectif principal du gouvernement est de relancer

l'activité industrielle et les exportations non pétrolières : pétrochimie, gaz, et tourisme notamment.

Pour financer cette relance, le gouvernement envisage trois moyens : d'une part un accroissement des dépenses publiques qui passeront de 96 à 112 milliards de dollars au cours du prochain plan quinquennal. D'autre part une privatisation des industries non pétrolières, notamment celles nationalisées après la révolution, une priorité étant accordée aux secteurs pour le recat du capital.

Enfin, outre l'accès accru des entreprises aux devises étrangères (le Monde du 10 octobre), le gouvernement a annoncé que l'industrie pourra recourir désormais aux techniques et aux équipements étrangers pour assurer ses plans de reconstruction.

Tout en assurant que l'État lui-même n'envisageait pas d'emprunter direct sur le marché international des capitaux, M. Rafsanjani a ajouté : « Nous apprécierons des crédits étrangers pour certains de nos projets, ce qui est une manière d'emprunter. »

Le président iranien a également insisté sur la nécessité de lutter contre le marché noir des devises et des produits qui représenterait, selon certaines estimations occidentales, près d'un tiers de l'activité économique du pays. « La possession par le secteur privé d'importantes sommes de devises est une des principales sources d'inflation », a-t-il dit. L'objectif du gouvernement est de faire en sorte que « le capital qui repose sans rien produire dans les mains du secteur privé soit utilisé pour accroître la production industrielle ». — (AFP.)

Après le Mexique et les Philippines

Le Maroc négocie une réduction de sa dette

Le Maroc entame, mardi 10 octobre, un nouveau round de négociations à Paris avec le Comité des banques, représentant l'ensemble des institutions financières créditrices dans l'attente de conclure un accord de réduction de sa dette extérieure, conformément au plan Brady.

Ce tour de piste semble avoir des chances d'aboutir, sauf difficultés de dernière minute soulevées par l'un ou l'autre des deux partenaires. Le montant de la dette commerciale — contractée par Rabat, pour une bonne part, auprès des banques françaises, s'élève à 3,2 milliards de dollars, ce qui est peu au regard de l'endettement total marocain (20 milliards de dollars), qui, pour l'essentiel, a été contracté auprès d'institutions publi-

ques. Un tel niveau d'engagements à l'égard du système bancaire se situe bien en deçà de celui du Mexique (54 milliards de dollars) ou, dans une moindre mesure de celui des Philippines (7,2 milliards de dollars), ces deux pays ayant précédé le Maroc sur la voie d'un accord de réduction de leur dette. Un mois et demi de discussions et d'ultimes mises au point effectuées, il y a une dizaine de jours, en marge de l'assemblée annuelle du FMI, à Washington, ont permis aux représentants des banques et à la délégation marocaine de débiter le terrain. Rabat plaide actuellement pour une réduction de 35 % de ses créances et envisage également d'en racheter une partie sur le marché secondaire.

Dans ces négociations, le Maroc dispose d'un solide atout : sa bonne réputation auprès des organismes multilatéraux. Rabat a, en effet, mené une politique d'ajustement structurel très orthodoxe après la grave crise des paiements à laquelle a été confronté le pays en 1981. Résultat : le Maroc est l'un des seuls pays à revenu intermédiaire à avoir présenté des comptes courants équilibrés en 1988 et à être cité en exemple par M. Barber Conable, le président de la Banque mondiale.

Ce rétablissement a été payé au prix fort : en janvier 1984 éclataient dans le nord du pays, à Nadar, des « émeutes de la faim » faisant officiellement une vingtaine de morts.

SOCIAL

La grève se poursuit aux impôts

Le ministère des finances appelle les syndicats à « prendre leurs responsabilités »

A l'exception de la comptabilité publique — où, indique le ministère des finances, une réunion entre le directeur et les syndicats FO, CFTC et CGC devait avoir lieu mardi 10 octobre, le dialogue n'a pas repris au sein de l'administration des finances. Les syndicats maintiennent leur exigence d'une nouvelle entrevue avec M. Pierre Bérégovoy et jugent insuffisante la proposition visant à intégrer dans leur traitement la « prime de productivité » (1 200 F en 1989, 1 500 F en 1990) qu'ils ont obtenue. La grève se poursuit donc mardi et continue à bloquer un certain nombre de services du ministère des finances.

□ Grève à EDF-GDF. — Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé sur des revendications salariales par la CGT parmi le personnel d'EDF-GDF n'avait pas provoqué de coupures de courant mardi 10 octobre au matin. La direction de l'entreprise, qui fait état d'une baisse de 10 000 mégawatts à 8 h 30, souligne que la distribution est assurée normalement.

Par ailleurs, la direction a annoncé que des « mesures intermédiaires salariales » seront annoncées le 16 octobre afin de tenir compte de la croissance économique et de la hausse des prix.

□ UNEDIC : revalorisation des allocations. — A compter du 1^{er} octobre, les différentes allocations servies par le régime

Quai de Bercy, on s'interrogeait mardi sur la volonté des syndicats de sortir de ce conflit qui dure depuis plus de quatre mois. Le ministère de l'économie rappelle que l'éventualité d'inclure la prime dans le salaire — ce qui permettrait d'élargir la base de cotisation pour la retraite des fonctionnaires — a été avancée par la CGC lors de la réunion du 6 octobre. Encore faudrait-il que cette proposition soit acceptée par le premier ministre. S'il n'exclut pas formellement une nouvelle rencontre avec les syndicats, M. Bérégovoy affirme qu'il n'a pas au-delà de ses dernières propositions salariales.

d'assurance-chômage ont été revalorisées, à la suite d'une décision prise par le conseil d'administration de l'UNEDIC. La dernière augmentation remonte au 1^{er} octobre 1988. La partie fixe de l'allocation de base est portée de 47,71 F par jour à 49,52 F. Son minimum passe de 115,19 F à 119,80 F par jour. La partie fixe de l'allocation de base exceptionnelle est portée de 37,14 F à 49,52 F et son minimum passe de 86,27 F à 89,72 F. Quant à l'allocation de fin de droits, son niveau est relevé de 70,18 F par jour à 72,99 F et son taux majoré, pour les chômeurs les plus âgés, passe de 97,28 F à 101,17 F. Ces revalorisations s'appliquent aux taux pratiqués en métropole.

INSOLITE

Huîtres sinistrées

Dur été pour les huîtres d'Ille-et-Vilaine, qui, au même titre que les agriculteurs et les réparateurs de tondeuses à gazon, sont victimes de la sécheresse. Après six mois sans pluie, le spectacle est désolant : les huîtres du pays de Canelle n'ont pas grandi comme d'habitude. Les ostréiculteurs estiment que chaque huître aura manqué cet été une pousse équivalente à un numéro. Le bilan s'annonce catastrophique : on manquera de grosses huîtres en fin d'année.

En temps normal, l'eau douce apporte à l'eau de mer des éléments qui participent à la nourriture des huîtres. Sans pluie, le mélange eau douce-eau de mer ne se fait pas dans les estuaires. Dans les parcs à huîtres, celles-ci n'ont plus assez de plancton pour jouer leur rôle de distilleries permanentes de l'eau de mer.

Emu, entre autres, par les mœurs causées aux mollusques lamellibranches, à coquille feuilletée ou rugueuse, le préfet d'Ille-et-Vilaine a estimé que son département pouvait être déclaré sinistré.

□ Pétrole : l'Irak menace d'utiliser toutes ses capacités de production. — Dans une interview à la revue spécialisée *Middle East Economic Survey*, le président de la compagnie irakienne chargée de la commercialisation du pétrole a indiqué, lundi 9 octobre, que son pays disposait actuellement d'une capacité additionnelle de production de 1,5 million de barils/jour et qu'il était prêt à l'utiliser afin de contraindre ses partenaires au sein de l'OPEP à respecter les quotas de production assignés lors de la dernière réunion à Genève fin septembre. « Ces disponibilités devraient inciter les autres à réfléchir à deux fois avant de violer l'accord », a déclaré le responsable, précisant que l'Irak a retrouvé, depuis la mise en service d'un nouvel oléoduc traversant l'Arabie saoudite, la capacité de production qu'il avait avant la guerre avec l'Iran, soit environ 4 millions de barils/jour.

□ Accélération de l'inflation aux Pays-Bas. — Les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en septembre aux Pays-Bas. En un an (septembre 1988) la hausse des prix est de 1,3 %. En 1988, le taux d'inflation avait été de 0,7 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



C G I B

CaixaBank

Fondée en 1872

Lors de sa réunion du 6 octobre 1989, le conseil d'administration de la CAIXABANK CGIB a porté à sa présidence M. Juan Antonio SAMARANCH.

MM. Gaston THORN, Maurice HERZOG et Paul ALLIET, nouveaux administrateurs, ont également pris leurs fonctions.

Le conseil a décidé l'augmentation de capital de 247 millions de francs, à raison de 11 actions nouvelles pour 5 anciennes ; le capital passera de 112 315 750 FF à 359 410 400 FF.

Les fonds propres dépasseront 500 millions de francs (527 600 546 FF), soit une augmentation de 88 %.

L'activité a progressé de 38 % au cours des huit premiers mois. Le résultat d'exploitation a augmenté de 43 %.

Prochainement, ouverture de 16 nouvelles agences, et développement de 5 nouveaux produits. Miel : 3614 code CAIXABANK.

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°10

L'ALMANACH DE 1789 :

● Politique : la révolution d'octobre 1789. Un dossier complet sur les émeutes à Versailles et le retour du roi et de l'Assemblée à Paris. ● Société : les femmes font irruption dans la Révolution avec les poisons sardes, mais sont-elles vraiment patriotes ? ● Lire également : le tableau des Tuileries sur fond de pauvreté à Paris et l'homme du jour, Joseph Ignace Guillotin.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

● Tandis que les justices d'Ancien Régime s'effondrent dans le discrédit général, une justice nouvelle naît après 1789. Plus que la guillotine ou les juridictions d'exception, on lui doit des garanties pour le justiciable, le jury, le Tribunal de cassation... Un legs considérable et méconnu que confirme Robert Badinter dans un entretien exclusif.

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

La commémoration s'expose avec « les architectes de la liberté » aux Beaux Arts à Paris ; elle se raconte, avec les premiers bilans du Bicentenaire et des CLEF ; et elle se lit dans les ouvrages consacrés au chantier des droits de l'homme. En somme, le Bicentenaire continue et donne ses rendez-vous d'automne dans notre agenda.

OCTOBRE 1989

30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES : + 13,8 %

La société MOLEX a clos son exercice au 30 juin 1989 avec un chiffre d'affaires de \$ 571,9 millions, en progression de 13,8 % sur l'exercice précédent (\$ 502,4 millions).

Pour la quatorzième année consécutive, MOLEX a réalisé son objectif traditionnel d'un bénéfice net égal à 10 % du chiffre d'affaires. Il a atteint \$ 57,7 millions contre \$ 59,3 millions en 1987/1988, et le bénéfice net par action s'établit à \$ 2,28 contre \$ 2,34, compte tenu d'une charge exceptionnelle de \$ 6 millions déjà annoncée par la société. La baisse du dollar américain par rapport aux autres devises a contribué, à concurrence de \$ 683 000 au chiffre d'affaires et de \$ 982 000 au bénéfice net pour l'exercice 1989, contre respectivement \$ 35,932 millions et \$ 5,709 millions en 1988.

En 30 juin 1989, le carnet de commandes s'élevait à \$ 98,617 millions contre \$ 101,474 millions pour l'exercice précédent, cette baisse étant imputable pour \$ 1,954 millions aux fluctuations des devises.

Les ventes hors États-Unis représentent désormais plus de 71 % du chiffre d'affaires mondial et 91 % des bénéfices globaux.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

LE GROUPE HERVET à l'heure de la capitalisation

Depuis le 1^{er} octobre 1989, les OPCVM sont autorisés à capitaliser les coupons provenant de placements à revenus fixes ou indexés

Le Groupe Hervet met dorénavant à la disposition de sa clientèle deux gammes de produits :

Ses Fonds Communs de Placement de Capitalisation :

- HERVET OBLI-CROISSANCE
Fonds obligataire
- HERVET COURT TERME
Fonds monétaire

Et ses SICAV de Capitalisation :

- OBLIGATION
Sicav obligataire diversifiée
- HERVET PLUS
Sicav monétaire

Son fonds Commun de Placement de distribution :

- HERVET OBLIGATIONS FRANÇAISES
Fonds obligataire à coupon trimestriel

Et sa SICAV de distribution :

- OBLIPREMIÈRE
Sicav obligataire à coupon annuel



FOUGEROLLE

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Au 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé de Fougère s'est établi à 5 043 millions de francs contre 4 603 millions l'année précédente.

L'augmentation du chiffre d'affaires a été particulièrement élevée en France (+ 17 %), des conditions de travail exceptionnellement favorables au premier trimestre ayant entraîné un rythme d'activité plus soutenu que les années précédentes : dans les branches routes et électricité notamment, la progression a atteint en moyenne 25 %, en anticipation, pour partie, des travaux à réaliser au second semestre.

À l'étranger, la diminution du chiffre d'affaires a atteint 40 % : un second semestre toutefois, l'activité sera plus importante du fait de la conclusion, à la fin du premier semestre, de nouveaux accords financiers concernant le programme de l'acier d'Ajaccio, qui ont permis d'assurer le règlement des travaux antérieurs et la reprise de l'exécution du chantier.

Le bénéfice net consolidé du semestre s'est élevé à 86 millions de francs, contre 69 millions pour la période correspondante de 1988. Le résultat pro forma de Fougère SA ressort à 136 millions de francs contre 20 millions au 30 juin 1988, cette augmentation résultant, pour l'essentiel, des dividendes reçus des filiales. Les comptes de résultat font apparaître une importante progression du bénéfice avant participation, inférentement et impôt.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, la progression de l'activité devrait être marquée qu'un premier semestre, le chiffre d'affaires total du groupe devrait s'approcher de 11 milliards de francs contre 9,8 milliards en 1988.

Le bénéfice consolidé devrait dépasser 250 millions de francs contre 201 l'année précédente.

Accor

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION ET DE SERVICES

UN BON PREMIER SEMESTRE

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1989				
FF MILLIONS	ANNÉE	PREMIER SEMESTRE		VARIATION
	1988	1988	1989	88-89
Volume d'affaires	16 395,3	7 984,8	9 538,9	+ 20,3 %
Chiffre d'affaires consolidé	12 336,3	6 356,5	7 175,3	+ 12,9 %
Résultat courant avant impôts et mises en équivalence	1 008,7	425,6	613,1	+ 44,0 %
Résultat net courant après impôts, part du groupe ..	469,5	157,3	220,6	+ 40,2 %
Résultat exceptionnel	101,3	45,9	12,9	-

Au premier semestre de l'année 1989, les niveaux d'activité et de résultats de ACCOR sont satisfaisants et conformes, voire supérieurs, aux prévisions, avec une rentabilité en augmentation. Malgré quelques secteurs en retard sur les objectifs, cette progression d'ensemble est due :

- à la croissance des résultats de la restauration publique en France et en Espagne, notamment sur autoroutes et dans les centres commerciaux ;
- à la progression de 22 % en un an du nombre d'utilisateurs de titres de service qui dépasse 3,6 millions par jour ;
- à la croissance de l'activité et des résultats de l'hôtellerie en Espagne, au Moyen-Orient, en Afrique, et aux bonnes performances de l'ensemble des activités hôtelières du groupe (hôtel service, hôtellerie, restauration collective).

Depuis le début de l'année, le développement de ACCOR s'est poursuivi dans ses métiers de base :

- en hôtellerie, 74 établissements (7 246 chambres) ont été ouverts à la clientèle et le nombre d'hôtels en exploitation à la fin de l'année devrait dépasser les 800 unités (90 000 chambres). Le développement des principales marques du groupe s'oriente en priorité vers l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne, où actuellement 20 hôtels (2 850 chambres) sont en construction. Après un démarrage très satisfaisant, l'effort continu sur l'Europe 1, qui vient de dépasser les 100 unités et s'implante maintenant en dehors de France.

En Extrême-Orient, après la récente ouverture du Novotel de Bangkok en Thaïlande (450 chambres), un programme d'ouverture de 3 Novotel et d'un second Sofitel est en cours de réalisation dans ce pays. Après le Sofitel de Séoul en fonctionnement, un Novotel de 340 chambres ouvrira prochainement en Corée du Sud. Sont également en chantier en URSS les Novotel de Moscou Aéroport (500 chambres) et de Léningrad et, enfin, au Canada, 6 Novotel (1 200 chambres) ;

- en restauration collective, les 224 nouveaux contrats signés depuis le début de l'exercice représentent une croissance de plus de 12 % en nombre de repas/an, avec des développements significatifs en France, en Allemagne dans le secteur hospitalier et en Israël, la chaîne de restaurants collectifs LUFT (32 000 conviotes/jour) a été acquise récemment ;

— en restauration publique, la croissance de l'activité se poursuit avec l'ouverture de 15 établissements sur autoroutes (L'Arche en France et L'Arche Média en Espagne), dans les gîtes (Courte-Paille, Boef jardinier en France) et dans les Pizzer Del Arte en France et en Espagne ;

— dans les titres de service, de nouveaux contrats représentant un accroissement de 653 000 utilisations/jour ont été signés au premier semestre de 1989, contre 370 000 en 1988 (+ 76,5 %). Dans la même période, le volume d'émission des titres de services a progressé de 41 %. Au Mexique, ACCOR a acquis le principal concurrent « Compa Boral » et conféré ainsi le position de leader dans le pays.

La prévision de résultats pour l'année 1989 est confirmée : le bénéfice net après impôt, part du groupe, hors éléments exceptionnels, devrait être supérieur à 575 millions de francs.

Moulinex

GROUPE MOULINEX

LES RÉSULTATS SUIVENT LA CROISSANCE

En cours du premier semestre, les ventes du groupe Moulinex ont progressé de 23 % à 2,146 milliards de francs.

Le résultat net part du groupe continue à s'améliorer de façon très significative, passant de 32 à 47 millions de francs. La poursuite de cette tendance favorable sur le second semestre permettra d'atteindre le niveau de résultat attendu.

Le cash flow atteint 170 millions de francs contre 118 millions à fin juin 1988.

En millions de francs	Jun 1989	Jun 1988
chiffre d'affaires	2 146	1 740
chiffre d'affaires consolidé	75	45
chiffre d'affaires consolidé	59	35
chiffre d'affaires consolidé	47*	32
marge brute d'autofinancement	170	118

* La part des intérêts minoritaires est en augmentation par rapport à juin 1988 en raison de l'introduction, en décembre 1988, de 30 % de la filiale à la Bourse espagnole.

CROISSANCE INTERNE
Moulinex maintient sa stratégie de croissance interne en poursuivant un programme important d'investissements industriels.

Ces investissements visent un double objectif : augmenter les capacités de production pour satisfaire les différents marchés et améliorer, pour faire face à la concurrence étrangère, les conditions économiques d'exploitation.

CROISSANCE EXTERNE
Le Groupe a par ailleurs procédé, ces derniers mois, à des opérations de croissance externe qui complètent et renforcent son implantation européenne.

Après la création d'une filiale en Italie, par rachat de son distributeur, et la reprise des activités de Swan en Grande-Bretagne et de Girmi en Italie, Moulinex est désormais en position de leader sur tous les grands marchés européens : France, Allemagne, Espagne et désormais Italie et Grande-Bretagne.

Cette position commerciale s'appuie sur une forte implantation industrielle. Le Groupe emploie, dans les cinq pays où sont implantées ses usines, plus de 10 000 salariés, dont 2 300 hors de France.

CHIFFRE D'AFFAIRES PROVISOIRE AU 30.9.89

(tenant compte de l'activité de la filiale italienne au 1^{er} juillet et de Swan et Girmi au 1^{er} septembre).

En millions de francs	Sept. 1989	Sept. 1988	%
chiffre d'affaires France	908	763	+ 19,1 %
chiffre d'affaires export	1 913	1 492	+ 28,2 %
chiffre d'affaires consolidé	2 821	2 255	+ 25,1 %
chiffre d'affaires consolidé	3 289	2 643	+ 24,5 %

A périmètre constant, les ventes du groupe progressent de 21,7 % (19,1 % pour la France, 22,7 % pour l'export).

Le rythme d'activité à fin septembre fait apparaître de bonnes performances et permet de maintenir les prévisions de fin d'année, qui seront confortées par l'intégration *pro rata temporis* des acquisitions réalisées en juillet et en août 1989.

1^{er} SEMESTRE 1989GROUPE CREDIT LYONNAIS
RÉSULTAT NET FAVORABLE : + 19,9 %

Total des fonds propres et provisions : 75 milliards de francs

Le Conseil d'Administration du Crédit Lyonnais, réuni le 5 octobre 1989 sous la présidence de M. Jean-Yves HABERER, a examiné les comptes du premier semestre 1989.

Poursuite de la forte progression de l'activité du Groupe

Les activités de banque commerciale ont continué de connaître au premier semestre une très vive progression : le total du bilan consolidé atteint 1 186,2 milliards de francs au 30 juin 1989 contre 1 083,8 milliards de francs à fin 1988 (+ 9,4 %) et 965,1 milliards de francs au 30 juin 1988 (+ 22,9 %).

L'activité a été particulièrement soutenue en matière de crédits. Les prêts bruts à la clientèle atteignent 562,5 milliards de francs au 30 juin 1989 contre 469,6 milliards de francs un an plus tôt (+ 19,8 %). Les prêts en francs représentent 54,7 % de l'ensemble des prêts consentis avec un encours de 307,6 milliards de francs (+ 14,7 %). Le crédit-bail mobilier et immobilier confirme une forte progression (+ 60,1 %), alors que celle des crédits à l'habitat connaît un léger ralentissement (+ 14,4 %) et que les autres crédits, consentis essentiellement aux entreprises, marquent en un an une augmentation de 19,5 %.

Les ressources de clientèle, y compris les certificats de dépôt, s'établissent à 434,4 milliards de francs au lieu de 371,4 milliards de francs au 30 juin 1988 (+ 17 %).

L'activité de banque financière a également été très forte : tout en conservant sa première place sur le marché obligataire français, le Crédit Lyonnais s'est placé au premier rang pour les émissions en eurofrancs et au deuxième rang pour celles en écus. Il est en outre au seizième rang mondial et au cinquième rang européen pour la direction des euro-emissions toutes devises confondues. En matière d'ingénierie financière, le semestre a été marqué notamment par le lancement de la première joint venture dans le domaine de la titrisation et la réalisation de cinq opérations de RES. Le portefeuille de Crédit Lyonnais Investissement (CLINVEST) s'est accru de 45 % tandis qu'était créé par ailleurs, en association avec de grands investisseurs français et étrangers, EURO-CLINVEST, holding au capital de 750 millions de francs dont la vocation est de prendre des participations dans des sociétés européennes performantes.

Progression sensible des résultats du Groupe

Le résultat net global du Groupe Crédit Lyonnais s'établit à 1 487 millions de francs au premier semestre 1989 contre 1 240 millions de francs pour la période équivalente de 1988, en hausse de 19,9 %. Après déduction des intérêts minoritaires, la part du Groupe atteint 1 370 millions de francs contre 1 185 millions de francs, en progression de 15,6 %.

Le produit d'exploitation atteint 16 457 millions de francs au 30 juin 1989 contre 14 947 millions de francs au

30 juin 1988, en augmentation de 10,1 %. Les frais généraux et amortissements s'inscrivent pour 11 285 millions de francs contre 10 489 millions de francs en 1988 (+ 7,6 %). Le résultat brut d'exploitation s'élève à 5 172 millions de francs contre 4 458 millions de francs au premier semestre 1988, en hausse de 16 %. Ces résultats ont été établis, pour les deux exercices en incluant l'effet de la correction monétaire des comptes des filiales au Brésil et en Argentine dans les composantes du résultat brut d'exploitation, conformément à l'évolution des règles comptables dans les pays à forte inflation : auparavant cet effet était comptabilisé en charges et produits exceptionnels.

La progression sensible du résultat brut d'exploitation résulte principalement de la vive progression des commissions nettes en France (+ 23,6 %), des bonnes performances des filiales de crédit-bail, des succursales à l'étranger, et de Crédit Lyonnais Bank Nederland, ainsi que du redressement opéré par Crédit Lyonnais Capital Markets à Londres dont les pertes opérationnelles ont été limitées à 56 millions de francs au premier semestre 1989, contre 154 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Renforcement de la couverture des risques

La dotation nette aux provisions d'exploitation s'élève au 30 juin 1989 à 3 376 millions de francs, au lieu de 3 026 millions de francs au premier semestre 1988 (+ 11,6 %). Cette progression a permis de poursuivre l'effort de provisionnement sur les risques pays en leur attribuant une dotation de 2 635 millions de francs au lieu de 2 584 millions de francs pour les 6 premiers mois de 1988 ce qui porte le taux de couverture moyen à 54 %.

Au 30 juin 1989, le stock de provisions d'exploitation s'établit à 39 108 millions de francs contre 34 375 millions de francs un an plus tôt (+ 13,8 %) et les fonds propres et assimilés comprenant le résultat du semestre s'élèvent à 35 768 millions de francs au lieu de 28 783 millions de francs au 30 juin 1988 (+ 24,3 %).

Le ratio réglementaire de couverture des risques qui se calcule au 30 juin 1989, s'élève à 6,50 %, il atteignait 6,03 % au 30 juin 1988.

Perspectives pour l'exercice 1989

Le résultat brut d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice pourrait confirmer la progression observée au premier semestre.

Par ailleurs, le deuxième semestre sera marqué par l'inclusion dans le Groupe des deux importantes acquisitions réalisées par le Crédit Lyonnais, la Chase Bank of Commerce en Belgique et la prise de participation, à hauteur de 49 %, dans le capital du Credito Bergamasco en Italie.

Enfin, les fonds propres du Groupe seront renforcés par l'entrée dans le capital, à hauteur de 1,5 milliard de francs, de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

مكتبة الامم المتحدة

ÉCONOMIE

Les villages du bout de la crise

I. — Bugoyne en Norvège : partir tous ensemble

BUGOYNES

de notre envoyée spéciale

« Y a-t-il un endroit dans le sud de la Norvège qui accueilleraient trois cents personnes : tous les habitants de Bugoyne, un village de pêcheurs faillites de l'été ? (...) Notre seule industrie a fait faillite en 1985. Depuis deux ans, personne n'a été capable de la faire redémarrer. (...) Nous pensons qu'il est temps de tout laisser derrière nous et de recommencer ailleurs. (...) Nous voulons partir tous ensemble... »

L'annonce paraît sur un quart de page le 12 août dans le principal quotidien populaire d'Oslo. Aussi, les médias s'effolent. La Norvège, pays toute la Scandinavie, s'émeut de ce petit port perdu dans le nord extrême du pays, au confins de la Finlande et de l'URSS.

A quelques semaines des élections législatives, Bugoyne devient un symbole de la « crise ». Crise de la pêche, crise du Finnmark qui en vit, et plus généralement des oubliés de la reprise, de ce grand Nord exotique, mal connu, mal aimé, qui n'a fait pas de sa dépression en dépit des fausses subventions consenties par l'Etat (1). Au cours d'une émission de radio locale, tous les auditeurs remercient Bugoyne. « Enfin, quelqu'un a osé », dit l'un. D'autres assurent : « Nous vous suivrons... »

Emportée par l'élan, une petite ville de la côte sud offre l'hospitalité aux habitants de Bugoyne, sans pouvoir toutefois leur promettre des emplois. Le ministre de la pêche, de son côté, promet d'aider le village à retrouver son unité, mais sans garanties. Puis, très vite, l'émotion retombe, balayée par la fièvre des élections.

Reste l'école

Un mois et demi plus tard, le village par qui le scandale est arrivé a retrouvé son anonymat et son mystère. Aujourd'hui, le ciel est plombé sauf vers le nord, d'où s'élève une mystérieuse clarté, comme si tout venait de là-bas, au-delà du fjord, et de la mer, de ce pôle menaçant où naissent les tempêtes, où finit le monde. Bugoyne dégage dans un silence à peine troublé par le cliquetis des vagues et le cri des mouettes.

Trois cent quarante âmes : soixante-dix familles, cinquante enfants et trente-deux veuves. Quel désespoir ou quel extraordinaire élan de solidarité a fait s'engager ce village à l'expatriation en bloc ? « Comme une grande famille », disent-ils simplement. Le seul précédent connu remonte au dix-huitième siècle, en France, où toute une bourgade bourguignonne aurait émigré outre-Atlantique. Mais c'était la famine, la misère absolue.

Ici rien de tel, du moins en apparence. Le village est propre et même coquet avec sa plage minuscule, sa radio, son église toute neuve, ses maisons de bois peint, bien entretenues, où s'écoulent au ras du toit des quartiers de viande de renne. Pas de voitures, peu de passants. Les rues appartiennent à une volée d'enfants blancs, roses de froid, qui se pourchassent à bicyclette en criant d'une voix aiguë. Ça sent la mer, le vent, et, curieusement, le bonheur de vivre.

Il faut aller au bout de la route, découvrir l'usine, son quai désert, sa pompe à essence désaffectée ; approvisionner les habitants, maintenant gênés de l'ampleur prise par leur histoire, pour comprendre que le coup d'éclat de Bugoyne était un vrai appel au secours. A prendre au sérieux comme une menace de suicide. « Ce que nous voulons, c'est rester. Mais on ne peut pas vivre d'une nature magnifique », explique le directeur de l'école.

Une histoire presque tristement banale. Bugoyne vit depuis toujours de la pêche et de « l'usine ». Mais de poisson il n'y en a plus. D'usine et d'emplois non plus (lire encadré).

Et aujourd'hui, à part son école, le village n'a plus rien. La banque, comme le café et la station-service ont été fermés avec l'usine. L'église, juste construite par le département après trente ans de promesses, reste vide. Le pasteur, comme le médecin, le dentiste ou l'infirmière habitent tous Kirkenes, la « ville voisine », à deux heures de mauvaise route, dont la peine une moitié carrossable, le reste en cailloux...

Pins de raison d'être

L'école, depuis la fermeture de l'usine, est ainsi devenue le principal employeur du bourg. Avec ses vingt salariés, dont moitié de professeurs, elle fait office de tout : de mairie, de cinéma, de club sportif, de salle des fêtes, de bistrot — l'été — et même, jusqu'à une date récente, de chapelle.

Pour le reste, on a vite fait le tour : une poste grosse comme un jouet, deux épiceries, quelques pêcheurs. Plus un atelier artisanal préparant des filets de saumon et de la viande de renne, et enfin un chantier naval d'opérette qui a bien du mal à employer ses neuf salariés toute l'année. Quant au tourisme et à l'artisanat local, seules activités « de reconversion » imaginables dans le Finnmark, ils restent ici à l'état de projet. Ce n'est pas avec ses quatre chambres d'hôtes que Bugoyne peut espérer attirer le chaland !

Total : une soixantaine d'emplois — avec l'école, — quand il en faudrait au moins le double pour permettre simplement au village de survivre. Depuis dix ans, Bugoyne a perdu le quart environ de ses

habitants. Les jeunes partent après seize ans pour finir leurs études, et ne reviennent plus. Depuis cinq ans, on n'a célébré que trois mariages.

Le village vit du chômage et de ses économies. L'Etat-providence, cher aux Scandinaves, est heureusement là, qui paye, pendant quatre-vingt semaines, 60 % du salaire perdu. Après, plus rien pendant six mois, puis de nouveau une allocation minimale. C'est loin de suffire lorsqu'il faut payer les échéances de la maison et de la voiture, indispensables dans ces parages où, l'hiver, la tempête et le mal ne cessent pas de trois mois, où le premier bourg est à 100 kilomètres, où la température, en ce matin de septembre, avoisine déjà zéro.

Alors, on tient avec des expédients, des emplois temporaires fournis par l'administration, par les amis plus favorisés (ménage, coiffure, repassage, etc.) ou par les chantiers voisins — l'église, une maison, etc. Quelques rares « privilégiés » ont décroché un emploi à Kirkenes, à Vadso, ou ailleurs. Compte tenu des distances, ils ne rentrent chez eux que le week-end. Mais le « bout du rouleau » approche. Un stage de formation à l'infirmerie a été organisé en catastrophe par l'école, est épuisé, afin de prolonger jusqu'à Noël les allocations de chômage qui devaient se terminer en juillet.

Solutions de fortune. « Cela ne peut suffire. Il nous faut une usine comme base. On ne peut pas vivre en se coupant mutuellement les cheveux. Il faut produire. Il nous faut notre conserverie », répète le président du comité d'action, comme tous les habitants.

Pourtant, l'âme du village n'est plus dans ces hangars décrépis, symbole d'un monde éteint où flotte encore une odeur de marée. Y a-t-elle jamais été ? Elle se cache derrière ces façades peintes d'ocre, de vert mousse ou de grenat ; derrière ces rideaux de plantes vertes pendues aux fenêtres dans des pots de cuivre luisants ; au cœur secret de ces maisons douillettes, isolées du froid, du mal et de la rumeur du monde.

Sur un plan strictement économique, Bugoyne n'a sans doute plus aucune raison d'être... Reste le bonheur, un peu mystérieux, de cette communauté si unie, si chaleureuse qu'elle préfère le suicide collectif à l'éparpillement.

Le bonheur ? Pas de police, pas de docteur, pas de curé à Bugoyne. Mais pas de crimes, de vols, ni de drogue non plus. Les maisons ne sont jamais fermées à clef, pas plus que les voitures. C'est tout juste si on avoue « quelques problèmes d'alcool, ça et là ».

Le bonheur quand même

Perché au rebord du monde et relié à la civilisation par une unique route, qui finit en cul-de-sac sur « la mer et les Russes », Bugoyne ne connaît ni les rumeurs, ni les maîtres du passage. Un voleur est ici vite repéré et mis au

social. Hommes, femmes, enfants, vieillards, tout le monde est peu ou prou habillé des mêmes vêtements fonctionnels et chauds, tout le monde possède, à quelques détails près, la même maison, la même voiture, et communie dans le même amour des enfants.

Le bonheur ? Et l'hiver, la nuit polaire, le froid, la glace, les tempêtes ? On fait la moue. Trois mois, ça passe vite. Et il y a Noël, une grande fête ici, au royaume mythique de saint Nicolas. « L'hiver, on travaille, l'été, on vit ». Une vie simple comme un livre, grande ouverte sur la communauté, plus sacrée que l'église. Ici, on ne frappe pas ; on entre, on appelle et on s'installe pour une tasse de café.

monde où je peux être moi-même », raconte le directeur de l'école.

Cet art de vivre, ils l'ont hérité de leurs aïeux, venus en masse du centre de la Finlande, autour de 1840, dont ils parlent encore entre eux la langue. Et de leur lutte constante contre la nature. « L'hiver, c'est quand même dur. Nous avons besoin les uns des autres », explique un professeur. « C'est bon de vivre ici. Nous sommes tous amis », dit une ancienne employée de l'usine.

L'annonce de cet été n'était pas du bluff, mais l'ultime expression du désespoir collectif, l'appel au secours de trois cents personnes qui craignent de partir, mais ne peuvent plus rester. Stas doivent s'y résigner. Ils partiront donc en bloc, pour sauver au moins cette solidarité, cette qualité de vie, qui, pensent-ils, ne tient qu'à eux-mêmes. « Personne ne veut quitter Bugoyne, mais si ce n'est plus possible, nous devons partir ensemble, sinon à trois cents, au moins cent d'un côté, cent de l'autre. Les vieux resteront pour garder les maisons pendant l'hiver. Nous reviendrons l'été », explique l'un des membres du comité d'action.

L'espoir, la mer

En attendant, ils espèrent, contre toute logique. Cet automne, la conserverie, grâce à leur action, sera sauvée. Ils retrouveront des emplois, le bien-être, feront revenir les jeunes... « Il fallait une publicité assez forte pour que tout le pays entende, et il a entendu », assure, confiant, le président du comité d'action. Bon optimisme.

A Tromsø, le directeur de la banque des pêcheries, véritable propriétaire de l'usine depuis la défaillance des précédents acheteurs, fait la moue. Certes, l'entreprise sera de nouveau mise aux enchères, certes, la banque la rachètera pour la céder aussitôt aux habitants de Bugoyne, qui, avec l'aide du département et de la région, ont, semble-t-il, rassemblé les fonds nécessaires.

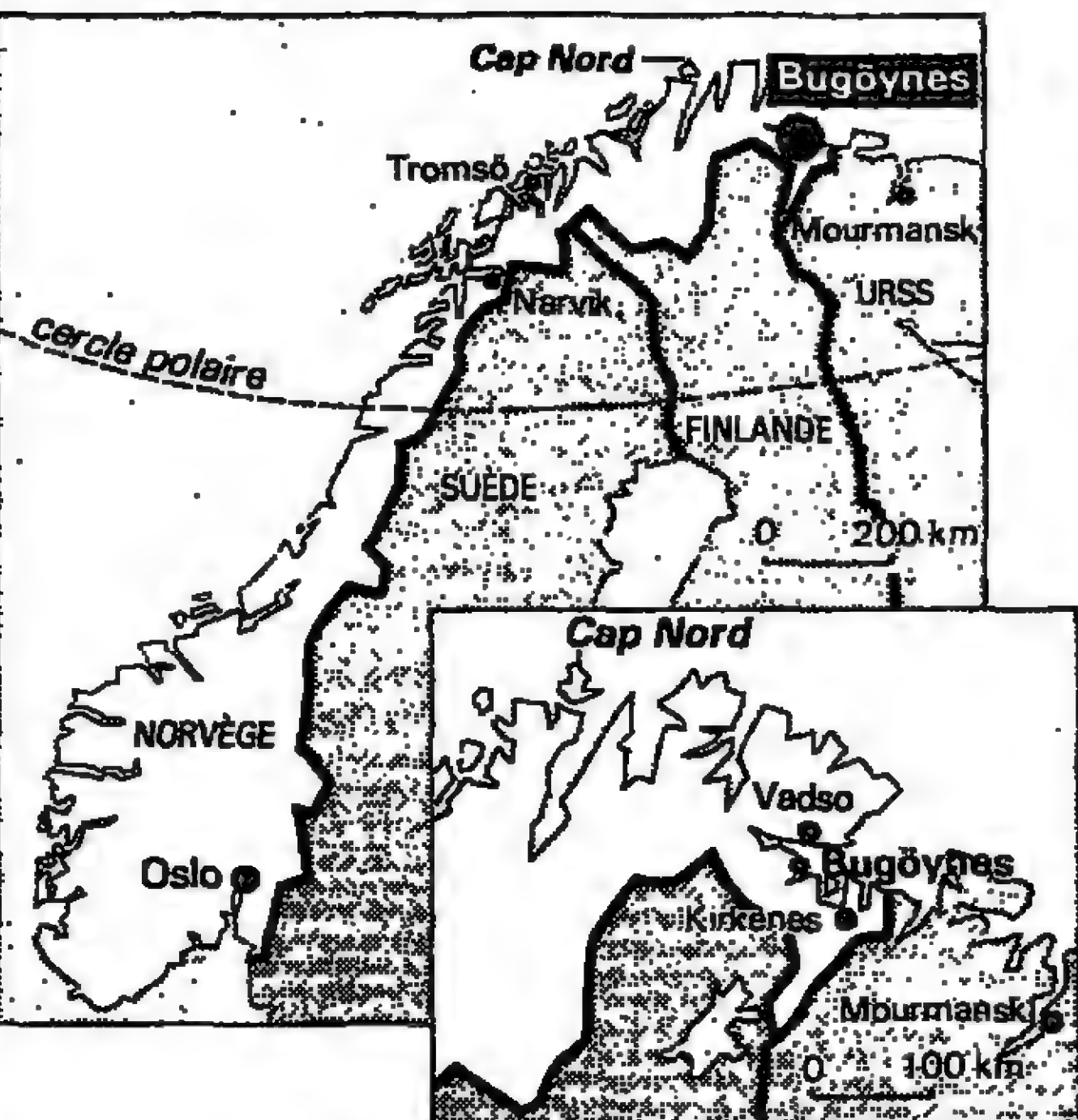
L'usine repartira. Mais pour combien de temps ? « Ce sera très difficile d'obtenir assez de poisson pour la faire tourner. Elle est trop petite, mal placée. Elle n'aurait pas de gros chalutiers usines, pas aux petites conserveries de la côte », explique le banquier, sceptique.

Vu d'Oslo, la logique est encore plus froide : « Bugoyne est un cas extrême, mais le Finnmark est plein de petits bouts du monde », dit le directeur chargé de la politique régionale au ministère du travail et des affaires régionales. « On ne peut pas sauver tout le monde... »

En 1900, le village avait déjà connu une crise analogue. Comme aujourd'hui, le poisson avait disparu, chassé par une invasion de phoques. Mais à l'époque on avait besoin de nourriture, pas d'argent. On trait les phoques, on les mangeait, on en tirait assez d'huile et de peau pour survivre. Ce n'est plus le cas. « Si le poisson revient, peut-être... », dit le banquier.

VERONIQUE MAURIS

(1) Le gouvernement norvégien verse environ 2 milliards de couronnes par an (1 couronne = 0,95 F) afin de tenter de maintenir la population du Finnmark (75 000 habitants), pour des raisons économiques (la richesse des eaux territoriales) et stratégiques (la proximité des frontières russe et finlandaise).



ben. « Il y a eu un cas. Dès que quelque chose disparaissait, on allait chez lui. Il a quitté le pays... », raconte le directeur de l'école, pensif.

Le bonheur ? Il n'est contaminé ni par les modes ni par les vanités venues d'ailleurs. L'environnement, plus contraignant que partout, ramène tout à l'essentiel, gommant jusqu'aux distinctions

Et, dans un bel ensemble, on bonde les enchères lorsque une banque, lasse des échecs répétés, met une maison en vente, fiers d'avoir vaincu jusqu'aux banquiers : « Qui peut acheter, à part nous ? »

Quand je suis arrivé ici en 1980, je m'étais promis que ce ne serait que pour un an. Et puis, pendant l'hiver, j'ai été adopté. Je suis resté. C'est un endroit du

L'usine aux quatre faillites

L'usine de Bugoyne, créée au début du siècle pour sécher, saler le poisson, s'est convertie en 1908 à la production de filets congelés : harek, morue, saumon, etc. Quelques années de fructueuse prospérité, puis peu à peu le drame s'amorce.

A la fin des années 70 le poisson disparaît. On ne pêche plus guère que des crevettes au large du Finnmark. Pourquoi ? Allez savoir ! On a trop pêché, l'eau bruyamment s'est refroidie, chassant le poisson vers le sud, et les phoques, qu'on ne tue pas, ont pulvérisé, volant aux hommes leur pizance. « La nature... » et Grospeigne, on en a haussé les épaules.

Une malédiction. Il faut aller chercher le poisson de plus en plus loin à l'ouest, et Bugoyne, dernier port

avant la frontière soviétique, est mal placé. L'usine n'est bientôt plus alimentée que par son propre petit charbon. Le Bugoyne. Trop petite, elle ne produit plus assez pour rentabiliser ses cinquante salariés et ses équipements tout neufs. En 1985, c'est la première faillite, avec 2,8 millions de couronnes de dettes.

La banque nationale de la pêche met l'entreprise aux enchères. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'usine, après deux ans de fonctionnement chaotique, ferme à nouveau en novembre 1987. Elle ne rouvrira plus. Au passage, Bugoyne a perdu « son » chalutier, seul actif réellement rentable de l'ancienne société. Récupéré par les seconds propriétaires grâce à une

astuce juridique, il livra désormais des usines concurrentes.

Nouvelle enchère, nouveau échec. En fait de redressement les nouveaux propriétaires vendent l'usine de ses machines, tant et si bien que les habitants de Bugoyne, qui assistent navrés à ce qu'ils considéraient comme un « pillage », finissent par se révolter.

A l'automne 1988, ne reste dans les ateliers déserts qu'un gros automate estimé à 1,7 million de couronnes. Lorsqu'un camion arrive du Danemark pour l'exporter, tout le village se mobilise pour le bloquer. Barre de voitures, pelobres, agitation — après deux jours et demi, le véhicule repartira aussi vide qu'à l'arrivée. Bugoyne a sauvé une machine. Pas son usine. C'est juste

après ce fait d'armes que se crée le comité d'action, chargé de défendre la survie du village, avec l'appui financier de la région et du département... Il deviendra célèbre en signant — et en payant — un en plus tard la fameuse annonce.

En attendant, l'histoire se répète. Encore une faillite — la quatrième ! — et une vente qui ne sera jamais vraiment concrétisée. « Aujourd'hui personne ne sait exactement à qui appartient notre usine », s'indignent les habitants de Bugoyne, froués : « On nous a tout pris ! » De fait, chaque tentative malheureuse de reprise s'est soldée par une perte de substance. Capital, salaires, chalutier, équipements, machines, il ne reste plus que des dettes... V.M.

Au départ de Paris, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

swissair

110 destinations dans 68 pays

AFFAIRES

6 300 supermarchés et 780 hypermarchés en France

Le paysage commercial reste florissant

Le grand commerce se porte bien : on dénombre, en France, au 1^{er} septembre, 549 centres commerciaux, 780 hypermarchés, 6 303 supermarchés, 571 magasins populaires, 881 grands magasins, 2 013 magasins de quincaillerie/bricolage, 776 jardinerias... C'est le résultat du *Panorama annuel* que dresse l'équipe du bimensuel spécialisé *Points de vente* (1).

Trente centres commerciaux ont ouvert leurs portes au cours de l'année écoulée. Il y a vingt ans que la formule existe, le plus ancien étant celui de Parly-2, au Chesnay, dans les Yvelines. Un centre commercial, c'est, au milieu d'un vaste parking, une galerie marchande, avec de nombreux petits commerces, des restaurants et une ou deux « locomotives », hypermarché ou grand magasin... Le géant de la catégorie est incontestablement la Part-Dieu à Lyon (Rhône), avec ses 220 000 m² de surface commerciale (surface de vente + réserves et parties communes), qui laisse loin derrière lui les Quatre Temps de la Défense (Hauts-de-Seine) avec ses 105 000 m² et Crétéil-Soleil (Val-de-Marne), avec 103 000 m².

Le chiffre d'affaires n'est cependant pas absolu : fonction de la surface, puisque le « premier de la classe » en la matière est Vélizy-2 (Yvelines), qui a réalisé en 1988 un montant des ventes qui frôle les 3,6 milliards de francs, alors qu'il n'est qu'au quatrième rang pour la surface (98 018 m²), tandis que la Part-Dieu n'atteint pas 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires... Si l'on considère le rendement au mètre carré, c'est le Forum des Halles à Paris, qui couvre seulement 56 235 m², qui vient en tête, avec un chiffre d'affaires annuel de 45 749 francs au mètre carré. Mais tous les centres com-

merciaux sont loin d'avoir cette importance : à côté des 77 centres régionaux, on compte en effet 434 « centres commerciaux » (de 5 000 à 30 000 m² de surface commerciale) et de simples galeries marchandes, encore plus réduites.

Un gigantisme limité

Autre type de magasin de très grande surface, les hypermarchés (plus de 2 500 m² de surface de vente en libre-service) sont au nombre de 780, avec 21 créations dans l'année. Là aussi, on trouve des géants, essentiellement chez Carrefour, avec celui de Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne), près de Toulouse, qui s'étend sur 24 400 m² ! Le gigantisme reste limité : seuls 8 magasins (dont 5 Carrefour) dépassent les 15 000 m². L'hyper « moyen » est plus raisonnable : 5 441 m², 27 caisses de sortie, 175 salariés, 921 places de parking, 8 pompes à essence et un chiffre d'affaires annuel de 368 millions, alors que 33 hypermarchés ont dépassé en 1988 le milliard de francs. Le chiffre d'affaires au mètre carré est en moyenne plus élevé que dans les centres commerciaux : 66 000 F, selon la firme d'études Nielsen. Près de 56 % des hypermarchés ont des caisses équipées pour la lecture optique des codes-barres. Les grandes enseignes nationales sont connues de tous : 192 centres Leclerc, 77 Mammouth, 73 Euro-marché, 69 Carrefour, 45 Cora, 39 Auchan, 37 Continuum.

Les supermarchés (de 400 à 2 500 m² de surface de vente) sont évidemment beaucoup plus nombreux : le *Panorama* en dénombre 6 303, dont 284 ont ouvert leurs portes au cours de l'année écoulée. L'enseigne la plus répandue est l'intermarché avec 1 263 unités (tandis que 309 centres Leclerc entrent dans cette catégorie), à côté de 831 magasins de la chaîne Système U (Unico, Super U). Le

groupe Promodès, au travers d'enseignes très variées (Champion, Shopi, Score...), gère 835 supermarchés. Le reste est très dispersé, avec cependant quelques chaînes comme Franprix (248 magasins) ou Codes (232). Les plus performants sont les supermarchés de 1 200 m², qui réalisent 54 % du chiffre d'affaires global de ce type de magasin, alors qu'ils n'occupent que 48 % de la surface de vente et ne représentent que 31 % du nombre des magasins.

Le bricolage et le jardin

Le nombre des « magasins populaires », ces magasins à rayons multiples à assortiment limité, avec parfois un supermarché alimentaire intégré, ne cesse de décroître : ils étaient 636 en 1985 et ne sont plus que 571 aujourd'hui. Les deux grandes enseignes sont Prismaic (du groupe Printemps), qui compte 267 unités, et Monoprix (du groupe Galeries Lafayette), avec 204 magasins. Créés dans les années 30 avec une image de prix bas, les magasins populaires sont aujourd'hui des magasins de proximité, au cœur des villes, avec parfois des emplacements devenus peu

rentables, la clientèle ayant changé, ou s'étant déplacée, au fil des ans.

Et puis, il y a toujours les grands magasins multispecialistes, qui comportent parfois des rayons alimentaires. *Points de vente* en dénombre 681. On trouve là les géants du siècle dernier et du début du siècle : La Samaritaine (52 515 m²), le Printemps-Hausmann (48 595 m²), les Galeries Lafayette (45 846 mètres carrés). Paris compte 13 grands magasins, mais une enseigne est reine en province : les Nouvelles Galeries exploitent, en effet, 82 grands magasins, tandis que le Printemps n'en compte que 42.

Enfin, les magasins de quincaillerie-bricolage et les « bâtiments » se multiplient : ils sont 2 013, soit 114 de plus que l'année dernière. Autre spécialité : les « jardinerias », au nombre de 776 (40 créations cette année). Ce qui confirme le goût persistant des Français pour le bricolage et le jardinage.

JOSÉE DOYÈRE

(1) *Points de vente*, 15 septembre 1989, 48 F. *Panorama*, édition 90, 960 F. 14, rue Chaplaine, 92303 Levallois. Tél. : 47-57-31-66.

Selon l'hebdomadaire « Advertising Age »

Philip Morris reste le roi des annonceurs américains

Philip Morris, le géant américain du tabac, de l'alimentation et de la bière, a dépensé en 1988, pour sa publicité, plus de 2 milliards de dollars (environ 12,7 milliards de francs). C'est ce qu'annonce le magazine spécialisé *Advertising Age* dans son dernier rapport annuel sur les annonceurs américains.

C'est la première fois que l'un d'eux passe ce cap pour son investissement publicitaire. Il est vrai que sa filiale Kraft-General Foods, née de la fusion de deux mam-mouths de l'alimentation, compte pour 60 % dans ce total.

Philip Morris, pour la deuxième année consécutive, se maintient donc au premier rang, après avoir détrôné en 1987 le lessivier Procter & Gamble, pendant vingt-quatre ans champion incontesté de la catégorie, qui avait ravi sa suprématie à General Motors. Au deuxième rang, Procter & Gamble, avec 1,5 milliard de dollars, reste au deuxième rang, suivi de General Motors (près de 1,3 milliard) et du groupe commercial Sears Roebuck (un peu plus de 1 milliard de dollars). A eux quatre, les milliardaires de l'investissement publicitaire représentent 18 % des 32,2 milliards que

dépensent en publicité les cent premiers annonceurs américains. Le centième de la liste, Subaru of America, importateur et distributeur des voitures fabriquées par le japonais Fuji Heavy Industries, a dépensé 108 millions de dollars.

Le gouvernement américain, avec un investissement publicitaire de 295,1 millions de dollars (contre 311,3 en 1987), tombe du vingt-neuvième au trente-sixième rang. L'ensemble de cette publicité officielle (un peu plus de 200 millions) est utilisé par le département de la défense.

C'est le commerce de détail qui reste le premier fournisseur de publicité, avec 5,7 milliards de dollars, devant l'automobile (4,9), les services (3,7) et l'alimentation (3,6 milliards). Les produits d'hygiène et de beauté (2 milliards de dollars) ne viennent qu'au sixième rang, et l'industrie pharmaceutique au huitième, avec 1,5 milliard. En 1984, l'alimentation et l'automobile venaient en tête.

Les cent premiers annonceurs, qui représentent un peu plus du quart du total des dépenses publicitaires américaines (27,3 % de 118 milliards de dollars), sont responsables de près des trois quarts (72,9 %) des investissements à la télévision, soit près de 7 milliards de dollars sur un total de 9,6 milliards. De la même façon, ils se taillent la part du lion dans la radio (64 %), tandis qu'ils n'assurent que 44 % de la publicité des magazines et 38 % de l'affichage.

Le commerce de détail fournit les premiers annonceurs de la presse (avec des chaînes comme May Department Stores, Macy's, Sears Roebuck), tandis que Philip Morris, General Motors et RJR Nabisco (alimentation), Ford et Chrysler sont les premiers pour les magazines. On retrouve le trio de tête General Motors, Philip Morris et Procter & Gamble à la télévision, tandis qu'à la radio Sears Roebuck et Procter & Gamble sont les gros annonceurs.

J. D.

Conseil général du Val-de-Marne

Président

Monsieur Michel GARCIA


inauguration du pont Nelson Mandela

SALUT MANDELA!

évocation son et lumière
"vie et liberté" de Nelson Mandela

MERCREDI
11 OCTOBRE
20h à 21h

Pont de Conflans IVRY CHARENTON



LA COMMUNICATION DE DEMAIN NOUS L'AVONS DECOUVERTE SOUS L'EAU

Nos regards se portent naturellement vers les étoiles, lorsqu'il s'agit d'innover en matière de communication. Aussi, nos scientifiques ont-ils orienté leurs recherches vers l'espace, où nous sommes passés maîtres dans la domoine des communications par satellite. Puis, vers un milieu inhabituel : celui des profondeurs de l'océan. Ils y ont découvert Aplysia, un mollusque marin dont l'étude du système nerveux a permis la mise au point de la première neuroproteine optique.

La neuroproteine Mitsubishi a ouvert la voie dans la conception des neuro-ordinateurs, ces machines « pensantes » qui accompliront des fonctions jusqu'alors propres à l'homme, telles que la reconnaissance des formes, des caractères imprimés ou encore de la voix humaine. Il ne fait aucun doute qu'ils deviendront indispensables aux systèmes de communication ultrarapides et précis des années à venir. Pour perfectionner des produits de communication des

plus sophistiqués, tels que téléphones mobiles, télécopieurs, systèmes de téléconférence, satellites de communication et stations terrestres, Mitsubishi Electric constitue une nouvelle génération de visionnaires : des scientifiques, qui voient scintiller des étoiles au fond des mers.



MITSUBISHI ELECTRIC

Mitsubishi Electric France S.A.
55, Avenue de Colmar, 92083,
Rueil-Malmaison Cedex, France.
Tél. : (1) 47.08.71.00. Telex : MELCAMP 202257
Fax : (1) 47.08.04.05

Cher lecteur, nous vous présentons le nouveau catalogue de produits Mitsubishi Electric. Ce catalogue est le fruit de nos recherches et de nos innovations. Il vous présente une gamme de produits très large, allant des équipements de communication aux équipements de transport. Nous sommes fiers de vous présenter ces produits et de vous offrir une gamme de produits aussi complète et aussi innovante. Nous espérons que ce catalogue vous sera utile et que vous trouverez dans nos produits la solution à vos problèmes. Nous vous remercions de votre confiance et vous invitons à visiter notre site internet pour en savoir plus sur nos produits et services.

Des ordinateurs

Nous présentons ici une gamme de produits très large, allant des équipements de communication aux équipements de transport. Nous sommes fiers de vous présenter ces produits et de vous offrir une gamme de produits aussi complète et aussi innovante. Nous espérons que ce catalogue vous sera utile et que vous trouverez dans nos produits la solution à vos problèmes. Nous vous remercions de votre confiance et vous invitons à visiter notre site internet pour en savoir plus sur nos produits et services.

مكتبة الامم المتحدة

TECHNOLOGIE

Avec la première banque de données visuelles et sonores sur Numeris

2 000 disques au bout des doigts

Chez ce grand disquaire parisien, le téléphone (qui s'appelle théatrophone à ses débuts) retrouve sa vocation culturelle d'origine. Mais c'est de la musique enregistrée, et non plus du théâtre qu'il transmet. Grâce au réseau Numeris.

Dans le magasin de la FNAC, avenue de Wagram à Paris, un nouvel engin vient de faire son apparition. C'est le « borne », composé d'un écran, d'un clavier de télévision, et d'une armoire bourrée d'électronique, n'est pas à vendre. Et les clients qui se pressent autour, écoutent sur les ondes, sont bien plus que des amateurs de musique en tout genre que des fans de l'information.

L'audiocatalogue, puisque tel est le nom de la machine, permet de choisir et d'écouter le disque de son choix, d'en visualiser la pochette, et d'en obtenir les principales caractéristiques (nom des interprètes, durée d'écoute, etc.). Un service apprécié pour ceux qui viennent sans idée préconçue et souhaitent donc pouvoir écouter un ou plusieurs disques avant de les acheter. Ce qu'ils ne pouvaient pas faire depuis plusieurs années.

Jusqu'au début des années 80, il était en effet possible de choisir un disque dans les rayons et de demander à l'écouter. Mais « ce service n'était satisfaisant pour personne », se souvient Claude Cappezo, directeur des produits disque. Ni pour les clients, qui devaient bien souvent faire la queue pour en profiter, ni pour les gestionnaires du magasin, qui regrettaient de devoir lui réserver de plus en plus d'espace en raison de la multiplication des supports (disques noirs, 45 ou 33 tours, disques compacts) ; sans parler des dégâts occasionnés sur les précieuses galettes souvent manipulées.

Actuellement, pour choisir et écouter un disque, inutile dans un premier temps de se poster devant l'une des huit bornes de l'audiocatalogue réparties dans le magasin. Un texte s'affiche à l'écran demandant de sélectionner une catégorie de disques : variétés françaises, étrangères, musique classique, opéra, etc. La classification reprend celle des différentes allées. Il suffit d'appuyer sur la case de son choix directement sur l'écran. Car la borne est munie d'un écran tactile qui réagit aux ordres lorsqu'on le touche du doigt. Le dialogue continue. S'il s'agit de variétés, il faut ensuite sélectionner un interprète ; si l'interprète n'est pas connu, il faut sélectionner un compositeur. Tout comme on le ferait en fouillant dans les bacs à disques du magasin. Petit à petit, à la suite de choix successifs, les caractéristiques du disque sélectionné s'affichent.

(ou prochainement sa pochette) ; pour l'écouter, il suffit de se mettre le casque sur les oreilles, sans plus attendre. Une telle réalisation a nécessité un certain nombre de promesses techniques. Car la borne n'est que la partie visible par le public d'un réseau de télécommunications qui permettra, lorsqu'il sera opérationnel dans plusieurs magasins, à des centaines de personnes situées en des lieux différents d'écouter chacune l'œuvre de leur choix (éventuellement la même, si, par le plus grand des hasards, jusqu'à cent personnes ont fait le même choix au même moment) par le réseau Numeris.

A la différence de systèmes traditionnels, type juke-box, les disques ne sont en effet plus physiquement présents. Leur son et l'image de leur pochette ont été numérisés et stockés sur les disques d'un ordinateur situé dans le centre de Paris. Celui-ci est connecté, via le réseau téléphonique Numeris, à un autre ordinateur, du même type, situé dans le magasin de l'avenue de Wagram, et qui transmettra à tous les magasins FNAC de Paris et peut-être dans les principaux magasins de province.

De n'importe quel coin de France

D'ordinateur à ordinateur, le son et l'image digitalisés se baladent donc sur les fils du réseau Numeris pour pouvoir être restitués puis écoutés, sans que leur qualité en soit altérée, de n'importe quel coin de France. Cette réalisation est l'œuvre de XIS, une petite société de Montpellier créée en 1984 par trois passionnés de l'image et du son : Jean-Alain Sidi, ingénieur de son et mélomane, actuellement PDG de la société ; Michèle Bonnard, « Kyrielis » en public, chargée des développements ; et Pierre Lobstein, réalisateur vidéo.

Lors de la création de la société (une association en fait à ses débuts), les deux hommes avaient trente ans, et Kyrielis tout juste vingt-deux ans. Ils avaient déjà monté plusieurs opérations en commun. Leur obsession était de « faire entrer les théâtres et les parisiens, qui pensaient être des clients, dans le monde de la culture ». De la même façon, nous voulons démocratiser les points de culture ». Pierre Lobstein fut à l'origine de leur première réalisation : l'envoi, en direct, par ligne téléphonique (prêtée par France Télécom) d'un film sur les vendanges tenues à Beaulieu, petit village de l'Hérault ; les images étaient transmises vers un

mur d'écrans situé au Centre Pompidou, en utilisant un système (prêté par CIT-Alcatel) normalement utilisé pour faire de la télé-surveillance de locaux.

Dans cette société gérée d'images, les gens regardent ces images en noir et blanc, de mauvaise qualité, changeant au rythme de une toutes les huit secondes, fascinés parce qu'elles étaient transmises par téléphone », se souvient Jean-Alain Sidi. Même démarche, même succès, pour le réseau d'échange qu'ils mettent en place entre plusieurs écoles des Beaux-Arts du sud de la Loire : les élèves de Bordeaux, Toulouse, Montpellier et Nice s'échangeaient, par téléphone, le son « pur » et l'image « pourrie » de concerts organisés dans leurs villes respec-

tives qui permette d'accéder à toutes les nouveautés.

Installés à Montpellier, ville qui avait décidé d'être câblée en fibre optique, ils commencent à réfléchir à un service câblé, mais basculent rapidement en faveur de Numeris, qui devait devenir le fer de lance de France-Télécom et était donc promis à des développements beaucoup plus importants. Mais ce réseau, moins coûteux, est aussi moins performant. Pour utiliser sans retrouver les handicaps du téléphone, c'est-à-dire en transmettant un son de bonne qualité, des travaux de recherche s'imposent. Le grand élan idéaliste visant à mieux diffuser la culture se double alors d'une démarche commerciale. La FNAC, contactée, se montre intéressée. Le CNET (Centre

cruciaux pour la réussite du système : la compression d'image et de son d'une part, et la mise au point de la banque de données d'autre part.

Le débit de Numeris est en effet limité à 8 kilo-octets par seconde (8 kops), c'est-à-dire qu'il ne peut transmettre que 8 000 caractères par seconde, contre 48 000 par la fibre optique, et alors qu'un débit de 88 kops est nécessaire pour transmettre un son de qualité en monophonie. Le même problème se posait pour l'image, puisqu'une image de qualité télé nécessite 400 000 caractères impossibles à transmettre tels quels. Ces images et ces sons nécessitent aussi des mémoires volumineuses pour être stockés : 250 millions d'octets (soit l'équivalent de plus de 300 dis-

compression). Le son transmis sur Numeris a certes une bande passante (30 hertz à 7 kilo-hertz), et donc une qualité, légèrement inférieure à celle d'un disque mais en qualité hi-fi, ou même à celle des radios FM, mais elle est néanmoins tout à fait acceptable. Restait à résoudre le second problème : à savoir permettre à plusieurs utilisateurs de partager la même banque de données sonores. Jusqu'à présent, seuls de très gros calculateurs en étaient capables pour de tels débits ; mais pour un prix prohibitif. Le procédé de l'audiocatalogue, confidentiel, fait l'objet d'un brevet déposé par XIS et le CNET.

Aider à la vente de produits financiers

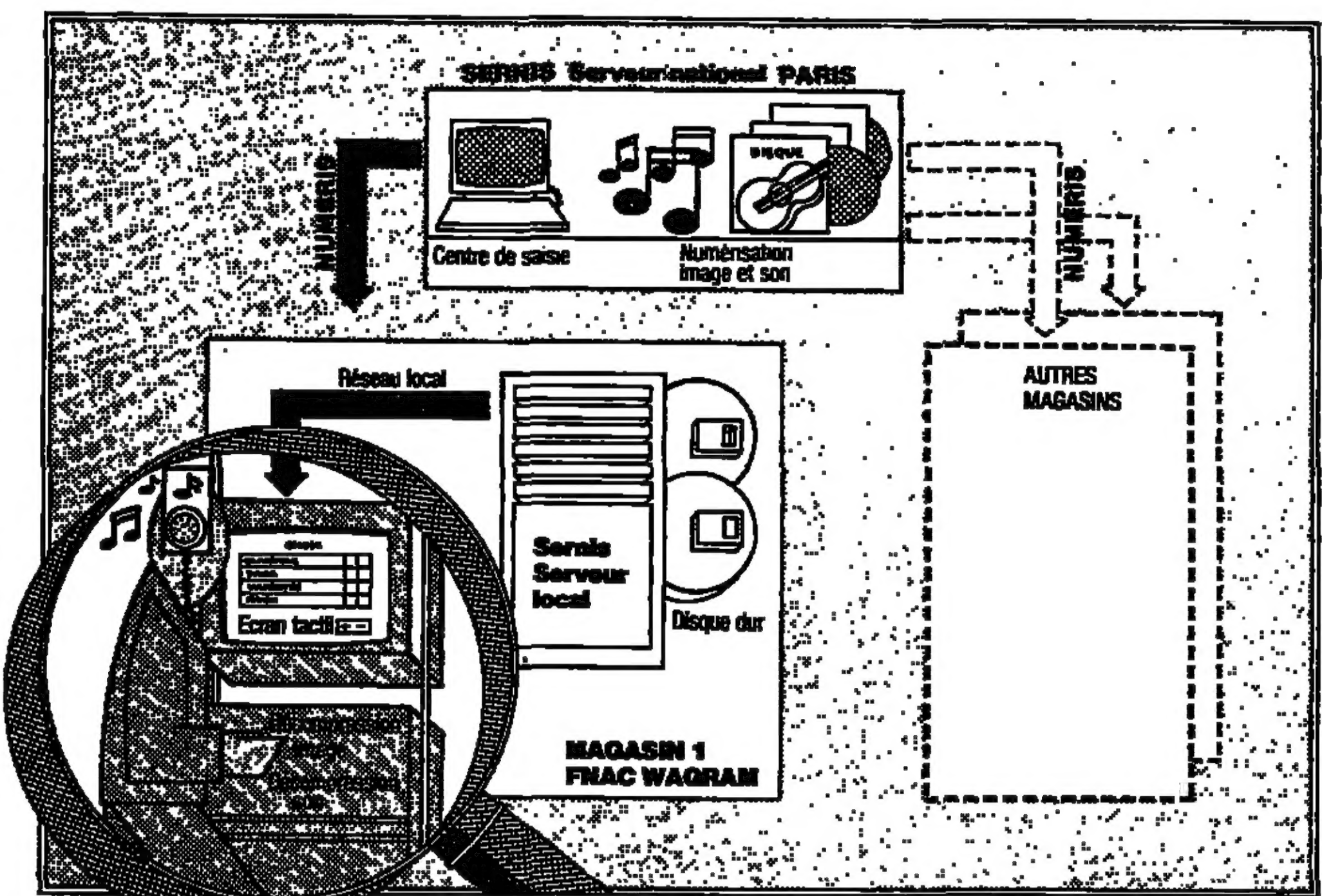
Le produit, Sernis (pour serveur Numeris), mini-ordinateur industriel capable de stocker des centaines d'heures de son et plusieurs millions d'images, commence à être commercialisé. Avec les bornes et le logiciel. Car l'objectif de XIS n'est pas de vendre des machines mais des applications. La FNAC a déjà décidé d'en équiper ses centres parisiens. « Nous le généraliserons progressivement en province, mais nous n'avons pas encore fixé de seuil de magasin », précise Philippe Mondet, le directeur général de cette grande surface. Seules les plus grosses surfaces commerciales pourront en effet rentabiliser un tel investissement : 1 million de francs par magasin, pour un réseau de 12 bornes avec 2 000 références. Outre ses possibilités actuelles, le système pourrait aussi être utilisé à des fins de marketing. En analysant les statistiques d'écoute et en demandant (comme cela est actuellement le cas sur les bornes testées au nouveau magasin FNAC de La Défense) ce que l'auditeur pense du moment qu'il vient d'écouter.

Quatre la grande distribution, Jean-Alain Sidi prospecte aussi les agences de voyages ou même des banques, pour aider à la vente de produits financiers ; les musées, et plus généralement tous les organismes possédant de grands fonds documentaires nécessitant d'être mis à jour facilement et consultables par des centaines de personnes à la fois ; les centres d'enseignement à distance ; et les entreprises de presse pour la constitution de banques de reportages.

Le chiffre d'affaires prévisionnel de XIS pour l'année en cours est de 10 millions de francs. La société emploie maintenant seize personnes ; seule la moyenne d'âge n'a guère progressé depuis cinq ans : elle est actuellement de vingt-six ans. Dans les bureaux de Montpellier, des designers étoient des informaticiens et des ingénieurs télécoms. Le chef de projet, Christophe Carniel, est un ingénieur des Mines de vingt-deux ans.

ANNE KAHN

L'audiocatalogue de la FNAC



La son de 2 000 disques. L'image de leurs pochettes et leurs fiches descriptives sont numérisées, comprimées et stockées dans l'ordinateur serveur national Sernis. Ils sont envoyés au démodulateur et lors de chaque mise à jour aux autres ordinateurs Sernis situés dans chaque magasin par le réseau Numeris. Dans chaque magasin, l'ordinateur Sernis est relié, par un réseau local, aux bornes à la disposition du public, qui peut ainsi écouter le disque de son choix.

tives. Forts de ces expériences, ils transforment l'association en SARL et réfléchissent à la façon d'améliorer le système pour continuer d'utiliser le téléphone, mais sans perdre la qualité du son hi-fi et de l'image vidéo. « Il sort en moyenne trois cents nouveautés longues durées par mois sur le marché du disque en France. Or, ce qui est diffusé, c'est le Top 50. Les autres titres de choix ne sont fournis que par la presse écrite. Nous voulons créer un ser-

national des télécommunications) apporte son aide : 3 millions de francs en marchés d'études, puis l'ANVAR (1,4 million de francs d'aide remboursable, dont une partie doit servir à financer des développements ultérieurs). Une société de capital-risque, Eurocrédit Finance, entre, pour 5 %, au capital de la société, qui depuis le début de l'année s'est transformée en S.A. Avant d'apporter financements, elle a permis à XIS de mener des recherches dans les deux domaines

quelles micro-informatiques) pour stocker un disque compact audio en son mono. « Nous voulons mettre en place un nouveau service, mais les technologies n'existent pas. » Avec l'aide du CNET, ils travaillent donc à un système de compression qui permette de décrire le son et l'image avec un nombre inférieur de caractères, sans en dégrader la qualité. Mission accomplie : pour stocker 75 minutes de musique, il suffit désormais de 36 millions d'octets (contre 250 millions avant

En vedette au SICOB-Micro

Des ordinateurs qui tiennent (presque) dans la poche

Ils pèsent moins de 500 grammes, et sont compatibles PC. Ce sont les derniers-nés des micro-ordinateurs. Mais attention : bien peu de programmes sont disponibles à leur format.

Portfolio, Poqet PC, Agilis... Qui aurait osé imaginer en 1981, lors de l'annonce par IBM de son premier micro-ordinateur, que moins de dix ans plus tard, ce même matériel - qui pèse entre 15 et 20 kilos et encombre tout un bureau - tiendrait quasiment dans une poche, permettant ainsi à chacun de travailler là où il se trouve, que ce soit dans le RER, l'avion ou même à la campagne ? A quelques nuances près, c'est pourtant ce qui arrive aujourd'hui avec une nouvelle génération de micro-ordinateurs, à mi-chemin entre les calculateurs programmables bien connus des étudiants et les portables plus traditionnels (et plus lourds) qui se vendent désormais par centaines de milliers chaque année aux cadres et aux professionnels. Plusieurs produits annoncés ces derniers mois - parmi lesquels le Portfolio d'Atari, le Poqet PC de Poqet Computers ou le portable modulaire d'Agilis - sont venus donner un début de consistance à cette nouvelle tendance.

L'idée d'un matériel qui tienne dans une main n'est pas nouvelle dans l'informatique. Elle a déjà fait ses preuves avec les terminaux d'ordinateurs que l'on octroie quasi-

diennement, aux caisses des supermarchés par exemple. Mais c'est la première fois que le concept fait son apparition dans la sphère du micro-ordinateur compatible. La miniaturisation de la technologie permet aujourd'hui de proposer des matériels annoncés comme des compatibles PC, qui fonctionnent donc sous logiciels MS/DOS, mais dont le poids n'exécute pas le demi-kilogramme. Une avancée technologique qui donne un caractère bouleversant à un marché qui cherche encore ses marques entre une orientation grand public qui lui permettrait d'accéder à une diffusion de masse et une orientation professionnelle plus limitée.

Le Portfolio d'Atari (conçu par la société britannique Distribution Information Processing Ltd) qui pèse 450 g, se présente sous forme d'un portefeuille de 20,1 cm de longueur par 10,4 cm de largeur et 2,9 cm d'épaisseur. Dans cet encombrement réduit ont été rassemblés un microprocesseur de type Intel 8088, cadencé à 4,92 MHz de fréquence, une mémoire morte de 256 kilo-octets, un lecteur de cartes ROM (en remplacement des traditionnelles unités de disquette), un clavier Avery de six-vingt-trois touches et un écran à cristaux liquides capable d'afficher huit lignes de quarante caractères. Cette version du Portfolio est vendue 2 990 francs dans le commerce. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le produit n'est pas limité dans ses extensions. Il peut recevoir un

module mémoire qui porte sa capacité à 644 kilo-octets (comme sur la majorité des PC de bureau) ou encore une interface parallèle permettant de le connecter à la plupart des imprimantes du marché. Il fonctionne sous système d'exploitation compatible avec la version 2.1 de MS/DOS. C'est ce qui le différencie de produits plus anciens tels que l'Organiser de la firme britannique Psion ou de l'ITC 7000 du japonais Sharp, qui ont tous deux un format de poche mais n'ont par contre aucune filiation avec le monde MS/DOS. Dans sa version de base, Portfolio est proposé avec un logiciel comportant un agenda, un éditeur de texte, un carnet d'adresses et un tableau compatible avec 123 de Lotus.

Des catalogues de vente

D'une technologie plus élaborée mais d'un format comparable, le Poqet PC de l'américain Poqet Computers se définit comme un produit destiné aux professionnels. Pèsant lui aussi moins de 500 g, il a plusieurs avantages si on le compare au Portfolio. Le principal est l'utilisation directe du système d'exploitation MS/DOS qui en fait un véritable plus autonome que le produit d'Atari. Notons aussi un écran plus grand qui permet l'affichage du 21 lignes de 40 caractères, un clavier un peu plus large et deux lecteurs de cartes ROM au lieu d'un. En principe, le Poqet PC fonctionne sur batteries avec une autonomie

annoncée de cent heures, une durée relativement importante si on la compare à celles de portables professionnels. L'autonomie, sur ces derniers, n'exécute généralement pas les douze heures. Il faut dire que les constituants d'un portable professionnel (le T 1600 de Toshiba ou le SuperPort de Zenith par exemple) sont très consommateurs d'énergie. Le Poqet PC, fort de ces avantages, devrait intéresser une clientèle professionnelle. Ce positionnement est confirmé par son prix élevé (2 000 dollars aux Etats-Unis, soit environ 13 000 francs) qui l'écarte d'office comme candidat à une diffusion de masse. D'ailleurs, ce que craignent le plus les fondateurs de Poqet Computers, c'est que leur Poqet PC soit assimilé à un gadget. Un difficile pari pour lequel le n'est pas béni à moins de 12 millions de dollars (77 millions de francs), au travers d'un pacte avec le japonais Fujitsu, qui est le chef de file des actionnaires de cette société texane. Elle a été créée par des transfuges de Texas Instruments qui avaient participé à la fin des années 70 à la conception de portables de grande diffusion tels que le Speak & Spell ou encore le Little Professor. Destinés à l'éducation et aux loisirs des enfants, ces deux produits ont été vendus en France dans plusieurs grandes surfaces ou par l'intermédiaire de catalogues de vente par correspondance.

C'est un tout autre positionnement qu'ont choisi les fondateurs

d'Agilis. Transfuges de Grid (société spécialisée dans les portables) et de Sytek (spécialisée quant à elle dans les réseaux locaux), ils ont mis 11 millions de dollars (71 millions de francs) sur l'idée d'un portable modulaire destiné à des environnements professionnels. Nous nous trouvons là aux antipodes d'une conception grand public. Basé autour du microprocesseur 386 d'Intel, le portable d'Agilis pèse moins de 3 kilos, alors que ses concurrents se situent, dans cette catégorie de puissance, entre 8 et 12 kilos ! L'idée de départ, simple mais efficace, est celle d'un module central dans lequel s'emboîtent, comme dans un jeu de Lego, les éléments optionnels tels que le clavier, le système d'impression, la connexion au réseau téléphonique ou le système d'exploitation lui-même (en choix, MS/DOS 3.0 ou Unix 3.2). Agilis innove aussi par l'utilisation d'un réseau local fonctionnant par émission radio. Grâce à ses fonctionnalités cet ordinateur vise en priorité toutes les entreprises qui ont des activités importantes de maintenance. Les premiers acheteurs américains d'Agilis confirment d'ailleurs ce positionnement. Ce sont principalement des compagnies aériennes, des sociétés de télécommunications et des producteurs d'électricité. Un produit que l'on peut qualifier d'ultraprofessionnel, puisque son prix se situe entre 10 000 et 15 000 dollars outre-Atlantique (64 000 et 97 000 francs environ), le double

de celui d'un portable à base du microprocesseur 80386.

Du Portfolio d'Atari au portable modulaire d'Agilis, un nouvel espace s'ouvre pour de nouvelles utilisations. Mais ces produits ont leurs limites. La petite taille de l'écran et du clavier n'est que font des produits d'appoint (cette remarque ne concerne que Portfolio et Poqet PC). Et surtout il manque cruellement de logiciels, malgré une filiation plus ou moins étroite avec le monde MS/DOS. Car les programmes vendus dans le commerce le sont sur des disquettes de 5 1/4 ou 3 1/2, et non sur des cartes ROM, nouveau support dont sont dotés les micro-ordinateurs de poche. Aux Etats-Unis, Poqet Computers semble avoir pris conscience de ce grave handicap. La firme a annoncé que quatorze logiciels du monde micro seraient disponibles sur son portable au début de l'année prochaine. Quel qu'il en soit, c'est probablement pour cette raison que les grands de l'industrie du portable, Toshiba et Zenith, ont préféré porter leurs efforts sur le développement de produits au format A4 pesant moins de 3 kilos mais qui restent d'authentiques compatibles et accèdent donc aux bibliothèques logicielles du monde MS/DOS. Zenith, avec son MiniPort, n'est lancé cet été sur ce créneau : à la suite de NEC qui s'y est lancé en solo il y a tout juste un an. Toshiba devrait y faire son entrée le 3 novembre prochain avec le Dynabook, un portable compatible de moins de 3 kilos.

JO COHEN

MARCHÉS FINANCIERS

Industrie pharmaceutique

ICI et Merck procèdent à d'importants échanges de médicaments

Après l'OPA lancée par Merck sur le canadien Connaught Bio Sciences, sans doute en passe de réussir avec la décision de la firme suisse Ciba-Geigy (Suisse) de ne pas renchérir, c'est au tour du géant Merck de nouer de solides alliances.

Déjà associé depuis mars dernier avec Johnson and Johnson au sein d'un joint-venture pour la production et la commercialisation de produits pharmaceutiques vendus sans ordonnance, et plus récemment avec Du Pont, le groupe américain a décidé de s'allier maintenant avec le numéro quatre mondial de la chimie, le britannique ICI.

L'accord, qui porte sur l'échange de droits pour la distribution de médicaments aux Etats-Unis, est d'importance. Le montant de la transaction s'élève en effet à 450 millions de dollars (2,88 milliards de francs). Par ce biais, ICI va acquérir le droit de vendre aux Etats-Unis l'Elavil, un anti-

dépresseur mis au point par Merck. En échange, Johnson and Johnson-Merck Consumer Pharmaceuticals (filiale à 50/50 de Merck et de Johnson and Johnson) obtiendra les droits sur divers médicaments d'ICI vendus en pharmacie aux Etats-Unis, notamment les anti-acides (Mylanta) et les anti-fongiques (Mycoston). Les ventes de ces médicaments se sont élevées à 125 millions de dollars pour 1988. La firme américaine reprendra également une unité de production d'ICI à Pasadena (Californie).

Chez ICI, on estime que la gamme de produits cédée à Johnson and Johnson-Merck ne représentait plus sa place dans la stratégie d'expansion outre-atlantique de la filiale pharmaceutique. Ce n'est pas la première fois que des laboratoires procèdent à de tels échanges. Mais, par son ampleur, cet accord américano-britannique est exceptionnel.

La BNP renforce son réseau en Californie

Déjà présente en Californie par sa filiale à 100 %, la Bank of the West, la BNP veut y renforcer son réseau en acquérant la Central Bank, qui lui apportera 46 agences, avec un total du bilan de 1 milliard de dollars.

La Bank of the West, onzième banque de Californie avec 45 agences et un bilan de 1,8 milliard de dollars, va donc pouvoir constituer un ensemble de 90 agences, concentrées autour de la baie de San Francisco et dans Central Valley. Par cette acquisition, la BNP, déjà présente en Californie depuis plus de vingt ans, veut renforcer son dispositif dans un des Etats les plus prospères des Etats-Unis, et être plus présente dans la zone Pacifique.

Castorama rachète Ohi

Le groupe succursaliste Casino vient de vendre ses activités de bricolage à Castorama : il a cédé les 55 % qu'il détenait dans le capital d'Ohi, qui représente soixante-trois magasins (dont vingt et un en franchise) et un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Casino se recentre ainsi sur la distribution alimentaire et sur la restauration collective, au moment où il développe ses activités à l'étranger avec ses partenaires, le britannique Argill et le hollandais Abn-Amro.

Castorama, enseigne du groupe Dubois-Investissements, regroupe quatre-vingt-cinq grandes surfaces de bricolage et un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de francs. A terme, l'autre actionnaire d'Ohi, le belge GIB-Group (GB-Immo) augmentera sa participation jusqu'à 50 %. Dans un premier temps, neuf magasins Ohi prendront l'enseigne Castorama.

NEW-YORK, 9 oct. ↑
Nouveau record

Tyris peu d'affaires lundi à Wall Street avec la fermeture des banques pour cause de fêtes (élévation du Colomb Day et du Yom Kippour). La faiblesse des transactions témoigne de l'insécurité ambiante avec 47,13 millions de titres échangés (contre 173 millions vendredi). Reste que le marché n'a pas manqué de tonus. A la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'élevait à 2 791,41, avec un gain de 5,89 points. Le palmarès de la journée a été un peu moins desquetté avec, sur 1 896 valeurs traitées, 697 hausses pour 647 baisses et 552 inchangées.

La performance n'est pas moins significative avec l'indice S&P 500, effrènement entraîné par le manque d'affaires, et la poursuite des ventes bénéficiaires provoquées par l'annonce d'un précédent record établi à la veille du week-end. Mais dans les milieux financiers américains règne un certain sentiment, accablant l'idée qu'une baisse des taux d'intérêt n'est pas imminente. Selon certains bruits, le relèvement de l'activité économique pourrait, en effet, conduire le Fed à assombrir un peu sa politique de crédit. La Banque centrale américaine attendrait pour cela quelques bons chiffres sur l'inflation.

VALEURS	Cours de 9 oct.	Cours de 10 oct.
Alcoa	78,62	78,76
Amgen	44,87	45,07
Boeing	58,75	58,50
Chemical Bank	44,25	44,25
Eastman Kodak	47,75	48
Exxon	45,50	45,75
General Electric	50,57	50,62
General Motors	48,50	48,25
IBM	107,50	108,25
ITT	63,37	63
Johnson & Johnson	68,37	68,12
McDonald	58	58
Rockwell	44,75	45,50
Union Carbide	27,50	27,62
USX	38,50	38,75
Westinghouse	68,37	68,12
Yale Corp.	68,12	68,50

PARIS, 9 oct. ↑
Derechef bien orienté

Après avoir failli commencer sous le signe de l'effrètement, la semaine s'est finalement ouverte sur une légère baisse de hausse à Wall Street. Du fait, dans la matinée de lundi, les différents indices s'élevaient d'abord un peu tassés, l'indicateur instantané en particulier (- 0,30 %), mais dans l'après-midi, le marché, plus très représentatif de la cote, sera mis en retrait à la fin de l'après-midi.

L'indice CAC-40, son brillant ascension, avait lui-même pris un petit coup sur les dix jours (- 0,10 %). Vers midi, cependant, la tendance se ramenait, et le CAC-40 se redressait, avant de repartir en avant dans l'après-midi et de conclure sur un score presque nul.

Quelle mouche a bien pu piquer la Bourse de Paris ? A dire vrai, les professionnels se penchent un peu en conjectures. Avec la hausse des taux d'intérêt dans les principaux pays, le marché ne dispose d'aucun élément particulier capable de le stimuler, et ce n'est la bon score fait vendredi dernier par Wall Street, parvenu au « top niveau ».

Mais l'explication est un peu mieux, d'autant qu'avec la fête laïque du Yom Kippour (jour du « Pardon ») l'activité a sérieusement décliné, ce qui est un facteur d'effrètement.

En réalité, comme la semaine précédente, le marché semble vouloir traiter les nouvelles par une belle indifférence. Sur le plan, personne n'y comprend rien. Quelqu'un suggère qu'à New York un sentiment prévient dans les milieux financiers qu'une baisse des taux à court terme serait proche. Possible ! Dans l'immédiat, la perspective d'une réduction du taux de chômage donne la chair de poule à quelques-uns. Les chateaux enregistrent sur la livre sterling seraient en partie dus à cette possibilité. Et pour la Bourse, morte. Avec le retard pris vendredi dernier sur la reprise enregistrée en séance, l'indice CAC 40 (base 100 au 31 décembre 1981) devrait de lundi à mardi à son plus haut niveau de toujours.

LONDRES, 9 oct. ↓

Forte baisse dans le sillage de la livre

La chute de la livre, malgré la hausse des taux de base, a entraîné une baisse des cours de la plupart des actions. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en recul de 30,5 points, à 2 247 points. 424 millions d'actions ont été échangées, contre 505,5 millions vendredi. La hausse des taux des prêts aux logements de la Halifax, la première des sociétés de crédit immobilier britanniques, a entraîné une baisse des actions de la construction, qui devrait enregistrer une nouvelle baisse d'activité. Les banques françaises ont été affectées en raison de la baisse attendue du pouvoir d'achat des ménages. Les résultats intermédiaires d'Euromat n'ont pas retenu l'attention des investisseurs. D'autre part, une acquisition prévue par le groupe de construction de tunnel, Calsonic Schweppes, une valeur considérée récemment comme opérationnelle, a été également dépréciée. Le groupe de publicité, Saatchi & Saatchi a fait exception à la tendance avec de nombreuses valeurs de rachats.

TOKYO

Clos

Tous les marchés financiers japonais ont fermé, mardi 10 octobre, pour la célébration de la fête de l'éducation physique.

Introduction de Mitsubishi à la Bourse de Londres

L'action du groupe japonais Mitsubishi Corporation a été introduite, en début de semaine, à l'International Stock Exchange (ISE) de Londres. Mais les premières transactions n'ont eu lieu que mardi 10 octobre. Mitsubishi a ainsi été cotée mardi au début de la matinée à 190 yens, un cours légèrement supérieur à celui de son cours de clôture au SEAQ - le système automatisé de cotation de la Bourse de Londres - lundi soir (3 185 yens). Mitsubishi Corporation est la dixième société japonaise et la première société de commerce japonais à être introduite à l'ISE. 2 549 actions étaient cotées à la fin septembre 1989 à l'ISE, dans 554 entreprises, avec une capitalisation globale de 1 725 milliards de livres. Mitsubishi Corporation est la plus grande maison de commerce du Japon pour sa capitalisation boursière (17 milliards de dollars ou 2 400 milliards de yens l'an dernier), le total de ses actifs nets et le bénéfice net.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Rapprochement entre Laurent Perrier et Philippe de Rothschild. Les deux sociétés de champagne ont annoncé, lundi, leur décision de rapprocher progressivement leurs réseaux commerciaux sur la France, à compter du 1^{er} janvier prochain. Dans un communiqué commun, les deux sociétés ont expliqué que cet accord visait à « renforcer » leur présence « sur un marché qui devient prioritaire pour chacune d'elles ». L'accord « a été conclu avec le souci de maintenir à Laurent Perrier et à Baron Philippe de Rothschild le caractère familial qui leur a permis d'établir leurs statuts de marques internationales ».

■ M. Jean-Louis Vignola, ancien PDG des Grands Moulins de Paris, a été nommé à la tête du groupe Bouygues. Cette décision renforce la position du numéro un mondial du BTP, qui avait annoncé, mardi 3 octobre, sa prise de contrôle du groupe agroalimentaire grâce à la cession des parts de certains membres de la famille Vignola, par lequel M. Vignola Vignola. Parmi les autres actionnaires restant à compléter figurent la Compagnie de Navigation, qui détient 10 %, et le Fonds de placement du personnel, qui contrôle 7 % à 8 % du capital.

■ Mariage dans les papeteries. — Manière et Forêt vont de racheter 90 % du capital de la société Henry Bruchet, qui elle-même pos-

sède 60 % des Petites Papeteries. Le groupe ainsi constitué devrait réaliser, en 1989, un chiffre d'affaires proche de 1,7 milliard de francs. D'autre part, cette acquisition pourrait être le moyen choisi par le groupe papeter pour faire son entrée en Bourse, en procédant à une augmentation de capital.

■ Fuji et Du Pont s'associent pour racheter Crofield Electronics. — La société japonaise Fuji Photo Film Co. a décidé de s'associer avec la plus grosse entreprise chimique américaine, Du Pont, pour racheter la firme britannique Crofield Electronics Ltd. Le montant de la transaction atteint 235 millions de livres (2,37 milliards de francs). Crofield Electronics est un fabricant de systèmes optiques à haute résolution électronique. L'acquisition n'est faite à parts égales entre Fuji et Du Pont. Crofield emploie trois mille personnes et a enregistré, en 1988, un chiffre d'affaires de 240 millions de livres. Il possède des unités de production en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ainsi que des bureaux de commercialisation dans quatorze pays. Les responsables ont précisé que Fuji Film et Du Pont ont créé, à Londres, une société baptisée Du Pont and Fuji Film Electronics Imaging Ltd. (DFEIL), chargée de l'implémentation des innovations des deux firmes avec celles du groupe Crofield.

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	402	402	Les assurances	230	230
Assurances	182	182	Les assurances	182	182
B.C.	300	300	Les assurances	276	276
B. Demicheli & Associés	800	800	Les assurances	180	180
Bouygues	187 80	187 80	Les assurances	17 20	17 20
Bouygues	840	840	Les assurances	237	237
Bouygues	444	444	Les assurances	1276	1276
Bouygues	305	305	Les assurances	240	240
Bouygues	2220	2220	Les assurances	605	605
Bouygues	876	876	Les assurances	800	800
Bouygues	871	871	Les assurances	800	800
Bouygues	700	700	Les assurances	800	800
Bouygues	170	170	Les assurances	787	787
Bouygues	1820	1820	Les assurances	676	676
Bouygues	420	420	Les assurances	346 80	346 80
Bouygues	376	376	Les assurances	346	346
Bouygues	822	822	Les assurances	236	236
Bouygues	880	880	Les assurances	880	880
Bouygues	282	282	Les assurances	332	332
Bouygues	1205	1205	Les assurances	100	100
Bouygues	430	430	Les assurances	510	510
Bouygues	1221	1221	Les assurances	320	320
Bouygues	886	886	Les assurances	320	320
Bouygues	138	138	Les assurances	320	320
Bouygues	180	180	Les assurances	320	320
Bouygues	18 10	18 10	Les assurances	320	320
Bouygues	238	238	Les assurances	320	320
Bouygues	880	880	Les assurances	320	320
Bouygues	332	332	Les assurances	320	320
Bouygues	1088	1088	Les assurances	320	320
Bouygues	267	267	Les assurances	320	320
Bouygues	266 50	266 50	Les assurances	320	320
Bouygues	146	146	Les assurances	320	320
Bouygues	305	305	Les assurances	320	320
Bouygues	1100	1100	Les assurances	320	320
Bouygues	140	140	Les assurances	320	320

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 9 octobre 1989

Nombre de contrats : 16 909.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Assurances	700	122	—
Assurances	480	35	—
Assurances	560	13	—
Assurances	40	4,50	8
Assurances	1 700	78	36
Assurances	180	19	3
Assurances	1 550	80	—
Assurances	560	18	24
Assurances	925	58	30
Assurances	680	48	—
Assurances	520	28	—
Assurances	240	6,30	13
Assurances	1 700	367	11,50
Assurances	380	34	5

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 octobre 1989

Nombre de contrats : 55 387.

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	107,26	107,22
Précédent	107,18	107,16
Options sur notionnel		
Prix d'exercice	Dé: 89	Dé: 89
186	1,85	1,60

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,40 =

Le dollar était stable le 10 octobre au matin, s'échangeant à 6,40 F, contre 6,4020 F la veille à la cotation officielle. Ce volume est largement en deca de la clôture du marché européen, lundi, et de celle du marché japonais, mardi. Le franc français progressait contre le franc français, à 3,3920 F, et la livre sterling restait très faible, à 10,04 F (lire page 22).

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (10 oct.) : 94/67/76/5
New-York (9 oct.) : — Cn

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

6 oct. 9 oct.

Valeurs françaises : 128,4

Valeurs étrangères : 117,9

(INSEE, base 100: 31-12-81)

Indice global CAC : 553,3

(INSEE, base 100: 31-12-81)

Indice CAC 40 : 1 940,4

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

Indice OMF 50 : 539,9

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 9 OCTOBRE

Réglement mensuel										Réglement mensuel									
VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Premier	Dernier	%		
Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%		
3776	C.N.E. 3% x	2710	2710	3720	+ 0,27	3776	C.N.E. 3% x	2710	2710	3720	+ 0,27	3776	C.N.E. 3% x	2710	2710	3720	+ 0,27		
1021	B.M.P. P.T.	1070	1070	1070	0,00	1021	B.M.P. P.T.	1070	1070	1070	0,00	1021	B.M.P. P.T.	1070	1070	1070	0,00		
1267	C.F.P. T.P.	1222	1222	1221	- 0,08	1267	C.F.P. T.P.	1222	1222	1221	- 0,08	1267	C.F.P. T.P.	1222	1222	1221	- 0,08		
1169	B.M.P. Iqon. T.P.	1176	1177	1177	+ 0,17	1169	B.M.P. Iqon. T.P.	1176	1177	1177	+ 0,17	1169	B.M.P. Iqon. T.P.	1176	1177	1177	+ 0,17		
2080	B.M.P. Iqon. T.P.	2110	2140	2100	- 1,41	2080	B.M.P. Iqon. T.P.	2110	2140	2100	- 1,41	2080	B.M.P. Iqon. T.P.	2110	2140	2100	- 1,41		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00	1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	1226	0,00		
1267	S.C. Gobelin T.P.	1226	1226	12															

Comptant (selection)[illegible]**SICAV** (sfelement)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 9/102	COURS DES BILLES	
			Actuel	Ventes
Europe (livre £)	6 400	6 100	6 180	8
ECU	9 995	9 972		348
Allemagne 1000 DM	339 180	339 180		18
Belgique (100 F)	19 125	19 134	19 000	310
France (100 F)	200 190	200 200	200	81
Grande-Bretagne (100 £)	87 020	87 040	85 500	310
Grande-Bretagne (100 £)	91 860	91 860	86 600	86
Grande-Bretagne (2 £)	10 276	10 082	8 800	18
Grande-Bretagne (2 £)	395	3 044	6 000	18
Grande-Bretagne (2 £)	4 062	4 533	4 480	5
Grande-Bretagne (2 £)	285	369 090	377	369
Grande-Bretagne (2 £)	86 980	86 910	86 600	123
Grande-Bretagne (2 £)	48 176	48 186	46 700	48
Grande-Bretagne (2 £)	5 366	5 362		5
Grande-Bretagne (2 £)	4 022	3 981		4
Grande-Bretagne (2 £)	4 432	4 545	4 200	5
Grande-Bretagne (2 £)	4 432	4 480	4 200	4

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par.	COURS 8/10
Or fin (le gramme)	24700	24600
Or fin (le lingot)	78300	78100
Pièce française (10 fr.)	436	431
Pièce suisse (10 fr.)	383	...
Pièce suisse (20 fr.)	488	483
Pièce latine (20 fr.)	434	430
Souverain	548	548
Pièce de 20 dollars	2590	2586
Pièce de 10 dollars	1335	1330
Pièce de 5 dollars	680	...
Pièce de 50 patacs	2620	2605
Pièce de 10 patacs	482	480
Or Londres
Or Zurich
Or Hongkong
Argent Londres

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ♦ : prix précédent — ★ : marché continu

Les rencontres entre les syndicats pénitentiaires et le ministre de la justice

La lambada et les piranhas

Le premier rendez-vous de travail entre le ministre de la justice et six syndicats des personnels pénitentiaires — UFAP, SNAPP, CGT, SPI, SNPP et CFTC — après le dernier conflit s'est rapidement terminé, au bout de trois heures de discussion houleuse.

Les syndicats ont très mal supporté d'être repus après FO, dont le secrétaire général, M. Jacques Vialletas, avait renoncé à la signature de son principal collaborateur quelques heures plus tôt. Sorti de l'« entente syndicale » et appelé à la reprise du travail le 4 octobre, M. Vialletas est accusé par ses anciens partenaires de négocier confidentiellement la levée des sanctions des adhérents de son syndicat. « Il est normal que les bons et loyaux services de FO soient rémunérés », explique ainsi la CGT dans un tract. L'UFAP, de son côté, dénonce « la chaise défilée de division orchestrée par la chancellerie et FO... » « Durant ce week-end, les responsables de FO ont préféré danser à gogo la lambada à la fête de l'amitié plutôt que de travailler. »

Soumis à un tir de barrage d'une rare violence de la part des autres organisations syndi-

cales qui l'accusent d'avoir torpillé le mouvement, M. Vialletas, pour qui « la lambada a au moins l'avantage de réunir les étras », les traits, de son côté, de « piranhas » et se justifie auprès de ses adhérents en expliquant que l'envoi des forces de l'ordre dans les prisons pour remplacer les surveillants grévistes, et les sanctions massives (« deux cents révocations étaient sur le point d'être signées »), ont conduit à donner la consigne de « reprendre les clés ». « Nous ne pouvions plus être les complices d'une telle mascarade. »

Amertume et règlements de comptes

Discrètement — alors que les heures de rendez-vous fixées par le ministère à FO sont volontairement tenues sous silence — M. Vialletas, entouré de membres de son bureau, négocie donc avec la chancellerie. Selon lui, « cette seconde prise de contacts a permis une avancée non négligeable dans l'étude des dossiers les plus difficiles ». Le nombre des surveillants menacés de révocation — il en resterait 27 fermes sur 297 lettres envoyées — aurait « sensiblement diminué ». Au

cours des discussions ont été aussi évoquées les retenues sur salaire pour journées d'absence injustifiées, qui pourraient être réparties sur plusieurs mois, et la question des exclusions temporaires sans traitement.

Dans le même temps, le ministère a proposé la rédaction d'un document de travail portant sur la rénovation de l'administration pénitentiaire, qui pourrait servir de point de départ à des discussions approfondies sur le métier de surveillant.

Mais pour le moment, hormis FO, les syndicats pénitentiaires continuent de faire de la levée des sanctions un préalable. Alors que les forces de l'ordre ont quitté les prisons, les surveillants ont repris le travail sur un fond d'amertume et de règlements de comptes internes. Si l'agitation s'est bien calmée et si les agents de la pénitencière sont rentrés dans le rang, le conflit reste larvé. L'UFAP, qui a décidé de « mettre fin à ces entraves stériles » avec le ministère de la justice, appelle toutes les catégories de personnel à organiser, établir, évaluer et établir, des assemblées générales dès le mardi 10 octobre.

AGATHE LOGEART

Le débat sur le projet de budget

Certains députés socialistes cherchent l'épreuve de force avec le gouvernement

Des « amendements explosifs » : c'est ainsi qu'un des commissaires socialistes des finances, M. Raymond Douyère, qualifie les amendements au projet de budget qui devaient être déposés mardi 10 octobre au matin à l'Assemblée nationale et discutés l'après-midi par le groupe socialiste. Ces amendements, s'ils étaient retenus, vont bien au-delà de ce qui était envisagé, à tel point que l'on peut se demander si M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, ne cherche pas l'épreuve de force avec le gouvernement.

L'amendement le plus spectaculaire concerne la baisse de 2 points de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis, que certains commissaires socialistes souhaitent supprimer complètement (cet amendement serait déposé la semaine prochaine).

Pour l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les commissaires PS proposent une augmentation de 20 % (un peu moins sur les petites tranches, un peu plus sur les grosses). Quant à la réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), proposée par M. Michel Charasse, c'est un « ni-à » franc et massif.

D'autres amendements proposent une augmentation de l'exonération à la base des droits de succession pour les petits patrimoines (285 000 à 300 000 F) et visent, à propos de la taxe d'habitation, à ce que la part départementale soit assise sur les revenus.

Le groupe socialiste dans son ensemble devait, mardi après-midi, se prononcer sur ces amendements. S'ils sont votés, c'est une offensive en règle contre le gouvernement qui sera déclenchée.

P. S.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Espèces menacées

VOUS me connaissez, j'adore les bêtes, je rafiole des neiges éternelles et je m'inquiète quand je vois un trou dans la couche-culotte de la planète, mais bon, aujourd'hui, c'est pas le problème. Vous me direz : au contraire, il n'est question que de ça, là, en ce moment, à Paris et à Lausanne, des ressources minières de l'Antarctique — faut-il creuser ou pas ? — et du massacre des éléphants au Kenya. Je veux bien, encore que le continent blanc, le continent vierge, il l'est plus et depuis belle lurette.

Il a été violé, sauté par ces cochons de scientifiques qui balancent leurs déchets toxiques, leurs excréments et leurs sacs plastiques par les fenêtres de soixante-huit centres de recherche. Sans compter l'Antarctique, où se bousculent à la belle saison des milliers de touristes armés par avion dans des hôtels trois étoiles.

Les animaux par là, il n'y en a que pour les Moby Dick, les Bats. Et l'ours de l'Inde ? Et le cacatoès des Moluques ? Et l'outre d'Asie ? Terminé. Ils vont finir empaillés dans les muséums d'histoire naturelle. Non, c'est pas le moment de vous apitoyer, les mecs, j'ai une terrible nouvelle à vous annoncer : elle est

aussi menacée, la nôtre d'espèce, elle est en voie de disparition. Pourquoi ? Parce que votre sperme est pollué. Ne protestez pas, ça s'étale en couverture de *Reportage*, le magazine de l'environnement. Si votre semence n'arrive pas à féconder notre petite graine, c'est parce que vous l'avez passée aux pesticides. Vaporisée sur nos aliments, la saleté dans nos assiettes et se retrouvant au plus profond de notre intimité. Je cite.

Eh oui ! Pas la peine de sourire idiot, vous, les nans, de jeter sur votre partenaire l'œil condescendant de la truite de rivière sur le saumon d'élevage. Il est dégoûté, votre épouse folle. Du jus de chaussette sur pyraline. Rien que de la reniffler, un charbon en tomberait dans les pommes. C'est une découverte de la clinique universitaire de Bonn, confirmée par un rapport de notre ministère de la santé. A Paris et à Saint-Brieuc, le spermatose se défend encore assez bien, mais à Chambéry et à Marseille il décline de la tête et il flageole de la queue que c'en est une vraie pitié. Et une vraie cata. D'ici à ce qu'on se retrouve dans une vitrine à côté du crocodile du Nil, il n'y a qu'une giclée de DDT.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Juf : adjectif ou substantif », par Edgar Morin ; « Associations : éduque et généralité », par Noël Raimon et Patrice Wolf 2

La formation du nouveau Parti socialiste en Hongrie

M. Rezo Nyers élu à la présidence du PSH. Le compromis intervenu entre les réformateurs et le centre social a rompu avec l'ancien PSCH 3

Le droit de grève en URSS

Reconnu et limité par une loi votée par le Soviet suprême 4

La campagne électorale en Namibie

La partie n'est pas gagnée d'avance pour la SWAPO 7

Le pape en Indonésie

La visite est dominée par la controverse autour du Timor-Orient 8

SECTION B

L'aide au cinéma

Face à la concurrence américaine, les pouvoirs publics veulent favoriser les films français à gros budget 13

Vente Bradley Martin à Monaco

Dispersion de la bibliothèque d'un grand collectionneur américain. Plat de résistance : cent trente-sept lettres de Proust 14

Galeries rive gauche

Saint-Germain-des-Près redevient à la mode ? Deux nouvelles galeries y ouvrent leurs portes, et on y voit des expositions consacrées à Twombly, Hélio, Tony Cragg et Gonzalez 15

« Diagonales »

« Enfin, Philippe, vous avez vu l'heure ? », par Bertrand Poirot-Delpech 17

Nouvelle inculpation pour M^{me} Cons-Boutboul

Un chauffeur de taxi parisien est venu, tardivement, témoigner contre elle. Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, déjà inculpée de complicité pour le meurtre de Bruno Dessac, l'est, une seconde fois, dans l'assassinat de son gendre, l'avocat Jacques Perrot 17

Le PNFE décapité

Francis Allouchery et Serge Lecanu, membres importants du groupuscule néonazi, ont été inculpés d'association de malfaiteurs et écroués par M. Jean-Pierre Murciano, chargé du dossier sur les attentats racistes de la Côte d'Azur 17

Le procès de trois fils de famille

La cour d'assises de Paris juge trois jeunes gens bien nés pour plusieurs

agressions, dont une tentative de meurtre sur des policiers 17

Prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine a été attribué à deux chercheurs américains, J. Michael Bishop et Harold E. Varmus, pour leurs travaux sur les oncogènes. Le Français Dominique Stehelin, dont le rôle a pourtant été crucial dans cette découverte, ne figure pas parmi les lauréats 18

Le dialogue dans les armées

M. Chevènement modifie le conseil supérieur de la fonction militaire et crée de nouvelles structures de communication à l'image des récentes commissions de participation des gendarmes 18

Un vélodrome contesté à Bordeaux

M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, a inauguré, lundi 9 octobre, le nouveau vélodrome de sa ville. Une enceinte sportive qui suscite bien des polémiques en Gironde 24

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Génétique : le congrès de la méthode

Les techniques présentées au congrès international sur le génome humain à San-Diego devraient permettre aux généticiens de gagner du temps pour dresser la cartographie du patrimoine génétique de l'homme 19

Un entretien avec le professeur Jean Frézal

« L'éradication des maladies héréditaires est un objectif inaccessible » 19

SECTION C

Conflits sociaux

Chez Peugeot et aux Impôts, la même revendication : « être reconnu » 25

Virus informatique

Judi 12 et vendredi 13 sont des journées à haut risque pour les ordinateurs, notamment aux Pays-Bas 25

Services

Abonnements 24
Campus 22
Cinéma 22
Marchés financiers 34 et 35
Météorologie 24
Mots croisés 23
Radio-Télévision 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 octobre 1989 a été tiré à 574 029 exemplaires

Le conflit Peugeot

Le conciliateur propose l'évacuation de la forge contre l'ouverture de négociations

M. Francis Blanchard, chargé le 5 octobre par le gouvernement d'une mission de conciliation dans le cadre du conflit qui affecte depuis plus de cinq semaines Automobile Peugeot, propose aux grévistes de Mulhouse de respecter la liberté de travail et de mettre fin à l'occupation de la forge de l'usine en échange de l'ouverture immédiate de négociations sur certains éléments de la politique salariale.

Ces propositions de conciliation, présentées mardi 10 octobre par l'ancien directeur du Bureau international du travail, visaient à « déterminer les bases d'une évolution minimale des salaires » (allusion directe aux bases rémunératrices), « procéder à un nouvel examen des critères et pratiques pour la mesure de la performance individuelle », « adapter le système d'incitations aux résultats », « poursuivre l'adaptation des classifications », « suspendre les sanctions » décidées contre quelque cent vingt-cinq grévistes et améliorer la décentralisation du dialogue social au sein de l'entreprise. Dans l'éventualité où les deux parties accepteraient les propositions de M. Blanchard, celui-ci « apporterait sa caution ».

Ces suggestions, qui ne concernent que Peugeot et ne s'appliquent pas au reste du groupe PSA, doivent permettre d'aboutir à l'ouverture de négociations sérieuses qui « devront durer le temps qu'il faut », assure le conciliateur, qui considère avoir achevé sa mission.

J.-M. N.

DESARMEMENT :

Condition, ou conséquence

DE LA PAIX ?

Conférence animée par

M. Aaron SKORNIK

le jeudi 12 octobre à 20 h

82, rue Cuvier, 75019 Paris

ENTRÉE LIBRE

A PARTIR du 18 octobre

LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE

Le Monde

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 octobre

Stable

Le marché a fait preuve mardi matin d'une assez remarquable stabilité. Vers 11 heures, l'indice CAC-40 ne s'était pratiquement pas écarté de son niveau de la veille au soir. Hausées et baissées se sont équilibrées partiellement. Avance de Sanofi, Beilou, Printemps et Spie. Recul de la Radiotechnique, Esso, SEB, CMB-Packaging, Locafrance, ESD.

La mesure au prix du prêt-à-porter

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur.

COUTURES MESURE

à partir de 2 150 F

PANTALONS 600 F VESTONS 1 400 F

3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, VESTES

MANTEAUX ET PARDESSUS

UNIFORMES ET ROBES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-71

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SVM SCIENCE & VIE MICRO

MACINTOSH PORTABLE ZENITH MINISPORT

La nouvelle vague des ordinateurs vagabonds. Et aussi, Sharp PC 5541 et Atari Stacy. SVM les a testés pour vous.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- La bureautique d'avant-garde de Wang et d'IBM.
- Le monde de Lotus : 1-2-3 dans tous ses états.
- Disques optiques : les technologies, les produits.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

مكتبة الأصيل